

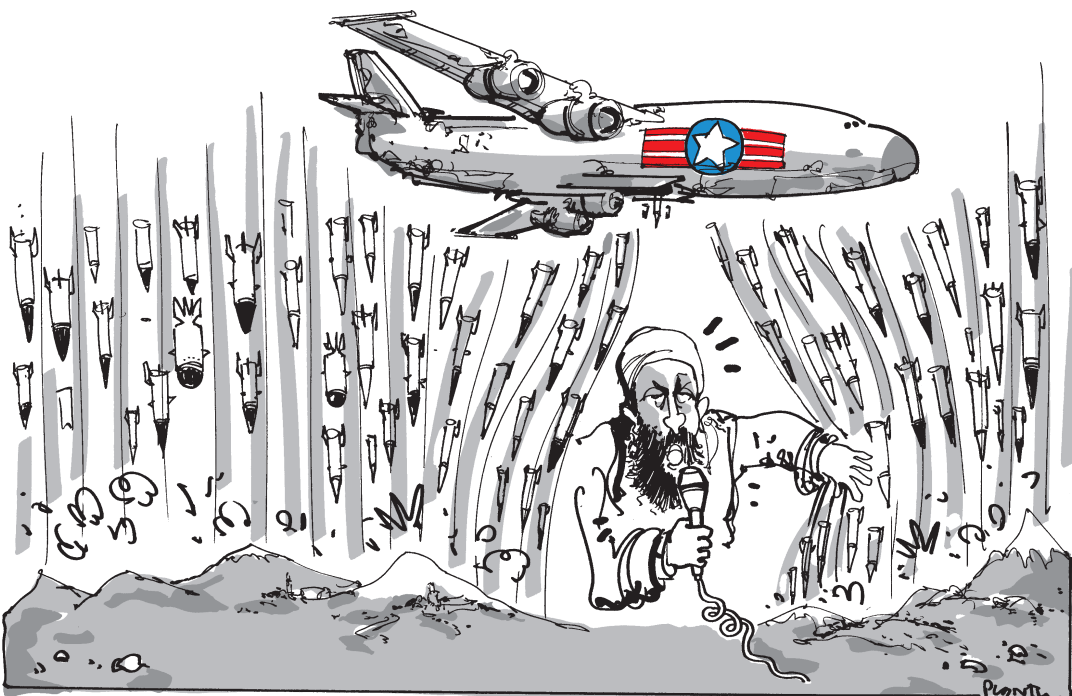
# La guerre contre Al-Qaida a commencé

● Américains et Britanniques frappent des installations militaires à Kaboul et dans plusieurs villes d'Afghanistan  
 ● Ils se préparent à une guerre longue et craignent de nouveaux attentats ● Les menaces télévisées d'Oussama Ben Laden : « L'Amérique ne connaîtra plus jamais la sécurité » ● Notre dossier sur l'enquête qui accuse son organisation, Al-Qaida

## SOMMAIRE

● **La guerre contre Al-Qaida** : Les frappes américaines et britanniques en Afghanistan. L'offensive vise le régime des talibans qui abrite l'organisation de Ben Laden, jugée responsable des attentats du 11 septembre. Le récit, les cibles frappées, les armes utilisées. Reportages : en Afghanistan au-dessus de Kaboul, au Pakistan où le régime est ébranlé, à Rome où le roi s'inquiète, aux Etats-Unis où les dirigeants se préparent à une guerre longue et s'attendent à de nouveaux attentats. p. 2 à 7

● **Les menaces de Ben Laden** : Dans une vidéo diffusée après les frappes, le chef d'Al-Qaida appelle à la guerre sainte et se félicite des attentats. Verbatim, portrait et chronologie. Comment fonctionne son organisation. L'enquête hors normes qui l'accuse. Mohamed Atta, kamikaze si discret. p. 8 à 11



● **Les réactions dans le monde et en France** : A l'exception de l'Irak, de l'Iran et du Vietnam, les frappes n'ont pas suscité d'oppositions. Les réactions en France, de Jacques Chirac à Alain Richard. p. 12 et 14

● **Horizons-Enquête** : En Russie, avec les héros brisés de la guerre afghane. p. 16

● **Horizons-Analyses** : Hollywood après le 11 septembre ; Intégrisme, la guerre des mots. L'éditorial : « Les preuves et la cible ». p. 17

● **Horizons-Débats** : Un point de vue d'Alain Finkielkraut. p. 19

## Le Monde ÉCONOMIE

Un numéro spécial de 10 pages sur les conséquences économiques de la guerre. Notre supplément, p. 24 et 38

► www.lemonde.fr/11septembre2001



## DOCUMENT

# Ben Laden : les preuves

Tony Blair a présenté, le 4 octobre à la Chambre des communes, un document selon lequel « Oussama Ben Laden et Al-Qaida, le réseau terroriste qu'il dirige, ont planifié et exécuté les atrocités du 11 septembre ». Le Monde en publie de très larges extraits. Selon les services de renseignement, Ben Laden a « les ressources pour mener à bien de nouvelles atrocités ». p. 18

## Pacifier le divorce

■ **L'ASSEMBLÉE** nationale devait examiner, mardi 9 octobre, une proposition du député (PS) François Colcombet qui remodèle et simplifie le droit du divorce établi par la loi de 1975. Deux procédures au lieu de quatre seront désormais proposées aux couples qui se séparent : le « divorce sur requête conjointe » et le « divorce pour rupture irrémédiable du lien conjugal ». Le divorce pour faute disparaît, mais la notion de faute demeure : le texte prévoit que « des faits d'une particulière gravité, procédant notamment de violences physiques ou morales », pourront être notifiés dans le jugement.

Lire page 20

## La peur, l'inquiétude pour les civils, et l'espoir des réfugiés afghans de France

**LEUR VOIX** est hésitante, presque éteinte. Après avoir passé des heures les yeux rivés sur le petit écran, la radio branchée sans discontinuer, ils hésitent. Les Afghans réfugiés en France ont peur. La vision d'un pays dévasté par la guerre qui sévit depuis vingt ans, par la famine et par la sécheresse les hantait déjà. Voici maintenant ces images, filmées de nuit, où seule perce la lueur de drôles de fusées qu'on sait meurtrières.

« J'ai très mal, je suis consternée », assure Farida Kamal, de l'association Amitiés franco-afghanes (Afrane), qui a passé quelques jours en septembre à Kaboul. « J'ai vu une population déjà très éprouvée. J'espère qu'il n'y aura pas trop de pertes humaines. » M<sup>me</sup> Kamal sait que cette riposte était « inévitable » mais juge « difficile de faire la part des choses ». « Pourquoi les Américains ont-ils mis tant de temps à intervenir ? Pourquoi n'ont-ils rien fait pour les femmes afghanes ? » La même indécision a saisi Choukria Haidar, présidente de Negar-soutien aux femmes afghanes. « Cela ne fait pas

plaisir d'entendre que son pays est bombardé. J'espère que les civils... »

Les civils. Ils ont tous de la famille, des proches restés au pays. A Kaboul, où sont tombées les premières bombes, ou ailleurs. Aucune nouvelle, le téléphone est coupé. « Les civils ne savent plus où se cacher », soutient M<sup>me</sup> Haidar. « Il y a eu vingt morts, mais dans quel camp ? Chez les talibans ou parmi les civils ? », s'interroge Mailah Khaled, assistante maternelle à Rennes. « Nous sommes tristes parce que notre peuple n'est pas coupable. C'est le Pakistan - à Peshawar - le vrai foyer du terrorisme et des fondamentalistes », affirme Abdelamid Mobarez, ancien journaliste à la retraite. « C'est dur d'y penser. Je crains que les talibans ne se servent des civils comme de boucliers humains », prévient Mohamadi Montagne, réceptionniste dans un hôtel.

Pourtant, ils ne peuvent s'empêcher d'espérer. « Si » les bombes visent juste, « si » les Américains ne font pas comme en Irak, alors l'espoir de voir tomber le régime des talibans

est permis. « Les Etats-Unis ne sont pas venus en occupants, mais en libérateurs, comme en Normandie. Ils viennent libérer le pays de l'occupant pakistanais et taliban », dit M. Mobarez. « Ils vont nous aider à reconstruire notre pays et notre démocratie. » Le même optimisme volontariste anime, malgré tout, M. Montagne : « Cette riposte était la seule issue possible. Et c'est aussi un espoir. »

Les plus politiques, militants de l'opposition de l'Alliance du Nord, se déclarent partisans des frappes. « Ma première réaction, c'est que c'est positif. Il faut se débarrasser une fois pour toutes de ces gens-là », affirme Noman Atchekzaï, porte-parole de l'Alliance du Nord à Lyon, qui, pourtant, était farouchement contre l'intervention il y a quelques jours. Walli Daoud s'affiche même « content ». Mais, ajoute-t-il, comme pris de remords, « il faut que cela soit vite fait », pour que le peuple afghan n'en souffre pas trop.

Sylvia Zappi



## FOOTBALL

# France-Algérie : la déception

Le match France-Algérie s'est terminé dans l'amertume, samedi 6 octobre, au Stade de France à Saint-Denis. Il a dû être interrompu après 76 minutes de jeu, quand plusieurs dizaines de « supporters » ont envahi le terrain. L'issue de cette partie, qualifiée de « match de la réconciliation », a provoqué une profonde déception. p. 27

## L'intime au Festival d'automne



SPIRO SCIMONE

AVEC Francesco Sframeli, le Sicilien Spiro Scimone présente sa pièce, *Bar*, à la Cité internationale. Ce spectacle s'inscrit dans la programmation du Festival d'automne en partie consacrée à l'intime. Marie Collin, directrice artistique chargée du théâtre et de la danse, explique.

Lire page 31

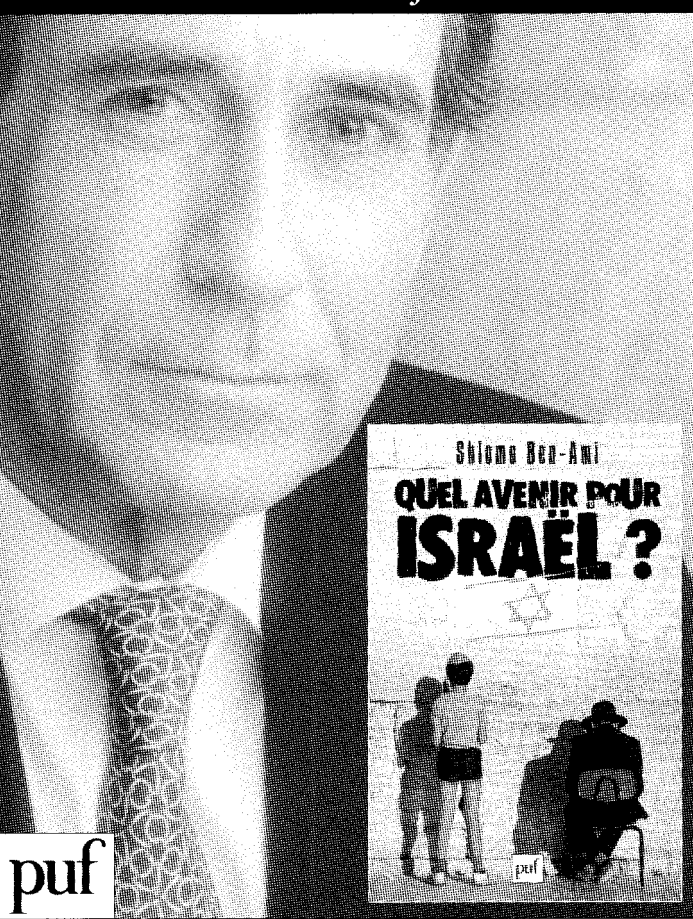
Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 49 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 250 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 Dh ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3,30 FL ; Portugal, 300 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 1009 - 7,90 F - 1,20 €



## « Vous êtes passionnant, Monsieur Ben-Ami »

Jean-Pierre Elkabbach



## POINT DE VUE

# Une coalition mondiale contre la pauvreté

par James D. Wolfensohn

**L**ES terribles événements du 11 septembre conduisent beaucoup d'entre nous à réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour construire un monde meilleur et plus sûr. La communauté internationale s'y emploie déjà avec vigueur, en affrontant le terrorisme directement et en renforçant la sécurité. Nous constatons aussi qu'une véritable collaboration s'instaure pour empêcher une récession mondiale. Tout cela témoigne d'une volonté croissante de coopération, visant à apporter aux problèmes internationaux des réponses à l'échelle internationale.

Mais il nous faut aller encore plus loin. Le plus grave problème, à long terme, pour la communauté mondiale désireuse de bâtir un monde meilleur, est de parvenir à lutter contre la pauvreté et de promouvoir l'inclusion sociale partout dans le monde. Cet impératif revêt une urgence particulière aujourd'hui où nous savons qu'à cause des attentats terroris-

tes la croissance va s'essouffler dans les pays en développement, faisant basculer des millions d'êtres humains supplémentaires dans la pauvreté et causant la mort de dizaines de milliers d'enfants du fait de malnutrition, de maladies et de misère.

La pauvreté n'est pas en elle-même, immédiatement et directement, source de conflit, et encore moins de terrorisme. Plutôt que de réagir à leur dénuement par la violence envers autrui, partout dans le monde, dans leur immense majorité, les populations défavorisées consacrent toute leur énergie à une lutte quotidienne pour assurer des revenus, de la nourriture et des perspectives d'avenir à leurs enfants.

Et pourtant nous savons que l'exclusion peut engendrer des conflits violents.

Lire la suite page 19

James D. Wolfensohn est président de la Banque mondiale.



## PRÊT-À-PORTER

# Romantisme et chaos

La mode du printemps-été 2002 débute depuis le vendredi 5 octobre à Paris. Parmi les temps forts du week-end, les premières présentations de Hussein Chalayan et d'Alexander McQueen (photo) ainsi que la collection blanche du Hollandais Victor & Rolf ont célébré une esthétique entre romantisme et chaos. p. 29

► www.lemonde.fr/mode-ete2002

Horizons	16	Jeux	30
France-Société	20	Culture	31
Régions	23	Guide culturel	33
Entreprises	24	Carnet	35
Tableau de bord	26	Kiosque	36
Aujourd'hui	27	Abonnements	36
Météorologie	30	Radio-Télévision	37

**OFFENSIVE** Les forces américaines et britanniques ont opéré, dimanche 7 octobre, des frappes ciblées contre des objectifs en Afghanistan, bombardant quatre villes

dont la capitale, Kaboul. Le bilan exact de ces frappes était méconnu lundi. ● LE PRÉSIDENT BUSH a expliqué aux Américains qu'il s'agissait d'un « nouveau front contre le terro-

risme » en vue de détruire les installations du réseau islamiste Al-Qaida. ● OUSSAMA BEN LADEN a, peu de temps après, fait son apparition sur une vidéo diffusée par la télé-

sion arabe Al-Jazira. En battle-dress et accompagné de lieutenants, il a salué les attaques du 11 septembre à New York et Washington, et promis à l'Amérique qu'elle « ne jouira

plus jamais de la paix » avant que « les armées occidentales athées aient quitté les terres saintes. ● LES AMÉRICAINS craignent à présent des représailles terroristes.

## Les premières frappes américaines et britanniques contre Ben Laden

Une cinquantaine de missiles de croisière ont été lancés, dimanche 7 octobre, contre plusieurs cibles en Afghanistan dont les bases supposées des réseaux Al-Qaida. Le leader islamiste a aussitôt riposté par une vidéo annonçant une « guerre sainte » contre Washington

« **SUR MES ORDRES**, l'armée des Etats-Unis a commencé des frappes contre les camps d'entraînement terroristes d'Al-Qaida et les installations militaires du régime des talibans en Afghanistan. » C'est en ces termes que George W. Bush a annoncé, dimanche 7 octobre, en fin d'après-midi, que la riposte américaine aux attentats du 11 septembre avait commencé. Plusieurs villes d'Afghanistan ont été touchées par une cinquantaine de missiles tirés par des avions, des navires de surface et des sous-marins américains et britanniques. Ces tirs avaient pour objectif, comme l'a expliqué Donald Rumsfeld, secrétaire américain à la défense, de neutraliser les aéroports et les batteries anti-aériennes du régime des talibans. On ignore quels ont été le degré de réussite de ces frappes et le nombre de victimes occasionnées par ces bombardements. Le chiffre d'une vingtaine de morts a été évoqué à Kaboul.

● **Première phase de l'opération « liberté immuable ».** Une

cinquantaine de missiles Tomahawk et des bombes guidées ont frappé la capitale Kaboul, ainsi que Kandahar, Mazar-e-Sharif, Jalalabad, Farah et Kunduz. Parallèlement à leurs frappes, les Etats-Unis ont commencé le largage d'aide alimentaire aux populations afghanes. Le président américain a rappelé qu'il avait demandé aux talibans de livrer Oussama Ben Laden et à l'Afghanistan de fermer les camps d'entraînement.

### Les avions de la guerre psychologique en action

Les Etats-Unis ont utilisé au-dessus de l'Afghanistan des avions Hercules EC-130E, autrement baptisés « Commando Solo », dont la mission est de larguer des tracts et d'émettre des messages radiodiffusés en direction de la population. Les « Commando Solo » relèvent de l'action psychologique (psy-ops). Ces appareils sont en eux-mêmes des stations radio volantes, dotées de moyens de transmission sophistiqués qui, d'une part, brouillent les émissions des radios locales et qui, de l'autre, se substituent à elles en diffusant des programmes de propagande enregistrés par les services « psy-ops » des armées américaines. Selon un responsable du Pentagone, les tracts largués et les émissions radiodiffusées avaient pour but de donner des assurances aux Afghans selon lesquelles les Etats-Unis s'en prennent aux réseaux terroristes et non aux habitants du pays. - (AP.)

● **La fin annoncée des talibans.** « Nous sommes soutenus par la volonté collective du monde », a assuré George W. Bush, ajoutant : « Nous ne faiblirons pas, nous ne fatiguerons pas, nous ne trébucherons pas et nous n'échouerons pas. La paix et la liberté vaincront. » Selon Donald Rumsfeld, secrétaire à la défense, le but de ces bombardements est de conduire à la chute des talibans. Ces frappes devraient en principe se poursui-

vre en prévision d'une offensive de l'opposition afghane et des commandos des forces spéciales qui devraient intervenir sur le terrain selon des responsables du Pentagone. Tony Blair, premier ministre britannique, a pris la parole à la télévision pour détailler la participation de la Grande-Bretagne à cette opération de représailles : « Je ne peux révéler combien de temps durera cette opération mais nous agirons avec discernement et détermination », a-t-il déclaré (page 4).

● **Le Pakistan au centre du dispositif.** Pour le président Pervez Mousharraf, « l'Alliance du Nord doit être tenue en échec afin que nous ne revenions pas à une période d'anarchie », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, lundi matin. Il a confirmé que l'espace aérien du Pakistan était utilisé pour ces frappes. Les principaux partis religieux pakistanais et le conseil de défense de l'Afghanistan ont appelé au Jihad contre les Etats-Unis. Les forces de l'ordre se sont déployées autour des trois

grandes mosquées de Peshawar afin d'éviter tout débordement des forces pro-talibans (page 5).

● **La solidarité russe.** Le ministre russe des affaires étrangères a estimé qu'il « est temps d'engager des actions décisives contre le fléau du terrorisme. Il faut résister par tous les moyens conformément à la charte de l'ONU », explique un communiqué. Moscou a donné son feu vert aux républiques d'Asie centrale pour qu'elles mettent leurs bases à la disposition de Washington. A Rome, l'ancien roi Mohammed Zaher Shah a tenu dimanche soir un cabinet de guerre (page 6).

● **La crainte de nouveaux attentats aux Etats-Unis.** « Je ne sais pas quand, ou et comment, mais vous pouvez me croire, il y aura de nouveaux attentats », a affirmé dimanche, peu avant les frappes, Bob Graham, président de la commission du renseignement. La surveillance a été renforcée dans plusieurs grandes villes (page 7).

● **Oussama Ben Laden à**

**l'avant-poste.** « L'Amérique ne connaîtra plus jamais la sécurité », a annoncé Oussama Ben Laden dans une interview pré-enregistrée et diffusée par la chaîne de télévision arabe du Qatar Al-Jazira. Dans cet entretien, il a reconnu que c'était « un groupe de musulmans » qui avait mené les attentats du 11 septembre sans toutefois en prendre la responsabilité. L'ennemi numéro un des Américains apparaît comme un redoutable utilisateur des médias. Al-Qaida, son organisation, reste toujours l'hydre qu'il est vital de démanteler (pages 8 et 9).

● **Une grande partie du monde derrière les Etats-Unis.** A l'exception de l'Irak, de l'Irlande, la presque totalité des pays du monde soutient la réaction américaine. Le président Jacques Chirac a indiqué que « la France assumera sa part dans un esprit de solidarité et de responsabilité ». Depuis lundi, la France a déployé en mer rouge et en Egypte quelque 1500 hommes et deux bâtiments de guerre (pages 12 et 14).

## Les Américains attaquent le cœur du système taliban

### ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale

Des informations contradictoires et impossibles à vérifier, dans la mesure où 90 % de l'Afghanistan sous contrôle des talibans est fermé aux étrangers, circulaient, lundi 8 octobre, sur d'éventuelles victimes civiles des premiers bombardements américains sur l'Afghanistan. L'ambassadeur d'Afghanistan au Pakistan, mollah Abdul Salam Zaeef a affirmé que ces raids avaient fait des victimes civiles, sans toutefois préciser leur nombre ni où elles avaient été atteintes et dans quelles circonstances. La radio officielle des talibans, Radio Shariat, a affirmé qu'aucune victime civile n'était à déplorer à Kaboul, alors que AIP (Afghanistan Islamic Press) - une agence proche de certains responsables talibans - affirme que vingt morts civils sont à déplorer à Kaboul.

Ce lundi à l'aube, les Kabouliens encore assommés par les événements de la nuit discutaient dans les rues pour s'informer des détails des attaques et évaluer les dommages. Beaucoup de gens tentaient de fuir la ville soit en direction du Pakistan, soit vers les campagnes.

Tout avait commencé à Kaboul, dimanche soir à 20 h 57 locales, soit une demi-heure avant le couvre-feu. La plupart des habitants étaient chez eux.

### APRÈS KABOUL, KANDAHAR

Cinq très fortes explosions ont secoué la ville immédiatement plongée dans le noir et la défense anti-aérienne taliban a frénétiquement tenté de riposter pendant environ une demi-heure. La première vague d'attaque sur Kaboul a semble-t-il visé le sud ouest de la ville, là où se trouve l'ancien palais royal de Darulaman et le fort de Balahisar. Le camp d'entraînement de Rishkore, utilisé à la fois par les volontaires arabes et les jeunes pakistanais des madrasas (écoles coraniques), se trouve juste derrière ces monuments et a pu être la cible de l'attaque. Il avait été évacué avant les attentats du 11 septembre.

Dans une deuxième vague d'attaque, c'est l'aéroport de Kaboul au nord de la ville qui a été visé. Selon des sources à Kaboul, une épaisse fumée noire s'élevait près de l'aéroport dont les installations semblent avoir été atteintes. L'électricité, revenue entre les deux attaques,

pourrait avoir été coupé par les talibans dès la première explosion car les installations ne semblent pas avoir été touchées.

Quelques minutes après Kaboul, la capitale, c'est Kandahar, au sud - la véritable capitale pour les talibans - qui a été attaqué en trois vagues successives. La première a détruit les installations de l'aéroport - radar et tour de contrôle - et visé les trois cents maisons construites en 1996 pour abriter les combattants Arabes et leurs familles à proximité. La deuxième vague a touché au cœur du système taliban. Entouré de hauts murs, l'état-major du mouvement, dans la vieille ville, aurait ainsi été touché,

de même que la nouvelle demeure de son chef Mollah Mohammad Omar, à environ 15 km de Kandahar. La troisième vague a visé les mêmes objectifs. Selon des habitants, la plupart des militaires talibans avaient quitté leur camp dès les attaques du 11 septembre.

Des explosions ont été entendues à Jalalabad à l'est du pays et à une heure de route de la frontière pakistanaise. L'aéroport aurait aussi été la cible, ainsi que la ferme de Farmada, fréquenté par des volontaires Arabes. Des sites de lancement de missiles qui avaient été installés le long de la frontière iranienne ont aussi été visés près d'Hérat, la grande ville de l'ouest qui abrite

aussi un aéroport. Selon un responsable taliban, cité par l'agence AIP (Afghanistan Islamic Press) les missiles américains n'auraient toutefois pas provoqué de « dégâts significatifs ». Toutes les cibles de cette première attaque ne représentent pas grand-chose en terme de dommages tant peu d'installations véritablement importantes existent en Afghanistan.

Le vice ministre de la défense des talibans, mollah Noor Ali, a affirmé à la télévision Al-Jazira : « Nous allons nous défendre par tous les moyens à notre disposition. Nous allons vaincre (les Américains) comme nous avons vaincu les Soviétiques dans le passé. Le peuple Afghan n'ac-

ceptera jamais la loi des infidèles » a-t-il dit. Dès connues les premières explosions, l'ambassadeur d'Afghanistan au Pakistan, mollah Abdul Salam Zaeef avait affirmé : « Nous combattons jusqu'à notre dernier souffle. L'attaque Américaine est un acte terroriste. L'Amérique sera responsable de la mort des pauvres gens. Nous condamnons fermement cet acte contre un pays indépendant ». Il avait aussi affirmé que « grâce à Dieu, Mollah Omar et Ben Laden sont en vie ». Il a réitéré « l'impossibilité » pour les talibans de livrer Oussama Ben Laden aux Etats-Unis.

Françoise Chipaux

## Des éclairs embrasent la nuit au-dessus de Kaboul

### ROBAT (Afghanistan)

de notre envoyée spéciale

Des éclairs embrasent la nuit. L'instant d'après, la plaine est replongée dans l'obscurité. Sur cette ligne de front à 40 kilomètres au

### REPORTAGE

Les tirs ont rythmé toute la journée de dimanche. Les habitants fuient les villages

nord de Kaboul, les tirs d'artillerie, qui ont rythmé la journée de ce dimanche 7 octobre - bien avant le déclenchement des frappes américaines -, ont cessé. Il est 2 heures du matin, heure locale. Des ombres s'aventurent sur la route : des réfugiés, villageois encombrés de baluchons, femmes recouvertes de voiles, enfants ensommeillés et vieillards juchés sur des ânes. Ils marchent par groupes épars, silencieux.

Sur cette plaine de Shomali, aux avant-postes des forces de l'opposition afghane face aux talibans, un nouveau flot de déplacés s'avance. Pour eux, les frappes américaines auront causé un nouveau déracinement, dans cette zone qui a connu tant d'offensives. « Le commandant (local) nous a dit d'évacuer le village », explique un vieillard à longue barbe, appuyé sur sa canne, « maintenant que les Américains ont agi, il paraît que les nôtres vont lancer une attaque, peut-être tout à l'heure, à l'aube ».

Le hameau, Robat, ainsi que la localité voisine, Tchaïkal, sont en première ligne. Ils ont été entièrement évacués, dimanche, à la demande de la hiérarchie des forces antitalibans. Chacun ici anticipe désormais une reprise de violents combats dans la guerre civile afghane. Comme le dit Naroullah,

un moudjahidin responsable du secteur, « les missiles américains ont commencé à affaiblir la logistique des talibans, leurs équipements à l'arrière, leurs avions, leur possibilité d'approvisionnement en provenance de Kaboul ».

Naroullah, de son poste d'observation, n'a rien raté du spectacle des explosions provoquées par les frappes américaines. « J'ai vu beaucoup de lumières, des déflagrations de couleur rouge, surtout dans la direction de l'aéroport de Kaboul, où les explosions montaient très haut dans le ciel. Ça a duré environ dix minutes. Je n'ai pas entendu d'avion, mais il y avait le bruit de nombreux tirs de défense anti-aérienne. » Ce combattant dit aussi que les frappes américaines, qui ont commencé vers 21 heures, n'ont pas entraîné d'intensification des tirs d'artillerie dans cette partie du front. Dès le matin, talibans et opposition armée échangeaient des tirs d'obus, plus nombreux qu'à l'accoutumée, comme si la tension avait grimpé avant même le premier tir de missile américain.

La vallée de la Shomali, ce replat agricole séparant le fief militarisé du Panjir de la capitale afghane, résonnait, ce jour-là, du bruit de la canonnade. De toutes parts, raconte Naroullah, le front, jusque-là passablement assoupi, s'est activé : « ici dans la partie centrale, où nous avons une importante unité d'artillerie, à Bagram [un aéroport militaire, point stratégique tenu par l'opposition mais exposé aux tirs des talibans], et du côté de Kapisa [région traversée par des réfugiés fuyant Kaboul] », énumère-t-il.

Il ajoute que, à quelques heures de l'attaque aérienne américaine, des soldats talibans ont tenté de percer les lignes dans le secteur de Robat. « Ils ont essayé de gagner du terrain, avançant par petits grou-

pes, avec quelques véhicules militaires, mais nous les avons repoussés dans un affrontement aux tirs automatiques, relate-t-il. En face, les talibans ont renforcé leurs troupes, notamment avec des Arabes, qui n'ont rien à perdre mais ne connaissent pas le terrain. Leur présence vise aussi à empêcher les défections de commandants locaux. Nous, nous avons reçu des munitions et des renforts du Panjir. Le combat ne sera pas facile, mais les frappes américaines changent beaucoup de choses. »

### « VERS UNE LONGUE GUERRE »

Plus tôt dans la soirée, alors que l'information sur le début des opérations américaines venait juste d'être entendue à la radio, une jeep transportant des membres des « services de renseignement » de l'Alliance du Nord déboulait à grande vitesse des gorges du Panjir. Les passagers, d'excellente humeur, commentaient les événements en attachant beaucoup d'importance aux frappes dans le nord du pays, face au front de Mazar-e-Charif. « La ville va bientôt tomber. A Kunduz [autre agglomération visée par les tirs américains], les talibans avaient d'importants dépôts d'armes, qu'ils ont sans doute perdus. » La prise de Mazar-e-Charif, si elle s'avérait être l'un des résultats des frappes américaines, constituerait un gain crucial pour l'opposition, lui ouvrant d'importantes voies de communication avec le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, où sont stationnées des troupes américaines (lire page 6). « Mais quand même, se ravise brusquement l'un de ses officiels, sans préciser de quelle source il tient cette information, pourquoi les Américains ont-ils aussi bombardé des bazars, des civils innocents ? »...

A Djabal ul-Saraj, l'une des impor-

tantes bases arrière des commandants antitalibans au nord de Kaboul, Hadji Kahar, un proche collaborateur du « chef politique » de l'Alliance du Nord, le docteur Abdoullah, assiste à toutes les retransmissions de l'équipe de CNN, qui loge dans une maison lui appartenant. Quand a-t-il été informé du délai des frappes ? « J'ai appris deux heures auparavant que ça allait commencer », dit-il. Quel était, en réalité, le degré d'information des dirigeants de l'opposition afghane ? Dans l'après-midi, le docteur Abdoullah tenait une conférence de presse pour parler de « l'imminence » de l'opération, de la mise en « alerte » de ses forces, et de la fermeture de l'espace aérien afghan à partir de samedi. M. Abdoullah confirmait aussi qu'une piste d'atterrissage pour avions était en passe d'être achevée non loin de là, afin de désenclaver cette région où équipements militaires et aide humanitaire parviennent difficilement.

Une victoire facile en vue pour l'opposition ? La veille des tirs américains, l'un des plus anciens combattants en Afghanistan, le gouverneur du Panjir, Mahmoud, se montrait particulièrement circonspect. « Nous avons mis en route tous les préparatifs militaires nécessaires. Les commandants se sont réunis dans chaque secteur et ont appelé des réservistes. Nous sommes capables de nous battre, quelle que soit l'action des Américains. Mais les talibans aussi combattront, pendant un temps au moins. Ils n'abandonneront pas facilement la partie face aux forces américaines. Le Pakistan, qui a une longue frontière avec eux, ne cessera pas tout son soutien. Ben Laden a des milliers de soldats. Je pense que ce sera une longue guerre, qui ne sera pas finie en quelques semaines, ni en quelques mois. »

Natalie Nougayrède

**INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT**

**www.ism-mba.edu**  
FULLY ACCREDITED\*

**ISM**

\*Programmes accrédités aux USA & Europe, exclusivement pour cadres et dirigeants. Séminaires en anglais avec professeurs américains compatibles avec votre vie professionnelle. Profil des participants : 30-45 ans, 24 nationalités, diplômés Enseignement Supérieur avec une moyenne de 10 années d'expérience professionnelle.

**Admissions : janvier, avril, octobre.**

◆

**ieMBA International Executive**  
**MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION**

■ "Part-time" sur 12 mois : 10 ou 15 séminaires mensuels à Paris et 1 ou 2 mois à New York. 520 heures plus thèse

◆

**DBA DOCTORATE OF BUSINESS ADMINISTRATION**

■ pour titulaires d'un MBA ou équivalent,  
■ "Part-time" sur 24 mois : séminaires mensuels intensifs à Paris. 320 heures plus thèse

◆

**MBA MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION**

■ "Multicultural, Part time" sur 12 ou 18 mois : 18 semaines, 6 à New York, 6 à Paris et 6 à Tokyo. 520 heures plus thèse

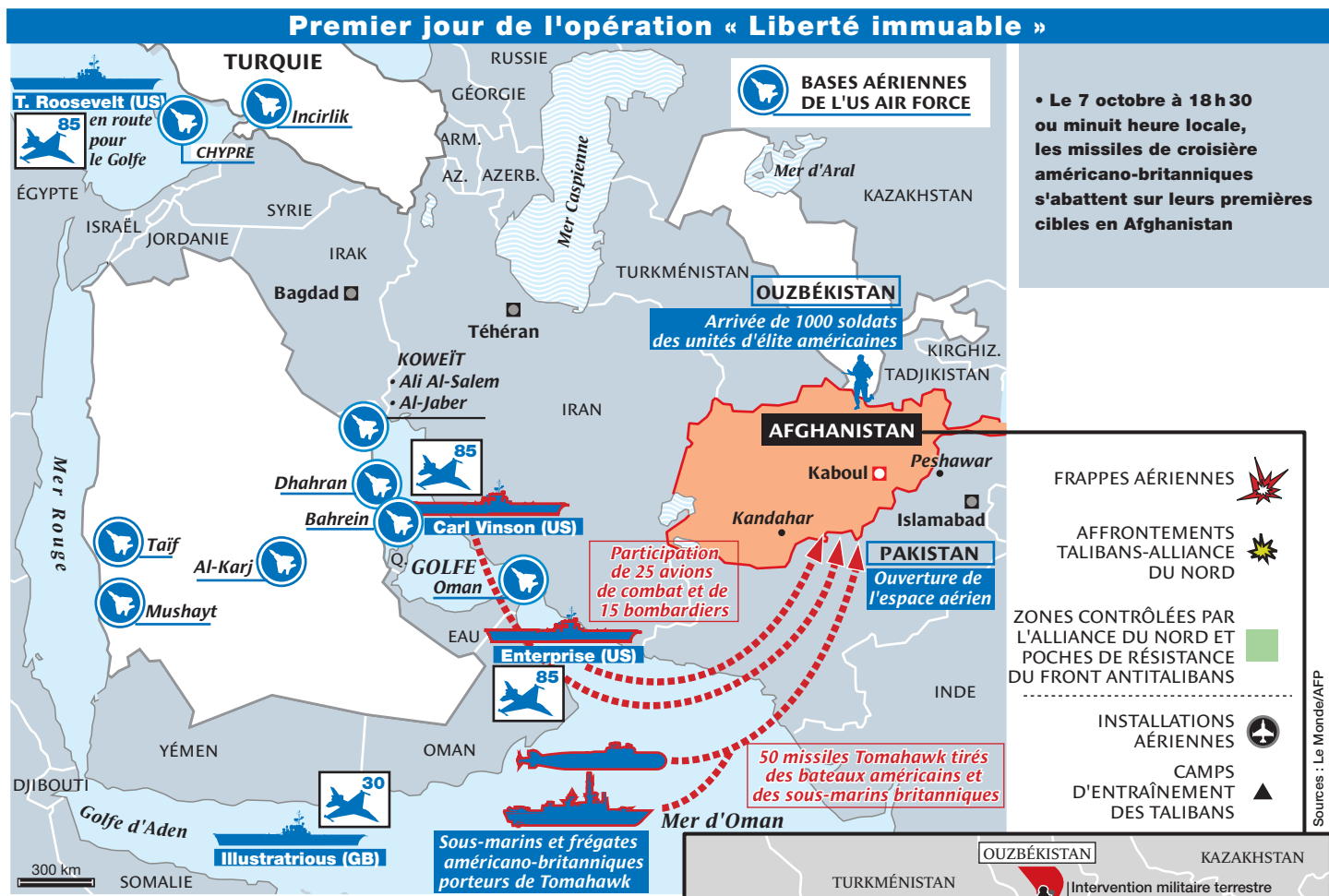
■ "Full-time" : 4 mois à Paris et 6 mois à New York. 520 heures plus thèse

◆

**e-PROGRAMS ieMBA - DOCTORATE OF BUSINESS ADMINISTRATION - MBA**

**International School of Management :**  
148, rue de Grenelle 75007 Paris  
Tél. : 33 1 45 51 09 09 - Fax : 33 1 45 51 09 08  
e-mail : ism.paris@wanadoo.fr  
http://www.ism-mba.edu  
Programmes gérés à New York par ISM. Inc USA

**ISM**



## La panoplie des armes de la première phase

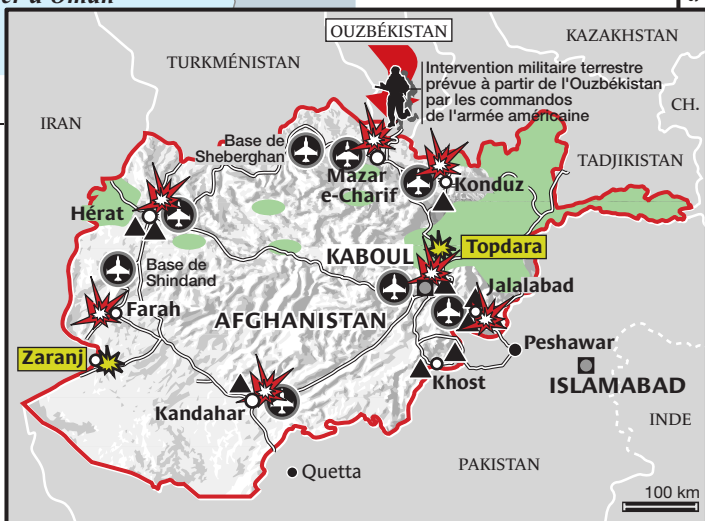
**LES PREMIÈRES VAGUES** d'attaque au sol ont été menées à l'aide de navires de surface ou de sous-marins, porteurs de missiles de croisière mer-sol Tomahawk, et de bombardiers B-52, B-2 et B-1B, équipés des mêmes missiles (mais en version air-sol) et de bombes guidées en se repérant à des satellites de navigation. Les sous-marins britanniques – il s'agit notamment du *Triumph* et du *Trafalgar* et peut-être du *Superb* – sont armés de missiles de croisière Tomahawk (block III) achetés aux Etats-Unis.

● **Le Tomahawk.** Déjà utilisé contre l'Irak à plusieurs reprises, dans les Balkans, puis, en 1998, en Afghanistan et au Soudan, le Tomahawk vole vers sa cible à 880 km/h, à très basse altitude (à moins de 100 mètres du sol) et peut parcourir, selon les versions, entre 460 et 2 500 km. La précision au sol se situe entre 10 et 80 mètres de la cible visée. Le Tomahawk est tiré d'un tube lance-torpilles par un sous-marin,

depuis un puits vertical dans la coque d'un navire de surface ou à partir de la soute d'un bombardier. Selon les versions, il dispose d'un système de navigation par satellite GPS (pour correction éventuelle de la trajectoire) ou d'un système mémorisé de navigation (dit Tains) à inertie avec recalage intermittent effectué par repérage topographique.

● **Le B-1B.** Ce bombardier supersonique (il peut voler à plus de 1 400 km/h) est un quadricoracteur à flèche variable (les ailes se replient le long du fuselage à grande vitesse et elles se déploient à basse vitesse, au décollage ou à l'atterrissage). Il peut parcourir de l'ordre de 12 000 km. A pleine charge, il pèse 216 tonnes. Il emporte dans ses soutes jusqu'à vingt-quatre missiles de croisière Tomahawk, ou il peut larguer jusqu'à 56 tonnes de munitions et de bombes diverses.

● **Le B-2.** Ce bombardier quadri-réacteur, capable de parcourir envi-



ron 15 000 kilomètres sans ravitaillement en vol, est dit « furtif », en ce sens que sa géométrie et la texture de son revêtement extérieur ont été conçues pour réfléchir ou absorber les ondes-radar et être ainsi un avion moins détectable en vol. Il a été utilisé en 1999 contre la Serbie où il a bombardé en partant des Etats-Unis et en y revenant après quelque trente heures de vol non-stop. D'une masse au décollage de 152 tonnes, il reçoit jusqu'à 18 tonnes d'armement, dont des missiles Tomahawk. Les Etats-Unis n'en ont construit que vingt et un exemplaires, en raison d'un coût prohibitif de

2,3 milliards de dollars (2,6 milliards d'euros) l'unité.

● **Le B-52.** C'est le bombardier lourd – à huit réacteurs – le plus ancien de la panoplie américaine, qui déplace 221 tonnes à pleine charge. Entré en service dès 1954 et construit à quelque 750 exemplaires, le B-52 a commencé sa carrière au-dessus du Vietnam et il a longtemps été le « vecteur » nucléaire du Strategic Air Command (SAC) américain face à l'Est. Il emporte jusqu'à 31 tonnes d'armement (missiles de croisière, bombes classiques, munitions à fragmentation) à vitesse subsonique.

## Au vingt-sixième jour, les Etats-Unis passent à l'acte

**GEORGE W. BUSH** avait pris sa décision samedi 6 octobre, alors qu'il se trouvait dans sa résidence de Camp David. La riposte américaine, annoncée dès le lendemain des attaques terroristes du 11 septembre, aurait lieu le lendemain. M. Bush était à Camp David en compagnie de Condoleezza Rice, conseillère pour les affaires de sécurité, et qui passe aussi, parmi tous les hauts responsables américains, pour le principal appui du président. Samedi matin, une sorte de conseil de guerre avait été tenu, par téléconférence, avec les autres responsables majeurs de l'administration.

La décision prise, restait à prévenir les dirigeants du Congrès – ce qui fut fait dans la nuit de samedi à dimanche, et les principaux dirigeants des principaux partenaires des Etats-Unis, en commençant par Tony Blair et le président russe, Vladimir Poutine.

Ecoutant son week-end, George Bush était revenu à la Maison Blanche dès dimanche matin, mettant en émoi les médias américains : quelque chose allait se passer. Peu après 13 heures, heure de Washington, - et alors que les premières explosions retentissaient à Kaboul, déjà plongée dans la nuit, le président s'adressait aux Américains : « Sur mes ordres, l'armée des Etats-Unis a commencé des frappes contre les camps d'entraînement terroristes d'Al-Qaïda et les installations militaires du régime des talibans en Afghanistan ». Prononcé, de manière inhabituelle, devant une fenêtre de la Maison Blanche derrière laquelle on distinguait, au loin, la silhouette du Pentagone, le discours présidentiel comprenait une série de messages : l'Amérique, d'abord, n'est pas seule dans cette entreprise. Déjà, son « allié loyal », le Royaume uni, participe à l'attaque, et « d'autres alliés, y compris le Canada, l'Australie, l'Allemagne et la France ont promis des forces au fur et à mesure que l'opération se déroule ». Autre message : les talibans ont été amplement prévenus, ils n'ont voulu ni livrer Ben Laden, ni fermer ses camps d'entraînement « et aujourd'hui, ils vont en payer le prix ». Mais les frappes « soigneusement ciblées » viseront des objectifs militaires, et les Etats-Unis largueront en même temps « des vivres, des médicaments et des provisions pour les hommes, les femmes et les enfants affamés d'Afghanistan ». Il sont d'ailleurs « un pays ami du peuple afghan », et au-delà, du « milliard » d'adeptes

de l'islam dans le monde. Suivent, dans la bouche du président, des propos plus énigmatiques : « aujourd'hui, nous nous concentrons sur l'Afghanistan, mais la bataille est plus vaste ». « Chaque nation a un choix à faire, dans ce conflit il n'y a pas de neutralité », explique M. Bush, laissant entendre que qui n'est pas avec l'Amérique est contre elle. Mais aussitôt après, il semble restreindre la menace à ceux qui « parraient les hors la loi », et le font « à leurs risques et périls ».

Sur le terrain, l'attaque a été lancée à partir d'une quarantaine de navires et de sous-marins américains et britanniques - et aussi, de

### Les premiers bilans de victimes sont ponctuels et partiels

bombardiers B 2 (Stealth), qui avaient décollé depuis le Missouri, au cœur des Etats-Unis, et aussi des B-52, célèbres pour leur rôle au Vietnam. Une cinquantaine de missiles de croisière Tomahawk auraient été lancés, et des chasseurs F 14 et F 18 opérant à partir des porte-avions Carl Vinson et USS Enterprise ont aussi participé aux attaques, selon les indications données par le Pentagone. La partie « humanitaire » des opérations était elle assurée par des avions cargo C 17 qui avaient décollé d'Allemagne, pour lancer 37 500 rations de vivres et de médicaments, apparemment au-dessus de zones non contrôlées par les talibans. Pendant ce temps, un appareil muni d'équipements radio sophistiqués passait au-dessus de l'Afghanistan et diffusait des messages assurant la population que l'attaque n'était pas dirigée contre elle mais contre les « terroristes ».

Les objectifs visés, d'après les communiqués officiels, était situés entre autres à Kaboul, Kandahar (considérée comme la capitale des Talibans), Jallalabad, mais des frappes étaient aussi observées en de nombreux autres points du territoire afghan, et sur certaines lignes de front séparant les talibans de l'Alliance du Nord. Le but de cette « première phase » de l'attaque était essentiellement de détruire les moyens de défense anti-aérienne des talibans, et de maniè-

re plus générale, leur logistique, avant une seconde phase dont la nature n'a pas été clairement précisée. Les officiels américains ont aussi fait état « d'autres opérations sur le terrain », qui ne seraient pas rendues publiques. Le secrétaire au Foreign Office britannique, Jack Straw, parlait lui d'une campagne devant durer « des semaines ».

D'une manière générale, les informations données sont strictement contrôlées et les moyens de les recouper, sur place, très limités. La plupart des journalistes, présents dans les zones contrôlées par l'Alliance du Nord, n'ont vu que de loin des lieux d'explosion, et les premiers bilans de victimes sont ponctuels et partiels : vingt morts à Kaboul, selon une agence de presse proche des Talibans. Le Pentagone n'a diffusé que quelques séquences symboliques : un missile de croisière lancé d'un navire américain, un chasseur décollant d'un porte-avions. Contrairement à ce qui s'était passé pendant l'attaque contre l'Irak, CNN n'est pas sur place, et la seule chaîne de télévision présente à Kaboul est la chaîne arabe indépendante Al-Jazira. C'est elle qui a diffusé quelques images du ciel de Kaboul troué d'explosions, et surtout une intervention enregistrée à l'avance, par Oussama Ben Laden. Une intervention en forme de défi, où il met en avant un thème qui jusqu'à présent ne semblait pas au premier plan de ses préoccupations, celui de la Palestine : « je jure par Dieu que l'Amérique ne connaît plus jamais la sécurité avant que la Palestine ne la connaisse et avant que toutes les armées occidentales ne quittent les terres saintes » (de l'Islam).

Ni Ben Laden ni son protecteur le mollah Omar, chef des talibans, n'ont été atteints par les frappes américaines, affirmait dans le même temps l'ambassadeur des talibans au Pakistan, même si l'on peut douter qu'il ait vraiment été en mesure de parler en connaissance de cause. En tous cas, quelques heures après la première vague d'attaques, alors que tous leurs aéroports et leurs principaux centres de commandement étaient en feu, les talibans ne paraissaient pas disposés à demander grâce, « Nous sommes prêts à nous défendre par tous les moyens », affirmait leur vice-ministre de la défense à la chaîne Al-Jazira.

Jan Krauze

# Jacques BUOB, Pascal MÉRIGEAU



De la bande de copains à la World Company: la télé d'une génération.

**FAYARD**  
www.editions-fayard.fr

# Les dirigeants américains préparent leur opinion à une guerre longue

George W. Bush a annoncé que l'opération militaire lancée dimanche n'était que la première phase d'une vaste offensive qui pourrait compter des actions terrestres. Il a reçu le soutien des responsables du Congrès

## WASHINGTON

de notre correspondant

Les Etats-Unis ont commencé, dimanche 7 octobre, avec l'aide de la Grande-Bretagne, une campagne aérienne contre le réseau Al-Qaïda d'Oussama Ben Laden et contre les talibans. Cette offensive, désignée d'abord par la Maison Blanche comme « l'ouverture d'un nouveau front contre le terrorisme » (après le front diplomatique, celui du renseignement et celui des circuits de financement), a été expliquée aux Américains, peu après son démarrage, par George W. Bush. Le président a pris soin d'assurer tout de suite que les lieux visés par les frappes étaient « soigneusement ciblés », ce qui sous-entend que ce sont des objectifs militaires.

M. Bush a indiqué que l'action engagée connaîtra deux phases. Dans la première, il s'agit de détruire les installations et les communications du réseau Al-Qaïda ; dans la seconde, de localiser et de « livrer à la justice » les terroristes eux-mêmes. Autrement dit, les attaques aériennes préparent une action terrestre. Enfin, le président a souligné qu'il était engagé « en même temps » une opération humanitaire destinée à venir en aide au peuple afghan.

## UNE DURÉE INDÉFINIE

Un peu plus tard, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, et le nouveau chef d'état-major interarmes, le général Richard Myers, ont à leur tour parlé de l'offensive en cours. Ces raids, a dit M. Rumsfeld, sont destinés à « créer les conditions d'opérations antiterroristes et humanitaires prolongées en Afghanistan ». Il a cité une série d'objectifs, dont le point commun est de se situer tous dans une durée indéfinie, mais

probablement assez longue. Il n'est pas question de laisser s'installer l'idée qu'une offensive décisive aurait commencé, dont le résultat pourrait être la capture rapide de Ben Laden, celle des autres dirigeants de sa coalition terroriste et la fin de la mainmise des talibans sur l'Afghanistan.

M. Rumsfeld a d'ailleurs érudé la question de la possibilité d'appréhender le millionnaire saoudien, en expliquant que, dans cette guerre, n'est pas en cause « un individu », soit que la difficulté de le localiser n'ait pas été résolue, soit que le Pentagone préfère laisser planer le doute à ce sujet.

Le général Myers a indiqué qu'avaient été utilisés quinze bom-

bardiers basés au sol, vingt-cinq appareils opérant à partir de porte-avions et cinquante missiles de croisière de type Tomahawk, tirés de navires de surface ou de sous-marins, notamment britanniques. Parmi les bombardiers, a-t-on appris ensuite, figuraient deux avions B2 « furtifs », venus directement de leur base située dans le Missouri, mais qui, après leur mission, se sont posés sur l'île britannique de Diego Garcia. C'est l'un des indices d'une campagne aérienne destinée à s'étendre sur plusieurs jours.

Malgré l'ampleur de ces moyens et la faiblesse du dispositif adverse, le message adressé aux Américains est de se préparer, de toute façon, à

une guerre longue. Certains analystes militaires, à Washington, estiment même que, pour cette campagne, le Pentagone a renoncé à la « doctrine Powell », du nom de l'actuel secrétaire d'Etat, ancien chef d'état-major général. Cette doctrine repose sur la disproportion des forces, pratiquée comme en 1989 lors de l'opération menée à Panama pour mettre fin à la dictature du dirigeant de ce pays, Manuel Noriega, ex-agent de la CIA devenu trafiquant de drogue et, deux ans plus tard, contre l'Irak.

Certes, les ressources mobilisées depuis le 11 septembre sont importantes ; mais, pour des raisons qui tiennent en partie à la mauvaise volonté de certains alliés, refusant

l'utilisation de leurs bases, et en partie aux particularités de l'ennemi et de l'Afghanistan, l'avantage numérique et matériel n'est pas, cette fois, décisif. La victoire dépendra aussi des choix tactiques, de l'habileté des forces employées au sol et de la gestion politique de la crise.

## RATIONS ALIMENTAIRES

Cette première opération aérienne a pris fin à 20 h 30, heure de Washington, au bout de six heures. Aucune indication n'a été donnée sur le bilan, en dehors du démenti opposé aux talibans qui avaient affirmé avoir abattu un appareil américain. Le secrétaire à la Défense a indiqué seulement, alors que les bombardements

étaient en cours, qu'ils visaient les moyens de défense anti-aériens et les avions détenus par les talibans, ainsi que leurs « installations de commandement ».

L'opération humanitaire et politique menée parallèlement comportait le largage de 37 500 rations alimentaires, ainsi que l'envoi de tracts et la diffusion d'émissions de radio. Les Etats-Unis ont demandé, par ailleurs, la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, lundi à 17 heures (23 heures à Paris).

La Maison Blanche indiquait, dimanche, que la date et l'heure de l'attaque avaient été fixées avant même que M. Rumsfeld ne fasse, dans la région, une tournée achevée samedi matin. M. Bush a commencé, samedi soir, à informer certains interlocuteurs de l'opération qui allait avoir lieu le lendemain. Dimanche, les deux dirigeants de la Chambre des représentants, où les républicains sont majoritaires, et les deux dirigeants du Sénat, où c'est l'inverse, ont signé une déclaration de soutien à l'offensive engagée par M. Bush.

« Nous sommes unis avec le président et avec nos troupes », déclarent les chefs du Congrès. Il y a dix ans, le premier George Bush, père du président actuel, n'avait obtenu que deux voix de majorité au Sénat pour engager les hostilités contre l'Irak.

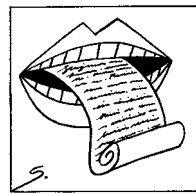
Les dirigeants américains ont expliqué plusieurs fois que l'action contre le terrorisme comporterait des opérations visibles et d'autres qui ne le seraient pas. Les frappes aériennes de dimanche étaient certes « visibles », bien qu'effectuées de nuit. Leur finalité, en revanche, ne l'était guère.

Patrick Jarreau

## « Aujourd'hui, les talibans vont payer le prix »

Voici des extraits de l'allocution prononcée, dimanche 7 octobre, par George W. Bush :

« Sur mes ordres, l'armée des Etats-Unis a commencé des frappes contre les camps d'entraînement terroristes d'Al-Qaïda et les installations militaires du régime des talibans en Afghanistan. Ces actions, soigneusement ciblées, visent à arrêter l'utilisation de l'Afghanistan comme base d'opérations terroristes et à attaquer les capacités militaires du régime des talibans. »



### VERBATIM

« Nous sommes rejoints dans cette opération par notre allié loyal, la Grande-Bretagne. D'autres alliés, y compris le Canada, l'Australie, l'Allemagne et la France, ont promis des forces au fur et à mesure que l'opération se déroule. Plus de quarante pays du Proche-Orient, d'Afrique, d'Europe et d'Asie ont accordé le droit de survoler leur territoire. D'autres ont partagé des renseignements. Nous sommes soutenus par la volonté collective du monde. »

« Il y a plus de deux semaines, j'ai adressé aux

dirigeants talibans une série de demandes claires et spécifiques : fermer les camps d'entraînement terroristes, livrer les dirigeants du réseau Al-Qaïda et laisser partir les étrangers, dont des citoyens américains, détenus injustement dans leur pays. Aucune de ces demandes n'a été satisfaite. Et, aujourd'hui, les talibans vont en payer le prix. »

« En détruisant les camps et en interrompant les communications, nous rendrons plus difficiles, pour le réseau terroriste, l'entraînement de nouvelles recrues et la coordination de ses plans diaboliques. Au début, les terroristes ont pu se terrer encore plus profondément dans des cavernes ou d'autres lieux recelés. Notre action militaire est destinée à ouvrir la voie à des opérations militaires soutenues, globales et implacables pour les faire sortir et les traduire devant la justice. »

« En même temps, le peuple opprimé d'Afghanistan va connaître la générosité de l'Amérique et de nos alliés. En même temps que nous frappons des cibles militaires, nous larguons des vivres, des médicaments et des provisions pour les hommes, femmes et enfants affamés d'Afghanistan. Les Etats-Unis d'Amérique

sont un pays ami du peuple afghan et nous sommes les amis de près d'un milliard de personnes dans le monde adeptes de la foi musulmane. Les Etats-Unis d'Amérique sont ennemis de ceux qui aident les terroristes et les criminels barbares qui commettent un sacrilège contre une grande religion en perpétrant des meurtres en son nom. (...) »

« Nous n'avons pas demandé à effectuer cette mission, mais nous allons la remplir. Le nom de l'opération militaire d'aujourd'hui est « Liberté immuable ». Nous défendons non seulement nos libertés précieuses, mais aussi la liberté des gens, partout, de vivre et d'élever leurs enfants loin de la peur. Je sais que beaucoup d'Américains ont peur aujourd'hui. Et notre gouvernement est en train de prendre de grandes précautions. Tous les services de renseignement et les forces de l'ordre travaillent avec acharnement partout en Amérique et dans le monde. (...) Nous ne faiblirons pas, nous ne nous fatiguerons pas, nous ne trébucherons pas et nous n'échouerons pas. La paix et la liberté vaincront. »

« Merci. Que Dieu continue à bénir l'Amérique. » - (Traduction AFP.)

## Tony Blair souligne trois axes d'action, militaire, diplomatique et humanitaire

### LONDRES

de notre correspondant

A l'heure H, et au jour J, Tony Blair fut bien sûr au rendez-vous. Calme, grave et résolu, fidèle au personnage du « chef de guerre » convaincu de la justesse de son combat, qu'il incarne avec naturel lors de chacune de ses interventions publiques depuis le 11 septembre. Cinquante minutes après l'annonce par George W. Bush du déclenchement des opérations militaires en Afghanistan, le premier ministre britannique prenait la parole à son tour, dimanche soir, au 10 Downing Street, pour confirmer, détailler et justifier la participation de son pays à l'action de représailles entreprise moins de deux heures plus tôt contre Oussama Ben Laden et le régime de Kaboul.

Confirmant l'engagement des soldats britanniques aux côtés de l'armée américaine, Tony Blair a d'abord rendu un hommage rituel à ces forces, « qui sont parmi les meilleures au monde ». Puis il a réaffirmé qu'« il ne subsistait aucun doute » dans son esprit : les attentats anti-américains sont bien l'œuvre du réseau Al-Qaïda, soutenu par les talibans. « Ceux-ci avaient le choix entre la justice et la terreur. Ils ont choisi la terreur. »

D'où l'opération engagée dimanche 7 octobre, qui comporte, selon Tony Blair, trois éléments « d'égale importance » : militaire, diplomatique, humanitaire. L'action militaire

visera « des endroits liés au réseau terroriste Al-Qaïda » et « l'appareil militaire des talibans ». Elle a pris en compte « notre détermination de faire tout ce qui est humainement possible pour éviter des pertes civiles ». « Je ne peux pas révéler combien de temps durera cette opération, mais nous agissons avec discernement et détermination, a poursuivi Tony Blair. Nous avons fixé comme objectif de poursuivre les responsables des attaques, d'éradiquer le réseau terroriste de Ben Laden, et d'agir contre le régime des talibans qui le parraine. »

Qu'en est-il sur le terrain ? A la suite d'une demande faite mercredi dernier par le gouvernement américain, Tony Blair a autorisé « le déploiement d'un certain nombre d'éléments des forces armées britanniques » qui comprennent « la base de Diego Garcia, des appareils, notamment de reconnaissance, et des sous-marins lance-missiles. Les sous-marins lance-missiles sont en action cette nuit. L'appui aérien sera prêt à être utilisé dans les prochains jours. »

### TROIS SOUS-MARINS BRITANNIQUES

Tony Blair n'a donné aucun détail d'ordre stratégique, mais trois sous-marins nucléaires britanniques sont actuellement dans la région : le Trafalgar, le Superb et le Triumph. Ils devaient initialement participer dans le sultanat d'Oman aux manœuvres préparées de longue date et qui mobilisent quelque vingt-trois mille hommes. La base

de Diego Garcia, au cœur de l'Océan Indien, se trouve sur une île de 44 km<sup>2</sup> appartenant à l'archipel des Chagos et louée depuis 1975 par la Grande-Bretagne aux Américains. Point d'appui stratégique de l'aviation américaine, elle est régulièrement utilisée par les B-52.

Deuxième volet de l'action des alliés, la diplomatie. « Depuis que je suis premier ministre, a déclaré Tony Blair, je ne me souviens pas d'une situation pour laquelle une coalition ait obtenu aussi vite un aussi puissant soutien (...). Cette coalition s'est renforcée, et non affaiblie au cours des

vingt-six jours écoulés depuis que cette atrocité a eu lieu. La stature d'homme d'Etat du président Bush n'y est pas pour rien. » Le chef du gouvernement britannique rendait ainsi la politesse au président américain qui l'avait qualifié devant le Congrès d'« ami le plus vrai » des Etats-Unis. Cette large coalition, estime M. Blair, résulte d'une prise de conscience internationale de la nécessité de combattre le terrorisme : « Le monde comprend que bien qu'il y ait des risques à agir comme nous le faisons, les risques de l'inaction sont beaucoup, beaucoup plus

grands - la menace de davantage d'atrocités, les menaces sur nos économies, la menace sur la stabilité du monde. »

Tony Blair fut le premier à appeler de ses vœux une « coalition humanitaire ». C'est, selon lui, le troisième « front » de l'action déclenchée dimanche, un front sur lequel la Grande-Bretagne a déjà engagé 36 millions de livres (57,6 millions d'euros) et est prête « à faire davantage ».

Le premier ministre s'est ensuite adressé « plus directement » à ses compatriotes pour les persuader de

l'importance des enjeux de la crise en cours. « N'oubliez pas que les attaques du 11 septembre représentent la pire atrocité terroriste commise contre des citoyens britanniques au cours de notre histoire. (...) Mais, même si aucun Britannique n'avait été tué, nous aurions le droit d'agir. Cette atrocité est une attaque contre nous tous. » Puis il a répété, notamment à l'intention de la communauté musulmane britannique, le message déjà cent fois martelé : « Ce n'est pas une guerre contre l'islam, religion pacifique et tolérante. »

Se voulant rassurant, M. Blair a souligné qu'il n'existait actuellement « aucune menace spécifique crédible » contre le Royaume-Uni. Ce qui n'a pas empêché Scotland Yard d'annoncer dans la soirée un renforcement du dispositif policier « dans des zones potentiellement vulnérables ». Le premier ministre a conclu sa déclaration en invoquant la dimension morale des opérations lancées dimanche : « C'est un moment extrêmement grave pour le monde. Aucun des dirigeants engagés dans cette action ne veut la guerre. Aucune de nos nations ne la veut. Nous sommes pacifiques. Mais nous savons que, parfois, pour défendre la paix, nous devons nous battre. La Grande-Bretagne a appris cette leçon de nombreuses fois dans son histoire. Nous ne le faisons que si la cause est juste. Cette cause est juste. »

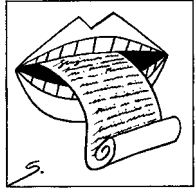
Jean-Pierre Langellier

## « Ils ont eu le choix. Ils ont choisi la terreur »

Voici des extraits de l'allocution de Tony Blair :

« Comme vous le savez tous après l'annonce du président Bush, une action militaire a commencé contre des cibles militaires en Afghanistan. Je peux confirmer que des forces britanniques participent à cette opération. (...) Aucun pays n'engage avec légèreté ses forces dans une action militaire et les risques que cela implique. (...) Cela fait près d'un mois maintenant que l'atrocité a eu lieu. Cela fait plus de deux semaines qu'un ultimatum a été adressé aux talibans pour qu'ils livrent les terroristes ou qu'ils subissent les conséquences. Il est parfaitement clair qu'ils ne le feront pas. Ils ont eu le choix entre la justice et la terreur. Ils ont choisi la terreur. (...) »

« Nous savons que le réseau Al-Qaïda menace l'Europe, y compris la Grande-Bretagne, et, en vérité, toute



### VERBATIM

nation qui ne partage pas ses vues fanatiques. Nous avons donc un intérêt direct d'autodéfense à protéger les vies des Britanniques. Ce fut une attaque contre nos vies et nos moyens d'existence. Les compagnies aériennes, le tourisme et d'autres industries ont été affectés. Notre confiance dans l'économie a souffert avec tout ce que cela induit pour les emplois et les affaires. Notre prospérité et notre niveau de vie exigent que nous nous occupions de la menace terroriste. »

« Nous agissons aussi ainsi parce que le réseau Al-Qaïda et le régime des talibans sont financés largement par le commerce de la drogue - 90 % de l'héroïne vendue en Grande-Bretagne vient d'Afghanistan. Stopper ce trafic répond directement à nos intérêts. Ce n'est pas une guerre contre l'islam. Cela me met en colère, comme cela met en colère la grande majorité des musulmans, d'entendre Ben Laden et ses associés décrits comme des terroristes islamistes. Ce sont des terroristes purs et simples. »

te nation qui ne partage pas ses vues fanatiques. Nous avons donc un intérêt direct d'autodéfense à protéger les vies des Britanniques. Ce fut une attaque contre nos vies et nos moyens d'existence. Les compagnies aériennes, le tourisme et d'autres industries ont été affectés. Notre confiance dans l'économie a souffert avec tout ce que cela induit pour les emplois et les affaires. Notre prospérité et notre niveau de vie exigent que nous nous occupions de la menace terroriste. »

« Nous agissons aussi ainsi parce que le réseau Al-Qaïda et le régime des talibans sont financés largement par le commerce de la drogue - 90 % de l'héroïne vendue en Grande-Bretagne vient d'Afghanistan. Stopper ce trafic répond directement à nos intérêts. Ce n'est pas une guerre contre l'islam. Cela me met en colère, comme cela met en colère la grande majorité des musulmans, d'entendre Ben Laden et ses associés décrits comme des terroristes islamistes. Ce sont des terroristes purs et simples. »

## Sur le front nord, les soldats de l'Alliance se préparent à combattre pour conquérir Kaboul

### GHOJE GHAR (Afghanistan)

de notre envoyé spécial

Dans les fortins de la région de Ghoje Ghar, dans la province de Takhar, au nord de l'Afghanistan,

### REPORTAGE

A la méfiance envers la politique américaine se mêle l'espoir d'une paix enfin possible

les soldats sont prêts à partir à l'assaut. Ils attendent un feu vert du commandement de l'Alliance du Nord. Le front s'anime parfois. Rarement. Des obus de mortiers se fracassent sur les crêtes arides, des rafales de kalachnikov sont échangées sans fortes chances d'atteindre l'ennemi, enterré dans les

tranchées. Un sniper taliban tue l'ennemi en s'exerçant sur les reporters étrangers. Posté à près de 1 kilomètre, il paraît talentueux, mais malchanceux. Les combattants consacrent l'essentiel de leur temps à boire du thé, et à insulter les talibans par talkie-walkie à travers le no man's land, surtout lorsqu'ils captent des conversations en langue arabe, signe, selon eux, de la présence des volontaires d'Oussama Ben Laden.

Les soldats de l'Alliance du Nord attendent patiemment l'ordre d'attaquer qui devrait suivre les premiers raids aériens américains sur l'Afghanistan. Du moins l'espèrent-ils. Mais ils ne paraissent guère pressés. « On attend des ordres, on verra. Nous n'oublions pas que ce sont les Américains qui, en soutenant le Pakistan, ont créé les tali-

bans. Ils ne savaient pas qui ils étaient. Maintenant, après ce qui est arrivé à New York et Washington, ils le savent. Ils savent que Massoud avait raison », commentait le commandant Basher, le chef du front de Ghoje Ghar, dimanche 7 octobre, peu avant les raids aériens.

« Il faut absolument que les Américains bombardent les positions militaires et les camps des talibans et de Ben Laden, et surtout pas les villes, surtout pas Kaboul, pas la population afghane », ajoutait-il.

Pour les combattants de l'Alliance du Nord, la culpabilité d'Oussama Ben Laden dans l'attentat contre Massoud et le lien avec les événements américains sont évidents. « Ben Laden savait que, Massoud vivant, l'Afghanistan ne serait jamais un endroit sûr pour lui. Alors

il l'a tué », dit Basher. « Ben Laden pensait que, Massoud mort, lui et ses amis talibans allaient envahir tout l'Afghanistan, comme pour sa part Asaq, le chef du front qui borde le Tadjikistan. C'est le contraire qui va arriver. Massoud voulait reconquérir l'Afghanistan ; nous allons réaliser cela. »

### CIBLE PRINCIPALE

On retrouve dans l'opinion d'Asaq la même méfiance que chez Basher vis-à-vis de la politique américaine, loin du discours politique pro-américain de l'Alliance du Nord. « Les Américains veulent détruire les talibans parce que ceux-ci, qu'ils ont contribué à créer, n'ont pas été obéissants, dit-il. Maintenant il faut savoir s'ils sont prêts à les détruire réellement, c'est-à-dire à nous soutenir militairement. »

Au quartier général militaire de l'Alliance du Nord, à Khwaja-Bahawudin, certains officiers ne démentent pas qu'une coopération a été établie avec les services de renseignement et les forces spéciales américaines et britanniques. Il semble toutefois qu'aucun soutien n'ait encore été concrétisé par l'envoi d'armes, de munitions, de carburant ou d'argent.

Le commandant Basher approuve cependant le fait que la cible principale des opérations américaines soit Oussama Ben Laden et son organisation, Al-Qaïda. « La paix viendra en Afghanistan quand Oussama aura été tué. Car il est devenu très important dans ce pays. Il est influent, et ses combattants sont présents sur tous les fronts. Sans Oussama et ses hommes, les talibans sont perdus ! »

Sur la position la plus avancée du front, la colline Qrogh, trois soldats sourient. Ils oublient jour après jour, au fur et à mesure que l'espoir renaît, les défaites passées. Ils oublient que les talibans ont encore avancé peu après la mort du commandant Massoud. Ils oublient qu'en Afghanistan la guerre semble éternelle, et qu'à côté de la tranchée il y a un cimetière de combattants, leurs amis perdus.

« Après la défaite des talibans, ce sera la paix », osent-ils déclarer, incertains. Un combattant imagine déjà son retour à Kaboul, avant ou après l'hiver. Trois balles fusesnt dans l'air brumeux de cet après-midi d'automne. Les moudjahidins se regardent, puis rient aux éclats...

Rémy Ourdan



CHRIS KLEPONIS/AFP

■ WASHINGTON. George Bush a annoncé dimanche depuis la Maison Blanche le début de la campagne de bombardements sur les camps d'entraînement terroristes d'Al-Qaïda et les installations militaires du régime des talibans en Afghanistan.

## Pervez Moucharraf limoge deux hauts responsables militaires

Des manifestations de soutien aux talibans se sont tenues dans plusieurs villes du Pakistan

### ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale

Au lendemain des premières frappes américaines, le président pakistanais, Pervez Moucharraf, a réaffirmé le choix de son pays d'être partie prenante de la coalition internationale contre le terrorisme, alors que des manifestations de soutien aux talibans se déroulaient dans les principales villes du pays. En uniforme militaire, le général Moucharraf a pris grand soin, lors d'une conférence de presse lundi 8 octobre, de souligner les assurances qu'il avait reçues que ces opérations seraient « de courte durée et ciblées ».

Affirmant avoir été informé du début des opérations « quelques heures avant », il a indiqué que, même si l'espace aérien pakistanais avait été utilisé, ces opérations n'avaient pas été lancées à partir du Pakistan. Dans la même veine, il a déploré que des informations fassent état de bombardements sur les villes de Kaboul, Kandahar ou Jalalabad, alors que ce sont « les camps terroristes proches » qui, selon lui, étaient visés.

Sitôt après la fin des opérations, qui ne pourraient durer que « un ou

deux jours », le président Moucharraf a plaidé pour qu'un gouvernement « largement représentatif et tenant compte des réalités ethniques » se mette en place en Afghanistan, tout en soulignant qu'il ne devait pas être imposé de l'extérieur. Le général a précisé que l'Alliance du Nord, coalition de l'opposition aux talibans et représentative des minorités tadjikes, ouzbèkes et hazaras, ne devait pas être autorisée à profiter de la situation.

« Si le vide [créé par une défaite des talibans, qui contrôlent 95 % de l'Afghanistan] était rempli par l'Alliance du Nord, nous reviendrions à l'anarchie et aux atrocités du passé. L'Alliance du Nord doit être contenue », a-t-il noté, en réclamant une réhabilitation rapide de l'Afghanistan, qui permettrait aux réfugiés afghans au Pakistan (plus de 2,5 millions) de rentrer chez eux. Le président a exclu d'accueillir de nouveaux réfugiés, hormis « les malades, les vieillards, notamment ».

Le général Moucharraf s'est opposé à une rupture des relations diplomatiques avec le régime des talibans, affirmant que le maintien de celles-ci est « dans l'intérêt de la com-

munauté internationale, plus encore que dans celui du Pakistan. Quelques avenues doivent demeurer ouvertes pour la discussion ». Il a rappelé les efforts de son gouvernement pour expliquer aux talibans la gravité de la situation et les convaincre d'extraire Oussama Ben Laden. « Malheureusement, nous n'avons pas réussi », a-t-il déploré.

### CHANGEMENTS HIÉRARCHIQUES

Les principaux partis religieux pakistanais et le Conseil de défense de l'Afghanistan ont appelé au Djihad contre les Etats-Unis et à de grands rassemblements, lundi 8 octobre. Les difficultés pour le président Moucharraf pourraient toutefois venir de sa propre famille militaire. Même s'il a officiellement nié un quelconque lien entre les importants changements qui viennent d'être annoncés à la tête de l'armée et les événements en cours, il est clair que ceux-ci ne sont pas dus seulement « à des activités militaires normales ».

Deux des plus importants responsables militaires du pays, le chef des services de renseignement (Inter Service Intelligence, ISI), le général Mahmoud Ahmad, et le vice-chef d'état-major, le général Muzaffer Usmani, ont démissionné après avoir été dépassés par des généraux plus jeunes qu'eux. Un troisième, le général Mohammad Aziz Khan a été écarté par le haut et nommé président du comité des chefs d'état-major, un poste qui ne lui donne pas accès aux réunions de décision qui se tiennent autour du président Moucharraf.

Ces trois généraux, dont l'opposition au présent alignement du Pakistan sur les Etats-Unis était connue, avaient été à l'origine du coup d'Etat qui avaient porté le général Moucharraf au pouvoir le 12 octobre 1999. Alors que celui-ci se trouvait dans un avion le ramenant de Colombo, c'est sous la direction du général Aziz (alors chef de l'état-major général) que le général Mahmoud (alors commandant du corps de Rawalpindi) avait envoyé ses sol-

dat prendre le contrôle d'Islamabad ; lui-même avait arrêté le premier ministre, Nawaz Sharif. Le Général Usmani, qui commandait le corps de Karachi, s'était emparé de l'aéroport pour sécuriser l'atterrissage de l'avion de Moucharraf.

Les trois hommes ont été associés à la politique suivie en Afghanistan, largement déterminée par l'armée et l'ISI, le général Aziz étant le plus associé aux militants en Afghanistan ou au Cachemire, puisqu'il y dirigeait les opérations de l'ISI. « Il est un parrain pour tous les responsables des groupes de guérilla au Cachemire », nous confiait, quelques mois plus tôt, un spécialiste pakistanais.

Le général Aziz était considéré comme l'homme ayant conçu en 1999 l'opération d'infiltration des troupes pakistanaises et des militants islamistes sur les hauteurs du Cachemire indien à Kargil ; cela avait donné lieu à une nouvelle guerre avec l'Inde, arrêtée après l'intervention du président américain Bill Clinton. L'Inde avait diffusé à l'époque une bande magnétique d'une conversation entre le général Moucharraf et le général Aziz lui rendant compte des opérations. Le général Mahmoud, qui se trouvait à Washington le 11 septembre, a conduit depuis deux délégations pakistanaises auprès du chef suprême des talibans, Mollah Mohammad Omar, pour tenter de résoudre le cas Ben Laden.

En procédant à ces changements hiérarchiques et à ceux de plusieurs chefs de corps, le général Moucharraf – dont le mandat de trois ans à la tête de l'armée a été indéfiniment étendu dimanche – tourne une page de l'histoire du Pakistan. Reste à savoir comment ces changements seront reçus, même si la discipline de l'armée pakistanaise est souvent donnée en exemple. En engageant le Pakistan une nouvelle fois aux côtés des Etats-Unis, et en reniant près de dix ans de politique nationale, le général Moucharraf a fait un pari risqué.

Françoise Chipaux

## Les huit humanitaires occidentaux transformés en otages

### ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale

Les premiers bombardements américains et britanniques sur l'Afghanistan ont ravivé l'inquiétude sur le sort des huit Occidentaux – deux Américains, deux Australiens et quatre Allemands – de l'organisation caritative allemande Shelter Now International (SNI), détenus depuis début août à Kaboul pour prosélytisme chrétien. Alors que leur procès devant la Cour suprême d'Afghanistan est en cours, les talibans avaient offert samedi 6 octobre de les libérer « si le gouvernement américain met fin à ses menaces d'attaquer l'Afghanistan et à sa propagande contre l'émirat islamique ». Immédiatement rejetée par Washington, cette offre du ministère taliban des affaires étrangères avait fait en quelque sorte des huit Occidentaux, détenus avec seize Afghans de SNI arrêtés dans les mêmes circonstances, des otages.

Cette évolution était d'autant plus surprenante que l'avocat pakistanais des détenus, M<sup>r</sup> Atif Ali Khan, revenu à Peshawar vendredi, envisageait de retourner à Kaboul mardi après avoir préparé sa réponse écrite à l'acte d'accusation lu devant les accusés, la semaine dernière, par un juge de la Cour suprême. Jusqu'à cette offre, le président de la juridiction, Noor Mohammad Saqib, avait assuré que les huit expatriés seraient jugés avec équité et selon les lois islamiques, même s'ils ne sont pas musulmans. Après le 11 septembre, le juge avait assuré qu'une attaque américaine n'aurait pas d'effet sur le procès.

### LIBÉRATION DE LA JOURNALISTE ANGLAISE

Les talibans ont indiqué avoir déplacé les détenus pour qu'ils bénéficient d'une meilleure protection. Le procès des huit Occidentaux semble toutefois devoir être encore ajourné dans la mesure où leur avocat pourrait mainte-

nant ne pas se montrer trop pressé de retourner à Kaboul.

La journaliste anglaise du *Sunday Express* Yvonne Ridley, qui était aussi détenue par les talibans, pour être entrée illégalement en Afghanistan le 28 septembre, a en revanche été libérée dimanche 7 octobre. La journaliste avait été interrogée par les services de renseignement des talibans, qui voulaient s'assurer qu'elle n'était pas une espionne. Selon l'ambassadeur afghan au Pakistan, le mollah Abdul Salam Zaeef, qui s'exprimait avant le début de l'attaque américaine, la journaliste devait être remise ce lundi à des diplomates britanniques au poste-frontière de Torqam, entre l'Afghanistan et le Pakistan. Yvonne Ridley étant détenue à Kaboul, soit au minimum à cinq heures de voiture de Torqam, il n'est plus tout à fait sûr qu'elle puisse faire la route.

F. C.

UPSTREAM

Avec sa lunette déployante qui s'ouvre

à 12h, Upstream crée un nouveau geste,

une nouvelle manière de vivre le temps.



UN TEMPS PRÉCIEUX RYTHMÉ PAR

UN MOUVEMENT MANUFACTURE PIAGET.

SCULPTÉE DANS L'OR OU L'ACIER,

UPSTREAM ALLIE À LA MAÎTRISE DE

L'HORLOGER LA SENSIBILITÉ DU JOAILLIER.

CIVILIZED STEEL



PIAGET  
JOAILLIER EN  
HORLOGERIE  
GENÈVE 1874

# L'Ouzbékistan renforce son dispositif de sécurité à la frontière avec l'Afghanistan

Après le déploiement américain, les talibans menacent ce pays de « djihad »

**DEUX JOURS** après le déploiement d'un millier de soldats d'élite américains en Ouzbékistan, première des Républiques ex-soviétiques d'Asie centrale à avoir offert aux Etats-Unis l'accès à ses bases aériennes, le sud du pays a été placé en état d'alerte maximum, lundi 8 octobre. Des renforts ont été déployés le long des 137 kilomètres de frontière avec l'Afghanistan, les autorités ouzbèques craignant, selon l'agence russe Interfax, d'éventuels « accrochages » frontaliers après les frappes américaines sur la ville de Mazar e-Charif, dans la nuit de dimanche à lundi.

Au lendemain de l'annonce officielle du déploiement américain en Ouzbékistan – « à des seules fins humanitaires et de secours » avait prudemment précisé le président, Islam Karimov – des représentants des talibans avaient menacé sur les ondes de Radio Charia : « Nous attaquerons l'Ouzbékistan si la moindre attaque est lancée à partir de ses frontières ». Cette menace n'était pas la première du genre. Le 27 septembre, alors que le premier avion militaire américain atterrissait en Ouzbékistan, le ministre taliban de la défense, mollah Obaidollah menaçait ce pays de « Djihad » si celui-ci persistait à vouloir apporter une

aide logistique aux forces américaines.

Selon le ministère afghan de la défense, cité par l'agence Afghan Islamic Press, huit mille hommes ont ainsi été postés en renfort, côté taliban, le long de la frontière de l'Ouzbékistan. « Nous avons envoyé plus de troupes après avoir entendu que mille soldats américains se sont posés en Ouzbékistan. Nous avons déjà plusieurs milliers de soldats là-bas », disait le texte diffusé par le ministère taliban le 7 octobre. Quelques jours auparavant, le chef de guerre ouzbek, Rachid Dostom, membre du front antitaliban, avait avoué avoir perdu « plusieurs commandants et pas mal de [ses] meilleurs combattants » alors qu'il tentait, fin septembre, de reprendre, avec 8000 hommes, son ancien fief de Mazar e-Charif et de faire la jonction avec le général Fahim, le responsable militaire de l'Alliance du Nord.

Joint par téléphone satellite par Saule Moukhametrahimova du site *Institute for Peace and War Reporting*, Rachid Dostom indiquait – depuis Kutondyk, à 50 kilomètres de Mazar e-Charif – que les talibans avaient changé de tactique. Après le 11 septembre, ceux-ci, craignant tout d'abord une attaque terrestre

depuis le Pakistan, avaient commencé à déployer le gros de leurs troupes le long de la frontière avec ce pays, puis, craignant une attaque américaine depuis l'Asie centrale, ils les ont ensuite redéployés au Nord. « Des renforts, ramenés de Kunduz [à la frontière avec le Tadjikistan] et de Kandahar [SUD], ont été placés sous le commandement du mollah Kadyr », a expliqué le général ouzbek qui a récemment lancé un appel à l'aide en hommes et en armes sur la chaîne russe ORT.

## INCURSIONS ARMÉES

Le commandement des forces terrestres au nord côté taliban aurait, selon plusieurs sources en Asie centrale, été confié à l'islamiste ouzbek Juma Namangani. Ancien vétéran de la guerre d'Afghanistan, puis instructeur lors de la guerre civile au Tadjikistan, ce chef de guerre est hébergé par les talibans. Son organisation, le Mouvement islamiste d'Ouzbékistan (IMU) avait, en août 1999 puis en août 2000, lancé des incursions armées sur la Kirguizie puis sur l'Ouzbékistan, parvenant à 80 kilomètres de Tachkent, la capitale ouzbèke, avant d'être repoussée. Selon le journaliste pakistanais Ahmed Rachid, les forces qui composent l'IMU n'excéderaient pas en

temps normal 3000 hommes, basées à Mazar e-Charif et à Kunduz au Nord de l'Afghanistan.

Ce mouvement aux contours flous – son objectif politique immédiat est de renverser le régime autoritaire du président Islam Karimov – a été cité par le président américain George Bush lors de son adresse au Congrès le 20 septembre comme une organisation terroriste comparable à Al-Qaïda ou au Jihad islamique égyptien. Des observateurs ouzbeks font toutefois observer que l'IMU est une organisation embryonnaire mais que sa mention à un tel niveau indique qu'elle a été l'objet d'un marchandage.

République la plus engagée dans le soutien américain, l'Ouzbékistan est aussi le pays d'Asie centrale le plus dégagé de l'influence de Moscou. Le 26 septembre, peu après l'arrivée du premier avion militaire en Ouzbékistan, le président Karimov avait déclaré : « La Russie n'aime pas que l'Ouzbékistan permette aux Etats-Unis d'utiliser ses infrastructures. Mais en 1979, lorsque l'armée soviétique a envahi l'Afghanistan, personne alors ne nous a demandés notre avis. »

Marie Jégo

# M. Poutine prend un risque en soutenant les frappes

« Il faut résister » au terrorisme, affirme Moscou

**VLADIMIR POUTINE** ayant été prévenu par George W. Bush dès dimanche 7 octobre après-midi du déclenchement des frappes, le ministère russe des affaires étran-

## ANALYSE

**Le chef du Kremlin vise un objectif jamais réalisé par ses prédécesseurs**

gères a pu faire lire dans la soirée un communiqué approuvant l'action américaine : « Il est temps d'engager des actions décisives contre ce fléau [le terrorisme], expliquent les autorités russes. Il faut « résister par tous les moyens – conformément à la charte de l'ONU – à la menace que représentent les actes terroristes pour la paix et la sécurité internationales. »

Depuis les attentats du 11 septembre, le Kremlin a pris des mesures manifestant sa solidarité, la plus importante stratégiquement étant le feu vert accordé aux Républiques d'Asie centrale ex-soviétiques pour qu'elles mettent des bases à la disposition des Américains. Cette décision n'a pas été prise sans mal, puisque le ministre de

la défense, Sergueï Ivanov, avait manifesté publiquement son désaccord. Ces républiques sont indépendantes depuis 1991. La Russie garde néanmoins, à des degrés divers, une influence prépondérante dans ce qu'elle considère comme son « étranger proche » et il aurait été difficile à leurs dirigeants de passer outre à un veto russe.

Vladimir Poutine a décidé d'appuyer les demandes des Etats-Unis, pour deux séries de raisons. Les premières tiennent à la situation en Asie centrale et à la menace fondamentaliste sur la Russie et ses alliés ; les secondes au contexte plus général des relations russo-américaines.

## UN ENNEMI COMMUN

Pour les opposants à la ligne officielle, les attentats de New York et de Washington ne sont que « l'horrible corollaire » des bombardements de Belgrade et de Bagdad. Les Américains, qui ont critiqué l'usage de la force en Tchétchénie vont se comporter de la même façon en Afghanistan, ajoutent-ils. Or en Tchétchénie, la Russie défend la chrétienté contre le fondamentalisme islamique, déclarait, il y a quelques mois, Sergueï Ivanov. Comme elle a combattu le fondamentalisme pendant la guerre en Afghanistan en se heurtant à l'hostilité de la communauté internationale.

Laisser entrer les Etats-Unis en Asie centrale, c'est courir un double risque : en cas de succès américain, la Russie va se retrouver marginalisée dans son arrière-cour ; en cas d'échec, elle sera exposée à une vague extrémiste et terroriste en Asie centrale et dans le Caucase. De plus, dans la coopération envisagée, la Russie va se retrouver dans une position d'infériorité par rapport aux Etats-Unis, surtout en l'absence de mécanisme commun de décision qui place systématiquement Moscou devant le fait accompli (comme lors de la guerre au Kosovo).

Le calcul de Vladimir Poutine est autre. D'abord l'action américaine va dans le sens souhaité par la Russie, qui a discrètement bombardé des camps de fondamentalistes en Afghanistan au cours des dernières années. De plus, en soulignant que Moscou et Washington ont un ennemi commun pour la première fois depuis 1945, le président russe espère atteindre un objectif parfois approché mais jamais réalisé par ses prédécesseurs : l'intégration sur un pied d'égalité de la Russie dans un système de sécurité euro-atlantique. M. Poutine sait que les Etats-Unis ont besoin de lui comme allié militaire ; il a accepté sans poser de conditions. Il attend, pour présenter ses demandes, que les Américains connaissent d'ailleurs fort bien : neutralité en Tchétchénie, redéfinition de la sécurité collective en Europe pour contrebalancer l'expansion de l'OTAN et nouvelle donne stratégique avec les Etats-Unis, entrée à l'OMC.

Pour le cas où Washington n'honorait pas la note, Moscou n'a pas renoncé à jouer double jeu. Pendant que Vladimir Poutine déroulait le tapis rouge pour les Américains en Asie centrale, son ministre de la défense signait un contrat pour des ventes d'armes à l'Iran d'une valeur de 300 millions de dollars (334 millions d'euros) par an.

Danielle Rouard

Daniel Vernet

## A Peshawar : « Les infidèles ont frappé nos frères ! »

### PESHAWAR

de notre envoyé spécial

5 h 20, lundi 8 octobre, devant la mosquée Madani au cœur du populaire Bazar de Peshawar. L'air pollué de la ville frontière est encore frais mais déjà poisseux.

## REPORTAGE

**Au cœur de la ville-frontière, haut lieu de l'islamisme radical pakistanais**

L'aube, qui se lève sur la capitale de la North West Frontier Province, n'est pas comme les autres. Il y a une poignée d'heures, annonce un mollah à l'intérieur de ce haut lieu du radicalisme pakistanais, « les infidèles ont frappé nos frères afghans ! C'est la guerre ! Notre foi de musulman est de nous tenir prêts au sacrifice suprême. Ceux qui mourront dans le djihad seront des chahids, des martyrs de la grande umma islamique ».

Pour la première prière de la journée, il n'y a pas foule sous les grands ventilateurs à ciel ouvert de la mosquée. Au maximum, deux cents croyants à genoux et sur les tapis, des jeunes pour la plupart, quelques Afghans « religieusement » éduqués ici, des militants convaincus pour l'essentiel. Impossible d'entrer. Ce matin n'est pas un jour comme les autres. Les kafirs, les infidèles, même journalistes, ne sont pas les bienvenus. Un jeune homme tout de blanc vêtu, calotte immaculée sur le chef, et mince barbe noire, nous apostrophe : « Américains ? Non ? Revenez après le sermon de 13 heures, si vous voulez, vous verrez bien ce que nous allons faire. »

Dès dimanche soir, dans l'heure qui a suivi la première vague d'attaques contre les talibans, le Jamiat Ulema-e-Islami (JUI) qui contrôle cette mosquée, de même que les trente autres formations religieuses nouvellement associées dans le Camp de défense afghan du Pakistan (PADC), ont lancé un appel à la guerre sainte et à la résistance de l'umma, la communauté des croyants, contre « les Américains et leurs

valets britanniques ». La junte militaire a renforcé les pouvoirs de détention de la police dans les provinces mais, se sachant soutenue par une majorité de l'opinion, elle ne paraît pas outre mesure inquiète.

Dimanche soir, les forces de l'ordre déployées autour des trois grandes mosquées de la ville étaient armées de fusils d'assaut. Celles qui gardent les quatre grands camps de réfugiés afghans dans et autour de la vieille cité l'étaient encore lundi matin. « Les talibans ont beaucoup d'alliés, beaucoup d'espions et de supporters à l'intérieur, cela peut être dangereux », explique un sous-officier aux journalistes interdits d'entrer dans ces camps depuis quelques jours.

## UNE IMMENSE ÉMOTION

Dans la rue, l'émotion est grande. Massés dans les rares cafés ouverts dès l'aube, les marchands, les colporteurs, les manœuvres qui prennent ici leur premier thé au lait de la journée, suivent les nouvelles à la télévision. Dans la rue qui s'éveille, les ateliers des mécaniciens sont déjà au travail. Les petits cireurs de chaussures sont à leur place, les mendians, culs-de-jatte, aveugles, et autres handicapés de toutes sortes qui traînent leur misère sur le trottoirs tentent déjà la sébile aux passants.

Dans la salle du café, on s'agite, on palabre, on commente, on s'énerve un peu. Un quinquagénaire bien mis, le visage glabre, barré d'une fine moustache, nous aperçoit. Il se précipite. « C'est honteux ce que vous faites aux Afghans ! Moi-même qui ne suis pas religieux, je vous le crie : Oussama Ben Laden, Zindabad ! » (Vive Oussama !). Autour de lui, certains approuvent, d'autres nous font ce triste petit sourire, si souvent croisé ce matin à l'hôtel et dans les rues. La courtoisie et la gentillesse pakistanaises sont légendaires. Dans les images de bombardements sur l'Afghanistan, une immense émotion a sans doute saisi les cent quarante millions d'habitants de la République islamique du Pakistan. La fureur des barbus n'a pas encore atteint la populace. Mais à la sortie de la mosquée du vieux Peshawar, des heurts ont éclaté lundi entre des fidèles pro-talibans et les forces de l'ordre.

Patrice Claude



**Espace Suffren**  
40 ter, av. de Suffren - Paris 15  
Tél. : 01 53 58 10 00  
CONCESSIONNAIRE VOLKSWAGEN

Echappée de chez Volkswagen.



Bora Break Carat V5



3615 Volkswagen (0,12 franc l'accès, 1,28 franc la minute) - 0 825 02 25 25 (0,98 franc la minute).  
Consommations 99/100 CE (l/km) de la Bora Break Carat V5 BVMS poids à vide minimal - maximal :  
cycle urbain / extra-urbain / mixte : 12,5 - 12,6 / 6,7 - 6,8 / 8,8 - 8,9 / CO<sub>2</sub> (g/km) 211 - 214.



**MBA d'E.M.LYON\***  
Portez un nouveau regard sur votre carrière.  
04 78 33 78 65 ou www.em-lyon.com/mba

**EMLYON Graduate**  
School of Management

E.M.LYON - M.B.C. - Septembre 2001. \*Nouveau nom du Groupe ESC Lyon

# Les Etats-Unis s'attendent à de nouveaux attentats

D'après la CIA et le FBI, une attaque terroriste de grande ampleur était prévisible « à 100 % » après les premières frappes sur l'Afghanistan. La police fédérale a annoncé, dimanche, la « mise en alerte maximum de toutes les forces de sécurité » du pays

## NEW YORK

de notre correspondant  
« Je ne sais pas quand, où et comment, mais vous pouvez me croire, il y aura de nouveaux attentats », affirmait dimanche matin 7 octobre, peu de temps avant le début des bombardements sur l'Afghanistan, le sénateur Bob Graham, président de la Commission du renseignement, sur la chaîne de télévision ABC. Les menaces proférées ensuite directement par Oussama Ben Laden contre les Etats-Unis n'ont pas été prises à la légère. Depuis les attentats-suicides du 11 septembre, les autorités n'ont cessé à la fois d'inciter les Américains à reprendre une vie normale et de les mettre en garde contre les risques de nouvelles attaques. La police fédérale (FBI), la CIA, le ministre de la justice, John Ashcroft, et les sénateurs ont alerté à plusieurs reprises contre les menaces devenant de plus en plus alarmistes lors des derniers jours.

« Permettre aux Américains de dormir tranquillement ne sera pas une tâche facile. Les terroristes cherchent à créer un sentiment permanent de peur », a averti M. Graham, qui ajoutait : « A partir du moment où l'opération militaire sera engagée, la menace sera bien plus grande ». Le leader de la minorité républicaine au Sénat, Trent Lott, s'est voulu plus fataliste sur

Fox News. « Ne prenez pas de risques stupides, mettez-vous dans les mains de Dieu, continuez à vivre normalement et à faire du mieux que vous pouvez », a-t-il conseillé à ses concitoyens.

Lors d'une réunion confidentielle, la semaine dernière au Sénat, la CIA et le FBI ont expliqué aux membres de la Commission du renseignement qu'une nouvelle attaque terroriste de grande ampleur était prévisible « à 100 % » après les premières frappes sur l'Afghanistan. Les informations permettant de l'affirmer proviendraient des Etats-Unis, du Royaume-Uni, d'Allemagne, d'Egypte, du Pakistan et d'Afghanistan.

## CELLULES « DORMANTES »

Les craintes sont devenues de plus en plus précises et fondées au fur et à mesure de l'avancée de l'enquête sur les attaques du 11 septembre. Le FBI n'a toujours pas trouvé de liens entre les dix-neuf pirates de l'air supposés et les mille ou deux mille personnes considérées comme les sympathisants aux Etats-Unis d'Oussama Ben Laden. Les enquêteurs estiment qu'il existe forcément un ou plusieurs réseaux de soutien. Or, ils n'ont pas été découverts et représentent une menace.

John Ashcroft, le ministre de la justice, a exprimé la semaine der-

nière sa crainte de voir des cellules terroristes « dormantes » passer à l'action. Tout aussi inquiétant, un certain nombre de suspects arrêtés sur le territoire américain et plus ou moins proches de l'organisation Al-Qaïda d'Oussama Ben Laden semblaient préparer d'autres attaques en utilisant de petits avions spécialisés dans la pulvérisation des insecticides sur

les cultures ou des camions transportant des produits dangereux.

Le FBI a mobilisé tous ses moyens et a annoncé, dimanche, dans un communiqué, « la mise en alerte maximum de toutes les forces de sécurité aux Etats-Unis ». La surveillance a été renforcée dans plusieurs grandes villes, dont Los Angeles, New York, Washington et Miami. Les garde-côtes ont lancé

leur plus importante opération défensive depuis la seconde guerre mondiale. L'armée de l'air a intensifié ses patrouilles et la garde nationale a été appelée en renfort pour protéger aéroports et centrales électriques et nucléaires. Plus que des attaques chimiques ou bactériologiques, la police fédérale semble craindre un ou plusieurs attentats à la voiture piégée dans

des endroits symboliques ou sensibles comme des sites industriels ou de stockage d'hydrocarbures.

## « RESTEZ CALMES ET PATIENTS »

A New York, où les craintes et la paranoïa sont les plus grandes, le maire, Rudolph Giuliani, a annoncé dès dimanche en milieu de journée des mesures supplémentaires de sécurité et la protection renforcée des sites « sensibles ». Des renforts de police étaient notamment visibles au sud de l'île de Manhattan à proximité des décombres des tours du World Trade Center. Des chiens policiers reniflaient les bagages à la recherche de bombes dans les gares de Grand Central et de Pennsylvania. M. Giuliani a prévenu que les autorités pourraient à la moindre alerte arrêter le métro, fermer des rues ou faire évacuer des immeubles. « Si vous nous voyez faire cela, restez calmes et patients et n'imaginez pas tout de suite le pire », a-t-il déclaré.

Les Américains se trouvant à l'étranger ont été avertis par le département d'Etat de faire preuve de la plus grande prudence et de discrétion. Il existe une grande possibilité « de forts sentiments anti-américains et de risque de vengeances sur des citoyens un peu partout dans le monde ».

Eric Leser

## « USA ! USA ! » crient les spectateurs dans les stades de football

PRIVÉES D'IMAGES de « terrain », réduites à ne présenter qu'un brouillard vert parsemé d'étincelles lumineuses représentant des missiles de croisière, les télévisions américaines ont fait la part belle, dimanche 7 octobre soir, à la vidéo autrement plus « scénique » montrant Oussama Ben Laden et son état-major dans leur grotte afghane. « Le visage et la voix de l'ennemi », a commenté Peter Jennings, le présentateur vedette de ABC. « Il a présenté le meilleur réquisitoire possible contre lui-même », a dit son concurrent de NBC Tom Brokaw. « Effrayant », a ajouté Aaron Brown sur CNN. Estampillées « direct », les images du chef des talibans sur CNN - en fait reprise d'Al-Jazira - ont créé la confusion faisant un instant croire à une intervention en direct d'Oussama Ben Laden.

En dépit des frappes sur Kaboul, les chaînes n'ont cependant pas bouleversé leurs programmes, comme elles l'avaient fait après les attentats du 11 septembre. Fox et la plupart des chaînes locales affiliées à CBS ont préféré montrer le championnat de football (américain) plutôt que la « couverture de la guerre » fournie par la maison-mère. NBC a opté en fin d'après-midi

pour des images de ski de randonnée. CBS a hésité à annuler la retransmission des « Emmy Awards », les Oscars de la télévision, avant que l'Académie des arts et des sciences de la télévision ne décide de décommander purement et simplement un événement, qui avait déjà été reporté après les attentats du 11 septembre.

## PROTESTATION SPONTANÉE

Selon les chaînes, certaines des manifestations prévues, notamment sportives, ont donné lieu à des effusions patriotiques. Au Ford Center de Times Square, à New York, l'actrice Meredith Patterson a déployé un drapeau américain sous les applaudissements. Dans différents stades du pays, des clameurs « USA ! -USA ! » ont été entendues. A Philadelphie, le début d'un match de football entre l'équipe locale et les Cardinals d'Atlanta a été reporté de neuf minutes, afin de permettre la diffusion par les haut-parleurs du stade du discours du président Bush, lequel a été suivi d'une ovation de 60 000 spectateurs. A l'inverse, une marche de protestation spontanée s'est formée à Union Square à New York contre les frappes américaines.

## Entre approbation et peur, les New-Yorkais découvrent les raids sur l'Afghanistan

### NEW YORK

de notre envoyé spécial  
Alors que les premières bombes tombent sur l'Afghanistan, un enfant de chœur ouvre les portes de l'église Notre-Dame-de-Pompéi, au cœur de Little Italy, à Manhattan. Une procession s'engage dans la rue derrière une statue de madone, précédée d'une fanfare qui joue l'hymne américain et déploie le drapeau italien. Dans le pub, juste à côté, Daemon, trente et un ans, un réceptionniste d'hôtel qui craint pour son emploi, découvre les premières images à la télévision, soulagé. « Les terroristes doivent être totalement éliminés. Tant pis s'il y a des victimes civiles, des millions de réfugiés. Je crois qu'on leur balancera des vivres et des médicaments demain matin. C'est terrible à dire, je sais : l'Amérique a aidé Ben Laden, les talibans. Maintenant, il faut qu'on soit sûr qu'ils ne recommenceront jamais ce qu'ils ont fait. »

Daniel, un pianiste de cinquante ans, écoute les discours des généraux du Pentagone. « Ça me rappelle la guerre du Vietnam, dit-il. Tu remplaces le Vietcong par les talibans et tu as les mêmes phrases. La seule différence c'est qu'aujourd'hui c'est justifié. »

Thomas, trente-neuf ans, professeur de littérature, revient d'une promenade. Il a remarqué qu'un tee-shirt vient de sortir, intitulé : « Je survie à l'attaque ». Il confie à un ami : « J'espère que les présailles des terroristes iront cette fois-ci sur la Côte ouest. Faut quand même qu'on se renseigne sur la maladie du charbon. Quand tu lis les journaux, ça te fout une trouille. Tiens, au fait, j'ai acheté le dernier magnétophone numérique, je l'ai connecté à mon ordinateur, c'est génial. » La blague qu'il vient d'entendre sur Ben Laden, c'est qu'il ne faut ni le tuer ni le juger mais le transformer chirurgicalement en femme et le renvoyer en Afghanistan : « T'imagines pour lui le supplice. »

A la demande de son patron, le serveur du pub zappe sur une chaîne transmettant un match de baseball. « Ces images, c'est pas bon pour le business », s'excuse-t-il. Cathy, une cliente, approuve : « C'est déprimant. Je suis si effrayée. »

A Washington Square, un orchestre fait danser avec trombone et trompettes des dizaines de couples sous le soleil. Une pancarte annonce : « Le swing de New York revient. » Certains connaissent la nouvelle, d'autres non. Nina, vingt-six ans, a peur qu'on tue des civils « pour de mauvaises raisons ». Hilary, quarante-six ans, qui exerce la profession de clown dans les hôpitaux, redoute un nouvel assaut des hommes de Ben

Laden : « Ils sont des milliers. Ils ont dû prévoir d'autres formes d'action. Ce bombardement va leur donner l'occasion. On attend, j'espère, je ne sais plus. » Quelques minutes plus tard, trois garçons lui apprennent à jongler sous la statue de Garibaldi.

Plus loin, assis sur un banc, Daniel, cinquante-trois ans, compositeur, joue du hautbois tout seul. Personne ne l'écoute. Deux mariés passent devant lui, suivis de leurs garçons d'honneur. Daniel habite devant le World Trade Center. Il a tout vu, tout entendu. Après les attentats, il a fui à Central Park. Il a joué sur son hautbois *America is beautiful*, « peut-être deux cents fois. Je suis encore sous le choc, c'est dur de penser ».

Il cherche ses mots : « J'ai peur que ce bombardement ne soit qu'un grand show. On doit faire quelque chose, mais quoi ? Quand je pense que la famille de Bush avait des

« C'est terrible à dire, je sais : l'Amérique a aidé Ben Laden, les talibans. Maintenant, il faut qu'on soit sûr qu'ils ne recommenceront jamais »

connections avec Ben Laden. » Sa grande préoccupation, avant ou après cette guerre, est la politique des Etats-Unis et des autres nations développées en matière d'environnement. « Si on continue de vivre de la même manière, dans dix ans l'avenir de la planète est foutu. »

Brunilda, quarante-sept ans, professeur d'arts plastiques, rentre chez elle. « Ce qu'a fait Ben Laden est inqualifiable, il a réussi à rendre le monde plus dur. Mais la logique qui consiste à penser je te tue parce que tu me tues est stupide. Nous devrions tous prendre un miroir, nous regarder nous-mêmes, regarder comment nous vivons et penser à la manière de respecter la dignité des hommes et des femmes partout dans le monde. »

Trois camions de pompiers passent à toute allure, sirène hurlante. Elle sursaute. « Pour la première fois, j'ai vécu la guerre ici. Je réalise à quel point c'est horrible, la guerre. »

Dominique Le Guilledoux

**L'EURO. NOTRE monnaie**

Les billets en euros sont au nombre de sept. Plus la valeur de la coupure est élevée, plus le billet est grand. Les couleurs aussi permettent de distinguer facilement les coupures les unes des autres. Chaque coupure est absolument identique et utilisable dans les douze pays de la zone euro.

5 EURO  
10 EURO  
20 EURO  
50 EURO  
100 EURO  
200 EURO  
500 EURO

Les pays de la zone euro sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal.

**Oubliez les maths !** À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, multiplications et divisions seront de l'histoire ancienne, du moins lorsque vous voyagerez dans la zone euro. En effet, dans douze pays, tout le monde utilisera la même monnaie : sept billets et huit pièces qui vont vous simplifier la vie ! Au recto de chaque billet, figurent ces fenêtres et des portails, symboles d'ouverture. Au verso, sont dessinés des ponts évoquant la coopération entre les pays. Vous n'avez plus qu'à emporter votre argent et laisser votre calculette à la maison.

Vous allez recevoir chez vous le guide pratique « Se préparer à l'arrivée de l'euro ». Pour plus d'informations, visitez les sites Internet [www.euro.ecb.int](http://www.euro.ecb.int) ou [banque-france.fr](http://banque-france.fr).

BANQUE DE FRANCE

BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

# Ben Laden annonce que l'Amérique « ne connaîtra plus jamais la sécurité »

Moins de deux heures après les premières frappes américano-britanniques sur l'Afghanistan, le chef d'Al-Qaida a fait diffuser, sur la chaîne Al-Jazira, une vidéo pré-enregistrée dans laquelle il appelle à la guerre sainte et se félicite des attentats du 11 septembre

« EXTIRPER » de leurs caches afghanes les instigateurs des actes de terrorisme du 11 septembre, tel était le principal objectif annoncé de l'opération « Liberté immuable ». Les premières frappes militaires américaines ont eu pour effet immédiat de faire sortir de son mutisme le principal accusé, Oussama Ben Laden.

A 20 h 20 (heure française), soit un peu moins de deux heures après le début de l'offensive aérienne sur l'Afghanistan, la chaîne de télévision arabe Al-Jazira diffuse une vidéo enregistrée. Pour la première fois depuis les attentats de New York et Washington, le leader de l'organisation Al-Qaida s'exprime. Les images sont aussitôt reprises par les télévisions du monde entier.

Selon la chaîne de télévision basée à Doha, au Qatar, cette cas-

sette aurait été reçue dimanche après-midi par le correspondant d'Al-Jazira à Kaboul. Non datée, la vidéo tournée de jour est la réponse préparée de Ben Laden à l'offensive attendue des américains. Avant de prendre la parole, Oussama Ben Laden laisse s'exprimer Soleiman Abou Ghaith, présenté comme le porte parole de l'organisation Al-Qaida, et Ayman Al-Zawahiri, le leader du Jihad égyptien. Si les trois hommes appellent tous à la guerre sainte, le djihad, chacun le fait à sa manière, dans une minutieuse distribution des rôles visant à toucher un maximum de « croyants musulmans ».

Soleiman Abou Ghaith utilise le ton véhément des prédicateurs enflammés pour appeler la « Oumma » [nation], forte d'un milliard de musulmans, à « relever le défi

des nouvelles croisades ». Les attentats de New York et de Washington sont clairement évoqués. « Des attaques naturelles et prévisibles, quand on sait ce que font endu-

de haine de l'Amérique et d'Israël dans les cœurs des musulmans ? Sais-tu que ton gouvernement tue en Irak, soutient depuis cinquante ans les crimes d'Israël et finance les

## Les premières frappes militaires américaines ont eu pour effet immédiat de faire sortir de son mutisme le principal accusé, Oussama Ben Laden

rer à nos peuples l'Amérique et l'entité sioniste, son alliée », tranche-t-il.

S'adressant au « peuple américain », Ayman Al-Zawahiri tente l'approche rationaliste : « Peuple américain, je voudrais que tu te poses cette question : pourquoi tant

régimes délinquants de nos pays ? Après la défaite au Vietnam, le débâcle en Somalie, ton gouvernement t'entraîne aujourd'hui vers une énième guerre perdue d'avance ».

La synthèse et le dernier mot reviennent à Oussama Ben Laden,

dans un discours à la fois exalté et politisé, calibré pour coller à l'image recherchée de chef révolutionnaire volant au secours des « musulmans opprimés » : « Voici l'Amérique frappée par Allah dans son point le plus vulnérable (...) Mais ce qu'elle endure aujourd'hui ne constitue qu'une infime partie de ce que nous endurons depuis des dizaines d'années ». Le leader d'Al-Qaida se félicite des attentats, sans les revendiquer explicitement : « Dieu a dirigé les pas d'un groupe de musulmans, un groupe d'avant-gardistes qui a détruit l'Amérique et nous implorons Allah d'élever leur rang ».

Dans ses griefs contre l'Amérique, Oussama Ben Laden cite les enfants irakiens, qui meurent « jusqu'à aujourd'hui par sa faute » et le soutien à Israël. Décrotant que les frappes américaines ne sont

venues que conforter son idée que le monde est divisé en deux blocs – « ceux qui ont la foi et sont sans hypocrisie, et ceux des mécréants, que Dieu nous en préserve », il termine son appel au djihad en jurant que « l'Amérique ne connaîtra plus jamais la sécurité avant que la Palestine ne la connaisse et avant que toutes les armées occidentales athées ne quittent les terres saintes ».

Dans cette vidéo de guerre, aucun taliban n'apparaît. La dernière image qui montre Ben Laden, à peine le discours fini, sirotant son thé, n'est peut-être pas la moins innocente. Auprès des musulmans, elle pourrait conforter l'idée mythologique que « la paix accompagne toujours ceux qui sont dans la bonne voie ».

Tewfik Hakem

## « Voilà l'Amérique remplie de terreur, du nord au sud et d'est en ouest, et nous remercions Dieu pour cela »

VOICI le texte de la déclaration d'Oussama Ben Laden, telle qu'elle a été diffusée, dimanche 7 octobre, par la chaîne d'information arabe Al-Jazira.



VERBATIM

« Voilà l'Amérique frappée par Allah, dans son point le plus vulnérable, détruisant, Dieu merci, ses bâtisses les plus prestigieuses, et nous remercions Allah pour cela.

« Voilà l'Amérique remplie de terreur, du nord au sud et d'est en

ouest, et nous remercions Dieu pour cela.

« Ce que l'Amérique endure aujourd'hui ne constitue qu'une infime partie de ce que nous [les musulmans] endurons depuis des dizaines d'années. Notre nation subit depuis plus de quatre-vingts ans cette humiliation ; ses fils sont tués, et son sang coule ; ses lieux saints sont agressés sans raison.

« Dieu a dirigé les pas d'un groupe de musulmans, un groupe d'avant-gardistes, qui a détruit l'Amérique, et nous implorons Allah d'élever leur rang et de les recevoir au paradis.

« Quand ils [le groupe de musulmans] ont riposté, au nom de

leurs fils opprimés et leurs frères et sœurs en Palestine et dans beaucoup d'autres pays musulmans, le monde entier s'est indigné, comme l'ont fait les mécréants et les hypocrites.

« Les enfants innocents sont jusqu'à aujourd'hui tués en Irak injustement et sans que cela ne soit dénoncé et sans que les dirigeants et sultans [arabes] ne bougent.

« Ces jours-ci, les chars israéliens pénètrent dans les villes palestiniennes, à Jénine, Ramallah, Rafah, Beit Jala et dans d'autres terres musulmanes pour y semer la destruction, et personne n'élève la voix et ne bouge le doigt.

« Quand l'épée s'est abattue sur

l'Amérique, les hypocrites ont montré leur tête et ont regretté le sort de ces assassins qui ont versé le sang, porté atteinte à l'honneur et aux lieux saints des musulmans. [Les Américains] sont des débauchés qui se sont alliés au mal en soutenant le bourreau contre la victime et l'injuste contre l'enfant innocent, et Dieu leur a infligé ce qu'ils méritent.

« Après ce qui s'est passé et après ce que les hauts responsables aux Etats-Unis, au premier rang desquels le chef des mécréants dans le monde, Bush, ont dit et après qu'ils eurent mobilisé leurs hommes et leurs chevaux et dressé contre nous les pays qui prétendent être musul-

mans (...), ils sont sortis combattre un groupe qui tient à sa religion et ne s'intéresse pas à ce monde, ils sont sortis combattre l'islam et agresser les peuples sous prétexte de terrorisme.

« [Pour l'Amérique], tuer des centaines de milliers [de personnes] au Japon est discutable, ce qui se passe en Irak est discutable, mais quand plusieurs dizaines d'entre eux ont été tués à Nairobi et à Dar es-Salam, l'Afghanistan et l'Irak ont été frappés et tous les hypocrites se sont dressés aux côtés du leader des mécréants dans le monde et de l'injustice, l'Amérique.

« Ces événements ont divisé le

monde entier en deux parties : ceux qui ont la foi et sont sans hypocrisie et ceux [qui sont] des mécréants ; que Dieu nous en préserve !

« Tout musulman doit se dresser pour défendre sa religion car le vent de la foi et du changement a soufflé pour anéantir l'injustice dans la péninsule de Mohamed [la péninsule arabique, où le prophète de l'islam est né].

« A l'Amérique, j'adresse des mots comptés. Je jure par Dieu que l'Amérique ne connaîtra plus jamais la sécurité avant que la Palestine ne la connaisse et avant que toutes les armées occidentales athées ne quittent les terres saintes. »

## Une nuit de guerre à Kaboul vue par la télévision qatarie

CORRESPONDANT permanent de la télévision Al-Jazira à Kaboul, Teyssir Allouni ne peut plus quitter son bureau : « Le couvre-feu me l'interdit. Il n'y a dehors que quelques voitures de talibans, feux éteints, qui circulent avec des consignes strictes : tous ceux qui ne connaissent pas le mot de passe sont immédiatement abattus. » De sa terrasse qui domine la ville en ruines, Teyssir Allouni confirme ce dimanche à son siège central, au Qatar, les premiers objectifs atteints par les missiles américains : l'aéroport et les défenses aériennes de l'Afghanistan.

« La lumière est en train de revenir, ajoute-t-il, je pensais que c'était l'aviation américaine qui avait détruit les centrales électriques, il s'avère que ce sont les talibans qui ont coupé l'électricité pendant près d'une heure durant les premières frappes. »

Accusée d'être le porte-parole des intégristes, Al-Jazira redouble d'efforts pour prouver, en cette nuit suivie par des millions d'Arabes, qu'elle est seulement au centre de l'événement. Donnant la parole à tout le monde, elle ne ménage personne.

Après les déclarations de Ben Laden, Mollah Nour Ali, le vice-ministre de la défense des talibans, est interrogé en direct de Kaboul. « Sans revendiquer personnellement les attentats, Ben Laden ne les condamne pas, et clairement il les salue. N'est-ce pas là la preuve de son implication que vous exigiez des Américains pour l'expulser ? » Le visage hébété, le jeune chef guerrier taliban à la barbe fournie a l'air un peu sonné. « Seuls nos dirigeants et nos savants peuvent prendre ce genre de décisions. En tant que militaires, nous ne ferons qu'appliquer leurs décisions. »

C'est la guerre, et Mollah Nour Ali est maintenant

bombardé de questions par Al-Jazira : « Est-ce qu'il y a une coopération militaire entre les talibans et les membres d'Al-Qaida ? » « Avez-vous un premier rapport des pertes subies ? » « Vous dites avoir abattu un avion américain au sud de l'Afghanistan, de quel type d'avion s'agit-il ? » Le mollah militaire ne répond pas aux questions, il se contente juste de répéter en boucle que les « dégâts ne sont pas importants... »

### « ON VA ÉTEINDRE LES PROJECTEURS... »

Le ministre des affaires étrangères de l'Alliance du Nord est aussi sur la sellette : « Pensez-vous que ces frappes vont vous aider dans vos combats, ou au contraire dresser une population de civils afghans contre vous ? » Pendant que le « ministre » balbutie quelques mots en tentant de ménager ses nouveaux amis américains et ses frères afghans, un bandeau en bas de l'écran d'Al Jazira nous apprend que des « habitants de Kaboul fuient la ville en se dirigeant vers le nord ».

Vers 23 heures, de nouvelles frappes aériennes touchent les environs de Kaboul. Al-Jazira est là. Les images de Teyssir Allouni en direct de la terrasse de son bureau sont floues, mais sa voix est nette : « Je cherche mon cadreur. J'espère qu'il ne lui est rien arrivé. Ces dernières frappes sont plus puissantes que les premières, et visent les mêmes endroits, je crois... Ecoutez, on va éteindre les projecteurs, c'est trop risqué. Je vais juste diriger la caméra vers le ciel afghan, vous aurez la lune à la place de mon visage, ça va ? » Dans la nuit afghane, la guerre peut s'engager. Al-Jazira a gagné la sienne. Elle est là où CNN ne peut pas être.

T. H.

## La chaîne Al-Jazira, « fenêtre d'expression » d'Oussama Ben Laden vers le monde arabophone

L'ALLOCUTION filmée d'Oussama Ben Laden, diffusée dimanche par Al-Jazira puis reprise par la plupart des télévisions occidentales juste après le début des frappes anglo-américaines, l'a encore une fois prouvé : la chaîne internationale du Qatar est le média préféré des volontaires arabes combattant aux côtés des talibans. C'est le bureau d'Al-Jazira à Kaboul qui a reçu – il y a quelques jours selon certains, dimanche après-midi selon d'autres – la cassette pré-enregistrée que « des proches de Ben Laden » ont déposée, accompagnée d'une lettre donnant des instructions précises.

Se défendant face à des suspensions qu'ils qualifient de « presque méprisantes », les responsables d'Al-Jazira assurent, de Paris, ne pas savoir où se trouve terré l'ennemi public numéro un. Les hommes de Ben Laden auraient simplement exigé de voir diffuser un premier passage de cette cassette, vendredi 5 octobre. Puis, le deuxième passage, celui dans lequel Ben Laden s'exprime en proférant ses menaces, « dès que les bombardements auraient commencé ». Les images ont été visionnées à la direction de la rédaction qatarie mais sont envoyées directement de Kaboul. D'autres passages, s'il s'agit d'une cassette unique, pourraient encore être diffusés à l'avenir.

Le correspondant à Paris d'Al-Jazira, Michel Kik, tentait d'expliquer dimanche soir au Monde, dans son bureau avec vue sur la tour Eiffel, la nature des « relations privilégiées » entre sa chaîne et Ben Laden. Celles-ci datent de 1998, juste après la revendication par le riche saoudien des attentats perpétrés contre les deux ambassades américaines en Afrique. A l'époque, il n'y avait pas de bureau à Kaboul ; c'était le correspondant au Pakistan, qui ne travaille plus aujourd'hui pour la chaîne, qui avait obtenu, « grâce à ses relations personnelles », le premier entretien avec Ben Laden, confié un autre journaliste. Au fil du temps, une « relation de confiance » s'est instaurée, au point que Ben Laden considère désormais Al-Jazira comme sa « fenêtre d'expression vers le monde arabophone ». Il a autorisé l'installation d'un bureau perma-

nent il y a deux ans parce qu'« il ne veut pas rester isolé ».

Seule l'équipe d'Al-Jazira, qui n'a pas de journaliste sur le front avec l'Alliance du Nord – c'est une caméra arabe qui a tué le commandant Massoud –, envoie des images de Kaboul. La chaîne qatarie serait pour Ben Laden la garantie d'une audience internationale arabophone – certains disent 40 millions de personnes –, et l'assurance d'une technologie moderne de transmission. La télévision nationale afghane, vétuste, a fermé depuis longtemps. Oussama Ben Laden a ses propres studios de télévision, très équipés, qui lui permettent de livrer des cassettes tournées en numérique. Quand on

## C'est le bureau d'Al-Jazira à Kaboul qui a reçu la cassette pré-enregistrée que « des proches de Ben Laden » ont déposée, accompagnée d'une lettre donnant des instructions précises

rend visite à Ben Laden, on n'emporte rien, « pas même un stylo », témoigne au Pakistan un ancien journaliste de la chaîne.

Le correspondant permanent d'Al-Jazira à Kaboul, un journaliste syrien d'une quarantaine d'années, Teyssir Allouni, a fait ses études en Afghanistan. C'est lui qui travaille, depuis deux ans, sous l'étroit et très ferme contrôle des talibans, qui n'hésitent pas à poser en armes derrière lui. Visiblement intégré – il porte la même tenue vestimentaire et la barbe –, il est assisté de deux techniciens qui manient du matériel dernier cri.

Depuis le 11 septembre, plusieurs envoyés spéciaux d'Al-Jazira ont rejoint l'Afghanistan, Kaboul, la frontière et le Pakistan. En Afghanistan, ils sont désormais deux jour-

nalistes et cinq techniciens, qui disposent, par exemple à Kaboul, d'un camion de transmission avec antenne satellite sur le toit et d'une valise-magnéto-banc de montage numérique, qui leur permet d'être mobiles. Pour Al-Jazira, créée il y a cinq ans, c'est l'occasion de se poser en concurrente de la chaîne américaine CNN : « La guerre du Golfe était la guerre de CNN ; cette fois, ce conflit, c'est pour notre chaîne », lâche un journaliste.

A l'exception d'Al-Jazira, les talibans disposent d'un nombre de canaux de communication limité à la fois par le faible développement technologique de l'Afghanistan et par l'isolement diplomatique d'un régime qui n'est plus reconnu que par le Pakistan. L'agence de presse officielle du régime, Bakhtar, a son siège à Kaboul et dispose de bureaux dans les provinces afghanes, notamment à Kandahar. Le rédacteur en chef de Bakhtar peut joindre facilement des ministres talibans, tandis que les journalistes de l'agence bénéficient d'un accès privilégié aux informations en cas d'événement. Par exemple, un journaliste de Bakhtar a assisté à la première réunion entre les huit expatriés occidentaux de l'organisation caritative allemande Shelter now international (SNI), leurs familles et trois diplomates de leurs pays. L'agence officielle communique avec ses (rares) clients par courrier électronique.

L'agence AIP (Afghanistan Islamic Press), elle, est l'œuvre d'un homme, M. Sharafat, qui est le neveu d'un ancien grand commandant moudjahidin, Younis Khales. Basé à Peshawar, au Pakistan, le patron de cette entreprise privée a des contacts avec certains responsables talibans, mais la fiabilité de ses informations n'est pas toujours assurée et certaines de ses dépêches ont dernièrement été démenties par des responsables du régime. Enfin, Radio Sharia émet des programmes en langues pachtoun et darie, ainsi qu'en anglais, de manière très brève. Les informations officielles sont données en soirée.

Florence Amalou et Françoise Chipaux, à Islamabad

**NEUBAUER**

Peugeot 307. Actuellement chez Neubauer.

Version 3 portes disponible immédiatement.

\* Hors 2.0i 16V et 2.0i HDi 110 ch.

**AGIT DIRECTEMENT SUR LA CONFIANCE.**

**307** **PEUGEOT**

**NEUBAUER**

NEUBAUER à Paris Porte de Champerret

9, bd Gouvion-St-Cyr - 75017 Paris • 01 46 22 88 88





## Le premier « cyberterroriste global » se pose en commandeur des « humiliés »

QUE SAIT-ON réellement de lui, sinon que chaque ligne écrite à son sujet ne fait que le diaboliser un peu plus aux yeux des Occidentaux et renforcer, par contrecoup, la rage

### PORTRAIT

C'est à l'université que Ben Laden a connu sa première influence islamiste marquante

des « humiliés » musulmans dont il se veut le héraut ? Né en 1955, Oussama Ben Mohammed Ben Awad Ben Laden serait, selon les sources, le benjamin des vingt fils de Mohammed Ben Oud Ben Laden, le fondateur de l'empire, originaire du Yémen. Pour d'autres, il en serait le dix-septième fils, né en 1957. Qu'importe, au fond, tant que le mystère est entretenu. Fils unique d'une femme syrienne (les trois autres épouses du père étaient saoudiennes), il lui aurait téléphoné à Damas, le 10 septembre, pour l'informer qu'il ne pourrait plus lui donner de nouvelles « avant longtemps ».

Après la mort accidentelle de son père, Oussama hérite, à l'âge de treize ans, d'une somme estimée entre 80 et 300 millions de dollars. En 1979, il obtient un diplôme de génie civil de l'université royale Abdul Aziz. On l'a vu, auparavant, sillonn

ner Beyrouth, où son comportement s'apparente plus à celui des héritiers des mirifiques dynasties saoudiennes. Il aurait convolé une première fois, à 17 ans, avec une jeune Syrienne, et aurait aujourd'hui quatre femmes et plus de dix enfants.

C'est à l'université qu'il connaît sa première influence islamiste marquante, celle d'un ouléma d'origine palestinienne, Abdallah Azzam, figure des Frères musulmans. Ben Laden, dans sa rhétorique, restera marqué par la philosophie originelle de la confrérie : une opposition farouche à tout ce qui détourne du seul but véritable : le triomphe de l'Oumma, la nation musulmane, alliée à un anti-impérialisme virulent. Survient 1979, année charnière : neuf mois avant l'invasion soviétique de l'Afghanistan, l'Iran a basculé dans la révolution islamique. Profondément wahhabite, Oussama Ben Laden n'a que mépris pour le chiisme hérétique. Mais l'onde de choc est telle qu'il s'imprègne, progressivement, de l'idée d'une lutte à mort contre les deux grands Satans – le communisme et l'Amérique – et de sa mission personnelle et apocalyptique.

Trois ans durant, il quête des financements en faveur des maquis islamistes afghans. On l'entrevoit à Peshawar, au Pakistan, à partir de 1982. Ben Laden a-t-il été financé et armé par la CIA ? Selon toute vrai-

semblance, le soutien américain est passé par l'InterService Intelligence (ISI), l'agence de renseignement pakistanaise. Après le retrait soviétique, en 1989, il gère en Arabie saoudite une partie des affaires de la famille. En 1991, le Palais l'expulse du royaume. Le premier « cyberterroriste global » commence alors à mettre en place ses réseaux. Leur priorité : libérer les Lieux saints, qu'une monarchie indigne souille depuis la guerre du Golfe en y autorisant une présence américaine.

### UNE VILLA FORTIFIÉE

En 1992, il s'active au Soudan. Riyadh obtient de Khartoum qu'il en soit expulsé en 1996. Cette même année, les talibans s'emparent de Kaboul et Ben Laden s'y installe et prospère. A Kandahar, il occupe une villa fortifiée avec bunker, proche de celle du mollah Omar. Il a, avec ce dernier, contracté des liens du sang : il aurait épousé l'une des filles du mollah, tandis que sa fille cadette se serait unie à l'un des fils du mollah. Il se bâtit aussi des caches fortifiées dans les montagnes proches de Jalalabad. Avant que trois appareils ne s'encastrant dans les tours jumelles du World Trade Center et sur le Pentagone, le 11 septembre, le FBI avait mis sa tête à prix 5 millions de dollars.

Sylvain Cypel

## Les réseaux dormants d'Al-Qaïda posent un problème redoutable aux services de sécurité

« CES TERRORISTES ont agi à notre manière, avec des agents dormants capables de passer inaperçus pendant des années et des structures très cloisonnées », commentait un responsable d'un service de renseignement français, peu après le 11 septembre. L'homme de l'art se montrait pessimiste sur la possibilité de terrasser le réseau d'Oussama Ben Laden, en considérant qu'il n'est pas adossé à un Etat sur lequel il serait possible d'exercer des pressions. Son point de vue semble partagé par la communauté occidentale du renseignement : la galaxie Ben Laden relève d'un terrorisme international sans précédent, qui pose un casse-tête redoutable aux services de sécurité.

Il aura fallu une petite vingtaine d'années à Ben Laden pour rassembler des islamistes radicaux de diverses nationalités sous la bannière du Djihad. « Nous assistons à l'émergence d'une conscience islamiste internationale, qui s'appuie sur des réseaux opérationnels transnationaux », constatait, en 1996, la direction de la surveillance du territoire (DST), en pointant l'importance prise par « les vétérans

Tunisie, Irak, Libye). Placée sous l'égide de Ben Laden, Al-Qaïda est contrôlée par un conseil consultatif (*majlis al shura*), qui comprend notamment son chef militaire, l'Égyptien Mohammed Atef, et le chef du Djihad islamique égyptien, le docteur Ayman El Zawahri. L'armée soviétique vaincue, son combat continue sous la houlette de Ben Laden, réfugié au Soudan de 1991 à 1996, avant de regagner l'Afghanistan des talibans.

Soucieux d'internationaliser le Djihad, le réseau a repéré des milliers de combattants qui, une fois rentrés dans leurs pays, pourront aider au renversement de régimes musulmans perçus comme hérétiques et corrompus. Après la guerre du Golfe, la monarchie de Riyad se retrouve en tête de liste : alors que la CIA (via les services secrets pakistanais de l'ISI) avait soutenu la lutte de Ben Laden contre l'armée soviétique en Afghanistan, le dissident saoudien lance, le 23 août 1996, une « déclaration de guerre contre les Américains » et légitime des attentats qui viennent de viser les troupes des Etats-Unis en Arabie saoudite. Avec constance, les mêmes ennemis sont désignés : Ben Laden déclare, à l'automne 1996, « l'Amérique et Israël (...) coupables de terroriser les innocents et les faibles du monde musulman ». Il égrène « le massacre de Qana au Liban [107 civils libanais tués lors de l'opération israélienne « Raisins de la colère »], les « populations irakiennes qui meurent faute de médicaments, le soulèvement des musulmans de Bosnie ou les bombes atomiques sur le Japon ».

La création du Front international islamique contre les juifs et les croisés, le 22 février 1998, se présente comme l'aboutissement du cheminement radical de Ben Laden. Plus vaste que Al-Qaïda, cette fédération réunit certains groupes islamistes du Bangladesh, d'Égypte et du Pakistan. Le lancement d'une fatwa donne le ton : « L'ordre de tuer les Américains est un devoir sacré dans le but de libérer la mosquée d'Al-Aqsa [Jérusalem] et de La Mecque ». Le Front international renforce les liens tissés par Ben Laden, dès le début du conflit afghan, avec des organisations déjà financées par le riche Saoudien. En février 1998, Ben Laden les fédère après avoir rencontré leurs chefs : le D' Zawahri, pour le Djihad égyptien ; Abdu Salem Muhammad, pour un groupe islamiste radical bengali ; Fadi Errahmanne Khalil, pour un mouvement ansar pakistanaise radical ; un islamiste égyptien en exil, Abu Yassir Ahmed Taha. Tous signent la fameuse fatwa.

Dépourvus de centre nerveux et relayés par des groupes islamistes radicaux actifs dans de nombreux pays, les réseaux Ben Laden sont le fer de lance d'un terrorisme d'un nouveau genre. Ils présentent enfin la particularité de ne revendiquer aucun des attentats commis au nom du Djihad, d'avance légitimés par les fatwas de leur chef qui, souvent, s'est félicité a posteriori de la réussite de telles opérations meurtrières. Il n'est donc pas acquis qu'une disparition brutale d'Oussama Ben Laden tarisse le mouvement.

Erich Inciyan

## Les réseaux Ben Laden présentent la particularité de ne revendiquer aucun des attentats commis au nom du djihad, d'avance légitimés par les fatwas de leur chef

d'Afghanistan ». Les premiers affilés du réseau Ben Laden ont été soudés, en effet, par la solidarité des champs de bataille en Afghanistan, dès le début des années 1980. Ben Laden a commencé par créer le Bureau des services aux moudjahidins avec le chef des Frères musulmans de Palestine, Abdallah Azzam (aujourd'hui décédé), afin de financer le recrutement de combattants volontaires à Peshawar, selon Jacques Baud (*Encyclopédie des terroristes*, Edition Lavauzelle, 1999). Le riche Saoudien vit alors entre cette ville du Pakistan, où il monte en 1984 sa première « maison d'hôtes », et l'Afghanistan. Il finance des camps d'entraînement militaire, côté afghan de la frontière.

Quatre ans plus tard, en 1988, Ben Laden crée Al-Qaïda (« la base », littéralement). L'organisation tiendrait son nom de la base de données recensant les milliers de combattants passés par les maisons d'hôtes et les camps de Ben Laden, ainsi que les donateurs, selon une enquête de la chaîne américaine PBS. Al-Qaïda servira aussi de base de recrutement, selon le journaliste John K. Cooley (*Unholy Wars : Afghanistan, America and International Terrorism*, Pluto Press, Londres, 1999), envoyant des représentants dans différents pays musulmans pour recruter localement des milliers de volontaires (par ordre décroissant : Arabie saoudite, Yémen, Algérie, Égypte,

ERIK BIEZE  
JOUR DU PASSAGE À L'EURO : 18 OCT. 2001

**POUR VOUS, C'EST QUAND L'EURO ?**

ÉVITEZ LA BOUSCULADE APRÈS LE 1<sup>er</sup> JANVIER 2002.  
ÉCHANGEZ DÈS MAINTENANT VOS LIQUIDITÉS EN TRAVELERS CHEQUES AMERICAN EXPRESS® EN EUROS.

PLUS SÛRS QUE DES ESPÈCES - EN CAS DE PERTE OU DE VOL REMPLACÉS GÉNÉRALEMENT SOUS 24 HEURES.\*

CHEQUES DE VOYAGE EN EUROS DISPONIBLES DÈS AJOURD'HUI !  
www.americanexpress.fr

## Le parcours de Mohamed Atta, chef présumé des pirates de l'air du 11 septembre

① 1968 : naissance à Kafr el-Cheikh (ÉGYPTE)

② 1991 : diplômé à l'université du Caire

③ 1992 : études en Allemagne  
Université technique de Hambourg  
Diplôme d'urbanisme en 1999

• Rencontre avec deux des futurs pirates de l'air : Ziad Amir Jarrah et Marwan Al-Shehhi, au sein d'une association islamiste qu'Atta dirige

④ 1998-2000 : nombreux voyages aux Philippines en compagnie de Marwan Al-Shehhi

• C'est à partir de 1999 que se font les premiers contacts avec des membres d'organisations terroristes

⑤ 2000 : déplacement à Prague afin de rencontrer un diplomate irakien, d'après le journal tchèque *Dnes*

⑥ printemps 2000 : arrivée aux USA

⑦ avril 2001 : cours de pilotage en Floride où il comptabilisera 300 heures de vol et un apprentissage sur un simulateur de Boeing 727

• Plusieurs des pirates de l'air passeront par cette même école de pilotage de Venice

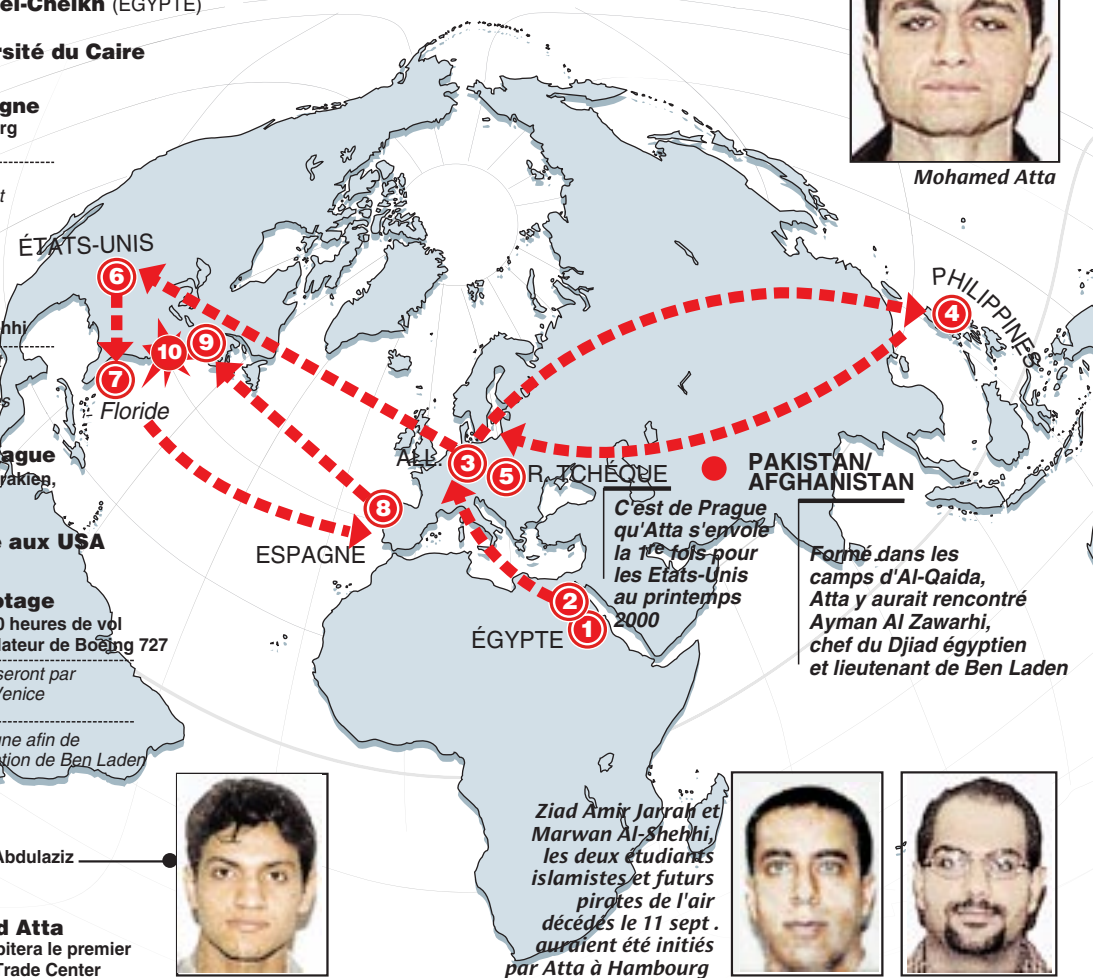
⑧ • En juillet 2001, il est vu en Espagne afin de contacter un membre de l'organisation de Ben Laden

⑨ 10 sept. 2001 : Portland  
Il est vu dans une pizzeria avec Abdulaziz Alomari, un des pirates de l'air

⑩ 11 sept. 2001 : Mohamed Atta sera le pilote kamikaze qui précipitera le premier avion sur la tour nord du World Trade Center



Mohamed Atta



C'est de Prague qu'Atta s'envole la 1<sup>re</sup> fois pour les États-Unis au printemps 2000

Formé dans les camps d'Al-Qaida, Atta y aurait rencontré Ayman Al Zawahri, chef du Djihad égyptien et lieutenant de Ben Laden

Ziad Amir Jarrah et Marwan Al-Shehhi, les deux étudiants islamistes et futurs pirates de l'air décédés le 11 sept. auraient été initiés par Atta à Hambourg



## Mohamed Atta,

Celui qui est présenté comme le chef présumé que comme un étudiant égyptien très pieux.

BERLIN

de notre correspondant

Qui peut dire qu'il connaissait Mohamed Atta ? Son père, prospère avocat du Caire qui, interrogé

PORTRAIT

Il avait compris que, pour être opaque, il faut se fondre dans la banalité

après la mise en cause de son fils, niait tout en bloc ? Ses amis d'enfance qui, au magazine américain *Time*, ont tous décrit un étudiant conformiste et timide, ne possédant aucune des qualités qui en auraient fait un terroriste déterminé. Son directeur de thèse à l'université de Hambourg, le professeur Dittmar Machule, qui parlait d'un « type extrêmement gentil, (...) croyant et réservé mais aussi hautement intelligent, réfléchi et poli » ? Ses voisins qui, avouant ne l'avoir que rarement croisé, ajoutaient l'avoir parfois aperçu priant avec d'autres hommes, ce qui était banal dans ce quartier de Hambourg où habitent une bonne partie des musulmans de la ville ?

Sans doute ses compagnons de suicide en savaient-ils un peu plus. Mais ceux-là sont morts à ses côtés, pulvérisés avec plus de cinq mille de leurs victimes dans les décombres des quatre avions que, le 11 septembre, ils ont détournés et lancés contre leurs cibles de New York et de Washington.

Mohamed Atta était apparemment insaisissable. Plus précisément : il avait compris que, pour être opaque, il faut être transparent, se fondre dans une banalité plus protectrice qu'un épais mystère. « Selon toute vraisemblance, Atta et ses complices se sont efforcés de ne rien faire qui puisse attirer l'attention de la police ou des services de l'immigration », expliquait le ministre de l'intérieur du Land de Hambourg, Olaf Scholz, deux jours après les attentats, alors que la « piste allemande » commençait à livrer ses secrets. « Il ne fréquentait ni les mosquées sensibles ni les réunions où on aurait pu le repérer », renchérrissait auprès du *Monde* un responsable du ministère de l'intérieur.

Les enquêteurs qui, en Allemagne et aux États-Unis, poursuivent sa trace posthume en savent quelque chose : comme des centaines

## La pizza du dernier soir et le shopping dans une banlieue de South Portland, Maine

GRÂCE AUX RELEVÉS de cartes de crédit et aux caméras de vidéosurveillance, l'itinéraire de la dernière nuit de Mohamed Atta et de son compagnon Abdulaziz al-Omari a pu être reconstitué par le FBI. N'ayant aucune raison de se cacher, les kamikazes ont passé leur dernière soirée à South Portland, dans le Maine, dans une chambre non fumeurs au Comfort Inn. Ils conduisaient une Nissan Altima bleue qu'ils avaient louée à Boston quelques heures auparavant. Ils ont arpenté la Maine Mall Road, l'une de ces zones commerçantes des banlieues américaines

où les fast-food succèdent aux supermarchés sur des kilomètres d'uniformité. Douze heures avant les attentats, à 20 h 31, les deux pirates de l'air ont pris de l'argent – le FBI n'a pas révélé le montant – au distributeur de la Key Bank. Dix minutes plus tard, des vidéos les montrent en train de retirer une autre somme d'argent au distributeur situé derrière la Pizzeria Uno. Ils semblent s'être arrêtés une vingtaine de minutes au restaurant. A 21 h 15, une autre caméra les a saisis à la pompe à essence de Western Avenue. Sept minutes plus tard, Mohammed Atta

entraîné au magasin Wal-Mart – articles en tout genre – de Scarborough, où il est resté vingt minutes.

CORRESPONDANCE À BOSTON

Les employés des endroits visités par les deux hommes ont reçu pour consigne de ne pas révéler ce qu'ils avaient acheté. « Ils ont fait comme la plupart des gens de passage : ils sont allés manger, ils ont remis de l'essence dans la voiture et ils sont passés à Wal-Mart », a indiqué un porte-parole de la police du Maine au *New York Times*. Rétrospectivement, la population locale

essaie de ne pas imaginer que c'est dans ce Wal-Mart familier que les pirates de l'air ont acheté les cutters qui ont servi à neutraliser les passagers du Boeing 767.

Les enquêteurs ont révélé ces détails et diffusé des images dans l'espoir d'obtenir des témoignages qui permettraient d'éclaircir la raison de la présence de terroristes dans une banlieue aussi improbable. « La meilleure explication que nous trouvons, c'est qu'ils ont essayé de diviser le groupe pour ne pas arriver tous ensemble à l'aéroport de Boston », a dit le policier.

Le lendemain, les deux hommes ont

quitté l'hôtel à 5 h 30. En dix minutes, ils se sont rendus à l'aéroport de Portland. Ils ont garé leur voiture, effectué les formalités d'embarquement au comptoir d'US Airways et franchi les portiques de sécurité pour monter à bord du vol 5930 à destination de Boston. Là, ils ont changé d'avion. Dans le Boeing 767 d'American Airlines pour Los Angeles, ils ont retrouvé Satam al-Suqami et les deux frères al-Shehri. A 8 h 45, ils ont précipité l'avion sur la tour nord du World Trade Center.

Corine Lesnes



350 FILMS INÉDITS



LA D1 EN DIRECT



CANAL+  
ET TELLEMENT + ENCORE

# un kamikaze si discret

des pirates de l'air du 11 septembre n'était connu, jusqu'à cette date, Son testament révèle un homme empreint d'un rêve fou de pureté

d'autres, Mohamed Atta figurait bien dans leurs dossiers, signalé au détour d'un fichier, mais jamais il n'était apparu comme un danger digne d'un examen plus approfondi. Depuis, sa photo s'étale sur tous les journaux du monde. Une de ces photos d'identité qui vous donne la mine patibulaire et la tête de l'emploi : visage glabre, menton carré, lèvres serrées, sourcils nourris. De la galerie de portraits publiés par le FBI après les attentats, celui de Mohamed Atta apparaît comme le plus sinistre, dépourvu de cette amorce de sourire qui éclaire parfois le visage de ses complices. Mao disait que la révolution n'est pas un dîner de gala. Mohamed Atta devait penser que le terrorisme planétaire n'est pas non plus un exercice de séduction.

Dans l'abîme où il a disparu, seules quelques rares certitudes demeurent, dont son état-civil complet - Mohamed Mohamed al-Amir Awad al-Sayed Atta, né le 1<sup>er</sup> septembre 1968 à Kaf el-Cheikh (Egypte) - et la profession de son père - avocat d'affaires. Ce dernier, défait, a expliqué à l'AFP que son fils, un garçon « qui, tout comme moi, n'a aucun lien avec la politique » ne pouvait pas être le terroriste dont le monde entier venait d'apprendre le nom. « Mon fils est plein de finesse, a-t-il

moitié de la décennie 1990, cet homme, que d'anciens étudiants de son amphi décrivent jusque-là exclusivement intéressé par ses études, ne parlant ni de politique ni de religion, se métamorphose en islamiste discret mais confirmé. Quand et comment a-t-il fait le saut, sous quelles influences ? Après un pèlerinage à La Mecque, comme l'avancent certains ? Après

« Mon fils est plein de finesse. Il est aussi doux qu'une jeune fille. Il ne peut pas être impliqué. »

Le père de Mohamed Atta, avocat d'affaires au Caire

avoir pris conscience que son avenir professionnel et social ne serait, en Egypte, jamais à la hauteur de ses espérances, comme l'affirment d'autres ? Les enquêteurs n'en savent rien.

Assurée en revanche est, en janvier 1999, sa demande d'ouverture d'une salle de prières dans les locaux de l'université. « Il nous a dit qu'il ne pouvait pas étudier sans prier », expliquera, plus tard, un responsable administratif de l'université. Dans un pays où l'Etat lève un impôt annuel au profit des Eglises et où, à cause de l'histoire, toute religion minoritaire est a priori respectée, la requête n'a suscité aucune objection et le local a été immédiatement accordé. Lorsque les enquêteurs l'ont perquisitionné, après les attentats du 11 septembre, ils ont saisi un ordinateur qui, pensent-ils, aurait pu servir aux activités conspiratrices de Mohamed Atta.

Durant les dernières années de ses études, confiant d'anciens condisciples, il est arrivé à Mohamed Atta de disparaître durant des mois, prétextant un voyage en Egypte pour voir sa famille, ou un déplacement en Syrie pour les besoins de sa thèse. A la lumière des épisodes suivants, ces voyages pourraient avoir pris une tournure moins innocente, prétextes à des périodes d'entraînement militaire dans des camps d'Oussama Ben Laden, comme plusieurs le suggèrent sans jamais le prouver. Plus tard, on le croiera à Prague, à Madrid ou ailleurs, commis voyageur du radicalisme islamiste chargé, dit-on, de rencontrer émules ou envoyés spéciaux de services secrets favorables à la cause. Un journal tchèque croit ainsi savoir qu'en 2000 Mohamed Atta a rencontré à Prague un diplomate irakien que l'on imagine trop facilement en train de concocter un mauvais coup. Mais, là encore, aucun élément solide ne conforte l'histoire.

Sa présence à Prague est cependant incontestable : c'est de là que, au printemps 2000, il débarque aux Etats-Unis pour prendre des cours de pilotage, comme plusieurs de ceux que l'on retrouvera dans les avions détournés. Un coup aérien est en préparation, même si les terroristes, qui ont les poches pleines de dollars pour payer leurs coûteuses leçons, semblent encore hésiter entre une attaque bactériologique et une collision sur des bâtiments à forte valeur symbolique.

La date de la décision finale est inconnue. Mais lorsqu'elle fut prise, Atta sut enfin qu'il allait mourir. Cinq ans plus tôt, le 11 avril 1996, il avait rédigé ses dernières volontés dont le texte a été retrouvé dans ses bagages retardés à l'aéroport de Boston, lors d'un changement d'avion. Ce testament, rédigé bien avant qu'il ne soit question de l'attentat, est sans doute le texte qui éclaire le plus la personnalité morbide de son auteur, tout entier mû par un inaccessible fantasme de pureté. Devant des témoins qui contresignent le document, Mohamed Atta n'a rien d'autre à léguer que quelques consignes tatillonnes pour conduire ses funérailles et préserver la propreté de son cadavre.

Pour son enterrement, auquel

ne pourra assister aucune des personnes avec lesquelles il ne s'est pas réconcilié avant sa mort, il exige d'être revêtu de « vêtements neufs taillés dans du tissu blanc » ; « aucune femme enceinte ou personne impure » ne sera autorisée à lui faire ses adieux avant l'enterrement ; aucune femme ne devra y assister ni, plus tard, ne pourra venir pleurer sur sa tombe. « Celui qui lavera mon corps au niveau des parties génitales, précise-t-il encore, doit porter des gants afin qu'elles ne soient pas touchées. »

Ce texte d'un misogyniste a été retrouvé à côté d'un autre, écrit par un auteur inconnu, qui détaille les consignes à respecter pour mener à bien la dernière mission (*Le Monde* du 2 octobre). L'inspiration est identique à celle du testament de Mohamed Atta et le catalogue des instructions y est tout aussi méticuleux : réviser le plan, vérifier son arme, ajuster ses vêtements pour qu'ils couvrent les parties intimes du corps, prier, purifier son âme, laver son corps de toute souillure en l'épilant et en l'aspergeant d'eau de Cologne. Afin qu'il soit aussi lisse et parfumé que celui d'une femme, cet être inaccessible et mythique que l'on ne consent à rencontrer qu'au paradis.

Georges Marion

# Une enquête hors normes

La police a reçu plus de 260 000 informations. Il reste à éplucher les écoutes, les comptes bancaires. Un travail de fourmi

« J'AI DONNÉ l'ordre que toutes les polices et les agences de renseignement s'attellent à retrouver les responsables et à les traduire en justice. » Ainsi parlait George Bush au soir des attentats. Depuis, la mobilisation américaine n'a pas faibli autour de la « plus grande enquête de tous les temps ». Outre la police judiciaire fédérale (FBI), dont 4 000 agents sont à pied d'œuvre, d'autres services s'activent, dont la Central intelligence agency (CIA) et la National security agency (NSA), chargée d'intercepter les communications téléphoniques et électroniques.

La tâche est titanesque pour des enquêteurs accusés d'avoir sous-estimé le risque terroriste sur le sol national. Depuis le 11 septembre, des dizaines de milliers d'appels et d'e-mails ont été recensés et plus ou moins exploités. La police a comptabilisé jusqu'à 260 000 informations ; sans oublier la multitude de conversations interceptées par la NSA ou celles enregistrées avant les attentats et qu'il a fallu réécouter, donc traduire et, éventuellement, décoder.

## COMBIEN D'ARRESTATIONS ?

Aux Etats-Unis, les investigations dirigées par le FBI portent d'abord sur les attentats proprement dits et le mode opératoire des dix-neuf pirates de l'air. Un

second axe de recherches concerne leurs éventuels complices. Dès le 11 septembre, la police fédérale a ratissé si large, multipliant les interventions à travers le pays, qu'il est impossible de savoir avec précision combien de personnes ont été interpellées en un mois. Plus de cinq cents si l'on en croit les déclarations de l'attorney general (ministre de la justice), John Ashcroft, et du président Bush. La plupart ont été retenues pour des infractions mineures, comme des fraudes à l'immigration, afin de vérifier si elles avaient été en relation avec les terroristes. Au moins huit hommes (les chiffres varient aussi sur ce point) ont été détenus, mais cette fois en tant que « témoins matériels », un terme juridique signifiant qu'ils sont susceptibles - au minimum - de déterminer des informations décisives.

Pour étendre leurs recherches, les enquêteurs américains disposent de relais dans le monde entier. A lui seul, le FBI est représenté dans cinquante-deux pays. A Paris, il peut compter, comme la CIA, sur un correspondant en liaison constante avec ses homologues français. Idem en Allemagne, lieu de séjour de plusieurs pirates de l'air, où le FBI a dépêché des renforts. En sens inverse, des officiers de police judiciaire et des agents de renseignement euro-

péens sont en poste aux Etats-Unis. A leur habitude, les Américains privilégient la Grande-Bretagne.

## PAS D'IDENTIFICATION FORMELLE

L'accès aux sources d'informations pose problème. Aux Etats-Unis, les personnes habilitées à s'exprimer en public sur l'état des investigations sont peu nombreuses. Les médias américains, qui eux aussi déploient des moyens hors normes (soixante journalistes travaillent sur l'enquête au *New York Times*) ont d'autres interlocuteurs, qui préfèrent l'anonymat. Toute la difficulté consiste à faire le tri du vrai et du faux, du réel et du supposé, sans jamais exclure les erreurs, voire les manœuvres, de services enquêteurs blessés par les critiques et soucieux d'améliorer leur image.

Un mois après les attentats, les dix-neuf pirates de l'air gardent ainsi leur part de mystère. Les enquêteurs ont certes retracé leurs parcours aux Etats-Unis et commencé à reconstituer le scénario des quatre détournements d'avions. Mais ils se heurtent encore à deux obstacles : l'identification formelle des kamikazes et l'ampleur réelle de l'opération du 11 septembre.

Philippe Broussard

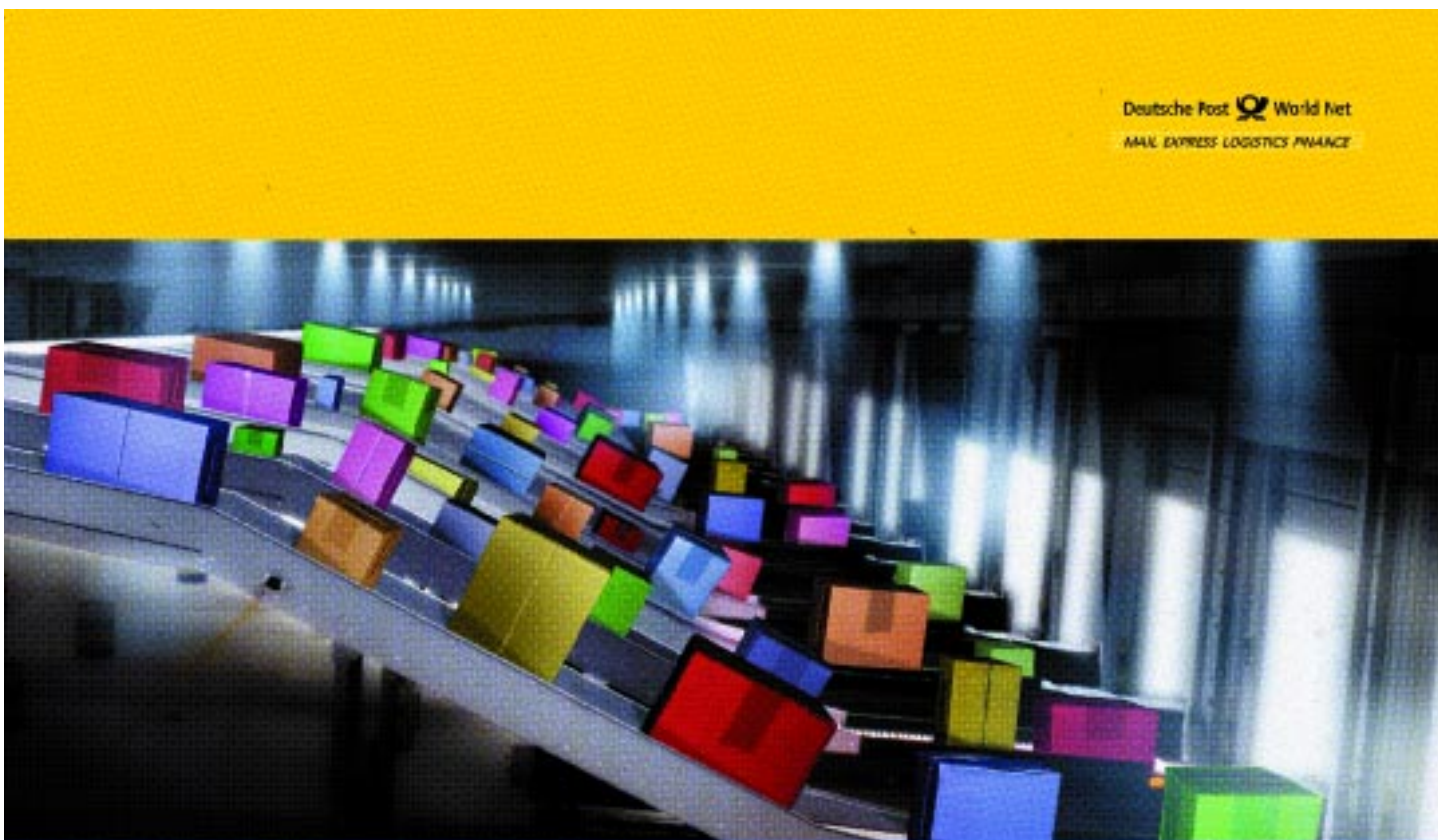
## Un lien financier avec Ben Laden

Le chef présumé des pirates de l'air, Mohamed Atta, aurait reçu en Floride un virement de 100 000 dollars (109 000 euros), un an avant les attentats - et non quelques jours, comme indiqué par erreur dans notre édition du 3 octobre - en provenance d'un compte ouvert dans une banque de Dubaï au nom d'un certain Moustapha Mohamed Ahmad. Passant pour être l'un des responsables financiers des réseaux Ben Laden, M. Ahmad, aussi connu sous le nom de Cheik Saïd, figure sur la liste des vingt-sept personnes et organismes dont les autorités américaines ont gelé les avoirs financiers aux Etats-Unis. Trois virements en sens inverse - des comptes d'Atta et de deux de ses complices vers celui de M. Ahmad à Dubaï - auraient été effectués dans les jours précédant les attentats pour environ 120 000 francs. Cet argent serait le reliquat des frais de préparation des attentats du 11 septembre, dont le montant total, d'abord estimé à 200 000 dollars, a été réévalué à 500 000 dollars (près de 550 000 euros).

dit en utilisant le présent, comme pour mieux se convaincre que Mohamed n'était pas mort. Il est aussi doux qu'une jeune fille. Il ne peut pas être impliqué. » Puis il a confirmé que son fils avait quitté l'Egypte en 1991 pour poursuivre en Europe des études d'urbanisme. « C'est moi-même qui l'y ai envoyé pour qu'il obtienne son doctorat et ne soit pas moins diplômé que ses deux sœurs, qui sont toutes les deux professeurs à l'université du Caire », a encore livré le père, fier d'une progéniture couverte de diplômes.

A l'âge de vingt-trois ans, Mohamed part donc pour l'Italie, puis pour l'Allemagne, avec mission implicite de ne pas en faire moins que ses deux sœurs si brillantes et peut-être si pesantes. A l'automne 1992, il est inscrit à l'université technique de Hambourg où, en août 1999, il obtiendra son diplôme d'urbanisme avec un mémoire consacré au développement urbain de la ville d'Alep, en Syrie. C'est à Hambourg qu'il fera la connaissance de l'un de ses complices, Ziad Amir Djarrah, vingt-six ans, sa quasi-réplica libanaise : même convictions islamistes inattendues et même famille de notables incroyables devant l'itinéraire d'un rejeton qui promettait tant. « Il buvait de l'alcool et il vivait en concubinage, ce que ne fait pas un islamiste », expliquera le père de Ziad Amir Djarrah, aussi effondré que celui de Mohamed Atta.

Le reste est plus fragile et plus contradictoire. Dans la seconde



Vos clients sont tous différents, nous apportons à chacun une solution adaptée.

**Vous pouvez maintenant adapter les conditions de vos envois au profil de vos clients européens.** Notre produit Europremium vous permet de choisir les options qui offriront le meilleur service à chacun : suivi des colis sur internet, contre-remboursement, 3<sup>ème</sup> présentation, bureau restant, dédouanement... ceci est enfin possible grâce à Euro Express, notre réseau intégré de livraison leader en Europe et présent dans plus de 20 pays. Appelez-nous, et constatez par vous-même que, pour vous comme pour nous, chaque client est unique.

Appelez Euro Express :

**0 820 DUCROS**

(composez le 0 820 382 767) - 0,12 Euros (0,78 l<sup>tt</sup>) la minute

Le réseau européen intégré de livraison.



www.ducros-euroexpress.com

**DU CROS**  
EURO EXPRESS

# Les frappes contre les talibans n'ont pas suscité de franche opposition

A l'exception notable de l'Irak, de l'Iran et du Vietnam, les gouvernements ont affirmé leur soutien à l'opération américaine ou, dans le cas des pays arabes, se sont généralement abstenus de commentaires

**LES FRAPPES** contre les talibans, qui ont reçu le soutien de la Russie et, de manière plus nuancée, de la Chine, n'ont pas suscité de franche opposition dans le monde, à l'exception notable de l'Irak et de l'Iran, ainsi que du Vietnam.

Dans les capitales arabes, les gouvernements, qui doivent tenir compte d'un antiaméricanisme plus ou moins ouvertement exprimé, se sont généralement abstenus de commentaires.

En Europe, les gouvernements ont réaffirmé leur soutien total à l'opération, sous son double volet militaire et humanitaire. Les oppositions restent confinées à des formations de la mouvance communiste ou Verte, comme le parti communiste renoué (PDS) allemand ou la Gauche unie espagnole.

En Italie, quelques manifestations ont eu lieu dès dimanche dans plusieurs villes, notamment Rome et Milan, à l'appel de la coordination anti-mondialisation Roma Social Forum.

● **Union européenne** : la situation devait être examinée, lundi 8 octobre à Bruxelles, par le Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union. Le premier

ministre belge, Guy Verhofstadt, qui a réaffirmé la « *solidarité entière* » de l'Union, a indiqué que les Etats-Unis avaient prévenu Bruxelles de l'imminence de l'action par l'entremise du chef de la diplomatie européenne, Javier Solana. Le président de la Commission, Romano Prodi, a indiqué qu'il avait chargé le commissaire Chris Patten de « *coordonner les actions humanitaires et autres dont la Commission européenne a la responsabilité* ».

● **Allemagne** : flanqué de son ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, le chancelier Schröder a indiqué, au cours d'une conférence de presse, qu'il n'y avait pas de troupes allemandes dans cette première phase de l'opération, mais que son pays était prêt à répondre à toute sollicitation.

« *Comme la France*, a dit le chancelier, *l'Allemagne apportera sa contribution selon les demandes qui lui seront faites et selon ses possibilités.* » Les principales forces politiques ont fait bloc. Réunis en congrès samedi, les Verts, après un vif plaidoyer de M. Fischer, avaient décidé de soutenir le principe d'une riposte militaire américaine.

● **Espagne** : réaffirmant le plein appui de son gouvernement aux Etats-Unis, le président du gouvernement, Jose Maria Aznar, a indiqué que toutes les mesures de sécurité avaient été prises. « *Il va falloir un effort continu et de la persévérance, ce que nous connaissons bien en Espagne, dans notre lutte depuis des décades contre le terrorisme à l'intérieur de notre territoire* », a-t-il conclu.

● **Les chancelleries arabes** se sont astreintes à un profond mutisme, conscientes de l'impopularité des bombardements auprès de leurs opinions publiques (*lire ci-dessous l'article d'Alexandre Bucciatti*).

Juste avant les frappes, un engin avait explosé dans la ville saoudienne de Khobar, tuant deux étrangers, dont un Américain, et blessant cinq autres personnes. Les Etats-Unis ont fermé lundi leur ambassade à Riyad et enjoint les résidents américains de ne pas conduire leurs enfants à l'école.

● **En Irak**, le président Saddam Hussein a dénoncé dimanche les bombardements américains en Afghanistan, soupçonnant Washington de vouloir élargir ses opé-

rations à d'autres pays. « *Cette manière ne fera que conduire à plus d'instabilité et d'anarchie dans le monde. L'Amérique pourrait intensifier l'usage de la force et englober d'autres pays* », a prédit Saddam Hussein après avoir convoqué une réunion d'urgence de son cabinet.

● **La Chine**, avec un bémol, a également exprimé son soutien « *à la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes* ». Membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, Pékin préconise toutefois

le recours à la force dans le cadre de l'organisation internationale plutôt que de manière unilatérale. Le ministre chinois des affaires étrangères a, lui aussi, souligné que « *les attaques doivent être dirigées sur des objectifs précis afin d'éviter de toucher des civils innocents* ».

● **Asie du Sud-Est** : en Indonésie, plusieurs ambassades étrangères ont fermé lundi 8 octobre et des radicaux islamistes ont appelé à manifester. Les Etats-Unis ont

demandé d'urgence à leurs ressortissants de se préparer à une éventuelle évacuation. Treize mille Européens résident également en Indonésie, dont deux mille Français. Ils ont également été invités à ne pas quitter leur domicile. Premier pays musulman de la planète, l'Indonésie abrite plusieurs groupes islamistes qui tentent d'exploiter une opinion plutôt hostile aux Américains.

● **En Malaisie**, des mesures de sécurité supplémentaires ont été annoncées, notamment pour protéger diplomates et ressortissants américains. La Malaisie, pays à majorité musulmane, où l'opposition parlementaire est dominée par un parti islamiste, a condamné les attaques du 11 septembre mais reste officiellement hostile à des représailles, surtout si elles font des victimes civiles.

● **Le Vietnam**, se démarquant de la Chine, a réclamé la cessation des « *très dangereuses attaques* » contre l'Afghanistan.

*Service International (avec nos correspondants en Europe, en Asie et au Proche-Orient)*

## L'Irak condamne les frappes américaines

L'Irak a vivement condamné, dimanche soir, les frappes américaines sur l'Afghanistan, a annoncé l'agence de presse officielle IRNA. « *Ces attaques à grande échelle sont inacceptables* », a déclaré le ministre des affaires étrangères iranien, cité par l'agence.

« *Ces attaques, lancées sans considération pour l'opinion publique mondiale, notamment celle de pays musulmans, et qui porteront tort au peuple innocent et opprimé d'Afghanistan, sont inacceptables* », a ajouté le ministre, qui a, d'autre part, mis en garde les Etats-Unis contre toute violation de son espace, tant maritime qu'aérien, ainsi que de « *s'abstenir de tout acte qui pourrait l'enfreindre [sa souveraineté]* », a déclaré le ministre.

L'Irak, qui a une frontière commune avec l'Afghanistan, avait condamné les attentats anti-américains du 11 septembre mais souhaitait qu'une riposte contre le terrorisme international soit organisée sous l'égide des Nations unies. - (AFP, Reuters.)

## Soutien indéfectible israélien et prudence palestinienne

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Soutien indéfectible israélien et prudence palestinienne : les premières frappes militaires américaines en Afghanistan ont été accueillies dans le calme en Israël et dans les territoires palestiniens, dimanche 7 octobre. Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a aussitôt réuni un cabinet de sécurité qui s'est prolongé tard dans la nuit et dont aucune conclusion n'avait encore filtré, lundi matin, mais, selon un membre du gouvernement, l'analyse faite par les autorités israéliennes était qu'« *il n'y a pas de menace sur Israël* », et qu'il s'agissait d'« *une guerre à laquelle Israël ne participe pas* » même si le pays continuera d'apporter « *son aide* ». Dans les jours qui avaient suivi les attentats du 11 septembre, des distributions de masques à gaz avaient été organisées en Israël. Plus de 200 000 unités ont été distribuées par 30 centres. En 1991, à l'occasion de la guerre du Golfe, des missiles Scud avaient été tirés sur Israël par l'Irak, tuant deux personnes.

Selon le porte-parole de M. Sharon, Israël a souhaité dimanche « *bonne chance aux forces qui mènent actuellement cette guerre contre le terrorisme* ». Le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Pérès, a abondé en ce sens en jugeant « *courageuse* » la décision prise par le président George W. Bush, dont il a trouvé le discours « *très convaincant et très tou-*

chant ». Les autorités israéliennes ont lourdement insisté sur le fait que les Etats-Unis les avaient prévenues de l'imminence de l'attaque afin de montrer que le différend diplomatique créé par M. Sharon, jeudi 4 octobre, n'avait laissé aucune trace.

POURSUITE DES VIOLENCES

De leur côté, les Palestiniens se sont montrés beaucoup plus réservés. Le ministre de l'information, Yasser Abed Rabbo, a indiqué à l'AFP, dimanche, que « *l'Autorité palestinienne étudie la question* ». « *Nous espérons en débattre au Qatar avec d'autres Etats arabes et islamiques avec lesquels nous espérons arrêter une position commune* », à l'occasion de la réunion de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), prévue le 10 octobre. M. Rabbo a également rappelé que l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat avait condamné les attaques perpétrées contre New York et Washington, ainsi que les actes de terrorisme visant les civils. Les frappes américaines ont fait passer au second plan la poursuite des violences dans les territoires palestiniens et en Israël. Au moins trois Palestiniens ont été tués au cours d'échanges de tirs, alors que, dans le nord d'Israël, un attentat à la voiture piégée a tué un Israélien ainsi que le conducteur palestinien qui a déclenché la bombe installée dans le véhicule.

Gilles Paris

## Les Egyptiens sont encore indécis mais l'université gronde

LE CAIRE

de notre correspondant

Les Egyptiens sont encore indécis et divisés. Quand la télévision égyptienne a interrompu ses programmes pour annoncer les premiers raids, c'était surtout une intense curiosité qui prévalait dans ce café populaire de Korba, au nord-est du Caire. Mais, au bout d'un quart d'heure d'images, plusieurs clients ont commencé à s'impatisser. Cette guerre annoncée d'avance ne les surprenait pas. « *Remets le match* », ont commencé à réclamer des clients plus intéressés par la rencontre Brésil-Chili. « *Au moins là, on y voit quelque chose !* »

La presse égyptienne du lundi 8 octobre s'est contentée d'une couverture factuelle des événements, basée sur les agences de presse. Les journaux soulignent aussi les déclarations du président américain George W. Bush affirmant : « *Nous faisons la guerre au terrorisme et non à l'islam* ». De leur côté, les autorités se sont officiellement abstenues de tout commentaire.

Les divers services de sécurité et

de renseignement tentent de se faire une idée des réactions de l'opinion publique. Une opinion foncièrement anti-américaine mais pas spécialement pro-talibans ni pro-Ben Laden. Ce dernier a été accusé d'avoir commandité l'attentat contre le président Moubarak à Addis-Abeba en 1995, et d'être lié au massacre de Louxor où 58 touristes avaient été tués en 1997, un attentat qui avait plongé l'Egypte dans la crise économique.

Mais ce qui préoccupe les autorités, c'est l'université. Une université qui manifestait, il y a quelques jours encore, aux cris de « *non aux talibans, non aux Américains* ». On évoque déjà, dans les milieux proches du pouvoir, la possibilité de « *dormir congé* » aux quelque deux millions d'étudiants « *si ça va mal* ». Les mesures de sécurité ont été renforcées autour des ambassades américaine, britannique et israélienne ainsi que dans le quartier résidentiel de Méadi. Un quartier où réside la majorité des Américains du Caire.

Alexandre Bucciatti



Hésiter



Zigzaguer



Contourner



Accélérer

[www.ccf.fr](http://www.ccf.fr)

Parce que nos clients n'ont pas toujours le temps d'aller dans nos agences, sur [www.ccf.fr](http://www.ccf.fr), ils peuvent accéder rapidement à tous nos services et s'informer

en un seul coup d'œil. Où que vous soyez dans le monde, à n'importe quelle étape de votre vie : en un seul clic, vous accédez à votre banque.

CCF

VOTRE UNIVERS DE SERVICES FINANCIERS

# Paris avait été informé de l'imminence d'une intervention

Les efforts scrupuleux de Washington pour informer, consulter, associer ses alliés européens devraient avoir apaisé ceux qui craignaient que Paris ne s'engage sur la voie d'un « alignement aveugle » sur les Etats-Unis

EN S'ADRESSANT aux Français dimanche, peu après le début des frappes en Afghanistan, Jacques Chirac voulait manifestement signifier que la France est d'ores et déjà engagée dans l'opération militaire qui vient d'être lancée, même si elle ne prend pas une part active à sa première phase. « Nos forces y participeront », a dit le président, qui a fait état de « nouvelles demandes de participation militaire » formulées ces derniers jours par les Etats-Unis et indiqué qu'il y serait répondu favorablement. M. Chirac avait été averti, dimanche à 17 h 30, du déclenchement des opérations par le président des Etats-Unis et il s'était immédiatement entretenu par téléphone avec Lionel Jospin.

Dès mercredi, Paris avait été informé de l'imminence de l'intervention en Afghanistan. Un conseiller de Jacques Chirac, de Tony s'est rendu ce jour-là à Washington, à la demande de la Maison Blanche, pour une concertation étroite et discrète. Elle a porté sur les phases ultérieures de la riposte aux attentats du 11 septembre, celles auxquelles le président

Bush a fait allusion dans sa déclaration de dimanche, en parlant de alliés qui « ont promis des forces au fur et à mesure que l'opération se déroulera » (outre la Grande-Bretagne qui participe à la première phase, il a cité le Canada, l'Australie, l'Allemagne et la France). Les responsables de l'administration américaine ont évoqué ce jour-là les différentes options qu'ils envisagent pour la suite des opérations. Ils attendent de leurs Alliés qu'ils réfléchissent aux différents scénarios.

Après cette rencontre à Washington, un conseil restreint a été réuni, vendredi soir à l'Élysée, auquel participaient notamment Lionel Jospin, Hubert Védrine et Alain Richard. La volonté de la France d'être présente dans la riposte militaire aux attentats avait été fortement exprimée par Jacques Chirac, sans états d'âme, dès le 11 septembre. De la même manière que M. Jospin, dans son discours devant l'Assemblée nationale, a finalement refusé l'idée selon laquelle ce combat « ne serait pas le nôtre », le président de la République a de nouveau souligné, dimanche, que la

menace pèse sur tout le monde, sur toutes les démocraties. Il l'a fait de façon moins alarmiste que George Bush et surtout que Tony Blair, sans évoquer comme eux le risque accru auquel expose évidemment toute participation à la riposte engagée. A ceci près, la similitude des thèmes abordés – chacun à sa manière – dans ces trois discours de dimanche est frappante ; elle reflète la concertation et une forte cohésion.

## LIBRE APPRÉCIATION

Les efforts scrupuleux de Washington pour informer, consulter, associer devraient avoir apaisé ceux qui, se trompant de débat, craignaient que la France ne s'engage sur la voie d'un « alignement aveugle » sur les Etats-Unis. Les Américains ne le réclament pas et, du côté français, rien n'a jamais été dit qui puisse s'assimiler à un renoncement de la libre appréciation. Ces efforts des Etats-Unis devraient aussi réconforter ceux qui redoutaient que la France ne se trouve « dans la pire des situations », en affichant une solidarité ostentatoire combinée à un engage-

ment militaire dérisoire, lequel l'aurait privée de toute voie au chapitre sur la définition des opérations militaires : en être et ne pas en être tout à la fois, le comble des inconvenients... La mécanique entre Occidentaux n'est pas la même cette fois qu'en 1991, au moment de la guerre du Golfe.

L'un des bons baromètres pour s'en convaincre est l'attitude de Jean-Pierre Chevènement – à l'époque ministre de la défense, que ses convictions, déjà, poussèrent à une spectaculaire démission – qui, bien que moins dramatiquement impliqué et plus libre de ses mouvements aujourd'hui, ne conteste pas la légitimité d'une riposte collective aux attentats du 11 septembre et ne considère pas non plus qu'elle prive chacun de son quant-à-soi sur l'analyse des causes profondes. Les Américains ne cherchent pas à forcer chez quiconque une demi-adhésion qui ne ferait que les encombrer ; la France ne s'est pas mise dans la situation où elle aurait à « chipoter », comme ses responsables gouvernementaux reconnaissent aujourd'hui qu'elle le

fit en 1991. Le jeu est plus franc, la méthodologie plus honnête.

Quant à la critique inverse (on parle beaucoup, mais on fait peu ; on envoie deux bateaux pour faire des ronds dans l'eau), l'avenir seul dira ce qu'elle vaut. Pour le moment, le président de la République a rappelé, ainsi que George Bush, que c'est une opération à long terme qui vient d'être engagée. Pas seulement contre le régime taliban de l'Afghanistan – cible, jusqu'à présent, totalement étrangère aux préoccupations militaires de la France et contre laquelle elle est donc matériellement mal préparée –, mais contre « le » terrorisme. Un vaste champ est ainsi ouvert, à la fois aux appuis logistiques, à l'engagement direct et aux versants humanitaires de l'opération en Afghanistan, mais aussi à toute forme d'« opérations spéciales » n'importe où ailleurs. Etant entendu et vérifié que, dans ce « n'importe où », le projet des Américains n'est pas, comme en Afghanistan, de frapper de façon « visible », ou d'abattre un régime.

Claire Tréan

## Sécurité renforcée partout dans le monde

LES MESURES de sécurité ont été renforcées dans les principales capitales dès le lancement des attaques américaines sur l'Afghanistan.

● **France** : de nouvelles consignes ont été adressées, dimanche 7 octobre, aux préfets des zones de défense. Le plan Vigipirate déclenché à son seuil maximal, dès le 11 septembre, reste le cadre principal des mesures.

Mis en application au niveau deux, celui de « l'alerte renforcée », il implique la participation de l'armée – en plus de la police nationale – aux opérations de contrôle conduites dans les aéroports, les gares et les lieux publics sensibles. 850 parachutistes du 8<sup>e</sup> RPIMA, basé à Carcassonne (Aude), patrouillent par groupe de trois dans les gares, les stations de métro et le RER. Les personnels de sécurité de tous les bâtiments fréquentés par le public sont appelés à contrôler les allées et venues des visiteurs, notamment à fouiller systématiquement les sacs.

● **Italie** : le chef du gouvernement, Silvio Berlusconi, a aussi placé le pays en état d'alerte. L'alerte déclenchée est de niveau un sur une échelle qui en comprend quatre et prévoit le renforcement de la surveillance de tous les sites susceptibles d'être visés par d'éventuelles représailles. Les mesures de sécurité ont déjà été renforcées autour du Vatican, de la villa de l'ancien roi d'Afghanistan en exil, des ambassades des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'Israël.

● **Grande-Bretagne** : la sécurité a été renforcée à Londres, « dans des secteurs potentiellement vulnérables où cela est nécessaire », a indiqué, sans plus de précision, le porte-parole des forces de l'ordre britanniques. Celui-ci a ajouté : « Nous reconnaissons que c'est un moment difficile et incertain pour tout le monde, mais nous encourageons les membres de toutes les communautés à poursuivre normalement leurs activités quotidiennes. »

● **Russie** : les forces de police de Moscou ont annoncé un renforcement de la protection des entreprises de transport, du métro, des centrales électriques, des gares et des aéroports, ainsi que des centres commerciaux. La sécurité des ambassades des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'autres pays membres de l'OTAN a été aussi renforcée.

● **Allemagne** : des mesures de vigilance particulières ont été mises en place autour des bâtiments sensibles de Berlin, en particulier les ambassades des pays occidentaux, Etats-Unis, Grande-Bretagne et France. Des renforts de police, notamment de la police des frontières, ont pris position autour de ces bâtiments, ainsi que devant la chancellerie et les ministères fédéraux.

● **Espagne** : la préfecture de police de Madrid a instauré d'importantes mesures de sécurité autour des ambassades américaine, britannique et israélienne. Ces bâtiments faisaient déjà l'objet d'une surveillance particulière depuis le 11 septembre, notamment avec la présence de véhicules blindés.

● **Turquie** : les mesures de protection ont également été renforcées autour des missions diplomatiques des pays membres de l'OTAN, ainsi que sur la base d'Incirlik, dans le sud du pays, qui abrite des appareils américains et britanniques. Une cellule de crise a donné des instructions pour un renforcement de la sécurité autour des aéroports et des bâtiments publics.

● **Arabie Saoudite** : des mesures particulières avaient été mises en place à Ryad dès samedi soir 6 octobre, à l'annonce d'un attentat dans un magasin de Khobar, à l'est du pays. Cet attentat a fait deux morts, dont un Américain et cinq blessés.

Dans un premier temps, cet attentat avait été attribué à un kamikaze, probablement un Pakistanais, tué sur le coup, mais cette information n'a pu être confirmée. A Washington, un responsable gouvernemental a indiqué que l'explosion semblait être « un incident isolé », sans rapport avec les attentats du 11 septembre. – (AFP, Reuters.)

## Le dispositif militaire français mis à contribution

LA FRANCE a coopéré, dès après les attentats du 11 septembre, avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne dans le domaine du renseignement et elle a établi des liaisons permanentes avec les états-majors américains. Après des réunions de l'OTAN, elle a accepté d'ouvrir son espace aérien et ses infrastructures aéroportuaires – sous la forme de droits de survol de son territoire et d'escadres – aux forces armées américaines et britanniques. Puis, elle a, sur la requête de Washington, mis à la disposition de l'armada américano-britannique en mer d'Arabie le ravitailleur Var et la frégate de surveillance Courbet.

● **En matière de renseignement**, il s'agit d'échanges d'informations que peuvent fournir la division nationale de lutte antiterroriste (DNAT), la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et, pour la première fois en coordination avec cette structure nationale, la direction du renseignement militaire (DRM), qui participe aux travaux. Le secrétaire adjoint américain à la défense, Paul Wolfowitz, en avait fait la demande lors d'un entretien avec le ministre français de la défense, Alain Richard, au cours d'une réunion de l'OTAN à Bruxelles.

● **En matière de contrôle aéro-maritime**, c'est le dispositif naval que la France a déployé à partir de Djibouti qui contribue aux opérations. La frégate Courbet, qui dispose de moyens importants d'écoute, assure pour l'instant la surveillance de la zone, et le pétrolier Var, voué à la logistique (ravitaillement en carburant, en vivres et en eau), qui a des moyens de commandement et de communications lui permettant de prendre part à des opérations.

Depuis le lundi 8 octobre, la France a déployé en Egypte et en mer Rouge quelque 1 500 hommes, dont des détachements d'infanterie motorisée, des commandos, la frégate Jean-de-Vienne et le transport de chaland de débarquement Sirocco, sous les ordres du contre-amiral Raymond Masson, de l'état-major interarmées de planification opérationnelle (EMIA). La légion étrangère, depuis Djibouti, pourrait renforcer un tel dispositif.

La France dispose, depuis 1992, date de la création du commande-

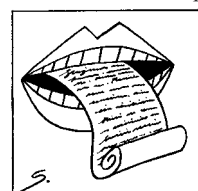
ment des opérations spéciales (COS), de deux régiments, d'unités parachutistes de recherche et d'action dans la profondeur, de commandos de l'air et de commandos-marine investis dans le renseignement et l'action secrète. Ces spécialistes peuvent être engagés à tout instant auprès des forces spéciales américaines et britanniques qui mènent, aux frontières de l'Afghanistan, des actions secrètes. Mais ces unités sont déjà, selon le chef d'état-major français des armées, le général Jean-Pierre Kelche, récemment entendu par la commission de la défense à l'Assemblée nationale, « largement engagées, notamment dans les Balkans ». Au point, a-t-il indiqué, qu'« elles sont pratiquement en situation de suremplei » à l'heure actuelle.

Jacques Isnard

## L'allocution du président Jacques Chirac

Voici le texte de l'allocution prononcée dimanche 7 octobre à la télévision par le président français Jacques Chirac, après le début des opérations américaines et britanniques en Afghanistan :

« Mes chers compatriotes,



VERBATIM

« Le 11 septembre dernier, les Etats-Unis ont été frappés. Six mille innocents ont perdu la vie. C'est monstrueux. Nous devons savoir que ces attaques terroristes nous concernent tous. Toutes les démocraties sont menacées.

La France a fait immédiatement part de sa solidarité. Elle a

indiqué qu'elle mènerait avec les Etats-Unis ce combat dans lequel tous les hommes épris de liberté doivent s'engager avec détermination.

« Le refus du régime taliban de livrer Ben Laden et les auteurs des attentats conduit aujourd'hui les Etats-Unis et leurs alliés à engager des opérations en Afghanistan. Le Conseil de sécurité des Nations unies reconnaît la légitimité de cette action.

« Le peuple afghan, qui a tant souffert depuis vingt ans, qui est aujourd'hui victime d'un régime barbare, n'est pas en cause, bien sûr. Et tout doit être fait pour répondre au drame humanitaire qu'il connaît. Tout sera fait pour l'aider et pour favoriser

à l'avenir le développement de l'Afghanistan.

« Les opérations militaires se feront sur une longue période. Elles viseront à punir les coupables et à détruire en Afghanistan les infrastructures des réseaux terroristes et leurs soutiens.

« Nos forces y participeront. A ce stade, des navires français sont associés à cette opération. Ces derniers jours, les Etats-Unis nous ont présenté de nouvelles demandes de participation militaire. Nous assumerons notre part dans un esprit de solidarité et de responsabilité. C'est ce que j'ai dit au président Bush qui m'a appelé cet après-midi avant le début des opérations.

« J'ajoute que la lutte contre le terrorisme est un combat complexe et sans merci qui se joue sur de nombreux fronts. Au-delà de l'action militaire destinée à détruire ses bases en Afghanistan, il faut s'attaquer à ses réseaux par une coopération internationale renforcée dans les domaines du renseignement, de la justice, de la police, des finances. Cette lutte est engagée.

« Dans ces circonstances, les Français sont unis, vous êtes unis, je le sais. Dans l'action que je mène avec le gouvernement, je sais pouvoir compter sur votre soutien. Nous avons éprouvé dans notre chair, il n'y a pas si longtemps, l'horreur du terrorisme. Nous savons qu'il ne faut jamais céder au chantage ou à la peur. La liberté et la dignité sont à ce prix. »

Alain Richard, ministre de la défense, au « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI »

## « La France peut entrer en action, c'est une question de jours »

« Quels sont les objectifs des raids déclenchés par les Etats-Unis en Afghanistan ?

– L'action entreprise vise à démanteler au maximum les installations militaires ou les centres d'entraînement de l'organisation terroriste. Ces bases logistiques sont assez imbriquées avec l'appareil militaire de la dictature talibane, car une partie des chefs de la mouvance Ben Laden ont eu ou ont des fonctions de responsabilité ou d'influence dans l'appareil militaire des talibans.

– Des opérations terrestres sont-elles exclues à ce stade ?

– Il me paraît très peu probable qu'il y ait une démarche de prise de contrôle terrestre visant à renverser directement le pouvoir politique afghan ou ce qui en tient lieu. En revanche, si l'objectif que je crois prioritaire pour les Américains – et que nous partageons – est bien de priver d'efficacité le système terroriste, il y a des choses qui doivent se faire par des raids au sol, oui. Mais pas forcément instantanément.

– L'objectif serait la capture de Ben Laden lui-même...

– Même s'il est très difficile de prendre le contrôle de ce dirigeant terroriste et, sans doute, de plusieurs de ses adjoints, il faut quand même chercher à le faire. Il faut être patient et persévérant.

– Cela suppose des renseignements solides...

– Ce n'est pas parce que les uns et les autres, et évidemment les Etats-Unis, font des investissements massifs pour le recueil d'informations par les écoutes ou le traitement des transferts de données qu'ils oublient d'avoir, par ailleurs, des personnels pour le renseignement humain. La difficulté, c'est qu'il s'agit de pénétrer des groupes assez compacts de « tueurs » – pour parler français. On arrive cependant à avoir une partie d'informations assez directes sur ce qu'ils préparent, où ils sont, comment ils s'organisent. C'est un métier très dangereux.

– Les frappes aériennes vont-elles se poursuivre ?

– L'Afghanistan est un pays dans

lequel les outils militaires et logistiques de l'organisation terroriste et de la dictature talibane sont de niveau faible, mais très dispersés. Il faut en outre éviter toute forme de destruction qui menace la population. C'est donc, très vraisemblablement, une action qui va se développer par vagues, avec, à chaque fois, un problème que nous connaissons bien d'évaluation des résultats obtenus.

– La prévention d'un drame humanitaire fait-elle partie des objectifs de l'opération ?

– Oui. Il y a des capacités prêtes, coordonnées avec les capacités militaires, pour déployer un soutien humanitaire en faveur de la population.

– Aux frontières du pays ou en Afghanistan même ?

– En Afghanistan.

– Quelle peut être la relève politique du pouvoir taliban ?

– Dans un pays où il n'y a pas de forces politiques structurées sur un mode démocratique, il faudra être pragmatique. Il faut rechercher une formule d'alternative poli-

tique représentant la population afghane de la façon la plus large possible, y compris à travers certaines composantes religieuses qui peuvent se dissocier du système taliban. Ensuite, la communauté internationale doit se donner les moyens d'apporter un soutien à long terme. C'est exactement ce qu'on fait à petite échelle, depuis deux ans, à Timor.

– Les Britanniques sont étroitement associés à la riposte américaine. La France est en retrait ?

– Nous poursuivons la discussion sur la répartition des missions avec notre partenaire américain. Les Etats-Unis savent que nous pouvons entrer en action avec des dizaines d'avions ou de bateaux et des milliers d'hommes, pour participer à des opérations sur des objectifs relevant du système terroriste sur le territoire afghan. C'est une question de jours. »

Propos recueillis par Patrick Cohen, Gérard Courtois et Pierre-Luc Séguillon

## A l'exception des Verts, du PCF et de l'extrême gauche, les partis approuvent la riposte

À L'EXCEPTION des Verts et des communistes, les politiques français approuvent sans réserve la riposte américaine en Afghanistan. Dimanche soir, le premier secrétaire du PS, François Hollande, a jugé l'action « légitime », même si, ajoute-t-il, il est « toujours effrayant » de penser aux « victimes » civiles qui « peuvent être touchées ». Dans un communiqué, l'UDF « approuve pleinement » la décision américaine et « souhaite que la participation française y ait toute sa place ». « Il s'agit d'une riposte commune à une menace commune », a soutenu le président de DL, Alain Madelin, lundi matin, sur France-Inter.

A l'extrême droite, le président

du MNR, Bruno Mégret, « saisit l'occasion » pour demander au gouvernement de « procéder sur notre sol à la neutralisation des implantations islamistes, notamment dans les cités de non-droit », tandis que le président du FN, Jean-Marie Le Pen, hostile à une riposte, juge « souhaitable » que celle-ci « se limite à l'Afghanistan ».

En revanche, Noël Mamère (Verts) a dénoncé « un acte de guerre contre le peuple afghan ». « Les formes de terrorisme auxquelles le monde est confronté ne se combattent sans doute pas par les missiles et par les bombardements, mais par la voie du droit international (...), de la lutte contre la pauvreté et

contre l'opacité des transactions financières », a déclaré à l'AFP le maire de Bègles (Gironde). Soulignant les risques d'« engrenages

immaitrisables », le secrétaire national du PCF, Robert Hue, souhaite que « la représentation nationale soit informée et consultée ». La minis-

## Premières mobilisations anti-guerre

Plusieurs mobilisations anti-guerre ont été annoncées en France. A Paris, le collectif Faut réagir a appelé à un rassemblement lundi 8 octobre, à 18 h 30, place de la Concorde. Des manifestations sont aussi prévues à Lille, Nantes et Strasbourg. Samedi, 1 500 personnes ont défilé à Paris à l'appel de ce même collectif, sous le mot d'ordre « Contre un monde en guerre, un autre monde est possible », dans un cortège rassemblant organisations libertaires (Alternative libertaire, CNT, Fédération anarchiste et No Pasaran), syndicats SUD, Attac, la LCR ainsi que les associations Act-Up et Droits devant !! A Saint-Denis de la Réunion, à l'appel notamment des autorités religieuses, quinze mille personnes ont participé, dimanche, à « une marche pour la paix ».

tre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet (PCF), a relayé cette demande en déclarant, lundi sur France 2, « un débat au Parlement, dès cette semaine ». Jean-Pierre Chevènement a déclaré au Monde que « l'éradication des camps d'entraînement des réseaux de Ben Laden est un objectif légitime ». « Le président de la République ayant annoncé que la France interviendrait au-delà des moyens actuels, il est important que le Parlement soit saisi afin que l'action soit convenablement ciblée », ajoute le fondateur du Mouvement des citoyens, qui souhaite que la riposte soit « limitée dans le temps ».

**C'**EST au bout du bout de la banlieue de Moscou, presque à la campagne, un immense quartier de barres et de tours, au milieu de terrains vagues. Lorsque Boutovo a été construit, il y a une dizaine d'années, quelques dizaines d'appartements ont été attribués à des anciens d'Afghanistan. Alexandre Golik, le directeur de cette « coopérative de logements », sourit amèrement. « C'est étonnant que tout d'un coup, vingt ans après, on se souvienne de nous. »

L'Afghanistan, « c'était de l'histoire, c'était fini pour toujours ». Et voilà que, « comme un boomerang », l'histoire revient à la face des 650 000 hommes qui ont participé, entre 1979 et 1989, à l'intervention soviétique en Afghanistan. « C'est comme un miroir déformé, explique un militaire, la situation est la même, mais les rôles sont inversés. »

En Russie, on ne les appelle pas les « vétérans » mais les « afghans ». Leur vie a basculé le jour où ils sont partis « de l'autre côté du fleuve » – l'expression consacrée évitait de dire les choses telles qu'elles étaient. Ce qui frappe, c'est leur jeunesse : ils ont entre trente et quarante ans. Alexandre Golik, lui, en a trente-huit. Lorsqu'il serre la main, c'est la gauche. Sous sa veste de cuir, un gant noir dépasse de la manche droite. A dix-huit ans, il avait été envoyé dans un régiment chargé de surveiller un gazoduc, sur le territoire afghan. Un jour, le gazoduc a été attaqué. Une grenade est tombée sur le véhicule blindé qui le transportait. Il a perdu un de ses camarades. Son bras a été arraché.

Comme les autres, ce qui l'avait marqué, à l'arrivée, c'était la force de la nature. D'abord, il fait chaud, très chaud. La soif, l'absence d'eau et de vitamines, les différences de température, le relief, les maladies – les hépatites notamment – « c'est très difficile de faire la guerre contre la nature, dans les montagnes, le désert ; le combat contre la nature est plus dur que la guerre elle-même ». Mais ils avaient été frappés aussi par ce « peuple noble, très humain », qui vivait « à l'époque féodale ». « Dès que je suis arrivé, j'ai compris qu'on ne pourrait jamais comprendre ces musulmans. Moi, je me suis retrouvé au XIV<sup>e</sup> siècle, d'après leur calendrier j'étais là-bas en 1362 », raconte Alexei Iéremiéievski, qui y était de 1984 à 1986 comme « réparateur de fusils ».

« Il n'y avait rien à détruire, renchérit Alexandre Golik, ils vivaient dans une pauvreté ! J'ai toujours été étonné. Tout est en argile, le sol, les maisons, les barrières. Il n'y avait rien dans leurs maisons. Un tapis, une petite radio, c'était un signe de richesse. Ils ramassaient tout derrière nous, même les boîtes de conserve vides. » Vus du ciel, « les villages sont comme des nids d'oiseaux perchés sur les flancs des montagnes », se souvient Sergueï Filiptchenkov.

**A** l'époque, il était pilote d'hélicoptère. Aujourd'hui, à quarante et un ans, il est l'un des quelque 1 200 héros de l'Union soviétique toujours en vie. Et, s'il a « pitié pour ces garçons » qui risquent de se retrouver face à des combattants afghans, c'est parce qu'« il est impossible de changer quoi que ce soit à la façon de voir la vie de ces gens-là, à leur amour de la liberté. » « Les Américains auront là-bas la même difficulté que nous, renchérit le directeur de la « coopérative de logements », nous avons apporté notre ordre, notre mode de vie, notre culture. Mais chez eux, tout est différent. Pour nous, ce sont des Martiens. Il n'y a pas de compréhension possible. Et pour les Américains ce sera la même chose. »

Ils étaient pourtant partis la fleur au fusil. On leur avait dit qu'ils allaient aider le peuple afghan, à la demande du régime. Andreï Lagounov est arrivé parmi les premiers, au début du mois de janvier 1980, comme appelé, à l'âge de dix-neuf ans. « On nous accueillait parfois avec des fleurs, les enfants nous faisaient la fête. On n'avait pas l'impression d'être en guerre. On menait le combat avec les Afghans, contre un autre groupe d'Afghans, se souvient-il, puis, au bout de quelques mois, notre colonne a été l'objet de tirs. »

« C'est un peuple très hospitalier, très amical. Ils étaient prêts à partager tout ce qu'ils avaient avec nous alors qu'ils n'avaient pas grand-chose, assure le sergent Alexandre Katchanov, mais on m'a aussi craché à



LEO ERKENIN/LIA

# Les héros brisés de la guerre afghane

**En Russie, on les appelle simplement les « afghans », ces six cent cinquante mille hommes qui, entre 1979 et 1989, ont fait la guerre « de l'autre côté du fleuve ». Alcoolisme, troubles psychiques et suicides sont le lot commun de ces parias oubliés**

la figure et ça, ça a été une vraie douleur. Notre Etat nous avait dit qu'on venait aider le peuple et on me crachait à la figure ! Peut-être qu'ils n'avaient pas besoin de nous finalement. » Une question qu'il s'est posée ? « Après seulement. »

L'ancien médecin militaire Sergueï Tamarov raconte que pendant trois ans il n'a pas pu entendre le bruit d'un hélicoptère sans chercher son fusil. Andreï Lagounov, qui dirige une association de vétérans, change de chaîne lorsque, par hasard, en regardant la télévision, il tombe sur un film consacré à l'Afghanistan. « Un homme ne peut pas oublier ce qu'il a fait là-bas », dit-il. Et quand on lui demande s'il a perdu beaucoup de camarades, ce grand costaud à l'air inébranlable baisse la tête, ôte ses lunettes, et essuie une larme en susurrant un faible « oui ».

Alcoolisme, suicides, maladies psychiatriques ont fait et font toujours des ravages chez les anciens d'Afghanistan. « Mais on ne vous a jamais envoyés là-bas ! », se sont-ils entendus dire pendant des années. « Il a fallu du temps pour que la société comprenne que c'était l'Union soviétique qui était intervenue, et pas seulement un petit groupe d'hommes », explique un de ces anciens appelés. Dans la première moitié des années 1990, ils sont entrés en masse dans les milieux mafieux, « seuls les bandits avaient besoin d'eux », explique Sergueï Filiptchenkov, le héros de l'Union soviétique. Ils se sont déchirés entre eux, les associations de vétérans étant devenues des officines commerciales, grâce aux avantages fiscaux dont elles bénéficiaient. Impliqués dans des affaires criminelles, nombre d'entre eux se sont retrouvés en prison.

Depuis, ce milieu s'est assagi. Les associations de vétérans ont trouvé un moyen de se refaire une virginité : elles œuvrent auprès des adolescents, auxquels elles inculquent « l'éducation patriotique » chère à Vladimir Poutine. Mais, bien que certains d'entre eux soient aujourd'hui dans les plus hautes sphères du pouvoir, les vétérans, considérés comme violents, font toujours figure de parias.

De pauvres hères, hirsutes, souvent équipés de grandes béquilles de bois, errent autour des gares moscovites, un sac à la main : des « afghans » pour la plupart, qui vivent de la consigne des bouteilles qu'ils ramassent dans la rue.

**B**EAUCOUP de ceux qui ont réussi à se réinsérer travaillent dans la sécurité, comme gardiens d'école notamment. « Les Américains ont leur syndrome du Vietnam, nous avons le syndrome de l'Afghanistan, la différence c'est que personne ne s'occupe de nous », affirme Andreï Lagounov. Alexandre Golik, qui n'a plus que le bras gauche, ne le contredira pas : sa pension d'invalidité s'élève à 640 roubles par mois (160 francs, ou 24 euros).

La perspective de voir leurs anciens ennemis – par moudjahidins interposés – sur le terrain de leur défaite provoque ou pitié ou dérision. Deux mots reviennent sans cesse : ces Américains sont décidément « gloupis » (bêtes) ou « dourakis » (abrutis). « En 1980, ils boycottaient les Jeux olympiques de Moscou parce que l'Union soviétique intervenait en Afghanistan. Et aujourd'hui, ils voudraient que tout le mon-

cher, chez nous, elle ne coûte pas 3 kopecks, s'indigne Alexandre Golik, l'invalide, alors nous, on envoie des hommes plutôt que des moyens techniques. » Il n'empêche. « Détruire, ils peuvent le faire, mais réconcilier les gens à l'intérieur du pays, ils ne le pourront pas, il y aura toujours une partie de la population en opposition. »

Ce retour de l'histoire, les Américains en sont seuls responsables à leurs yeux. « Ils se croyaient les meilleurs, c'est ce qui les a perdus, juge Andreï Lagounov. Ils ont produit eux-mêmes les talibans, ils les ont laissés se développer, à eux de se débrouiller, maintenant, nous, nous avons déjà la Tchétchénie. » Tel est le sentiment général chez les vétérans. « Ils ont adopté un bébé tigre. Le bébé a grandi, est devenu féroce », affirme l'ancien médecin militaire. Son discours est émaillé de « plus jamais ça ». « Je ne veux plus jamais, dit-il, voir ces jeunes garçons, brûlés, qui pleuraient en me regardant dans les yeux, me suppliant de ne pas leur couper la jambe » – le conflit a fait 14 453 morts, 53 753 blessés et 10 751 invalides selon les chiffres officiels, beaucoup plus, selon les vétérans.

**« Les Américains ont leur syndrome du Vietnam, nous avons le syndrome de l'Afghanistan, la différence c'est que personne ne s'occupe de nous »**  
**Andreï Lagounov, vétéran d'Afghanistan**

de les applaudisse ? », vitupère Alexei Iéremiéievski, l'ancien réparateur de fusils.

S'ils ne sont pas tous aussi radicaux, une certitude est unanimement partagée : en cas d'intervention terrestre, les Américains ne feront pas mieux qu'eux. « Ils tomberont dans le même piège que nous », disent-ils, « raser l'Afghanistan c'est possible, vaincre c'est impossible », « ce sera un marais, comme pour nous ». Il existe, certes, une différence entre les deux cas. « Aux Etats-Unis, la vie humaine vaut très

Comme les autres, l'ancien médecin militaire est bien conscient des risques qu'a pris Vladimir Poutine en soutenant la coalition menée par les Etats-Unis. Et notamment en accordant aux Américains le droit d'utiliser les bases d'Asie centrale, les leurs lorsque, eux, étaient sur le terrain. « Ils vont agir, mais avec nos mains. Ils vont utiliser ces bases, et qui va leur dire de partir ? », s'interroge le médecin. Une variante revient plus souvent : « Les Américains vont occuper ces bases pendant quelques mois, puis partir

**Dans ce club de vétérans, on célèbre le mariage de Vladimir, blessé en Afghanistan, comme 60 000 de ses camarades. Officiellement, 15 000 soldats soviétiques y sont morts. Beaucoup plus selon les anciens combattants.**

sans que le conflit soit résolu. La Russie sera alors obligée d'intervenir. Quelles réactions en chaîne va provoquer l'intervention américaine ? »

Les critiques ne se font qu'à mots voilés. Jamais le président n'est ouvertement contesté. « Je ne connais pas la situation politique comme lui, j'espère que la décision qu'il a prise était la seule à prendre », se contente de dire Sergueï Filiptchenkov, le héros de l'Union soviétique. Cette décision, c'est surtout le symptôme d'une déchéance : l'empire pour lequel ils se sont battus est bel et bien mort. « Le sentiment général, c'est qu'avant on avait un Etat puissant, et qu'aujourd'hui on n'a même plus d'influence sur ces Etats d'Asie centrale », affirme Alexandre Golik. Lorsqu'il gardait le gazoduc afghan, en 1983, le directeur de la « coopérative de logements » des vétérans de Boutovo se demandait déjà ce qu'il faisait là. « Plus les années passent, plus ce sentiment grandit », dit-il. Jamais, en près de vingt ans, il n'a eu autant de raisons qu'aujourd'hui de se demander pour quelle cause il avait perdu son bras.

**U**N jour, il y a une dizaine d'années, des touristes américains ont poussé la porte du 14, rue Vladimirskaïa, une rue anonyme dans la banlieue de Moscou. Eux aussi étaient des vétérans. Mais du Vietnam. Ils avaient sans doute trimé pour dénicher cette adresse, celle d'un musée, consacré aux anciens d'Afghanistan du quartier. « Ils étaient étonnés qu'on ait fait ça sans argent, avec notre seule volonté », raconte le directeur, Igor Iérine, ils nous ont dit : « nous, on a l'argent, mais pas la volonté ». L'établissement n'est pas grand, mais il témoigne d'un vrai travail pédagogique et d'un souci de présenter honnêtement le conflit.

« Quand on a créé ce musée, en 1987, on pensait que ce serait la dernière guerre, raconte le directeur, mais on a quand même voulu montrer que ça peut arriver à n'importe qui de mourir à la guerre. » Sur les murs, vingt-huit cadres sont alignés. Dans les vingt-sept premiers, se succèdent des photos de jeunes gens, en noir et blanc. Les vingt-sept jeunes du quartier morts en Afghanistan. Dans le vingt-huitième, les vétérans du Vietnam, comme tous les visiteurs, ont vu leur propre image. Dans le dernier cadre, il n'y a pas de photo, mais un miroir.

Marie-Pierre Subtil

# Hollywood digère l'attaque du 11 septembre

« LA SCIENCE-FICTION est devenue réalité », déclarait, à la suite des attentats du 11 septembre, George Robertson, le secrétaire général de l'OTAN. La corrélation entre les avions-suicides et tout un pan du cinéma d'action hollywoodien n'a échappé à personne : chacun avait déjà vu au cinéma ces images d'explosions, d'avions qui s'encastrent dans un building, de panique, jusqu'au suicide, des victimes. Les films américains, grâce à la vidéo et au piratage, sont désormais regardés dans le monde entier. Les terroristes ont su en mesurer la portée, et la puissance. « En s'attaquant aux symboles de la finance et de la défense américaine, il se pourrait bien [que les terroristes] aient intentionnellement utilisé le langage des films américains. Ils ne semblaient pas simplement la terre, ils créaient aussi des images », avance Neal Gabler dans une analyse parue dans le *New York Times* du 16 septembre au titre révélateur : « *This time, the scene was real* » (« Cette fois-ci, la scène était réelle »). Les terroristes ont en effet réalisé leur propre film-catastrophe, sans effets spéciaux, avec un réalisme maniaque.

La séquence des attentats du 11 septembre transforme les terroristes en maîtres de cérémonie. Un premier avion s'écrase contre l'une des Twin Towers, en l'absence supposée de toute caméra. Puis survient une seconde attaque contre sa jumelle, une vingtaine de minutes plus tard, afin de laisser le temps aux télévisions de filmer l'événement en direct. « Ce terrorisme se préoccupait des spectateurs », insiste Neal Gabler. La télévision américaine fut, comme on pouvait s'y attendre, la plus prompte à scénariser l'événement. Sur une chaîne locale, les images de la catastrophe défilaient avec la musique de *Raging Bull*, le film de Martin Scorsese. La chaîne CBS optait, elle, pour un montage associant les témoignages des rescapés et des familles des victimes et des morceaux de musique classique.

La presse mondiale a par ailleurs comparé à juste titre les attentats du 11 septembre et l'attaque japonaise du 7 décembre 1941 contre la flotte américaine basée à Pearl Harbor. Pour la deuxième fois de leur histoire, les Américains étaient frappés sur leur sol. Mais, du point de vue des images, Pearl Harbor et le 11 septembre n'ont rien à voir. L'objectif des Japonais était militaire et stratégique. Ils se moquaient de frapper les esprits sur le terrain de la représentation. L'agression japonaise fut d'ailleurs filmée par le plus grand des hasards. Al Brick, cameraman de Fox Movietone, se trouvait

à Hawaï pour y tourner des plans d'extérieur d'un film avec John Payne, *To The Shores of Tripoli*. Son film resta onze semaines sous embargo puis, en accord avec les règlements de la marine, toutes les scènes de combat en furent expurgées.

Les attaques du 11 septembre n'ont pas, bien au contraire, souffert d'un tel embargo. Elles ressemblent à une compilation de tous les films-catastrophes, d'*Independence Day* à *Piège de cristal*. Cela les rend plus effrayantes, et surtout, plus intelligibles. Cette attaque terroriste puise dans notre mémoire, en partie nourrie par le cinéma de destruction hollywoodien, intronisé brutalement prophète d'une tragédie qu'il avait maintes fois mise en scène, sans jamais oser la croire possible. La communauté hollywoodienne n'a pas été la moins rapide à saisir le message. Tous les films qui abordaient de près ou de loin le terrorisme, comme *Big Trouble*, de Barry Levinson, ou *Collateral Damage*, avec Arnold Schwarzenegger, ont vu leur sortie reportée à l'année prochaine. Et il ne s'agit que du début d'une profonde remise en cause qui va affecter durablement la culture populaire.

## RATRAPÉ PAR L'HISTOIRE

Les dirigeants des grands studios américains ne sont pas seulement contraints de prendre des mesures ponctuelles. Ils doivent revoir tout leur programme de production. Comment le public – et pas seulement aux Etats-Unis – va-t-il réagir lorsqu'une soucoupe volante ou des terroristes détruiront à l'écran la Maison Blanche ? La catastrophe deviendra-t-elle plus acceptable dans un an ? La trouverons-nous alors « excitante » ?

La comparaison avec Pearl Harbor s'impose ici avec bien plus de pertinence. En 1941, la vacuité des productions hollywoodiennes, entre comédies et mélodrames, suscitait le même dédain que les films à grand spectacle récents. Darryl Zanuck, dirigeant de la Twentieth Century Fox, s'était retrouvé, à la suite de l'entrée en guerre des Etats-Unis, dans un dilemme proche de celui auquel sont aujourd'hui confrontés les patrons hollywoodiens. Comme le fait remarquer Otto Friedrich dans *City of Nets*, l'une des meilleures études consacrées au Hollywood des années 1940, Zanuck avait compris que la guerre allait profondément modifier le regard des Américains. Le public voulait désormais autre chose que des films de gangsters ou des westerns de série B. « *Lorsque les boys reviendront de la guerre*, affirma Zanuck à son entourage direct, vous

les trouverez changés. Ils ont appris beaucoup de choses en Europe et en Asie. La manière dont les autres vivent par exemple. (...) Ils reviendront avec de nouvelles pensées, de nouvelles idées, de nouvelles envies... Nous devons faire des films qui amusent, mais qui correspondent aussi à notre époque. » Le résultat fut à la hauteur des ambitions, avec des films aussi brillants que *Le Fil du rasoir* (1946), d'Edmund Goulding, *Le Mur invisible*, d'Elia Kazan, l'un des premiers films américains à aborder frontalement l'antisémitisme et qui remporta en 1947 l'Oscar du meilleur film.

Il est encore trop tôt pour voir se dessiner dans la production hollywoodienne des années 2000 les signes d'un « autre cinéma ». On

peut pourtant avancer que les studios ont toujours été rattrapés par l'Histoire et happés par un principe de réalité au moment où ils misaient sur la fantaisie. Ce fut vrai dans les années 1940 puis dans les années 1960, dans la foulée de l'engagement américain au Vietnam. Aujourd'hui, les Américains, président en tête, ordonnent une chasse aux coupables, avec attaques terrestres et aériennes. Ils se disent que, comme au cinéma, les bons finissent toujours par gagner. Mais la suite des événements sera sans doute plus tragique et frustrante que dans les films. Qu'il le veuille ou non, Hollywood devra bien alors chroniquer cette déception.

Samuel Blumenfeld

## À suivre ? par Pancho



# Intégrisme, fondamentalisme et fanatisme : la guerre des mots

À L'HEURE où l'islam est soupçonné d'être intrinsèquement voué à tous les excès, il n'est pas mauvais de rappeler que deux mots, parmi les plus galvaudés dans la rhétorique de la diabolisation, ont vu le jour à l'intérieur de la sphère chrétienne : le fondamentalisme et l'intégrisme. Une preuve – si besoin était – qu'aucune religion n'est à l'abri du fanatisme.

Le fondamentalisme est né aux Etats-Unis, dans le contexte du protestantisme. En 1919, des pasteurs presbytériens, baptistes et méthodistes fondent la *World's Christian Fundamentals Association*, pour défendre les points de la foi qui leur paraissent fondamentaux. Ils soutiennent en particulier une interprétation littérale de la Bible. Prenant à la lettre le récit de la création du monde en six jours dans la Genèse, ils rejettent les théories de Darwin sur l'origine de l'homme et sur l'évolution.

Le mot « intégrisme » a fait son apparition en France, dans le monde catholique. En 1907, le pape Pie X condamne par l'encyclique *Pascendi* le « modernisme », une école de pensée qui revendiquait d'examiner les données de la foi à la lumière des sciences et de manière autonome. Les adversaires les plus violents des modernistes se définissent comme des catholiques « intégristes » parce qu'ils défendent l'intégrité de la foi. Ils sont à leur tour dénoncés par le camp opposé sous le nom d'« intégristes ».

Dans le contexte du catholicisme, l'intégriste est celui qui se réclame de « la tradition », c'est-à-dire d'un vaste corpus incluant à la fois les Ecritures et leur interprétation fixée avec autorité par les pères et les docteurs de l'Eglise, les conciles et les papes. On pourrait dire que l'intégrisme fige, à un moment détermi-

né, l'interprétation de la Révélation. Au contraire, il y a dans le fondamentalisme une volonté de retour aux sources, à une pureté originelle de la foi qui se trouverait dans les Ecritures, débarrassées des repeints de la tradition. D'une certaine façon, le fondamentalisme nie la médiation d'une autorité religieuse – clergé, Eglise, docteurs de la loi – qui interpose habituellement une clé d'interprétation entre le croyant et le texte révélé.

Le concept de « fanatisme » est plus ancien, puisqu'il remonte au XVII<sup>e</sup> siècle. Mais c'est au siècle suivant, âge des Lumières, qu'il connaît son heure de gloire. Le mot vient de *fanum*, qui signifie « temple » en latin. Il désigne donc une attitude religieuse. Voltaire dénonce cet « enfant dénaturé de la religion ». Il y a dans le fanatisme une notion d'excès : le fanatique est « animé d'un zèle outré pour la religion », selon Littré.

Tous ces termes ont donc une histoire. Leur transposition dans une autre époque et, a fortiori, dans la sphère d'une autre religion pose d'emblée un problème méthodologique. A la fin des années 1970, ceux qu'on appelle les orientalistes – arabisants pour la plupart, et qui abordent le fait musulman à partir de l'angle religieux – ont encore recours au concept d'« intégrisme » pour décrire les évolutions du monde musulman, ébranlé par la révolution iranienne. Maxime Rodinson en donne la définition suivante : « *Aspiration à résoudre au moyen de la religion tous les problèmes sociaux et politiques et simultanément à restaurer l'intégralité des dogmes.* »

Déjà, la dimension politique se mêle au religieux dans cette définition de l'intégrisme. Au début des années 1980, un tournant majeur se

produit dans les études sur l'islam, quand les spécialistes en science politique s'emparent du fait musulman avec les outils de la sociologie. Ils forgent alors le terme d'« islamisme ». Dans son livre paru en 1987 (*L'Islamisme radical*, Hachette), Bruno Etienne vulgarise le concept d'« islam radical », qu'il justifie ainsi : « *Je le prends au sens premier du terme, la doctrine de l'islam à la racine, et au sens américain, l'islam politiquement radical, presque révolutionnaire.* » L'islamisme (ou l'islam radical) est donc conçu comme une idéologie, un projet de société mêlant intimement les dimensions religieuse, sociale et politique.

## MARQUE DE STIGMATISATION

Malheureusement, le mot entraîne une confusion, dans le grand public, avec l'adjectif « islamique », qui signifie, lui, « ayant rapport à l'islam ». Ce glissement de sens est ressenti par les musulmans comme une marque de stigmatisation : une librairie islamique n'est pas forcément islamiste... Pour autant, Olivier Roy fait remarquer que les deux adjectifs « musulman » et « islamique » ne sont pas toujours synonymes : « *J'utilise le terme "musulman" pour désigner ce qui relève du fait ("pays musulman" : pays où la majorité de la population est musulmane) et le terme "islamique" pour ce qui relève de l'intention ("Etat islamique" : Etat qui fait de l'islam le fondement de sa légitimité).* »

Aujourd'hui, les spécialistes qui constatent le déclin (Gilles Kepel) ou l'échec (Olivier Roy) de l'islam politique ont recours à de nouveaux concepts pour rendre compte de l'évolution des sociétés musulmanes : ils parlent de « post-islamisme » ou de « néofondamentalisme ». Ainsi, pour Olivier Roy, le mouvement des tali-

bans peut être qualifié de « néofondamentaliste », en ce sens qu'il se donne pour mot d'ordre la charia, le retour à la lettre du Coran, et la sunna, mais qu'il ne porte pas en lui de projet politique cohérent.

Ces analyses sont contestées par plusieurs islamologues, comme François Burgat et Alain Roussillon. Ils reprochent aux politologues d'avoir plaqué sur le monde musulman des concepts empruntés à la sociologie politique occidentale. Ces derniers auraient en quelque sorte « inventé » ou « construit » la catégorie de l'islamisme, avant de prophétiser son déclin... Ce à quoi Olivier Roy réplique que les acteurs de l'islamisme, comme l'imam Khomeiny, ont eux-mêmes eu recours à des catégories politiques d'origine occidentale. (Ce débat est exposé dans la revue *Espirit*, août-septembre 2001.)

Il reste qu'un certain nombre de termes comme « intégrisme » ou « fanatisme » sont encore marqués par le contexte polémique qui les a vus naître. Ils sont péjoratifs et récusés comme tels par ceux à qui ils s'adressent. On est toujours l'intégriste d'un autre... Les concepts sont à manier avec prudence. Ils peuvent parfois être aussi dangereux que des armes.

Xavier Ternisien

## RECTIFICATIF

### « FIÈVRE DU 14 JUILLET »

Dans la « une » du *Monde* daté 7-8 octobre, nous avons attribué par erreur des propos concernant la « fièvre du 14 juillet » à un proche de Jacques Chirac, alors qu'il s'agissait d'un proche de Lionel Jospin, comme il était indiqué correctement en page 8.

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléx : 202 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Changement d'adresse et suspension : 0-800-022-021 (0,99 F la minute).  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

## ÉDITORIAL

# Les preuves et la cible

TOUT s'est passé comme dans une séquence admirablement programmée. La question des preuves de la responsabilité de la mou-vance Ben Laden dans les attentats du 11 septembre a été réglée, ou presque, le jour-même où les Etats-Unis lançaient leurs premières opérations militaires contre le dissident saoudien en Afghanistan. Une heure après le début des bombardements, dimanche 7 octobre, Oussama Ben Laden, par la grâce d'une cassette vidéo due à la chaîne qatariote Al-Jazeera, jetait le masque. S'il ne revendiquait pas expressément le massacre de New York (près de 6 000 morts), il disait s'en « réjouir » profondément et souhaiter le « paradis » à ses auteurs. C'était, prononcé en tenue de combat, un discours annonçant de nouvelles opérations contre les Etats-Unis ; une manière de prêche totalitaire appelant « les musulmans » à « se rebeller contre les infidèles » ; un appel à la mobilisation d'une « nation musulmane », « humiliée depuis 80 ans » (quand l'éclatement de l'Empire ottoman marqua le début de la domination occidentale sur le monde arabe) ; en cassette vidéo couleur, c'était, en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, une exhortation à restaurer le califat instauré par les successeurs du prophète Mahomet. Dans le même souffle, son bras droit, Soleiman Abou Gaïth, lançait le « *djihad contre les juifs et les Américains* », « la guerre entre ceux qui croient en Dieu et les mécréants ».

Bref, Ben Laden légitimait lui-même les opérations lancées contre lui au nom d'un droit à la

légitime défense que le Conseil de sécurité de l'ONU a unanimement accordé aux Etats-Unis au lendemain des attentats de New York et de Washington.

Celle des preuves ainsi réglée, reste la question de la cible. Elle ne doit pas être un pays déjà martyr, l'Afghanistan, ni son peuple, l'un des plus misérables de la planète, encore moins l'islam, une religion partagée par un milliard d'hommes. La longue campagne militaire qui s'annonce ne doit viser qu'un régime, celui des talibans, dont l'appareil politico-militaire est intimement imbriqué à la logistique et à l'idéologie de Ben Laden. Ladite campagne ne conservera l'appui des alliés des Etats-Unis – aujourd'hui unanimement – qu'à la condition de se doubler d'une opération humanitaire pour les Afghans.

Enfin, elle n'aura de signification à long terme que si elle débouche sur un réexamen par les Etats-Unis de leur dispositif d'alliance dans la région. Les cibles, diplomatiques cette fois, dont il est ici question sont connues. Elles s'appellent l'Arabie saoudite et le Pakistan, deux alliés de l'Amérique. Et deux pays qui nourrissent et appuient l'islamisme radical dont Ben Laden se veut le bras armé. Le soutien saoudien illustre à sa manière, explosive, les contradictions de la politique américaine dans la région. Il y a un lien, une chaîne de cause à effet entre l'extrémisme religieux de Riyad, le soutien d'Islamabad à des groupes islamistes terroristes, d'un côté, et, de l'autre, Ben Laden. C'est ce lien qu'il faut aussi briser.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.  
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel  
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet  
Directeur artistique : Dominique Roynette ; adjoint : François Lichon  
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin  
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard  
Rédacteur en chef technique : Eric Azam ; directeur informatique : José Bolufer  
Rédaction en chef centrale :  
Alain Frachon, Eric Fottorino, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre  
Rédaction en chef :  
Alain Deboue (International) ; Anne-Line Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

## Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### L'amélioration du réseau routier

15 MILLIARDS seulement ont été prévus en 1951 pour l'entretien de l'ensemble des routes nationales, alors que l'aplanissement et l'élargissement d'un seul kilomètre de chaussée coûte de 25 à 40 millions de francs. Les sommes affectées aux travaux neufs atteignent pour la même année 1,5 milliard. Avec ces moyens modestes, on poursuit la réalisation d'un programme qui coûterait au bas mot 300 milliards. Il prévoit en effet l'élargissement des chaussées étroites, la déviation des routes nationales traversant certaines villes, l'aménagement des carrefours, l'adoucissement des virages, la suppression des dos d'âne qui gênent la visibilité, ainsi que la construction de quelques autoroutes.

L'autoroute de l'ouest de Paris est terminée, celle de Marseille est en partie achevée. Les autoroutes sud de Lille et sud de Paris seront

entreprises l'année prochaine. La réalisation de l'autoroute du Nord, partant de la porte de Paris à Saint-Denis, et destinée notamment à desservir l'aéroport du Bourget, attendra quelque temps encore. La longueur de ces voies sera limitée, leur rôle consistant uniquement à favoriser le dégagement de la sortie des villes. Sur le plan de la sécurité, on remarque qu'en 1949 la moitié des accidents sont survenus sur des voies en ligne droite et que 65 % se sont produits en plein jour et par temps clair et sec. Sur des chaussées trop larges, les automobilistes cèdent trop facilement à la tentation de la vitesse en oubliant les consignes de prudence. Pour l'administration française, la route idéale a une largeur de 7 à 9 mètres.

Henri Trinchet  
(9 octobre 1951.)

## Le Monde sur tous les supports

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)  
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60  
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

# Les preuves contre Oussama Ben Laden

« 4 octobre 2001, 10, Downing Street

Ce document n'a pas pour but de fournir matière à des poursuites contre Oussama Ben Laden devant une cour de justice. Les informations obtenues par les services de renseignement ne peuvent généralement pas être utilisées comme preuve en raison de critères stricts d'admissibilité et de la nécessité de protéger les sources. Mais sur la base des informations disponibles, le gouvernement de Sa Majesté a toute confiance dans les conclusions qui sont présentées dans ce document.

**RESPONSABILITÉ POUR LES ATROCITÉS  
TERRORISTES AUX ÉTATS-UNIS,  
11 SEPTEMBRE 2001**

## Introduction

1. – Les conclusions auxquelles est clairement parvenu le gouvernement sont :

- Oussama Ben Laden et Al-Qaïda, le réseau terroriste qu'il dirige, ont planifié et exécuté les atrocités du 11 septembre 2001 ;
- Oussama Ben Laden et Al-Qaïda ont toujours la volonté et les ressources pour mener à bien de nouvelles atrocités ;
- Le Royaume-Uni et les ressortissants du Royaume-Uni sont des cibles potentielles ;
- Oussama Ben Laden et Al-Qaïda ont commis ces atrocités en raison de leur alliance rapprochée avec le régime des talibans, qui les autorise à poursuivre impunément leur entreprise terroriste.

2. – Les éléments concernant 1998 (*NDLR : attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie*) et le *USS Cole* (un bâtiment de la marine de guerre américaine) proviennent des actes d'accusation et des services de renseignement. Les éléments concernant le 11 septembre viennent des services de renseignement et de l'enquête criminelle en cours. Les détails de certains aspects ne peuvent être fournis mais, sur la base des informations des services de renseignement, les faits sont clairs.

3. – Le document ne contient pas la totalité des éléments en la possession du gouvernement de Sa Majesté, étant donné la nécessité absolue et persistante de protéger les sources des services de renseignement.

## RÉSUMÉ

4. – Les faits montrent :

## Background

● Al-Qaïda est une organisation terroriste ayant des liens avec un réseau global, qui existe depuis plus de dix ans. Elle a été fondée et a été dirigée depuis par Oussama Ben Laden.

● Oussama Ben Laden et Al-Qaïda se sont engagés dans une djihad contre les États-Unis et leurs alliés. L'un de leurs buts déclarés est le meurtre de citoyens américains et de mener des attaques contre les alliés des États-Unis.

● Oussama Ben Laden et Al-Qaïda sont basés en Afghanistan depuis 1996 mais possèdent un réseau opérationnel dans le monde entier. Ce réseau inclut des camps d'entraînement, des entrepôts, des moyens de communication et des opérations commerciales susceptibles d'engranger suffisamment d'argent pour soutenir son activité. Cette activité inclut une exploitation substantielle du trafic de drogue à partir de l'Afghanistan.

● Al-Qaïda et le régime des talibans entretiennent une alliance rapprochée et interdépendante. Oussama Ben Laden et Al-Qaïda fournissent au régime des talibans un soutien matériel, financier et militaire. Ils exploitent conjointement le trafic de drogue. Le régime des talibans permet à Ben Laden d'agir et de mener ses camps d'entraînement terroristes depuis l'Afghanistan, le protège des attaques de l'extérieur et protège les stocks de drogue. Oussama Ben Laden ne pourrait pas conduire ses activités terroristes sans l'alliance et le soutien du régime taliban. La force des talibans serait sérieusement diminuée sans le soutien militaire et financier d'Oussama Ben Laden ;

● Oussama Ben Laden et Al-Qaïda ont la capacité de mener à bien des attaques terroristes majeures ;

*[Le mollah] Omar a fourni à Ben Laden un endroit à partir duquel opérer et l'a autorisé à ouvrir des camps d'entraînement terroristes en Afghanistan*

● Oussama Ben Laden a revendiqué les attaques contre des soldats américains en Somalie en octobre 1993, qui ont fait 18 morts ; les attaques contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en août 1998, qui ont tué 224 personnes et blessé près de 5000 autres ; a été lié à l'attaque contre le *USS Cole* le 12 octobre 2000, dans laquelle 17 membres d'équipage ont été tués et 40 autres blessés ;

● Ils ont cherché à acquérir des matériaux nucléaires et chimiques pour les utiliser comme des armes terroristes. (...)

## Les faits

### Oussama Ben Laden et Al-Qaïda

8. – En 1989, Oussama Ben Laden et d'autres ont fondé un groupe terroriste international connu sous le nom de Al-Qaïda (la Base). De tout temps, il a été le leader de Al-Qaïda.

9. – De 1989 à 1991, Oussama Ben Laden a été basé en Afghanistan et à Peshawar, au Pakistan. En 1991, il s'est installé au Soudan, où il est resté jusqu'en 1996. Cette année-là, il est retourné en Afghanistan, où il est toujours.

### Le régime taliban

10. – Les talibans ont émergé des camps de réfugiés afghans au Pakistan au début des années 1990. En 1996, ils se sont emparés de Kaboul. Ils sont toujours engagés dans une guerre civile sanglante pour le contrôle de la totalité de l'Afghanistan. Ils sont dirigés par le mollah Omar.

11. – En 1996, Oussama Ben Laden retourna en Afghanistan. Il établit une relation étroite avec le mollah Omar et s'engagea derrière les talibans. Oussama Ben Laden et le régime des talibans entretiennent une alliance étroite dont chacun d'eux dépend pour sa survie. Ils partagent aussi les mêmes valeurs religieuses et la même vision.

12. – Oussama Ben Laden a fourni aux talibans des troupes, des armes et de l'argent pour combattre l'Alliance du

**Voici l'essentiel du document présenté le 4 octobre par le premier ministre britannique, Tony Blair, à la Chambre des communes et établissant, selon lui, la responsabilité directe du dissident saoudien Oussama Ben Laden dans les attentats du 11 septembre à New York et à Washington**

nord (l'opposition afghane aux talibans). Il est très impliqué dans la formation militaire des talibans, leurs projets et leurs opérations. Il a des représentants dans la structure de commandement militaire des talibans. Il a également fourni une aide humanitaire et une assistance en matière d'infrastructure. Des forces étant sous le contrôle de Ben Laden ont combattu aux côtés des talibans dans la guerre civile en Afghanistan.

13. – Omar a fourni à Ben Laden un endroit à partir duquel opérer et l'a autorisé à ouvrir des camps d'entraînement terroristes en Afghanistan. Ils exploitent conjointement le trafic de drogue. En contrepartie de l'actif soutien apporté par Al-Qaïda, les talibans autorisent Al-Qaïda à mener librement ses actions, dont l'organisation, l'entraînement et la préparation d'activités terroristes. En addition, les talibans assurent la sécurité des stocks de drogue.

14. – Depuis 1996 et la prise de Kaboul, le gouvernement des États-Unis a régulièrement soulevé auprès des talibans une variété de questions, dont l'aide humanitaire et le terrorisme. Bien avant le 11 septembre 2001, les États-Unis avaient fourni aux talibans des preuves de l'implication d'Al-Qaïda dans les attentats terroristes en Afrique de l'Est. Ces preuves ont été fournies à de hauts dirigeants talibans à leur demande.

15. – Les États-Unis ont clairement indiqué aux talibans que Al-Qaïda avait assassiné des citoyens américains et entendait en assassiner d'autres. Les États-Unis ont offert de travailler avec les talibans à l'expulsion des terroristes d'Afghanistan. Ces conversations, qui se sont poursuivies depuis 1996, n'ont produit aucun résultat.

16. – En juin 2001, les preuves de la menace représentée par Al-Qaïda s'intensifiaient, les États-Unis ont averti les talibans qu'ils étaient en droit de se défendre et qu'ils tiendraient le régime pour responsable d'attaques contre des citoyens américains commises par des terroristes ayant trouvé refuge en Afghanistan.

17. – En cela, les États-Unis ont reçu le soutien des Nations unies. Le Conseil de sécurité, dans la résolution 1267, a condamné Oussama Ben Laden en raison de son soutien au terrorisme international et de son réseau de camps terroristes, et il a demandé que les talibans livrent Ben Laden sans délai pour qu'il puisse être jugé.

18. – En dépit des preuves apportées par les États-Unis de la responsabilité de Ben Laden et d'Al-Qaïda dans les attentats de 1998 en Afrique de l'Est, en dépit de la perception qui s'est révélée exacte de la menace d'autres atrocités, et en dépit des demandes des Nations unies, le régime taliban a répondu en faisant savoir que nulle preuve n'existait contre Ben Laden et que ni lui ni son réseau ne seraient expulsés du pays.

19. – Un ancien responsable gouvernemental d'Afghanistan a décrit les talibans et Oussama Ben Laden comme « les deux côtés d'une même pièce : Oussama ne peut exister en Afghanistan sans les talibans et les talibans ne peuvent exister sans Oussama ».

### AL-Qaïda

20. – Al-Qaïda a pour but de s'opposer aux gouvernements « non islamiques » dans les pays musulmans avec force et violence.

21. – Al-Qaïda s'oppose avec virulence aux États-Unis. Oussama Ben Laden a prié et incité ses partisans à tuer des citoyens américains dans les termes les moins équivoques.

(Le chapitre 22 rappelle la déclaration de djihad du 12 octobre 1996 faite par Ben Laden et cite plusieurs déclarations ultérieures appelant à tuer des Américains pour « expulser les ennemis des lieux saints de l'Islam »).

23. – À partir du début des années 1990, Oussama Ben Laden a tenté de se procurer des armes nucléaires et chimiques pour un usage terroriste.

24. – Bien que les cibles américaines constituent la priorité pour Al-Qaïda, les alliés des États-Unis sont également explicitement menacés. Les références à « l'alliance des croisés et des sionistes et leurs collaborateurs » et aux « troupes américaines de Satan et les partisans du Diable ayant fait alliance avec elles » incluent sans aucun doute le Royaume-Uni.

25. – La menace continue. Sur la base de notre expérience de la manière selon laquelle le réseau a fonctionné dans le passé, on peut penser que d'autres cellules, comme celle qui a mené les attaques terroristes du 11 septembre, existent.

26. – Al-Qaïda fonctionne de son côté et aussi à travers un réseau d'autres organisations terroristes. Celles-ci comptent Le Djihad islamique égyptien et d'autres groupes terroristes extrémistes d'Afrique du Nord, ainsi qu'un nombre d'autres groupes dans d'autres pays dont le Soudan, le Yémen, la Somalie, le Pakistan et l'Inde. Al-Qaïda a aussi des cellules et des personnels dans un certain nombre d'autres pays pour faciliter ses activités.

27. – Oussama Ben Laden dirige le réseau Ben Laden. En dessous de lui, se trouve un organe appelé « Shura », qui inclut les représentants d'autres groupes terroristes, tels que le leader du Djihad islamique égyptien Ayman Zawahiri et des lieutenants de premier plan de Ben Laden comme Abu Hafis Al-Masri. Le Djihad islamique égyptien a, de fait, fusionné avec Al-Qaïda.

28. – En plus de « Shura », Al-Qaïda compte plusieurs groupes chargés des questions militaires, des médias, des finances et des questions de religion.

29. – Mohamed Atef est membre du groupe qui est chargé des questions militaires et des opérations terroristes. Ses attributions incluent la responsabilité de l'entraînement des membres d'Al-Qaïda.

30. – Les membres d'Al-Qaïda doivent prononcer un serment d'allégeance et s'engager à suivre les ordres d'Oussama Ben Laden.

(...) 32. – Depuis 1989, Oussama Ben Laden a mené de substantielles transactions financières et commerciales pour le compte d'Al-Qaïda conformément à ses objectifs. Celles-ci incluent l'acquisition de terrains pour les camps d'entraînement, l'achat d'entrepôts pour stocker des biens, dont des explosifs, l'achat d'équipements de communication et électroniques, et l'acheminement de devises et d'armes à destination de membres d'Al-Qaïda et de groupes terroristes associés dans le monde entier.

33. – Depuis 1989, Oussama Ben Laden a fourni des camps

d'entraînement et des lieux d'hébergement en Afghanistan, au Pakistan, au Soudan, en Somalie et au Kenya, pour les membres d'Al-Qaïda et de groupes terroristes associés. Nous savons, par des sources de renseignement, qu'il y a actuellement au moins une douzaine de camps en Afghanistan, dont quatre au moins sont utilisés pour l'entraînement de terroristes.

34. – Depuis 1989, Oussama Ben Laden a établi une série de compagnies afin de procurer des ressources à Al-Qaïda, et de fournir des couvertures pour acquérir des explosifs, des armes et des produits chimiques, et pour les déplacements des agents d'Al-Qaïda. Ces compagnies comptent un holding financier connu sous le nom de « Wadi al Aqiq », une entreprise de bâtiment, connue sous le nom de « Al-Hijra », une entreprise agricole, « Al Thamar Al Mubarak », et des sociétés d'investissement connues sous le nom de « Laden International » et « Taba Investments ».

### Oussama Ben Laden

#### et les attaques précédentes

(Les points 35 à 60 sont consacrés à l'historique des attentats anti-américains ou des projets d'attaques de 1992 à 2000 imputés à Ben Laden. Cet historique est basé sur les compte rendus de procès et les déclarations de Ben Laden lui-même.)

### Oussama Ben Laden et les attaques

#### du 11 septembre

61. – Dix-neuf hommes ont été identifiés comme pirates de l'air à partir de la liste des passagers des quatre vols détournés le 11 septembre 2001. Au moins trois d'entre eux ont déjà été identifiés de manière formelle comme des associés d'Al-Qaïda. L'un a été identifié comme ayant joué un rôle clé dans les attentats contre les ambassades américaines en Afrique de l'Est et contre le *USS Cole*. L'enquête sur le passé de tous les pirates de l'air est toujours en cours.

62. – Des sources du renseignement ont permis d'établir les faits suivants après le 11 septembre. Pour des raisons de confidentialité, les noms des associés mentionnés, bien qu'ils soient connus, ne sont pas cités.

● Dans la dernière période avant le 11 septembre, Ben Laden a monté une campagne de propagande concertée parmi les groupes partageant ses vues – incluant des vidéos et de la documentation – justifiant les attaques contre des cibles juives ou américaines ; et affirmant que ceux qui mourraient dans de telles entreprises accomplissaient l'œuvre de Dieu.

● Nous avons appris, après le 11 septembre, que Ben Laden lui-même a affirmé, peu avant le 11 septembre,

*Les attentats du 11 septembre 2001 ont été préparés et exécutés par Al-Qaïda, une organisation dont le chef est Oussama Ben Laden. Cette organisation a la volonté et les ressources de mener à bien d'autres attaques d'échelle similaire*

bre, qu'il préparait une attaque majeure contre les États-Unis.

● En août et début septembre, de proches associés de Ben Laden ont été prévenus qu'ils devaient regagner l'Afghanistan avant le 10 septembre.

● Immédiatement avant le 11 septembre, plusieurs associés connus de Ben Laden mentionnaient le 11 septembre ou une date proche comme date pour une opération.

● Depuis le 11 septembre, nous avons appris que l'un des plus proches et plus anciens associés de Ben Laden était responsable de l'organisation détaillée des attaques.

● Il existe des preuves d'une nature très spécifique concernant la culpabilité de Ben Laden et de ses associés mais elles sont trop sensibles pour être divulguées.

63. – Oussama Ben Laden est toujours le chef et le cerveau d'Al-Qaïda. Dans cette organisation, une opération de l'ampleur de celle du 11 septembre doit avoir été approuvée par Oussama Ben Laden personnellement.

64. – Le *modus operandi* du 11 septembre correspond exactement aux attaques précédentes. Le bilan des atrocités d'Al-Qaïda se caractérise par une longue et méticuleuse planification, un désir de faire un grand nombre de victimes, des commandos suicide, et des attaques multiples et simultanées.

65. – Les attaques du 11 septembre 2001 sont entièrement cohérentes avec l'échelle et la sophistication de la préparation des attaques contre les ambassades d'Afrique de l'Est et contre le *USS Cole*. Aucun signal d'avertissement n'a été lancé pour ces attentats, pas plus que le 11 septembre.

66. – Les agents d'Al-Qaïda, selon les preuves fournies lors du procès des attentats contre les ambassades, ont décrit comment un groupe passe des années à préparer une opération. Ils effectuent des surveillances répétées, collectent patiemment les éléments, identifient et hiérarchisent les agents qui ont les compétences pour mener les attaques et sont prêts à mourir pour leur cause.

67. – Les agents impliqués dans les atrocités du 11 septembre avaient fréquenté des écoles de pilotage, utilisé des simulateurs de vol pour étudier le contrôle des avions plus grands, et placé les aéroports possibles et les itinéraires sous surveillance.

68. – Les attaques imputables à Al-Qaïda se caractérisent par un total mépris pour les vies innocentes, y compris celles de musulmans. Dans une interview postérieure aux attentats contre les ambassades d'Afrique de l'Est, Oussama Ben Laden a souligné que la nécessité d'attaquer les États-Unis excuse le meurtre de civils innocents, musulmans ou non-musulmans sans distinction.

69. – Aucune autre organisation n'a à la fois la motivation et la capacité de mener à bien des attaques comme celles du 11 septembre – à l'exception du réseau Al-Qaïda dirigé par Oussama Ben Laden.

### Conclusion

70. – Les attentats du 11 septembre 2001 ont été préparés et exécutés par Al-Qaïda, une organisation dont le chef est Oussama Ben Laden. Cette organisation a la volonté et les ressources de mener à bien d'autres attaques d'échelle similaire. Les États-Unis, comme leurs proches alliés, sont des cibles pour ces attaques. Les attentats n'auraient pas pu avoir lieu sans l'alliance entre les talibans et Oussama Ben Laden, laquelle a permis à Ben Laden d'agir librement en Afghanistan, d'y encourager le terrorisme et d'y planifier et organiser des attentats. »



*Le premier ministre britannique, Tony Blair, devant la Chambre des communes, à Londres, le jeudi 4 octobre 2001.*



## Une coalition mondiale contre la pauvreté

Suite de la première page

Des études approfondies nous enseignent que les guerres civiles ont souvent été le fruit non pas tant de la diversité ethnique (le bouc émissaire habituel) que d'une multiplicité de facteurs, au centre desquels, il faut le reconnaître, figure la pauvreté. Et les pays en proie à des conflits deviennent ainsi des refuges pour les terroristes.

Notre objectif commun doit être d'éradiquer la pauvreté, de promouvoir l'inclusion et la justice sociale, afin d'intégrer tous les marginalisés dans l'économie et la société mondiales.

Nous pouvons y parvenir en prenant des mesures qui contribuent à la prévention des conflits. Prenons l'exemple de l'Initiative pour le bassin du Nil. La pénurie d'eau constitue une menace pour le développement et la paix en Afrique du Nord et au Proche-Orient. Cette

## A cause des attentats terroristes, la croissance va s'essouffler dans les pays en développement

initiative rassemble les dix pays du bassin du Nil, leur donnant l'occasion de coopérer à un programme d'utilisation et de valorisation durables des ressources en eau. Voilà un bon exemple d'action multilatérale visant à prévenir les conflits et à lutter directement contre la pauvreté.

De même, nous pouvons contribuer à enrayer la paix dans les sociétés sortant tout juste d'un conflit. Par exemple en Bosnie, où l'aide internationale amène les différentes communautés à collaborer localement à des projets à petite échelle qui créent des emplois et suppriment les barrières ethniques.

Où encore dans d'autres pays sortant d'un conflit, comme le Timor-Orient et le Rwanda, où la communauté internationale contribue à la reconstruction des infrastructures, à la réinsertion sociale et professionnelle des combattants et aide l'Etat à retrouver la capacité de gérer l'économie. Il faudra peut-être des années d'efforts acharnés pour réussir, mais l'échec nous condamnerait à une spirale de violence sans fin.

Il est impossible de prévenir les conflits et d'instaurer la paix sans stratégies de promotion de la cohésion sociale et de l'intégration. Faire une place à chacun, c'est faire en sorte que tous puissent accéder à un emploi rémunéré et que les sociétés évitent un creusement des inégalités de revenu qui menacerait la stabilité sociale. Mais l'inclusion va bien au-delà de l'accès à un revenu. Elle signifie aussi : faire en sorte que les plus pauvres bénéficient de services d'éducation, de santé et des services essentiels, comme l'eau potable, l'assainissement et l'électricité. Cela veut dire permettre aux individus de participer aux décisions qui affectent leur existence. C'est ce que nous entendons par insertion.

Mais pouvons-nous vraiment faire reculer la pauvreté ? L'histoire récente nous permet d'y croire. Le nombre total d'êtres humains vivant dans la pauvreté, qui n'avait cessé de s'accroître pendant deux cents ans, a commencé à baisser il y a quinze ou vingt ans. Au cours de cette période, le nombre d'individus pauvres a diminué d'environ 200 millions, alors que la population mondiale augmentait de 1,6 milliard. Ce résultat est directement imputable à l'amélioration des politiques poursuivies par les pays en développement.

Les progrès accomplis sont, en outre, loin de se limiter aux indicateurs de revenu. L'éducation et la santé se sont aussi améliorés. Depuis 1970, la proportion d'illettrés vivant dans les pays en développement est passée de 47 % à

25 % ; et depuis 1960, l'espérance de vie est passée de 45 à 64 ans.

On ne saurait toutefois sous-estimer les problèmes qui restent à surmonter. La moitié des habitants du monde en développement (environ 2 milliards de personnes) vivent dans des pays qui n'ont enregistré qu'une croissance très limitée au cours des vingt dernières années. Par ailleurs, même dans les pays en développement qui affichent des résultats relativement satisfaisants, des centaines de millions d'individus restent en marge de la croissance. C'est pourquoi bien plus d'un milliard de personnes, soit environ 20 % de la population de la planète, vivent avec moins d'un dollar par jour.

Or le problème, déjà immense, ne cesse de prendre de l'ampleur. Au cours des trente prochaines années, la population mondiale passera de 6 à 8 milliards d'habitants, et cet accroissement se fera progressivement dans les pays pauvres. Depuis la tragédie du 11 septembre, il est plus important que jamais de relever ces défis et de mener une action multilatérale à cette fin. Alors que devons-nous faire ?

Premièrement, il importe d'accroître l'aide extérieure. Il se peut que cela soit beaucoup plus difficile dans le contexte d'une économie internationale en perte de vitesse, mais les besoins et les enjeux n'ont jamais été aussi importants. L'aide accordée à l'Afrique est tombée de 36 dollars par personne en 1990 à 20 dollars actuellement. Or c'est peut-être l'Afrique, continent qui déploie actuellement des efforts considérables pour améliorer sa situation, qui souffrira le plus des retombées des attaques des terroristes. Nous ne pouvons pas oublier l'Afrique parce que d'autres problèmes appellent notre attention.

Deuxièmement, il est nécessaire de réduire les obstacles au commerce. Il faut plus que jamais aller de l'avant avec l'organisation du sommet de l'OMC, qui doit être un cycle du développement inspiré avant tout par le souci de mettre le commerce au service de la réduction de la pauvreté et du développement. Pour les pays pauvres, une libéralisation substantielle des échanges vaut des dizaines de milliards de dollars ; mais nous savons qu'en période de fléchissement de la conjoncture, les pressions protectionnistes s'intensifient. Nous devons résister à ces pressions.

Troisièmement, il faut cibler l'aide au développement pour s'assurer de bons résultats. Cela signifie qu'il faut améliorer le climat de l'investissement, accroître la productivité, accélérer la croissance et créer des emplois ; cela signifie aussi qu'il faut démarginaliser les pauvres et investir dans leur avenir pour leur permettre de participer pleinement à la croissance.

Enfin, il est essentiel de rechercher une solution internationale aux problèmes mondiaux. Cela inclut la lutte contre le terrorisme, la criminalité internationale et le blanchiment d'argent, mais aussi la lutte contre les maladies transmissibles comme le sida et le paludisme. Il faut édifier un système d'échanges mondiaux équitables, maintenir la stabilité financière pour éviter des crises brusques et profondes et protéger les ressources naturelles et l'environnement dont tant de pauvres dépendent pour survivre.

Surtout, il faut que les pays en développement soient aux commandes, qu'ils conçoivent leurs propres programmes et fassent eux-mêmes leurs choix.

Il nous faut aussi obtenir la participation du secteur privé, de la société civile, des groupements professionnels, et des bailleurs de fonds internationaux et nationaux. Notre coalition doit être d'envergure mondiale, pour lutter contre le terrorisme, bien sûr, mais aussi pour lutter contre la pauvreté.

C'est à nous de décider si nous allons relever le défi qui nous est lancé. Certaines générations ont eu ce courage. D'autres non. Nos parents et nos grands-parents ont surmonté les horreurs inqualifiables de la seconde guerre mondiale non pas en se repliant sur eux-mêmes, mais en conjuguant leurs efforts pour construire un système international. Les choix faits à l'issue de la première guerre mondiale ont, en revanche, été désastreux. De notre choix dépend non seulement notre avenir, mais aussi la possibilité pour nos enfants et nos petits-enfants de vivre en paix.

James D. Wolfensohn

# Déconcertant progressisme

par Alain Finkielkraut

TROIS semaines ont passé depuis le 11 septembre et déjà la stupeur se dissipe, l'examen de conscience succède à l'épouvante. A peine entrons-nous dans la période de deuil que la pensée progressiste s'affaire à instruire le procès de la puissance américaine.

Il n'y a pas de fumée sans feu, dit le Tribunal, pas de révolte sans bon motif, pas de terrorisme pour rien. L'Amérique n'a été si spectaculairement frappée que parce qu'elle est coupable. Coupable d'étrangler la population irakienne par un embargo qui a déjà fait des centaines de milliers de morts. Coupable de n'avoir pas signé le protocole de Kyoto visant à réduire l'émission de gaz à effet de serre. Coupable d'avoir fabriqué les talibans, et Oussama Ben Laden. Coupable de faire payer aux Arabes un crime commis par les Européens, en leur imposant l'Etat d'Israël. Coupable, quand il ne l'instrumentalise pas, d'humilier l'islam. Coupable de ne pleurer que ses propres victimes et de se laver les mains de catastrophes bien plus graves, comme le génocide du Rwanda, en les baptisant « crises humanitaires ». Coupable donc de surenchérir par le racisme lacrymal sur son impérialisme sans pitié.

On se prend à penser, devant ce réquisitoire monumental, qu'il n'existe sur la terre aucune injustice dont le pays de la bannière étoilée puisse se dire innocent. Tout le mal lui revient, à lui et à nous, nous Occidentaux, nous Euro-

péens, dans la mesure où nous faisons bloc avec les Américains et où nous versions les mêmes sanglots discriminatoires.

Une telle agressivité pénitente reconduit, en l'inversant, l'arrogance qu'elle dénonce. Pour le bien de l'humanité hier et pour son plus grand malheur aujourd'hui, l'Occident prend toute la place : l'autre n'est qu'un comparse, un figurant, un ectoplasme ou, au mieux, un symptôme.

Mais pour qu'un tel raisonnement tienne le coup, il faudrait d'abord que les deux seules actions militaires entreprises par l'OTAN depuis sa création n'aient pas eu pour objectif de rompre avec l'inertie de la communauté internationale ou, plus précisément, des non-Occidentaux face à la situation désespérée des peuples majoritairement musulmans de Bosnie-Herzégovine et du Kosovo. Et puis, il faudrait surtout que la colère islamiste soit dirigée contre ce que l'Occident a de pire : la rapacité financière, la consommation éfrénée, l'égoïsme du bien-être. Or les commanditaires des pieux carnages du 11 septembre et leurs admirateurs n'ont aucunement le souci de remédier à la misère du monde ou de sauvegarder la planète : le réchauffement climatique est le cadet de leurs soucis. Ils haïssent l'Occident non pour ce qu'il a de haïssable ou de navrant, mais pour ce qu'il a d'aimable et même pour ce qu'il a de meilleur : la civilisation des hommes par les femmes et le lien avec Israël.

C'est le destin claqué muré qu'ils

font subir aux femmes, le mépris où ils les tiennent et le désert masculin de leur vie qui rend fous les fous de Dieu : fous de violence, fous de hargne et de ressentiment contre le commerce européen des sexes, contre l'égalité, contre la séduction, contre la conversation galante ; fous, enfin, du désir frénétique de quitter la terre pour jouir de l'éternité dans les jardins du Paradis où les attendent et les appellent des jeunes filles « parées de leurs plus beaux atours ».

Quant au lien profond, malgré toutes les vicissitudes, entre les Etats-Unis et Israël, il a donné assez de crédit au président Carter pour négocier, en 1978, la restitution à l'Egypte de sa souveraineté sur le Sinaï, et assez de poids au président Clinton, vingt-deux ans plus tard, pour convaincre le gouvernement d'Ehoud Barak de partager Jérusalem suivant la formule : tout ce qui est arabe est palestinien, tout ce qui est juif est israélien. Shlomo Ben Ami, le principal négociateur israélien de Camp David, a raison d'écrire : « Aucun pays européen, aucun forum international n'a fait pour la cause palestinienne ce que Clinton a fait pour elle. »

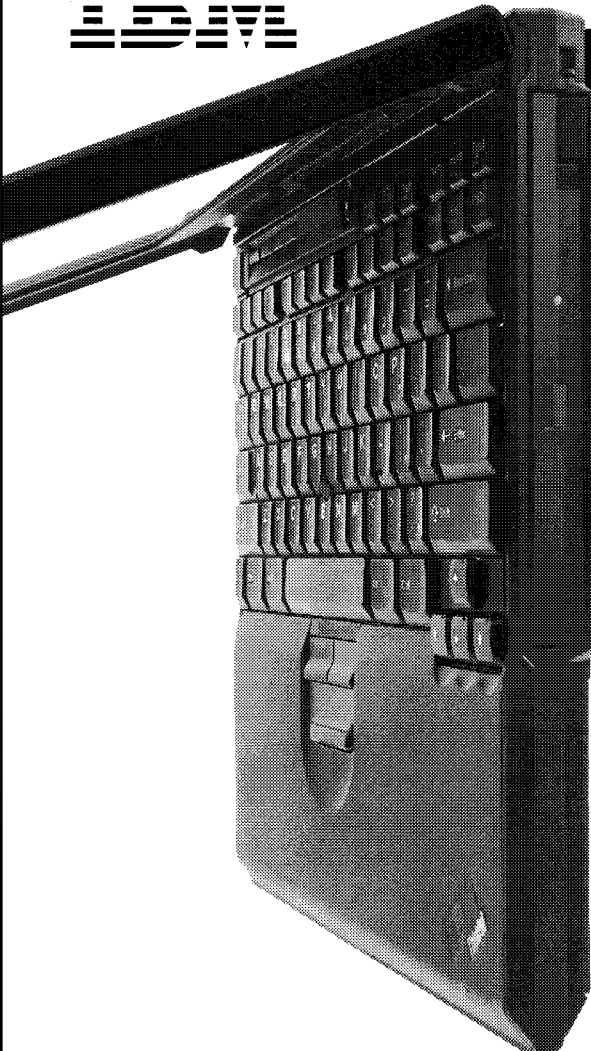
Mais son chef, Yasser Arafat, voulait plus que ce partage de Jérusalem et que la création d'un Etat palestinien. Avec la revendication du droit au retour, il s'est placé dans la perspective de la lente absorption de l'Etat juif par l'islam. Peut-être n'est-il pas trop tard. Peut-être les protagonistes seront-ils capables ou contraints de s'arra-

cher à la logique de l'affrontement malgré l'amertume et la méfiance accumulées. Une chose est sûre, en tout cas : aux yeux des fondamentalistes high-tech qui ne désirent rien tant que la montée aux extrêmes, l'Amérique incarne la menace du compromis, c'est-à-dire du sacrifice pour la paix d'une partie de la terre de Palestine.

C'est donc mentir que d'expliquer et de justifier la fureur du sentiment anti-américain par le soutien indéfectible de la Maison Blanche à la politique « fasciste », « colonialiste », voire « génocidaire » d'Israël. Quant à prétendre, comme tel expert en géostratégie entendu l'autre jour à la télévision, que le mouvement palestinien, pacifique et démocratique dans l'âme, est contraint aux attentats-suicides par la brutalité de l'occupant, c'est déléguer un brevet de légitime défense au combattant de la guerre sainte qui affirme que « tout juif est une cible et doit être tué ».

Le nom d'Israël accablé de la responsabilité de l'antisémitisme dans sa version meurtrière et de la terreur qui s'est abattue sur le sol américain : voilà où nous en sommes ; voilà ce que le progressisme a fait de la pensée critique ; voilà ce qu'est devenue l'aptitude à se mettre soi-même en question et à sortir de son exclusivisme qui a longtemps constitué le trait distinctif de l'Occident, et sa force spirituelle.

Alain Finkielkraut est professeur à l'Ecole polytechnique.



## VALEUR AJOUTEE !

### ECONOMISEZ JUSQU'A 100 €<sup>HT</sup> SUR L'ACCESSOIRE DE VOTRE CHOIX\*

**Jusqu'au 22 octobre, achetez un IBM ThinkPad A Series, et économisez jusqu'à 100 €<sup>HT</sup> sur le prix de l'accessoire de votre choix\*.**

**C'est le moment de passer au portable !**

Avec le ThinkPad A Series, vous ne renoncez à aucun des avantages d'un PC de bureau : clavier ergonomique et de bonne dimension, précision du pointage TrackPoint, confort de son écran à matrice active... En tout lieu, vous apprécierez sa connectivité étendue (modem et Ethernet), son poids plume et l'éclairage du clavier ThinkLight. Le A Series, comme tous les ThinkPad, bénéficie de l'expérience d'IBM dans le domaine des portables et sait conjuguer fiabilité et design.

**Pour commander, rien de plus facile !**


Il suffit d'un coup de fil ou d'un simple clic. Faites vite, cette offre n'est valable que jusqu'au 22 octobre 2001.

IBM ThinkPad A22e	IBM ThinkPad A22e
Processeur Intel® Celeron™ 800 MHz Ecran 13,3" XGA matrice active Mémoire 64 Mo Disque dur 15 Go CD-ROM 24X <b>Modem 56K, Ethernet 10/100</b> Dispositif de pointage TrackPoint Eclairage clavier ThinkLight 2,5 Kg <b>Microsoft® Windows® 98</b> <b>Licence Lotus SmartSuite Millennium</b> Nombreux logiciels utilitaires Garantie internationale 1 an <sup>1</sup> Service "ThinkPad Express" inclus <sup>2</sup> Réf. MFRT010	Processeur Intel® Pentium® III 850 MHz <b>Ecran 14,1" XGA matrice active</b> Mémoire 64 Mo Disque dur 20 Go CD-ROM 24X <b>Modem 56K, Ethernet 10/100</b> Dispositif de pointage TrackPoint Eclairage clavier ThinkLight 2,6 Kg <b>Microsoft® Windows® 2000</b> <b>Microsoft® Office XP Edition PME</b> Nombreux logiciels utilitaires Garantie internationale 1 an <sup>1</sup> Service "ThinkPad Express" inclus <sup>2</sup> Réf. MFT0002
<b>1 259,11 €<sup>HT</sup> - 8 259 F<sup>HT</sup></b> 1 620,78 € <sup>TTC</sup> - 10 631,24 F <sup>TTC</sup> 47,80 € <sup>HT</sup> - 313,55 F <sup>HT</sup> /mois**	<b>1 833,81 €<sup>HT</sup> - 12 029 F<sup>HT</sup></b> 2 193,23 € <sup>TTC</sup> - 14 386,68 F <sup>TTC</sup> 65,98 € <sup>HT</sup> - 432,80 F <sup>HT</sup> /mois**

**NavCode:**  
Pour accéder directement aux dernières informations et prix, entrez le NavCode correspondant à ces offres : **2AA15LM10**

CHOISISSEZ L'ACCESSOIRE DONT VOUS AVEZ BESOIN ET ECONOMISEZ JUSQU'A 100 €<sup>HT</sup>\*

<b>Housse de transport TP Plus</b> Réf. MFO0002 7,85 F <sup>TTC</sup> <b>1 €<sup>HT</sup>*</b>	<b>Lecteur Zip Iomega externe USB 250 Mo</b> Réf. MFO0003 674,65 F <sup>TTC</sup> <b>86 €<sup>HT</sup>*</b>	<b>Imprimante HP multifonction V40 scanner, fax, copieur</b> Réf. MFO0005 1 443,50 F <sup>TTC</sup> <b>184 €<sup>HT</sup>*</b>	<b>Graveur de CD-RW Iomega externe</b> Réf. MFO0004 1 247,37 F <sup>TTC</sup> <b>159 €<sup>HT</sup>*</b>	<b>Adaptateur / Chargeur secteur supplémentaire</b> Réf. MHO0007 7,85 F <sup>TTC</sup> <b>1 €<sup>HT</sup>*</b>	<b>Mémoire 128 Mo SDRAM 100 MHz supplémentaire</b> Réf. MFO0009 7,85 F <sup>TTC</sup> <b>1 €<sup>HT</sup>*</b>
---	--	---	---	--	---



## IBM EN DIRECT

sur [ibm.com/fr](http://ibm.com/fr)  
ou au **0 810 212 810<sup>1</sup>**  
pour acheter en direct ou connaître votre revendeur le plus proche\*\*

**Les PC IBM utilisent une version originale de Microsoft® Windows®**  
[www.microsoft.com/piracy/howtotell](http://www.microsoft.com/piracy/howtotell)

Prix IBM.com, hors frais de livraison (voir conditions sur le site ibm.com/fr). L'acceptation de ces offres implique l'adhésion aux conditions générales de vente d'IBM. \*100 €<sup>HT</sup> = 119,60 €<sup>TTC</sup>, soit 78,52 F<sup>TTC</sup>. Offres non cumulables pour toute commande reçue par IBM jusqu'au 22 octobre 2001 inclus, dans la limite des stocks disponibles. L'achat d'un des deux ThinkPad A22e présentés donne droit à l'acquisition d'une seule option aux conditions mentionnées. Valeur des options (prix IBM.com ou prix moyen constaté, chaque revendeur restant libre de fixer ses propres prix) : Housse de transport TP Plus (Réf. MFO0002) 7,85 €<sup>TTC</sup>; Lecteur Zip Iomega externe USB 250 Mo (Réf. MFO0003) 222,46 €<sup>TTC</sup>; Imprimante multifonction HP V40 (Réf. MFO0005) 339,66 €<sup>TTC</sup>; Graveur de CD-RW Iomega externe (Réf. MFO0004) 309,76 €<sup>TTC</sup>; Adaptateur / Chargeur secteur supplémentaire (Réf. MHO0007) 82,27 €<sup>TTC</sup>; 128 Mo de mémoire SDRAM 100 MHz supplémentaire (Réf. MFO0009) 72,96 €<sup>TTC</sup>. Offre de réduction valable sur un seul accessoire par machine achetée. Maximum : 5 produits achetés / personne ou professionnel. \*Loyer mensuel, donné à titre indicatif et modifiable sans préavis. Offre de location SuccessLease sur 36 mois, réservée au marché professionnel, sous réserve de l'acceptation du dossier par Factobal. Factobal est une filiale de FactoFrance Heller, opérateur agréé par IBM France. \*\*Ces offres sont disponibles pour les revendeurs à travers le programme PartnerChoice. Pour toute information sur ce programme appeler le 0 810 083 810. IBM se réserve le droit de modifier les prix et caractéristiques de ses produits à tout moment et sans préavis. TVA en vigueur : 19,6%. 1. Numéro Azur, prix d'une communication locale. 2. Conditions de garantie sur le site ibm.com/fr. 3. ThinkPad Express : enlèvement et livraison en France métropolitaine pendant la période de garantie. Intel, le logo Intel Inside, Pentium et Celeron sont des marques ou des marques déposées d'Intel Corporation ou de ses filiales aux Etats-Unis et dans les autres pays. Microsoft et Windows sont des marques déposées de Microsoft Corporation. Les autres marques appartiennent à leurs entreprises respectives. Photos non contractuelles. Copyright IBM 2001. Certains produits logiciels Microsoft® fournis avec cet ordinateur peuvent inclure des technologies de protection contre la copie. VOUS NE SEREZ PAS ALORS EN MESURE D'UTILISER LE PRODUIT SI VOUS N'EN RESPECTEZ PAS LES PROCEDURES D'ACTIVATION. Ces procédures d'activation du produit et la politique de Microsoft® en matière de confidentialité seront détaillées lors du lancement initial du produit ou de certaines installations des produits logiciels ou reconfigurations de l'ordinateur, et peuvent être réalisées par Internet ou par téléphone (coûts de communication éventuellement applicables).

**FAMILLE** L'Assemblée nationale devait examiner, mardi 9 octobre, la proposition de loi du député (PS) de l'Allier, François Colcombet, réformant le divorce. Le texte remodèle et simpli-

fie la législation mise en place par la loi de 1975. ● **DEUX PROCÉDURES** au lieu de quatre seront désormais proposées aux couples qui se séparent : le « divorce sur requête conjointe » et le

« divorce pour rupture irrémédiable du lien conjugal ». ● **LA DISPARITION** du divorce pour faute a provoqué une polémique. Le texte prévoit, néanmoins, que « des faits d'une

particulière gravité, procédant notamment de violences physiques ou morales » et « imputées à un époux à l'encontre de son conjoint », pourront être constatés par

le juge. ● **LA MINISTRE** de la justice, Marylise Lebranchu, estime qu'il convient de « retrouver apaisement et sérénité », notamment pour protéger les enfants.

## Les députés examinent un texte destiné à simplifier et à pacifier le divorce

L'Assemblée nationale devait examiner, mardi 9 octobre, un texte présenté par M. Colcombet, député (PS) de l'Allier, modifiant la loi de 1975 afin de permettre un divorce « à la fois responsable et apaisé ». Même si le divorce pour faute disparaît, la notion de faute demeure « pour des faits d'une particulière gravité »

« LE DIVORCE du XXI<sup>e</sup> siècle doit être à la fois responsable et apaisé. » Le gouvernement a fait sien le vœu exprimé en préambule de la proposition de loi du député (PS) de l'Allier François Colcombet, qui devait être discutée, mardi 9 octobre, à l'Assemblée nationale. La réforme du divorce, promise par le gouvernement depuis 1997, sera donc d'origine parlementaire.

Le texte de François Colcombet remodèle et simplifie l'architecture du droit du divorce mise en place par la loi de 1975. Deux procédures, au lieu de quatre, seront désormais proposées aux conjoints qui se séparent. Le divorce sur requête conjointe, procédure utilisée par les époux qui sont d'accord sur le principe du divorce comme sur ses conséquences, demeure en vigueur mais son déroulé sera accéléré. Les trois autres formes de divorce – le divorce pour faute, le divorce par consentement mutuel demandé par l'un et accepté par l'autre et le divorce pour rupture de la vie commune – seront confondues en une seule procédure : le « divorce pour rupture irrémédiable du lien conjugal ». Cette nouvelle procédure sera engagée lorsque les époux font le constat du caractère irrémédiable de leur rupture, mais ne s'entendent pas sur ses conséquences pratiques, ou lorsqu'un seul membre du couple constate la rupture irrémédiable, et assigne l'autre devant le juge. Dernière nouveauté : une procédure de séparation provisoire sera créée pour les situations d'urgence. Avant même qu'une procédure de divorce soit engagée, le juge pourra autoriser la séparation du couple pour un délai de trois mois.

Aujourd'hui, la légitimité d'une réforme de la loi de 1975 n'est guère contestée. « L'attente de réformes qui ne soient pas seulement de détail est grande, tant chez les justiciables que parmi les praticiens du droit concerné », écrivait la juriste Françoise Dekeuwer-Défossez, dans un rapport remis en 1999 à la chancellerie. Il est assez généralement admis que les textes de 1975 n'ont que partiellement répondu aux espoirs fondés en eux, qu'ils sont en décalage avec

l'état actuel de la société, et que le système judiciaire ne parvient que très difficilement à leur donner une application concrète. » Plus d'un mariage sur trois se terminant désormais par un divorce, ce sont chaque année quelque 235 000 époux qui s'engagent dans une procédure souvent jugée complexe, coûteuse et longue, qui représente à elle seule 50 % du contentieux civil des tribunaux.

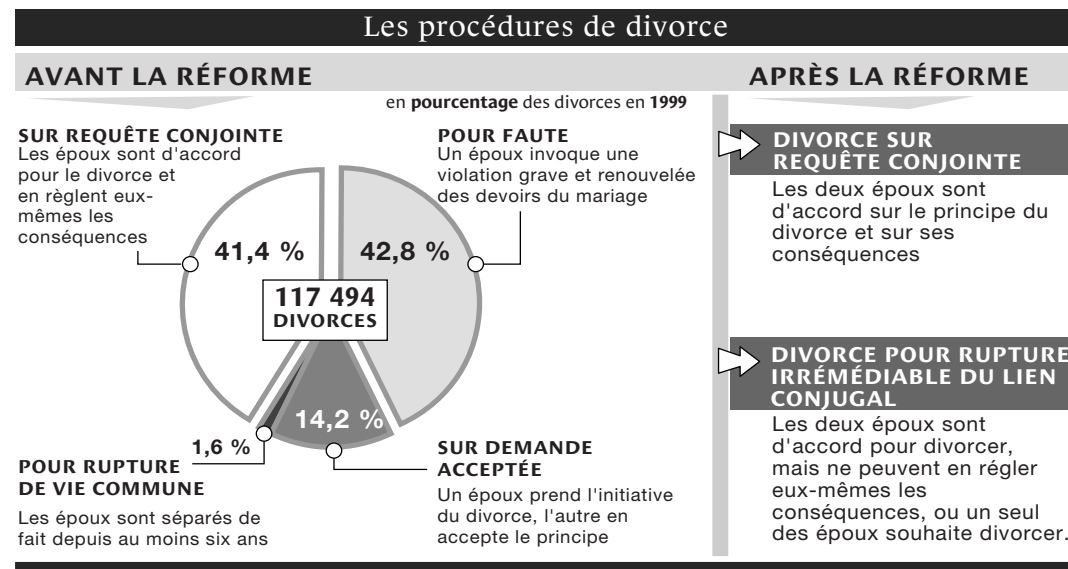
### ÉVITER LA GUERRE JUDICIAIRE

Le sens donné au mariage et à la vie de couple a évolué, de même qu'a progressé l'idée selon laquelle le divorce ne sanctionne pas une faute mais entérine simplement la faillite d'un couple. « La réforme de 1975 partait d'une logique de divorce concédée par le Parlement. C'était le mal absolu, qu'il fallait tenter d'empêcher. La société a évolué ! », résume le secrétaire général adjoint de l'Union syndicale des magistrats (USM), Dominique Barella. Il convient aujourd'hui, selon Marylise Lebranchu, ministre de la justice, de « retrouver apaisement et sérénité, notamment pour que les enfants gardent leurs deux parents après le divorce ». Raccourcir les procédures, les rendre moins agressives. « Mais pas faciliter le divorce !, tempère Ségolène Royal, ministre déléguée à la

### Deux procédures au lieu de quatre

● **Le divorce sur requête conjointe.** Cette procédure, née en 1975, est utilisée par les époux qui sont d'accord à la fois sur le principe du divorce et sur ses conséquences. La réforme simplifie la procédure : une seule audience est prévue chez le juge au lieu de deux, sauf si la convention présentée par les époux est contraire à l'intérêt des enfants ou si elle ne respecte pas l'équilibre des droits des deux membres du couple.

● **Le divorce pour rupture irrémédiable du lien conjugal.** Ce nouveau divorce concerne les époux qui s'accordent sur le principe du divorce, mais non sur



famille et à l'enfance. Ne renvoyons pas une image idéalisée du divorce. Il s'agit simplement de l'humaniser, et de responsabiliser les adultes.

Actuellement, deux des quatre procédures existantes – le divorce sur demande acceptée (lorsque les époux ne s'entendent que sur le principe du divorce, pas sur ses conséquences pratiques) et le divorce pour rupture de la vie commune

ses conséquences pratiques. Il s'applique aussi lorsqu'un seul membre du couple constate la rupture irrémédiable du lien conjugal, et assigne l'autre devant le juge aux affaires familiales. Dans ce cas, le juge fixe une nouvelle audience après un délai de réflexion maximal d'un an, et peut simultanément renvoyer les époux devant un médiateur, s'ils l'acceptent. L'époux demandeur doit au moins prendre part à une séance d'information sur la médiation pour que la procédure de divorce se poursuive. Dans l'hypothèse où le demandeur confirme sa volonté de divorcer, le divorce est prononcé.

(pour les couples séparés de fait depuis six ans) – demeurent marginales. En revanche, le divorce pour faute, qui est demandé unilatéralement par un époux qui estime avoir des griefs plausibles, reste prépondérant, alors que la loi de 1975 avait tenté d'en réduire la place : il représente aujourd'hui près de 45 % des procédures. Selon François Colcombet, il « rend pratiquement impossible l'organisation sereine de l'avenir de chacun des conjoints et surtout des enfants » : « Cette situation est bien connue des praticiens du droit. Elle a pris, du fait de l'augmentation du nombre de divorces, l'allure d'un véritable fléau social. » Seule façon de divorcer quand le conjoint s'y oppose, sans attendre les six années de séparation de fait, seule façon aussi d'obtenir des mesures urgentes (blocage des comptes, etc.), moyen d'accéder au juge rapidement, quitte à alléguer des fautes artificielles, il aboutit dans 80 % des cas au prononcé d'un divorce... aux torts partagés, souligne M. Colcombet. Sa suppression « s'inscrit dans une évolution déjà mise en place dans les autres pays européens ».

Si la réforme aboutit, la faute ne constituera plus la condition du prononcé du divorce. Plus besoin de se

lancer dans la guerre judiciaire pour se libérer des liens du mariage. Néanmoins, exceptionnellement, « lorsque des faits d'une particulière gravité, procédant notamment de violences physiques ou morales, commises au cours du mariage, peuvent être imputés à un époux à l'encontre de son conjoint, celui-ci peut demander au juge de le constater dans le jugement prononçant le divorce, à moins qu'il n'ait lui-même commis des faits de cette gravité », indique l'article 259-4 de la proposition de loi. Au-delà de cette réparation, qualifiée de « symbolique » par la chancellerie, des dommages et intérêts pourront également être accordés au conjoint qui n'a pas pris l'initiative du divorce lorsque « la dissolution du mariage a pour lui des conséquences d'une exceptionnelle gravité ».

### LES MENTALITÉS ONT ÉVOLUÉ

Si la perspective d'une suppression du divorce pour faute a fait débat, au point que l'on ait finalement réintroduit une « stigmatisation de la faute » dans certains divorces pour rupture irrémédiable du lien conjugal (lire ci-contre), la thématique du divorce-répudiation a en revanche peu été mise en avant, quand bien même il est aujourd'hui

possible d'être divorcé contre son gré en environ une année, contre six auparavant. « S'il y a une rupture profonde, on ne peut forcer le couple à vivre ensemble, admet Francine Comte, du Collectif national pour le droit des femmes. Ce serait, de plus, une situation grave pour les enfants. » Les mentalités ont évolué : il semble désormais moins légitime de refuser de divorcer d'un conjoint qui ne supporte plus la vie commune. Théoriquement, il est aujourd'hui possible d'obtenir que le demandeur du divorce soit débouté si ses griefs ne sont pas jugés pertinents. « Mais, dans les faits, les juges finissent quasiment toujours par prononcer le divorce », note François Colcombet, soulignant par ailleurs que le divorce est demandé par les femmes dans 70 % des cas.

L'idée de créer un divorce sans juge, soutenue par Ségolène Royal et la sociologue Irène Théry, est abandonnée. Marylise Lebranchu, après l'avoir envisagée, y a renoncé : « Nous pourrions peut-être y revenir dans dix ans. Mais, pour l'instant, il nous faut prendre en compte les inégalités matérielles et culturelles, toutes les femmes sur lesquelles pourraient s'exercer des pressions. » François Colcombet estime que cette formule serait « hasardeuse » et transformerait le mariage « en un simple contrat ».

Déplorant que le « lobby des avocats soit si fort », le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) estime donc que l'on « ne va pas jusqu'au bout de la logique de cette réforme, de la réflexion sur le champ de compétence de la justice familiale, qui devrait conduire à ne plus aller chez le juge qu'en cas de désaccord ». L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), globalement favorable à la réforme Colcombet, qui « simplifie le divorce, le rend moins agressif », adhérait également à l'idée d'une « déjudiciarisation sous contrôle ». Le débat n'est pas clos. D'ici à l'élection présidentielle, la proposition de loi ne pourra être examinée qu'une fois dans chaque Assemblée. Le prochain gouvernement devra rapidement remettre l'ouvrage sur le métier.

Pascal Krémer

## Absente du projet initial, la notion de faute a été réintroduite sous la pression des associations féministes

**LE DIVORCE** pour faute disparaît, la faute demeure. Nocif, anachronique, amplificateur de conflits entre époux, le divorce pour faute, qui représente actuellement près d'une procédure sur deux, « compromet l'avenir des enfants et celui des relations avec la famille élargie et les amis, sommés de prendre parti dans un combat judiciaire stérile », soulignait dès 1998 la sociologue Irène Théry dans un rapport remis au gouvernement.

La proposition originelle du député François Colcombet, déposée le 26 juin à l'Assemblée nationale, supprimait le divorce pour faute, et envisageait simplement qu'un « pré-judice matériel ou moral consécutif à des fautes caractérisées de l'autre époux qui ont concouru à la rupture ou l'ont accompagnée » puisse donner lieu à l'attribution, par le juge, de dommages et intérêts. Le texte finalement adopté en commission des lois, mercredi 3 octobre, après modifications apportées par la chancellerie, redonne une tout autre importance à la faute. Au-delà de l'ouverture d'un droit à dommages et intérêts, les faits d'une « particulière gravité, procédant notamment de violences physiques ou morales », pourront être « constatés » dans le jugement de divorce – même s'ils ne conditionnent plus son prononcé et ses conséquences financières.

Entre les deux versions du texte, les violences conjugales se sont invitées dans le débat. Les associations féministes, relayées par la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale, ont convaincu Marylise Lebranchu, la ministre de

la justice : le maintien d'une « stigmatisation de la faute » s'impose, dit-elle aujourd'hui. Carla réforme intervient dans un contexte de prise de conscience de l'ampleur des violences conjugales et familiales. En décembre 2000, la première enquête statistique jamais réalisée sur le sujet en France montrait que près d'une femme sur dix vivant en couple était victime de violences conjugales (Le Monde du 8 décembre 2000).

### Entre les deux versions du texte, les violences conjugales se sont invitées dans le débat

S'appuyant sur ces chiffres, le Collectif féministe contre le viol a dénoncé le risque, dans le projet Colcombet, d'une « banalisation terrible des violences contre les femmes et des viols incestueux ». « L'absence de reconnaissance des victimes dans la procédure de divorce pose problème quand on sait que dans la première année des violences, seulement 5 % des femmes portent plainte », souligne Suzy Rojzman, du collectif. M<sup>me</sup> Murielle Laroque-Ruelle, présidente de l'Association des avocats de la famille, estime « psychologiquement très important pour certaines personnes que l'institution judiciaire reconnaisse leur statut de victime ». « Une procédure de divorce

pour faute permet aussi de se réparer », ajoute-t-elle.

Reste à définir les « faits d'une particulière gravité » qui pourront être signalés dans le jugement de divorce, et les preuves à apporter pour en attester la véracité. Quels seront les droits et devoirs conjugaux dont le non-respect vaudra condamnation symbolique ? L'adultère en sera exclu, précise d'emblée la chancellerie, témoignant ainsi de l'extrême variabilité dans le temps de la notion de faute : en 1975, l'adultère était encore une faute péremptoire, qui aboutissait automatiquement à prononcer le divorce au bénéfice de celui qui apportait la preuve de l'infidélité de son conjoint. Aujourd'hui, Marylise Lebranchu situe davantage la faute grave du côté des violences physiques et morales, ou de l'exclusion brutale du domicile conjugal. Aucune liste ne sera établie. Ce sera, dit-on, aux juges aux affaires familiales d'apprécier le caractère d'exceptionnelle gravité de la faute.

Quoi qu'il en soit, « réintroduire l'idée de faute dans l'énoncé du jugement est maladroit car on en revient à un débat sur les griefs, ce qui rend la réforme moins lisible », plaide M<sup>me</sup> Marie-Pierre Sertin, avocate à la cour d'appel de Paris. « C'est un divorce pour faute rhabillé autrement », ajoute-t-elle. Et une réforme pour rien, craint-on au Syndicat de la magistrature (SM, gauche) comme à l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), qui souhaitaient extraire le divorce de la problématique de la faute.

P. Kr

## Les députés de tout bord regrettent une réforme « à mi-chemin »

**NI DE DROITE** ni de gauche, la réforme de François Colcombet, député (PS) de l'Allier, oppose les tenants de deux conceptions du mariage : le mariage contrat, duquel la notion de faute est expurgée, et le mariage « droits et obligations », où elle a encore sa place. Mais le débat ne passionne pas les esprits. Il intervient à une période où les députés ont – déjà – la tête ailleurs. L'opposition RPR-UDF-DL ne s'est pas beaucoup investie sur le sujet, préférant se mobiliser sur la proposition de loi relative à la délinquance des mineurs, que le groupe RPR doit examiner jeudi 11 octobre. De retour des Etats-Unis, Christine Boutin (app. UDF, Yvelines) a demandé en extremis un temps de parole à la tribune de l'Assemblée nationale. De leur côté, les députés féministes, qui redoutaient un « mariage répudiation », ont vu leurs inquiétudes en partie dissipées par le rétablissement de la faute en cas de faits d'une « particulière gravité ».

Quel que soit leur bord, les élus regrettent plutôt une réforme « à mi-chemin ». Tel est le cas de Patrick Delnatte (RPR, Nord), l'un des rares députés de l'opposition à avoir suivi les travaux de la commission des lois et les auditions au sein de la délégation parlementaire aux droits des femmes. Si M. Delnatte « partage, comme tout le monde, l'objectif d'humaniser et d'apaiser le divorce », il pense que « le texte ne va faire que des mécontents ». « Ceux qui souhaitaient la suppression de la faute ne seront pas contents. A l'inverse, ceux qui voient dans le mariage un ensemble de droits et d'obligations ne seront pas satisfaits non plus », tranche le député, favorable aux propositions du rapport Dekeuwer-Défossez, qui maintient

le divorce pour faute. Mais, ajoute-t-il, « on n'ira pas à l'opposition ». Mercredi 3 octobre, la proposition de loi a été adoptée en commission des lois par la gauche, la droite optant pour « l'abstention négative ». Lors de cette réunion, Bernard Perrut (DL, Rhône) a plaidé pour le maintien de la référence à la « faute ». Il s'est dit inquiet de voir « fragiliser l'institution du mariage ».

La gauche a aussi émis des réserves. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne) a souligné que la profession de médiateur n'est pas véritablement organisée. « On a fini par

ce sont les hommes qui paient l'avocat. Je ne dis pas que l'avocat est, dès lors, plus sensible à la cause de l'époux, mais... » M. Colcombet, rapporteur, s'est inquiété de l'impact financier de l'amendement, dont il devait discuter avec la chancellerie.

Bien que sensible aux intérêts des femmes, la rapporteuse pour avis de la délégation parlementaire aux droits des femmes, Marie-Françoise Clergeau (PS, Loire-Atlantique), a retenu d'autres recommandations : outre la création d'un statut de médiateur, elle juge nécessaire qu'en cas de divorce par consente-

### Les détectives privés de constat d'adultère

La suppression du divorce pour faute pourrait, selon certains détectives, « faire des dégâts » dans les agences. Car les agents de recherche assuraient ainsi les dossiers des avocats. L'agence Duluc, à Paris, a déjà fait les calculs : selon eux, ce sont environ 200 000 francs de chiffre d'affaires, soit 10 % du total, qui disparaîtraient. Dans la plupart des faits cents agences de détectives françaises, le ton est pourtant à la confiance : « Le besoin de connaître la vérité d'une relation privée existe-t-elle toujours, et ce avant d'entamer toute démarche juridique », assure ainsi Yves Conversano, directeur de l'Institut de formation des agents de recherche. Les plus optimistes osent même des raisonnements audacieux : « Cette réforme annonce une libéralisation des couples, ce qui augmenterait alors l'infidélité. Finalement, cela pourrait faire notre affaire. »

avoir une réforme un peu bancale en rétablissant la faute », résume Jean Codognés (PS). L'élu des Pyrénées-Orientales n'a pas réussi à faire adopter son amendement qui imposait la présence de deux avocats lorsque les époux présentent une demande de divorce par consentement mutuel. Le député, qui est aussi avocat, estime que le respect des intérêts de chacun des époux serait ainsi mieux assuré. Les femmes y gagneraient, estime-t-il : « Souvent,

ment mutuel le juge prenne « toutes les garanties » pour s'assurer que l'accord ne résulte pas de « pressions ». Lorsqu'il y a eu violences physiques, le juge doit pouvoir décider, en urgence, d'une « résidence séparée des conjoints ». M<sup>me</sup> Clergeau a voulu battre en brèche l'idée, affirmée par M. Colcombet, selon laquelle « le mariage est à l'égalité de l'autre dans le couple ».

Clarisse Fabre

# Alain Lipietz accuse la direction des Verts d'avoir organisé « une tentative de putsch »

Un texte signé par les principaux dirigeants du parti écologiste appelle à « changer de candidat »

Dans un texte destiné aux militants, les principaux dirigeants Verts, appartenant à quatre des cinq courants du parti, appellent à « choisir Noël

Mamère comme candidat pour cette élection présidentielle ». Le candidat désigné à l'issue d'une primaire en juin, Alain Lipietz, s'insurge contre

« une tentative de putsch ». Le député européen a reçu plusieurs soutiens en réaction aux « pressions exercées sur les adhérents ».

CETTE FOIS, Alain Lipietz se rebiffe. Depuis qu'il avait obtenu une nouvelle consultation des adhérents sur sa candidature à l'élection présidentielle, dont le résultat doit être connu samedi 13 octobre, le député européen faisait sa campagne interne sans se désolidariser de la direction du parti. Dimanche 7 octobre, cette relative discrétion a volé en éclats.

La cause de son irritation tient dans un texte de huit pages, sorte de pacte « d'unité, de stabilité et de solidarité » rédigé par les principaux dirigeants Verts, appartenant à quatre des cinq tendances du parti, en préparation depuis plusieurs jours. Ce texte, dont des extraits ont été révélés par le *Journal du dimanche* du 7 octobre, précise notamment : « Si (...) les Verts décidaient de changer de candidat, ce que nous souhaitons, nous appelions, quel qu'il ait été notre vote à la primaire et quelles que soient nos appréciations sur les causes du ratage de la précampagne d'Alain Lipietz, à choisir Noël Mamère comme candidat pour cette élection présidentielle. »

Cette prise de position n'est pas surprenante en soi. Lundi 1<sup>er</sup> octobre, la résolution votée par le collège exécutif ne laissait guère de chances au candidat actuel (*Le Monde* du 3 octobre). « La succession des crises et des polémiques (...) ne lui permet pas de réunir toutes les forces (...) pour conduire cette campagne avec succès », constatait la direction des Verts. Le collège exécutif lui demandait donc de « suspendre sa campagne » et proposait de lancer un référendum pour le remplacer, sans envisager qu'il puisse être confirmé.

Interrogée dans la foulée, Dominique Voynet, la secrétaire nationale, indiquait sans ambiguïté, pour la première fois, qu'elle trou-



vait que M. Mamère était un « bon candidat ».

« Je croyais que, lundi dernier, nous étions tombés d'accord sur une consultation dans laquelle les mili-

« Cela veut dire que, si je gagne, il n'y a plus personne pour faire le boulot »  
Alain Lipietz

tants, très librement, donnaient leur point de vue », a déclaré le député européen, dimanche, sur France-Inter. « A peine a-t-on refermé la porte, après une discussion qui était

sereine, voire amicale, qu'une tentative de putsch a eu lieu », a-t-il ajouté. Interrogé par *Le Monde*, M. Lipietz estime que, quand un vote est en cours, « ses organisateurs devraient observer un certain devoir de réserve ». « Cela veut dire que, si je gagne, il n'y a plus personne pour faire le boulot », a-t-il commenté, estimant ainsi, à juste titre, que sa confirmation serait un désaveu pour la direction du parti.

Vendredi, revenant sur la succession de crises de ces derniers mois, le député européen déclarait au *Monde* : « Si j'avais su avant le congrès de Toulouse [en novembre 2000] que je serais candidat, j'aurais créé mon propre courant. Si je suis réélu, j'essaierai d'être absolument fidèle à tous ceux qui m'ont élu ou réélu. » Il promettrait aussi, s'il n'était pas confirmé, de ne mettre « des bâtons dans les roues de personne, que ce soit Mamère,

Blandin, Voynet ou Onesta », le député européen, dont il juge qu'il pourrait faire un bon candidat, estimant notamment qu'« il a été très bon sur la catastrophe de Toulouse ». « J'essaierai aussi de faire réfléchir les Verts sur le fait que nous devons être, à la fois, un parti de mobilisation, de proposition, de gouvernement », a encore déclaré M. Lipietz.

Depuis quelques semaines, le candidat contesté des Verts à l'élection présidentielle a reçu plusieurs soutiens. Celui de Résistance verte, un comité d'« internautes engagés et enrégés », Verts et non Verts, parmi lesquels Gérard Paquet, ancien directeur du Théâtre de Chateaufort, et le dessinateur Moebius. Dimanche soir, ce comité publiait un communiqué sur son site Internet pour dénoncer les « pressions exercées sur les adhérents » et les « événements absurdes » survenus chez les Verts « au moment où la planète et l'humanité vacillent ». Un autre appel, signé par plus d'une centaine de Verts, hors courants ou appartenant majoritairement à Autrement les Verts (ALV, gauche du parti), appelait aussi à une « résistance verte » pour dénoncer « un coup d'Etat permanent de l'appareil » et défendre le candidat « qui déplaît à M. Jospin et à nos jospinophiles ».

Une partie des Verts est déstabilisée et agacée par l'interminable succession de crises des dernières semaines. Du côté de certains cadres, le mécontentement commence à poindre. Le « pacte de stabilité », qui propose surtout des mesures de communication interne et d'équilibre du pouvoir au sein du parti, n'est pas perçu, loin s'en faut, comme un projet politique suffisant.

Béatrice Gurrey

# Robert Hue obtient l'investiture des militants du PCF pour la présidentielle

Ses opposants dénoncent un « plébiscite à la soviétique »

PAS DE SURPRISE, et encore moins de coup de théâtre. Robert Hue sera bien le candidat du PCF à l'élection présidentielle de 2002, au terme d'une campagne interne discrète et critiquée par plusieurs des concurrents du député du Val-d'Oise. Les militants communistes, appelés, du 1<sup>er</sup> au 6 octobre, à choisir au scrutin direct entre huit prétendants, ont élu à une large majorité leur secrétaire national, qui sera officiellement intronisé à la fin octobre, lors du 31<sup>e</sup> congrès du parti, à la Défense (Hauts-de-Seine). M. Hue a recueilli près de 78 % des suffrages, loin devant le premier de ses concurrents, le député de la Somme Maxime Gremetz, qui a réuni autour de 15 % des suffrages.

Pour la première fois, la direction avait organisé une consultation dans toutes les sections et fédérations pour désigner son postulant à l'Elysée. Cette procédure, qui n'est pas prévue dans les statuts du PCF, était destinée, selon Michel Maso, le directeur du cabinet de M. Hue, « à bouculer les habitudes ». En fait, le résultat étant acquis d'avance, consigne avait été donnée aux secrétaires fédéraux de mobiliser les adhérents afin d'établir un nouveau record de participation, après les 56 000 votants enregistrés sur le texte commun lors du 30<sup>e</sup> congrès, en 2000. Rien n'a été négligé pour inciter les électeurs à se prononcer, y compris le recours au vote par Internet.

« UNE PARODIE DE DÉMOCRATIE »

« Plus de soixante-trois mille camarades se sont prononcés, s'est félicité, dimanche 7 octobre, M. Maso. Ce résultat n'est pas négligeable dans un contexte politique marqué par l'abstention. » Le taux de participation se situerait ainsi aux alentours de 45 % des adhérents à jour de cotisation. Ce chif-

fre a été contesté par M. Gremetz, qui parle d'« une parodie de démocratie » : « Dans mon département, la Somme, où j'ai rassemblé plus de 71 % des voix, le taux de participation est de 34 % au prix d'un vaste effort de sensibilisation. Les soixante mille suffrages exprimés, c'est du pipeau. »

Dans un communiqué, cinq candidats, dont M. Gremetz, ont « réaffirmé leur déception profonde par le refus de la direction du PCF de toute confrontation d'idées ». Les contestataires ont mis en doute le déroulement du scrutin, en particulier « l'absence de listes d'émargement dans de très nombreuses sections et fédérations départementales (...) et le vote par Internet sur le site du parti sans que celui-ci ne soit validé par une signature électronique ». Selon M. Gremetz, « le plébiscite à la soviétique du secrétaire national était acquis d'avance. Jamais le Parti communiste n'a été verrouillé à ce point ».

Pour M. Hue, il s'agit désormais de « créer la surprise » à l'élection présidentielle en imposant « une force pressante, des exigences populaires et transformatrices ». Le 31<sup>e</sup> congrès mettra en débat le projet esquissé depuis plusieurs mois, même si la notion de « nouveau parti communiste » a disparu du discours des dirigeants. Il redéfinira, surtout, les rôles à la tête de l'exécutif. Marie-George Buffet, la ministre de la jeunesse et des sports, devrait être promue secrétaire nationale et M. Hue nommé président du PCF. Bien que les derniers sondages ne lui présentaient en moyenne que 6 % d'intentions de vote, M. Hue persiste à croire que l'avenir passe par une mutation du parti, qui en ferait un solide partenaire gouvernemental.

Elie Barth

# Le PS se range à l'idée d'un « plan de relance » européen

HENRI EMMANUELLI ne cachait pas sa satisfaction, samedi 6 octobre, à l'issue du conseil national du Parti socialiste sur le chapitre international de son « projet 2002 ». Le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale a, en effet, réussi à faire adopter un amendement à la résolution sur la situation internationale en faveur d'un plan de relance européen. « Face au ralentissement qui touche l'ensemble des pays, l'Union européenne doit démontrer sa capacité politique à réagir pour soutenir l'emploi », souligne ce document adopté à l'unanimité. Nous souhaitons que l'Europe engage immédiatement un plan de relance substantiel pour financer des grands travaux d'intérêt collectif (rénovation urbaine, transports, protection de l'environnement). »

Lors de la réunion de la commission des résolutions, François Hollande a refusé que le texte chiffre le montant de ce plan de relance ; M. Emmanuelli avait avancé la somme de 85 milliards d'euros. Mais le PS indique que « l'Europe doit affirmer la priorité au plein emploi en adoptant rapidement ce programme d'action destiné à relancer l'investissement, l'emploi et l'innovation ». Dans le débat, Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires

européennes, avait jugé que l'Europe n'avait pas besoin de prendre des mesures de relance comme les Etats-Unis, rappelant que ces derniers étaient déjà en récession avant les attentats du 11 septembre et qu'ils accumulaient les excédents budgétaires. M. Moscovici avait ironisé sur cette « nouvelle gauche américaine » du PS. « Je ne comprendrais pas qu'on ne fasse pas une politique de gauche au moment où la droite se résigne à en faire une », avait lancé M. Emmanuelli, tout en partageant l'analyse du ministre des affaires étrangères, Hubert Vedrine, prévenant que les dirigeants américains « ne sortiraient pas de ce choc terrible en sociaux-démocrates régulateurs ».

« DÉNI PARTIEL DE LA RÉALITÉ »

Les amis de M. Emmanuelli et la Gauche socialiste ont eu une autre satisfaction en faisant adopter plusieurs amendements au projet international lui-même. L'un d'eux indique que « la France doit adopter le principe d'une taxe de type Tobin et se battre, au sein des institutions européennes, pour que l'Union devienne la première zone Tobin ». Le porte-parole du PS, Vincent Peillon, a jugé qu'il n'était pas « inenvisageable » que les députés socialistes déposent

un amendement sur le principe de la taxe Tobin lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2002. « Fabius est un excellent soldat. Si c'est la position du gouvernement, il la soutiendra », a ajouté M. Peillon.

Chargée de l'élaboration du « projet 2002 », Martine Aubry a invité les socialistes à agir pour « un monde plus juste, plus équilibré, plus apaisé ». « La politique étrangère, c'est la politique intérieure aujourd'hui », a souligné M. Hollande, en distinguant « un clivage clair » entre ceux qui « militent pour une régulation sur les terrains économique, politique, judiciaire, environnemental, et ceux qui considèrent que c'est une entrave ». Seul Alain Bergougnoux a exprimé sa « gêne » sur l'approche de la mondialisation, « comme s'il s'agissait d'un phénomène qui nous était imposé, comme si notre Etat depuis plus de vingt ans et les gouvernements successifs n'avaient pas également contribué à la construire ». De ce « déni partiel de la réalité », il résulte, selon ce rocardien, qu'« à trop vouloir construire un adversaire formidable, qui frapperait d'impuissance l'action politique, on peut aider la révolte, mais pas la mobilisation constructive ».

Michel Noblecourt

# Des dissensions apparaissent au sein du MNR

DEPUIS plusieurs semaines il rongeaient son frein. Pierre Vial, conseiller de la région Rhône-Alpes et membre du bureau national du Mouvement national républicain (MNR), présidé par Bruno Mégret, a choisi la réunion annuelle de son association Terre et Peuple, dimanche 7 octobre, à Paris, pour faire entendre sa différence sur les suites à donner aux attentats du 11 septembre.

Le 17 septembre, le bureau national du parti d'extrême droite a, en effet, voté une motion déclarant que, « face au choc de civilisation, le MNR ne se trompe pas d'ennemi et considère comme légitime que la France apporte son soutien aux Etats-Unis pour des actions de représailles à entreprendre contre les terroristes islamistes ». Dimanche, M. Vial, qui intervenait en conclusion de sa table ronde, a expliqué – sans mentionner une seule fois son appartenance au MNR – qu'il n'était pas question de « rallier les rangs de la croisade

américaine ». Pour ce chef de file culturel des ethno-identitaires, paganiste, partisan d'une « grande Europe », « indo-européenne », « l'Occident n'est pas l'Europe » et « la libération de l'Europe passe par la sortie de l'OTAN des pays européens ». « Il s'agit de ne pas se tromper d'ennemi prioritaire. Si nous refusons l'impérialisme américain et le modèle de société multiculturelle qu'il véhicule, nous savons où est le danger le plus immédiat : c'est la guerre ethnique, vecteur de l'invasion-colonisation », a-t-il déclaré.

« J'AI PRÉVENU BRUNO MÉGRET »

Interrogé en marge de la réunion, M. Vial, qui a été un des personnages centraux de la rupture avec le Front national (FN), ne cache pas ses divergences avec M. Mégret. Des divergences qui l'amènent à s'interroger sur son soutien à la candidature de ce dernier à l'Elysée. « Au jour d'aujourd'hui, je lui donne toujours ma signature de conseiller régional,

mais je ne sais pas ce qu'il se passera demain. J'attends de savoir qu'elle sera sa position pour le second tour à l'élection présidentielle. J'ai posé la question au bureau national, on m'a répondu que cela se déciderait après le premier tour. J'ai prévenu Bruno Mégret qu'il ne sera jamais question pour moi d'appeler à voter Chirac, comme il pourrait être tenté de le faire », lance-t-il.

Parmi les quelque cinq cents personnes présentes à la réunion, se trouvaient de nombreux proches du MNR, mais aussi des militants du FN. Les premiers s'appliquaient à calmer l'ardeur contestataire de M. Vial, justifiant le soutien du MNR aux Etats-Unis par un souci de récupérer un électorat populaire de l'extrême droite en proie à toutes les peurs. Les seconds ne cachaient pas leur satisfaction de voir le parti concurrent secoué, lui aussi, par son positionnement sur la suite des attentats.

Christiane Chombeau

CORRESPONDANCE

# Une lettre de Bernard Bled

A la suite de notre article intitulé « Les hauts fonctionnaires parisiens devraient perdre leurs privilèges de logement » (*Le Monde* du 20 septembre), nous avons reçu de Bernard Bled, ancien secrétaire général de la Ville de Paris, la mise au point suivante :

Votre article, se fondant sur les observations définitives formulées par la chambre régionale des comptes de l'Île-de-France, laisse entendre que cette juridiction « s'intéresse particulièrement » à mon cas. A aucun moment la chambre régionale des comptes ne cite mon nom dans son rapport, ce qui est d'ailleurs de pratique constante, seules les situations étant jugées et non les personnes.

Par ailleurs, cet article ne fait mention que de la surface corrigée des appartements de fonction attribués, ce qui est sans doute plus spectaculaire mais évidemment de nature à égarer le lecteur. Les

surfaces réelles de ces appartements sont en effet inférieures de moitié, ce qui est très facile à vérifier, d'autant que cette précision figure dans le document de la chambre régionale des comptes.

Qui peut de bonne foi contester que la charge de travail et la responsabilité du secrétaire général de la Ville de Paris, par exemple, (qui dirige 40 000 fonctionnaires et gère 33 milliards de francs de budget) puissent ouvrir droit à l'obtention d'un logement de fonction ? C'est si vrai que le législateur a prévu, dans la loi du 12 juillet 1999, l'octroi d'un logement de fonction par nécessité absolue de service aux emplois de même nature dans les collectivités territoriales. Vous auriez pu, pour éclairer complètement vos lecteurs, indiquer que l'actuel secrétaire général de la Ville de Paris reste logé gratuitement dans le 4<sup>e</sup> arrondissement.

REPRODUCTION INTERDITE

LEMPLOI	
OFFRES	DEMANDES
<p><b>INSTITUTION CENTRALE DE LA COMMUNAUTE JUIVE Recherche</b></p> <p><b>DÉLÉGUÉ RÉGIONAL RÉGION SUD OUEST</b></p> <p>Basé à Toulouse, il est chargé de coordonner et de développer les programmes sociaux, éducatifs et culturels de l'association. La fonction requiert des qualités d'organisation, une réelle capacité à agir de manière autonome, et le goût des contacts. Une expérience du monde associatif est souhaitable.</p> <p>Merci d'adresser CV et lettre de motivation (sous réf. 168) à : <b>Le Monde Publicité - 21 bis, rue Claude-Bernard BP 218 - 75226 PARIS Cedex05, qui transmettra.</b></p>	<p>Rech. prof. de lettres sup. Postes dans le Sud 08-25-87-43-52.</p> <p><b>ARDECO</b> Recherche formateur peinture décorative. 4, rue des Escaliers-Ste-Anne, 84000 Avignon.</p> <p><b>PROPOSITIONS COMMERCIALES</b></p> <p>URGENT, ch. CAPITAL pour projet touristique en Suisse, prêt à débiter. La Rin-Berthe SA Pierre Bertherin, case post. 7 CH-1687 Vuisternens-dt-Romont. Tél. : 41-79-210-8000.</p> <p>INGÉNIEUR, DIRECTEUR, CHEFS DE PROJETS, INFORMATIQUES TÉLÉCOMS. 01-53-10-81-15 06-71-20-28-87.</p> <p>Dame, 61 ans, exp., réf., bonne santé, active, bonne édu., cherche emploi gouvernante, près pers. âgée valide, préf. Corrèze. Tél. : 05-55-17-68-51.</p> <p>JF, 31 ans. Licence information et communication, cherche emploi marketing-communication. Ecrire au journal (sous réf. 167) Le Monde Publicité 21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris, qui transmettra.</p>
<p>Etabt second. privé rech. prof. anglais pour classes 2<sup>e</sup> et 1<sup>re</sup>, réf. pédagogiques et expér. exigées. Env. CV, photo à Chære Thora, 3, rue Henri-Turot, 75019 Paris. Fax 01-42-06-95-47. Tél. 01-42-06-53-71.</p>	<p>Ch. prof. FLE, anglais couramm., exp. indispens., poste permanent, 9 h-17 h. Ecrire : CV + photo : <b>INSTITUT DE FRANCAIS</b> 06230 Villefranche-sur-Mer.</p>

# Un rapport propose à Jack Lang de renforcer la prévention des violences sexuelles à l'école

Le ministre de l'éducation nationale doit annoncer des mesures pour améliorer la formation des personnels

Un rapport sur les violences sexuelles à l'école vient d'être remis au ministre de l'éducation nationale. Rédigé par Nicole Belloubet-Frier, rec-

trice de l'académie de Toulouse, ce document qualifie d'« inquiétant » ce type d'agressions et préconise une série de mesures préventives comme

une approche plus affective de l'enseignement d'éducation sexuelle, des cours sur l'égalité entre garçons et filles et la lutte contre l'absentéisme.

LA LUTTE contre les violences sexuelles passe par un effort de prévention accru au sein des établissements scolaires. C'est l'enseignement essentiel d'un rapport remis au ministre de l'éducation nationale, Jack Lang, par la rectrice de l'académie de Toulouse, Nicole Belloubet-Frier. Contre les violences sexistes, contre les agressions sexuelles, contre les « tournantes » - ces viols collectifs dénoncés par des éducateurs et des magistrats (*Le Monde* du 24 avril) -, M<sup>me</sup> Belloubet-Frier énumère trente propositions destinées à prévenir des actes qui « bafouent toutes les valeurs portées par l'idéal républicain ».

Si la fréquence des agressions reste difficile à estimer, ces phénomènes apparaissent « inquiétants », souligne le rapport. Une étude conduite en 1998-1999 par le ministère de l'éducation nationale avait recensé 576 faits de violence sexuelle entre élèves, dont 12 % de viols. Sur un trimestre, en 2000-2001, le ministère avançait avec précaution le chiffre de 80 actes de violences sexuelles. « La violence sexiste, dans la vie quotidienne des classes, com-

mence par un regard, se poursuit dans un mot, une insulte verbale, et s'achève parfois dans les gestes », explique la rectrice. Les filles subissent ainsi « le mépris, l'autorité et la violence des garçons qui portent sur elles un regard "utilitaire" », ajoute-t-elle. « Cette déviation sexiste fondée sur l'oppression et la destruction traumatisante des jeunes filles trouve son point d'aboutissement dans une sexualité forcée. »

## EMPILEMENT DES DISPOSITIFS

Face à ce constat, le rapport préconise moins des mesures spectaculaires qu'un patient travail de sensibilisation et de prévention. M<sup>me</sup> Belloubet-Frier souligne l'importance des enseignements sur l'égalité entre filles et garçons. Elle suggère de réserver une partie des heures de vie de classe à des réflexions sur « l'estime de soi » et « le respect d'autrui ». Les programmes d'éducation sexuelle doivent relever, selon elle, d'une approche plus affective que biologique. Pour illustrer concrètement le principe de l'égalité, le rapport propose d'appliquer la parité lors des élections des délégués d'élèves. La

gestion des « lieux sensibles » au sein des établissements est également une priorité. « On sera particulièrement vigilant sur les lieux où se produisent des violences, et notamment les toilettes », signale l'auteur. La sensibilisation des personnels pourrait s'effectuer à travers la formation et par la mise en place de points d'écoute dans les établissements.

Revenant sur les politiques suivies ces dernières années, le rapport dresse un constat sévère sur l'empilement des dispositifs. Entre les centres de ressources sur les violences sexuelles (ministère de l'éducation nationale), les commissions d'accès à la citoyenneté (ministère de l'intérieur), les commissions d'action contre les violences faites aux femmes et les groupes de coordination pour la protection de l'enfance, la lisibilité est réduite. « Quel acteur, même informé, est capable de se repérer dans l'enchevêtrement des groupes, commissions ou contrats qui prétendent avoir partiellement ou totalement compétence pour traiter des questions de violence ? », s'interroge l'auteur, condamnant des « signatures de conventions médiatisées mais

dont le public visé ne connaît souvent ni l'existence ni la portée ». Pour y mettre fin, M<sup>me</sup> Belloubet-Frier suggère de créer une structure unique qui pourrait prendre la forme d'un observatoire ou d'un « groupe de vigilance ». La lutte contre l'absentéisme constitue un dernier chantier prioritaire. « A défaut d'un suivi rigoureux, l'institution scolaire contribue de fait à alimenter le phénomène des bandes. » Il convient donc, souligne-t-elle, d'impliquer les maires en leur rappelant qu'ils sont garants de l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de seize ans. Les procédures de « veille éducative » doivent en outre permettre de limiter les cas de « décrochage scolaire ». Le ministre de l'éducation nationale abordera ces questions lors du lancement, mardi 9 octobre, d'une campagne sur le respect à l'école. Outre le développement des lieux d'écoute dans les collèges et lycées, Jack Lang devrait s'engager à renforcer, sur ce point, la formation des personnels.

Luc Bronner

► www.lemonde.fr/education

## L'Eglise et la justice s'opposent sur la question du secret dans une affaire de viol

UN RELIGIEUX appartenant à la congrégation des frères de Saint-Jean a été mis en examen pour « viols par personne ayant autorité » par le juge d'instruction du tribunal de grande instance de Nanterre (Hauts-de-Seine), Thierry Bellancourt. Cette affaire, révélée par *Le Parisien* du 5 octobre, pose à nouveau la question du secret professionnel reconnu aux ministres des cultes. Selon les premiers éléments de l'information judiciaire ouverte le 27 juillet, le religieux aurait abusé d'une jeune fille domiciliée à Boulogne-Billancourt, mineure au moment où les faits ont commencé. Le suspect a été placé sous contrôle judiciaire.

Au cours de ses recherches, la police judiciaire des Hauts-de-Seine a découvert qu'une enquête préliminaire avait été ouverte auprès du tribunal ecclésiastique (ou officialité) de Lyon, à la demande de l'évêque d'Autun (Saône-et-Loire), Mgr Raymond Ségué. Celui-ci est en effet l'évêque responsable de la congrégation des frères de Saint-Jean, fondée en 1975 par le Père Marie-Dominique Philippe. Cette enquête a été confiée au Père Jacques Braux, vice-official (juge ecclésiastique) du tribunal de Lyon, dont dépend le diocèse d'Autun.

Le juge d'instruction de Nanterre a demandé au Père Braux la communication des pièces en sa possession. Celui-ci a refusé, invoquant le secret professionnel des ministres des cultes. Passant outre, le juge a délivré une commis-

sion rogatoire à la police judiciaire, qui a effectué, le 6 août, une perquisition dans les locaux de l'officialité. Selon le Père Maurice Bouvier, official de Lyon, les policiers ont saisi « une quantité importante de documents et de dossiers informatiques, relatifs notamment à des procédures canoniques qui n'ont aucun rapport avec l'enquête canonique portant sur un prêtre de la congrégation de Saint-Jean ». En particulier, les services de police auraient emporté des dossiers concernant des demandes de nullité de mariage, « touchant au plus intime de la vie des personnes », insiste le juge ecclésiastique. Plusieurs couples auraient déjà écrit à l'archevêché de Lyon, craignant que leurs problèmes conjugaux ne soient divulgués sur la place publique. Parmi les documents saisis se trouvaient également des échanges de correspondance entre l'officialité de Lyon et le Saint-Siège. Leur saisie pourrait être assimilée à un vol de courrier diplomatique.

## ENQUÊTE D'UN TRIBUNAL ECCLÉSIASTIQUE

Pour le Père Bouvier, la démarche du juge d'instruction de Nanterre constitue « une violation particulièrement grave du secret professionnel protégé par les lois de la République ». L'officialité interdiocésaine de Lyon a donc adressé au juge Bellancourt, il y a deux semaines, une demande de restitution des pièces saisies et d'annulation de la procédure.

Au parquet de Nanterre, on reconnaît que la situation est « inédite ». Pour les spécialistes en droit canonique, il ne fait aucun doute que les enquêtes des tribunaux ecclésiastiques sont couvertes par le secret professionnel. « Une des fonctions de l'évêque est de rendre la justice à l'intérieur de son église. Par conséquent, la juridiction ecclésiastique fait partie de l'exercice du culte et doit être protégée comme telle par le secret professionnel », affirme le Père Jean-Paul Durand, doyen de la faculté de droit canonique de Paris. Sur ce point, l'Eglise catholique s'appuie sur un arrêt de la Cour de cassation du 29 mars 1989, rendu dans une affaire concernant l'officialité du diocèse de Nouméa (Nouvelle-Calédonie). La haute juridiction avait rappelé que « nul ne peut être contraint à produire en justice des documents dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions et touchant à l'intimité de la vie privée des personnes ».

Dans un communiqué du 5 octobre, l'officialité de Lyon précise qu'elle « entend bien participer, dans la mesure de ses moyens, au travail de la justice ». Mais elle se refuse à « trahir la confiance qui lui est accordée par les croyants ». Déjà, dans le procès pour « non-dénonciation d'atteintes sexuelles sur mineur de quinze ans » contre Mgr Pierre Pican, évêque de Bayeux (Calvados), en juin, l'enjeu était la question de la « confiance ».

Xavier Ternisien

## La secrétaire particulière de Charles Pasqua a été mise en examen

LA SECRÉTAIRE particulière de Charles Pasqua, Marie-Danièle Faure, a été mise en examen, mercredi 3 octobre, pour « faux et usage », par les juges Philippe Courroye et Isabelle Prévost-Desprez, qui enquêtent sur les ventes d'armes vers l'Angola. M<sup>me</sup> Faure est soupçonnée d'avoir antitadé des courriers afin de masquer l'origine de fonds découverts au siège d'une association réputée proche du président du Rassemblement pour la France (RPF).

Lors d'une perquisition menée en novembre 2000 au siège de l'association France-Orient, rue de Berri, dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris, les enquêteurs avaient trouvé, dans le coffre-fort, une somme de 9 000 dollars (64 000 francs). Le ruban qui les enlissait portait le tampon d'une banque genevoise - l'Union de banques suisses - et une date - le 17 octobre 2000. Créée en décembre 1999, France-Orient, rebaptisée depuis France-Orient-

Maghreb, est présidée par Bernard Guillet, le conseiller diplomatique de M. Pasqua, mis en examen pour « recel d'abus de biens sociaux » le 12 avril (*Le Monde* du 14 avril). L'association compte parmi ses dirigeants, outre Marie-Danièle Faure, le député européen (RPF) Jean-Charles Marchiani, lui aussi poursuivi pour « recel d'abus de biens sociaux » et « trafic d'influence » depuis le 22 mai, ainsi qu'un homme d'affaires syrien.

## COURRIERS ANTIDATÉS

Interrogée en qualité de témoin le 11 avril, M<sup>me</sup> Faure avait indiqué que la liasse découverte dans le coffre de l'association lui avait été confiée directement par Bernard Guillet. « Il arrivait à M. Guillet de me remettre une enveloppe fermée à remettre au coffre, c'est moi qui avais la clé », avait-elle ajouté. Le 23 avril, M. Guillet avait affirmé aux magistrats que les 9 000 dollars provenaient « d'un étranger de

nationalité algérienne qui [voulait adhérer] à des associations proches de M. Pasqua. Bernard Guillet avait cependant contesté la version présentée par M<sup>me</sup> Faure. « Ce qu'elle dit est faux », avait-il affirmé. Concernant la liasse de 9 000 dollars, il avait expliqué : « Quelqu'un est venu et a déposé cette enveloppe à France-Orient. C'est Béatrice Clément-Grancourt [assistante de

M. Marchiani] qui l'a récupérée [auprès d'une] personne qui venait apporter des fonds pour le compte de cet Algérien. »

M. Guillet avait indiqué que des courriers attestant l'origine de ces fonds se trouvaient toujours au siège de l'association. Une nouvelle perquisition menée rue de Berri avait permis aux policiers de saisir trois lettres, datées des 25 octobre, 2 novembre et 6 novembre 2000. Ces courriers, échangés entre Bernard Guillet et Moncef Zedek, un homme d'affaires algérien, semblaient confirmer que M. Zedek avait bien eu l'intention de verser plusieurs dizaines de milliers de francs aux associations proches de l'ancien ministre de l'intérieur.

Or une expertise commandée par les magistrats a permis d'établir que ces courriers avaient été antitadés. Ainsi, celui daté du 25 octobre 2000 aurait en réalité été écrit le 12 décembre - soit après la première perquisition menée au siège de France-Orient. Interrogée la semaine dernière, M<sup>me</sup> Clément-Grancourt a contesté avoir tapé les courriers litigieux. M<sup>me</sup> Faure, après avoir reconnu, au cours de sa garde à vue le 2 octobre, les avoir rédigés, sur instruction de M. Guillet, sur son ordinateur, est revenue sur ses déclarations devant les juges. Deux jours après la mise en examen de sa collaboratrice, M. Pasqua avait, vendredi 5 octobre, déposé plainte contre le juge Courroye pour « faux en écritures publiques » (*Le Monde* daté 7-8 octobre).

Fabrice Lhomme

## Quatre personnes tuées dans un bar de l'Essonne

QUATRE PERSONNES ont été tuées, dans la soirée du samedi 6 octobre, sans mobile apparent, dans un bar-tabac d'Athis-Mons (Essonne) situé en bordure de la nationale 7. Plusieurs personnes ont fait irruption dans l'établissement après la fermeture et ont d'abord séquestré, puis tué, le patron, son épouse, une serveuse et une femme de ménage. Seule la fille du couple qui tenait le bar, âgée de neuf ans, a réussi à échapper aux agresseurs. Alertés par un voisin, les policiers sont intervenus aux environs de 23 h 30 et ont découvert les quatre corps au pied de l'escalier de la cave de l'établissement. Les victimes ont été « tuées par des armes à feu, vraisemblablement dans la tête », a indiqué le procureur de la République d'Evry, Jean-Michel Durand. L'enquête a été confiée à la police judiciaire de Versailles.

## Marylise Lebranchu veut aménager les peines des personnes âgées

LA MINISTRE de la justice, Marylise Lebranchu, a confirmé, samedi 6 octobre, qu'elle allait proposer dans le projet de loi pénitentiaire une « suspension de peine pour cause médicale grave » pour les détenus âgés dont l'état de santé est « incompatible avec la détention ». La garde des sceaux, qui s'exprimait à l'occasion du vingtième anniversaire de l'abolition de la peine de mort, a précisé que cette suspension de peine « serait prononcée par la juridiction régionale de la libération conditionnelle après avis de deux collègues d'experts ». L'association des parties civiles au procès Papon a protesté, dimanche, contre cette mesure, estimant qu'elle pourrait permettre la libération de l'ancien secrétaire général de la préfecture de Gironde, qui purge, à 91 ans, une peine de dix ans de réclusion criminelle pour complicité de crimes contre l'humanité.

## DÉPÊCHES

■ **BIOTERRORISME : un décret et un arrêté publiés au Journal officiel daté du samedi 6 octobre ajoutent le charbon** à la liste des maladies soumises à déclaration obligatoire, dans le cadre des mesures prises pour lutter contre une éventuelle menace de terrorisme bactériologique. Cette affection (également dénommée fièvre charbonneuse ou anthrax) est la conséquence de l'infection de l'organisme par *bacillus anthracis*, une bactérie répertoriée par l'Organisation mondiale de la santé comme susceptible d'être utilisée à des fins terroristes.

■ **JUSTICE : un homme de 41 ans, qui a reconnu avoir violemment agressé une trentaine de femmes depuis le mois de mai**, a été mis en examen et écroué, vendredi 5 octobre, à Besançon (Doubs) pour tentatives d'homicides, agressions sexuelles et violences aggravées. Plusieurs fois condamné pour agressions sexuelles et exhibitionnisme, il avait été arrêté, jeudi, en flagrant délit alors qu'il était en train de taper la tête d'une jeune femme contre le pavé.

■ **CUMUL : Marie-Christine Blandin (Verts), élue le 23 septembre au Sénat, a confirmé**, samedi 6 octobre, sur France 3 Nord - Pas-de-Calais, qu'elle allait démissionner de son mandat de conseillère régionale (*Le Monde* du 25 septembre). La nouvelle sénatrice, qui milite pour le mandat unique, cède sa place à l'assemblée régionale à une représentante de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Nicole Taquet.

## Deux élections cantonales partielles

### ISÈRE

#### Voiron (second tour).

L., 27 820 ; V., 8 782 ; A., 68,43 % ; E., 8 324.

Michel Brizard, RPR, m. de Voiron, 4 176 (50,17 %) ... ÉLU  
Jean-François Gaujour, PS, m. de Saint-Etienne-de-Crossey, 4 148 (49,83 %).

[A l'issue d'un scrutin marqué par une très forte abstention - à peine 28 % de votants au premier tour, 31,57 % au second -, le RPR conserve le canton détenu depuis 1985 par l'ancien député et ancien président du conseil général Michel Hannoun, démissionnaire. La victoire de Michel Brizard, avec seulement vingt-huit voix d'avance sur le candidat de la gauche, s'est jouée dans le chef-lieu de canton, à Voiron, ville dont il est le maire. Son adversaire, Jean-François Gaujour (PS), arrive en revanche en tête dans la commune de Voreppe, l'ancien fier de M. Hannoun, où ce dernier avait été battu en mars par une alliance divers droite-divers gauche.

30 septembre 2001 : I, 27 820 ; V., 7 922 ; A., 71,52 % ; E., 7 662 ; Michel Brizard, RPR, m. de Voiron, 2 477 (32,33 %) ; Jean-François Gaujour, PS, m. de Saint-Etienne-de-Crossey, 2 278 (29,73 %) ; François Mathé, div. d., m. de Voreppe, 933 (12,18 %) ; Marie-Louise Perret, Verts, 713 (9,31 %) ; Jean-Paul Berger, FN, 599 (7,82 %) ; Yves Allardin, div. d., 422 (5,51 %) ; Jean-Jacques Tournon, écol., 240 (3,13 %).

22 mars 1998 : I, 27 276 ; V., 15 207 ; A., 44,25 % ; E., 14 228 ; Michel Hannoun, RPR, pr. c. g., 7 450 (52,36 %) ; Jean-François Gaujour, PS, m. de Saint-Etienne-de-Crossey, 6 778 (47,64 %).

### AISNE

#### Neufchâtel-sur-Aisne (premier tour).

L., 6 502 ; V., 3 003 ; A., 53,81 % ; E., 2 945.

Ball. : Philippe Timmerman, div. d., m. de Guignicourt, 1 060 (35,99 %) ; Bruno Dalberto, div., 893 (30,32 %).

Elim. : Chantal Chevalier, div. d., m. de Maizy, 480 (16,30 %) ; Daniel Charles, PS, m. de Roucy, 383 (13,01 %) ; Anne-Marie Fournier, FN, 129 (4,38 %).

[Cette élection partielle est due à la démission, en août, de Jean Thouraud (div. d.), conseiller général depuis mars 1985. Agé de 78 ans, il était le doyen de l'assemblée départementale. L'inconnue résidait principalement dans l'écho que recueilleraient le candidat anti-aéroport, Bruno Dalberto, ancien secrétaire général de la CFDT cheminots. Le canton de Neufchâtel-sur-Aisne inclut la commune de Juvincourt-et-Damary, proposée par l'Etat pour accueillir le troisième aéroport parisien. Les opposants au projet se sont manifestés en nombre : M. Dalberto, avec plus de 30 % des suffrages, arrive en deuxième position et affrontera au second tour le successeur de M. Thouraud à la mairie de Guignicourt, Philippe Timmerman. Le candidat du PS, Daniel Charles, qui chute de près de 20 points par rapport au score réalisé en 1998, est le grand perdant de cette élection.

15 mars 1998 : I, 6 280 ; V., 4 143 ; A., 34,03 % ; E., 4 000 ; Jean Thouraud, div. d., m., 2 178 (54,45 %) ; Daniel Charles, PS, m., 1 272 (31,80 %) ; Jean-Claude Havez, FN, 550 (13,75 %).

**STEINER, AU SALON DU MEUBLES ET DE LA DÉCORATION**  
Du 5 au 14 octobre, c'est le moment de découvrir la collection des canapés STEINER à des prix exceptionnels.  
**SALON MEUBLES ET DÉCORATION**  
P<sup>me</sup> DE VERSAILLES - Hall 7-1 - Allée G - Stand 7  
A PARIS : **Topper Espace Steiner**  
63, rue de la Convention - Paris 15<sup>e</sup>  
Tél. : 01 45 77 80 40 - M<sup>o</sup> Boucicault - Parking gratuit

**ACTION RC**  
EXPERTISES ET CONTENTIEUX FINANCIERS  
• Enquête sur la solvabilité  
• Gère les contentieux  
• Recouvre les créances  
6, rue Rampon 75011 Paris  
Tél 01 48 07 11 66 - Fax 01 48 07 88 66  
[www.actionrc.fr](http://www.actionrc.fr)

**ANYWAY.com**  
Comparez. Voyagez.  
SÉJOUR\* Vol AR + Hotel\*\*\*  
HALLOWEEN À DUBLIN  
(5J/4N) du 31/10 au 4/11  
2990F  
VOLS AR\*  
Casablanca 1880F  
La Havane 3200F  
0 825 008 008  
[www.anyway.com](http://www.anyway.com)  
3615 ANYWAY\*\*  
\*Prix à partir de, taxes incluses ; sous réserve de disponibilité. Pour la validité, nous consulter.  
Caid. S.A. RCS Paris 8391482452. Lic 075960011  
\*\*0,99€/min \*\*\*2,23€/min

Formation Dirigeants  
**Regardez**  
de nouvelles opportunités s'offrent à vous.  
0 810 777 582\* ou [www.em-lyon.com/dua](http://www.em-lyon.com/dua)  
**EMLYON Executive**  
Education Centre  
E.M.LYON, nouveau nom du Centre ESC Lyon.

# Marin-pêcheur breton : le métier est de plus en plus dangereux

Des conditions de travail très dures, du matériel vieillissant expliquent l'augmentation des accidents et la désaffection des jeunes envers cette profession. En cause, les effets pervers des mesures de Bruxelles contre la surexploitation des poissons, mais aussi la course à la productivité

## RENNES

de notre correspondante régionale

La mer est houleuse et grise, couleur de deuil, en ce premier jour d'octobre, au large des côtes du Morbihan, à la saison où les tempêtes commencent à menacer (lire ci-dessous). A bord du *Talhouan*, des familles de marins se recueillent et livrent à la mer des couronnes de fleurs, un an jour pour jour après le naufrage en mer d'Irlande, qui avait causé la perte de huit personnes sur les onze que comptait l'équipage du chalutier *An-Oriant*. Au printemps, depuis les quais de Lorient, elles avaient eu l'occasion d'assister à une scène inédite : des marins de l'armement industriel Pétrél, appartenant au groupe Intermark, se jetant dans le port à la suite de leurs canots de sauvetage, tandis que l'hélicoptère de la sécurité civile venait se positionner au-dessus d'eux. Certains témoins avaient alors grommelé que ce n'était pas par beau temps qu'il fallait organiser ce genre d'exercice de sécurité. N'empêche, c'est là une pratique tout à fait exceptionnelle dans le monde de la pêche.

Le terrible drame de l'*An-Oriant* a particulièrement marqué les esprits en Bretagne, car il marque, de surcroît, le début d'une série noire qui a endeuillé la région durant tout l'hiver et le printemps suivant. Sur les côtes bretonnes – qui représentent plus de la moitié de la pêche française –, comme ailleurs, le fatalisme est encore largement de mise chez les gens de mer.

Pourtant, ceux-ci montrent tous du doigt la même accusée : la Commission de Bruxelles. L'Union européenne a en effet trouvé un moyen radical de « pré-

server la ressource ». Pour freiner la surexploitation des diverses espèces de poissons, elle a décidé de diminuer de façon drastique le nombre de navires. Résultat : les Etats membres négocient régulièrement l'autorisation de moderniser ou de construire de nouvelles unités de pêche, accordée au compte-gouttes. Le nombre des moins de seize mètres par exem-

plète – qui constitue le gros de la flottille française – a diminué de plus de la moitié depuis 1988.

## Une profession à haut risque

Les statistiques indiquent depuis longtemps que le métier de marin-pêcheur se classe probablement parmi les plus dangereux du monde, loin devant celui de chauffeur routier, et très loin devant la profession de pompier ou de policier. Il l'est en tout cas en France, avec un taux de décès de deux pour mille, soit quatre fois plus que dans le secteur du bâtiment. En outre, un pêcheur sur sept est victime d'un accident du travail chaque année.

Mais nombre d'observateurs locaux accusent d'abord la dégradation des conditions de travail : les équipages en sous-effectifs, les semaines de dur labeur passées dans le froid avec, parfois, le soutien de produits qui aident à ne pas dormir... Et la révolte gronde chez les épouses des marins, tandis que les patrons ne trouvent plus de jeunes prêts à s'embaucher.

Alors André Le Berre, président du comité régional des pêches,

## CULTURE VIRILE

Alors, faute de pouvoir investir dans du neuf, les patrons ont tendance à bricoler, en ajoutant des équipements plus lourds – vireurs de filets, machines à glace, etc. – et des moteurs plus puissants sur leurs bateaux vieillissants, au risque de leur faire perdre leur stabilité. Et puis, face à l'épuisement de la ressource, certains téméraires se lancent, seuls souvent, de plus en plus loin des côtes, par des temps des plus incertains.

Alors André Le Berre, président du comité régional des pêches,

qui la sécurité ne constitue pas toujours une donnée essentielle dans la culture virile des gens de mer. « Un gilet flottant devrait être porté comme un casque sur un chantier. Mais les gars ont peur d'avoir l'air ridicule, témoigne-t-il, il fallait que je râle pour qu'ils le portent. » Avec son équipage de cinq personnes, M. Le Berre partait pour des campagnes de quatorze jours au sud de l'Irlande. Comment s'organisait le repos ? Cela dépendait... Hier comme aujourd'hui, « c'est toujours le poisson qui commande ».

Voilà le genre d'adages qui hérisse ceux qui, à terre, se soucient du sort des pêcheurs. « Les patrons utilisent la sécurité comme un

argument à Bruxelles, mais ils ne respectent pas le minimum obligatoire de six heures de repos pour leurs hommes », proteste Yvon Le Roy, le directeur de l'Institut maritime de prévention (IMP). D'autant que les personnels embarqués n'ont pas pour habitude de protester, eux qui sont par tradition directement intéressés aux résultats. L'IMP dispose à Lorient d'une petite équipe de cinq personnes. Avant même sa création en 1992, M. Le Roy a souvent eu l'occasion de participer à des campagnes de pêche en tant qu'ingénieur ergonomiste. Il évoque les améliorations techniques possibles, notamment pour résoudre le problème du bruit. Or comment entendre une alarme retentir dans le vacarme ? Comment dormir quand le niveau sonore dans les bannettes atteint le seuil maximal autorisé à terre dans les ateliers ? Il plaide pour des éléments simples comme des gants adaptés, des garde-corps bien placés, des échelles de corde faciles à déployer.

L'IMP offre systématiquement ses services aux armateurs au moment de la conception de nouvelles unités. Mais son directeur n'en démord pas : il faudrait d'abord cesser de « trop tirer sur la paillasse » et respecter la législation du travail. « Aujourd'hui, les marins doivent en plus calibrer le poisson, bien le ranger et bientôt lui broser les dents ! Désormais, ce

tour du monde contre les vents dominants, a d'ailleurs reporté son départ à mardi.

## Un plan de sécurité en préparation

« L'hiver dernier a été particulièrement meurtrier. (...) Il ne se passe pas une semaine sans que j'apprenne le naufrage d'un petit bateau côtier », déplore Jean Glavany, dans un entretien publié, en juin, par l'hebdomadaire *Le Marin*. Le ministre de l'agriculture et de la pêche prépare actuellement un plan global de sécurité en faveur des pêcheurs. Les services de M. Glavany et ceux du ministère de l'équipement travaillent au sein de plusieurs commissions sur ce thème. Ils devraient conclure leurs réflexions courant octobre. Puis le gouvernement fera connaître ses propositions par des campagnes de prévention et de formation afin de « développer une culture de sécurité des hommes à bord des navires », selon l'expression de M. Glavany. Il est cependant peu question de nouvelles réglementations. Mais il est vrai que les actuelles sont loin d'être uniformément respectées.

une grave pénurie de main-d'œuvre.

En tant que directeur du Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (Cross) de l'Atlantique, basé à Etel, dans le Morbihan, Daniel Le Dreach se garde d'entrer dans ces considérations. Mais il se rappelle, en soupirant, que lorsqu'il était administrateur maritime dans le sud du

Finistère, il a eu « trop souvent à prévenir les familles dans ces moments-là ». Aujourd'hui, il explique comment les nouvelles balises obligatoires sur les plus gros chalutiers servent à la fois à surveiller les captures dans les eaux communautaires et à repérer les situations de détresse. Au chapitre de la pêche et de l'ostréiculture, le bilan du Cross Atlanti-

que est éloquent : 26 morts ou disparus en 1998, 22 en 1999, 36 en 2000. Cependant la mer est cruelle pour tous : « En été, nous avons un événement par jour, précise M. Le Dreach : un véliplanchiste qui descend, un plongeur qui ne remonte pas... Nous recensons en moyenne au moins un mort par semaine. »

Martine Valo

## Tempête en Bretagne, inondations dans le Gard

LA VAGUE d'intempéries qui a frappé la France pendant le week-end a fait deux victimes. Un touriste de nationalité allemande a fait une chute mortelle en tombant d'une falaise de la presqu'île de Crozon (Finistère) pendant la violente tempête qui a touché la pointe de la Bretagne dans l'après-midi du dimanche 7 octobre. Des vents soufflant à 140 kilomètres/heure ont été enregistrés à Sarzeau (Morbihan), des rafales de plus de 100 kilomètres/heure observées sur l'ensemble du littoral breton. De fortes précipitations sont tombées sur la région de Quimper (Finistère) où les dégâts – toitures arrachées, arbres brisés, lignes électriques coupées... – ont nécessité de multiples interventions des services de sécurité.

De nombreux dégâts ont également été observés en Basse-Normandie, en particulier dans le département du Calvados. Mais le bilan reste limité en raison des précautions prises par les habitants du littoral à la suite de la diffusion de bulletins d'alerte et de vigilance par les services de Météo-France. Ainsi, les pêcheurs avaient eu le temps de mettre à l'abri la plupart de leurs embarcations, alors que l'état de la mer empêchait toute navigation. Le navigateur solitaire Jean-Luc Van den Heede, qui devait quitter Brest, dimanche, pour une tentative de record du

tour du monde contre les vents dominants, a d'ailleurs reporté son départ à mardi.

## RECORDS DE PRÉCIPITATIONS

Dans le sud de la France, c'est un pompier volontaire qui a péri, dimanche, à la suite des fortes précipitations qui se sont abattues sur la région de Nîmes : il tentait de porter secours à une automobiliste. La violence des pluies a surpris l'ensemble des services de secours, nous signale notre correspondant Richard Benguigui. Entre samedi 21 heures et dimanche 5 heures, les précipitations ont atteint 360 millimètres, soit la quantité d'eau qui s'abat en moyenne en six mois sur le département. Ces pluies ont rapidement provoqué

des crues du Vidourle et de certains affluents du Gardon qui ont dévasté routes, vignes et habitations. A Sommières (Gard), commune de 4 000 habitants, construite en partie dans le lit du Vidourle, des sirènes avertissant du danger ont retenti en pleine nuit. Des messages par haut-parleurs ont également été diffusés. « Cela nous a permis de retirer le maximum de voitures, explique Jean Danilet, le maire (RPR) de la ville, qui est restée isolée une partie de la journée de dimanche. Les commerçants ont également pu monter leurs marchandises dans les étages. Dans les rues les plus basses, le niveau de l'eau est passé en une heure trente de cinquante centimètres à plus de deux mètres. »

## M<sup>me</sup> Voynet s'oppose à la réouverture du tunnel du Mont-Blanc

### CHAMBÉRY

de notre correspondant

Environ un millier de personnes ont bloqué, samedi 6 octobre, durant une heure et demie, l'autoroute A 43 et la route nationale 6, à hauteur de Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie). Réunis à l'appel d'une dizaine d'organisations dont Greenpeace, SUD-Rail, les Verts et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), les manifestants réclamaient une autre politique des transports dans les régions de montagne, protestant contre le « tout-camion » et la réouverture du tunnel du Mont-Blanc au transit international.

De brèves échauffourées ont opposé les manifestants aux forces de l'ordre lorsque ces dernières ont pénétré sur l'autoroute, où la circulation avait été préalablement interrompue, provoquant l'interpellation musclée d'Eric Lanoé, responsable de l'association locale Réagir, organisatrice de la manifestation. Légèrement blessé, ce dernier a dû être évacué vers l'hôpital de Saint-Jean-de-Maurienne.

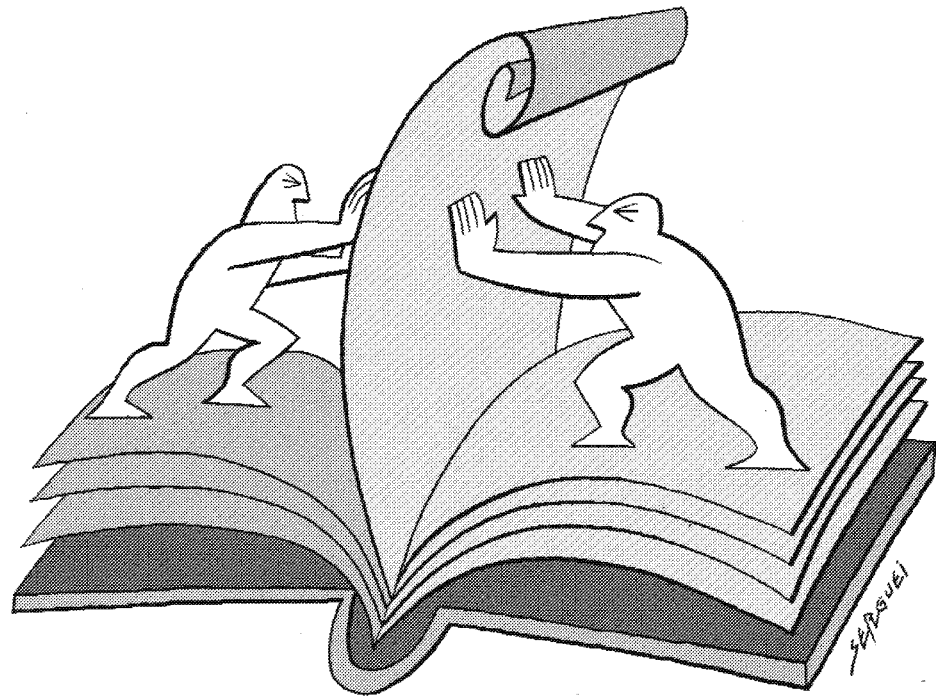
Plus de deux cents personnes s'étaient déplacées par car de la vallée de Chamonix. Des délégations du val d'Aoste (Italie) et de la ville de Genève, et Dominique Voynet, secrétaire nationale des Verts, participaient également au rassemblement. Elle a été sévère vis-à-vis de son ancien collègue Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement et des transports. « Rouvrir le Mont-Blanc aux camions,

c'est fermer le débat. Organiser une concertation quand les décisions sont déjà prises, ce n'est pas de la concertation », a estimé M<sup>me</sup> Voynet. « Pourquoi parler de ferroutage, si, dans le même temps, on baisse les aides publiques au transport combiné ? », a-t-elle ajouté, reprochant au ministre de n'avoir pas saisi la commission nationale du débat public.

Le même jour, M. Gayssot a annoncé qu'un grand débat sur les conditions de déplacement des marchandises dans les massifs sensibles (Alpes et Pyrénées) serait organisé au début de 2002, à l'occasion de l'année internationale de la montagne. Le 2 octobre, à Lyon, il avait indiqué que la réouverture du tunnel du Mont-Blanc pourrait intervenir « avant la fin de l'année » (Le Monde du 4 octobre).

Philippe Révil

## 13<sup>e</sup> FORUM Le Monde LE MANS



## DEVOIR DE MÉMOIRE, DROIT À L'OUBLI ?

VENDREDI 26, SAMEDI 27 et  
DIMANCHE 28 OCTOBRE 2001

PALAIS DES CONGRÈS ET DE LA CULTURE DU MANS

Christian BOLTANSKI - Peter BROOKS - Jean-Louis BRUGUÈS - François FEJTÓ - Valérie HAAS - Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE  
Claude LANZMANN - Nicole LAPIERRE - Bernard-Henri LÉVY - Françoise LUCBERT - Isabelle NEUSCHWANDER - Claire PAULHAN  
René RÉMOND - Paul RICOEUR - Régine ROBIN - Jean-Michel RODES - Henry ROUSSO - Benjamin STORA  
Yves TERNON - Stéphane TISON - Claude TORRACINTA - Nathan WACHTEL - Nicolas WEILL - Annette WIEVIORKA.

Renseignements : DIRECTION DE L'ANIMATION URBAINE

Service CULTURE

Téléphone : 02 43 47 38 60 - Fax : 02 43 47 49 04 - Internet : m-tremblais.culture@ville-lemans.fr

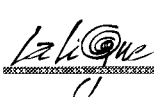
**MÉDAILLE D'OR 2000**  
CONCOURS NF AMEUBLEMENT  
**DETAILLANT - GROSSISTE**  
**VEND AUX PARTICULIERS**  
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

**RECOMMANDÉ PAR PARIS PAS CHEN**

**MATELAS • SOMMIERS**  
Vente par téléphone possible  
fixes ou relevables - toutes dimensions.  
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI  
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...  
Garantie 5 et 10 ans

**Canapés - Salons - Clic-Clac...**  
CUIRS - TISSUS - ALCANTARA  
Steiner - Caelon - Diva - Burnas - Duvivier etc...  
5500 m<sup>2</sup> d'exposition  
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

**MOBECO**  
• 239 à 247, rue de Belleville  
Paris 19<sup>ème</sup> - M<sup>o</sup> Télégraphe  
• 50, avenue d'Italie  
Paris 13<sup>ème</sup> - M<sup>o</sup> Place d'Italie  
**01.42.08.71.00 - 7/17**



LES LIBRAIRIES  
DU MANS

DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU BEAU VETEMENT  
**LEGRAND**  
Tailleur  
Hommes et Femmes  
Depuis 1894  
Chemises sur mesures  
NOUVELLES COLLECTIONS  
2<sup>ème</sup> pantalon offert  
27, rue du 4-Septembre, Paris 2<sup>e</sup>  
Tél : 01.47.42.70.61

**BOURSES** Après s'être effondrés de façon spectaculaire à la suite des attentats de New York et de Washington, les indices boursiers mondiaux se sont ressaisés et ont regagné

l'essentiel du terrain perdu. ● **CES MOUVEMENTS** d'aller et retour traduisent l'extrême volatilité des marchés depuis quelques années. ● **EN FRANCE**, « l'affaire

Alcatel », en septembre 1998, avait donné le signal du départ de cette période mouvementée : l'action Alcatel avait chuté de 38 % en une seule séance. ● **LES VALEURS** de technolo-

gie, de médias et de télécommunications ont pris le relais avec des hausses et des chutes quotidiennes à deux chiffres. ● **LES PUBLICATIONS** trimestrielles des résultats ont

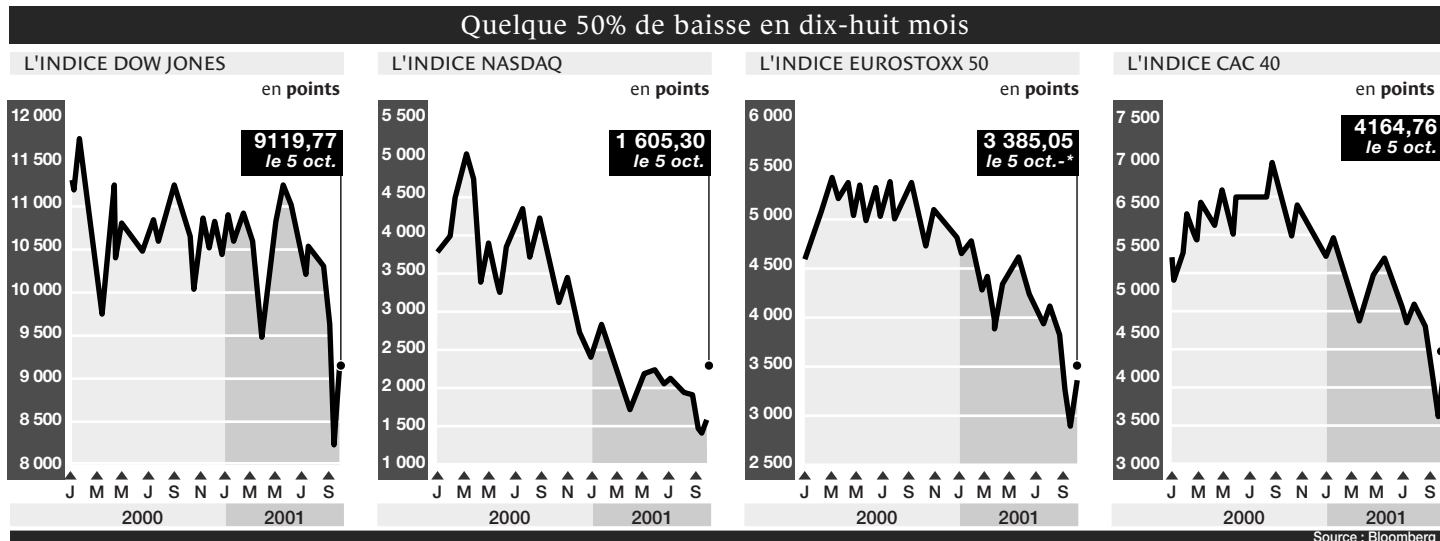
conduit à des évaluations à court terme de la gestion des entreprises. ● **TROIS GRANDS PATRONS** français analysent les conséquences de ce yoyo pour leur entreprise.

## La volatilité des marchés financiers déstabilise les entreprises

Les actions des sociétés peuvent varier, à la hausse ou à la baisse, de plus de 10 % en une seule séance. Ces mouvements extrêmes sont liés à l'incertitude économique et à la publication, de plus en plus fréquente, des résultats trimestriels. Ils perturbent gravement la gestion stratégique des dirigeants

**LONGTEMPS** obsédés par leur cours de Bourse, les chefs d'entreprise commencent à avoir le tournis. Certains même ne cachent plus leur désarroi. « Je me méfie des jugements trop hâtifs des marchés financiers, qui exagèrent les tendances », nous avait confié Bernard Arnault, PDG de LVMH (*Le Monde* du 26 septembre). Il faut dire qu'après des années de hausse à peu près régulière, les cours des actions font irrésistiblement penser au yoyo et donnent des sueurs froides aux dirigeants qui, hier, ne juraient que par la « création de valeur pour l'actionnaire ».

Entreprise de mécanique, Legris est a priori un placement de père de famille, loin des turbulences de l'ex-nouvelle économie. Pourtant, quand il arrive à son bureau, vendredi 21 septembre, Pierre-Yves Legris, président du comité exécutif, est à la tête d'une entreprise qui vaut 417,45 millions d'euros. Mais après l'annonce d'un résultat net semestriel de 7,9 millions d'euros seulement, l'action chute de plus de 57 %. A la fin de la journée,



Legris Industries ne vaut plus que 177 millions d'euros. Si une telle variation est spectaculaire, il est devenu fréquent que le titre d'une entreprise progresse ou chute de plus de 10 % en une seule séance. Le 27 septembre, le titre Alstom

a perdu 26,8 % (soit 1,48 milliard d'euros) en raison de la défaillance d'un des clients de sa filiale Les Chantiers de l'Atlantique. Le 14 septembre, Vivendi Universal chutait de 11,99 % : 6 milliards d'euros partaient en fumée. Une

baisse apparemment incompréhensible même pour les marchés puisque, dès la séance suivante, le titre regagnera 11,37 %. L'action France Télécom est symptomatique de la nervosité des marchés : le 5 septembre, l'action perd 7 %, le lendemain 9 %, puis regagne 7,53 % le 9 septembre, pour replonger le 11 de près de 10 %, etc.

Ces cas ne sont pas isolés, mais s'inscrivent dans un contexte de baisse boursière généralisée. Après s'être effondrés de façon spectaculaire à la suite des attentats de New York et de Washington, les indices boursiers mondiaux se sont ressaisés et ont regagné l'essentiel du terrain perdu. Les experts donnent aujourd'hui une nouvelle définition du krach : une baisse de plus de 20 % par rapport au plus haut niveau historique atteint par un indice boursier. Mesuré de cette façon, le krach actuel des bourses mondiales ne fait pas de doute.

La baisse des marchés s'accompagne depuis quelques années d'une augmentation des écarts de cours : c'est ce qu'on appelle la volatilité. Les marchés d'actions semblent gagnés par une sorte de mouvement brownien. En France, la première illustration en a été « l'affaire Alcatel » : en septembre 1998, l'action Alcatel chutait de 38 % en

une seule séance, son président, Serge Tchuruk, ayant fait état « d'une performance opérationnelle ralentie par un contexte défavorable » en raison de la baisse des commandes en Europe et des crises asiatique et russe. En quelques heures, la valorisation de la société était réduite de 70 milliards de francs, simplement parce que ses perspectives de bénéfice opérationnel pour l'année étaient abaissées de 6 à 4 milliards de francs.

De tels écarts sont aujourd'hui fréquents. A la hausse, d'abord. En examinant le cours de valeurs comme Amazon, AOL ou Yahoo!, les spécialistes expliquaient que « le krach est nulle part et partout », car leurs fortes séances de hausse étaient fréquemment suivies de baisses. Les valeurs de technologie, de médias et de télécommunications enchaînaient des hausses quotidiennes à deux chiffres, et des chutes préparant de nouvelles hausses. Depuis le printemps 2000, la baisse a été tout aussi violente, avec cette fois-ci des mouvements inverses de rebond. Les courtiers voient dans ces mouvements erratiques la trace des *hedge funds*, ces fonds spéculatifs qui vendent « à découvert » des titres pour les racheter moins cher. Après avoir fait fortement baisser les titres, les

rachats leur permettent de rebondir quelque peu.

Si les amplitudes sont beaucoup plus fortes, enseigne l'affaire Alcatel, c'est aussi parce que les opérateurs sanctionnent de plus en plus violemment une entreprise qui ne tient pas ses prévisions de bénéfices. L'adoption d'une culture de « maximisation du profit de l'actionnaire », selon la théorie de la « *shareholder value* », rend les investisseurs de plus en plus exigeants, la norme étant de rechercher une rentabilité de 15 % par an des fonds investis. Autre raison : des erreurs d'appréciation de la vitesse de développement des nouvelles technologies. « Le marché attendait de très fortes croissances des valeurs de technologies, communication, télécommunications sans fil. Lorsqu'il se rend compte que cela ne se passe pas comme ça, les cours de Bourse deviennent extrêmement volatils », explique le directeur financier d'une société du CAC 40.

Cette hyperréaction du marché a déjà provoqué des réflexes de défen-

**La norme est de rechercher une rentabilité de 15 % par an des fonds investis**

se de la part de certaines entreprises. Pour tenter d'introduire une dose de long terme dans le fonctionnement des marchés, le patron de Porsche, Wendelin Wiedeking, a par exemple refusé de publier des résultats trimestriels. « Nous ne voulons pas entrer dans les considérations à court terme qui orientent les objectifs trimestriels », avait déclaré M. Wiedeking dans un entretien avec le magazine *Der Spiegel* du 4 juin. Il avait estimé que « le danger est grand que l'on ne dirige plus l'entreprise que de façon à ce que les chiffres trimestriels soient bons. (...) Cette façon de penser à court terme n'est pas à mes yeux une manière sensée de diriger une entreprise ».

Ces dysfonctionnements sont néanmoins difficiles à éviter pour une société cotée. L'instabilité des marchés a gelé les introductions en Bourse, les fusions et les augmentations de capital, ce qui impose de reporter certains projets. La valeur des actions achetées par les salariés dans le cadre de l'épargne salariale est de plus en plus ballottée. Finalement, plutôt que d'investir, les sociétés préfèrent utiliser leur trésorerie à racheter leurs propres actions pour soutenir leur cours de Bourse... jusqu'à la prochaine chute.

Frédéric Lemaître et Adrien de Tricornot

### TROIS QUESTIONS À...

PIERRE-NOËL GIRAUD

**1** Vous êtes professeur d'économie à l'École des mines de Paris, à l'université de Paris-Dauphine, et auteur d'un ouvrage sur les marchés financiers, *Le Commerce des promesses*. Comment expliquez-vous la volatilité des marchés depuis 1998 ?

Il n'est pas possible de déterminer le prix d'une action à partir de fondamentaux économiques objectifs. Le prix ne fait que refléter une anticipation moyenne de l'avenir. Les marchés sont volatils parce que ces anticipations le sont. Elles reposent sur une interprétation changeante des rares faits observables. Elles sont influencées par divers « gourous » ne craignant jamais de se contredire, et comprenant une large part de mimétisme.

Au printemps 2000, les anticipations sur la « nouvelle économie »

ont fait l'objet d'une brusque dévaluation. A posteriori, il est trop facile de dire qu'il s'agissait d'une bulle spéculative vouée à éclater. De même qu'il est impossible de savoir aujourd'hui si les entreprises sont évaluées « correctement ».

**2** Comment envisagez-vous les répercussions des fluctuations de la Bourse sur le modèle économique des entreprises ?

Rien de significatif à moyen terme. La volatilité de la Bourse ne modifiera pas, à mon avis, la répartition du pouvoir entre dirigeants et actionnaires dans l'entreprise. Par contre, les opérations de fusions géantes par échange d'actions vont vraisemblablement se raréfier. Certains croient possible un rééquilibrage en faveur des salariés dans le « capitalisme patrimonial » : par l'intermédiaire de leurs fonds de pension, les salariés parviendraient à cogérer les entre-

prises. Je n'y crois pas. Mais il serait souhaitable que les salariés en tant que tels puissent obtenir ce rééquilibrage par d'autres voies. Le déséquilibre actuel est porteur de crises à plus long terme.

**3** Quelles sont les perspectives à moyen et long terme pour les marchés ?

Il est actuellement impossible de savoir quand les marchés reprendront, du fait des incertitudes géopolitiques. Mais il n'est pas exclu qu'ils reprennent, dans le cas d'une riposte américaine très ciblée. En effet, les facteurs qui portaient la croissance de l'économie américaine jusqu'en 2000 – les gains de productivité liés à la diffusion des technologies de l'information – sont loin d'être épuisés, surtout en Europe, et peuvent très bien se manifester à nouveau.

Propos recueillis par Elsa Conesa

## Trois patrons s'expriment sur le yoyo des Bourses



SERGE TCHURUK

Interrogés par *Le Monde*, trois dirigeants s'expriment sur la volatilité des marchés

**Serge Tchuruk, PDG d'Alcatel.** Bien sûr, pour nos actionnaires, la phase que nous traversons actuellement est une épreuve, et nous sommes totalement conscients des difficultés qu'elle peut entraîner. Cela étant, les fortes variations des valeurs de télécommunications traduisent l'importance des attentes suscitées par notre métier, où le moindre espoir porte à un excès d'optimisme et où toute déception conduit à un excès de pessimisme. Ceci est lié au fait que le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui de la généralisation des flux de communication entre les hommes qu'il s'agit de voir, de données ou d'images. Notre secteur d'activité est celui qui peut prétendre au plus fort potentiel de croissance. Du coup, les valeurs de télécommunications changent de nature. Ce sont des titres qui peuvent entraîner de hautes récompenses mais aussi de hauts risques comme actuellement. Sur le long terme, ils remonteront car ne pas croire aux valeurs des télécommunications, c'est ne pas croire à l'avenir.



JEAN PEYRELEVADE

**Jean Peyrelevade, président du Crédit lyonnais.** Les marchés financiers étaient déjà mauvais, et l'année considérée comme difficile, avec peu de mouvements, donc moins de commissions et moins de placements. L'incertitude sur le niveau futur d'activité et l'évolution du coût du risque est dorénavant encore plus grande. La chute des marchés devrait avoir des conséquences plutôt négatives sur les activités de la banque, que nous ne sommes pas capables de mesurer aujourd'hui. Mais la situation économique ne mérite pas une sur-réaction. Je suis moins pessimiste que nombre d'observateurs sur l'évolution macro-économique. Je pense que le choc du World Trade Center sera absorbé avec un décalage d'un trimestre. On peut assister à un redémarrage des activités financières au premier trimestre 2002, sous réserve des incertitudes géopolitiques. Il y a, ici ou là, des éléments positifs : les marchés ont fortement chuté, ils vont donc rebondir. Leur forte volatilité a des conséquences positives sur l'activité de dérivés sur actions. Globalement, la volatilité est, à tendance donnée, plutôt un facteur positif pour les résultats de notre activité.



MICHEL-ÉDOUARD LECLERC

**Michel-Edouard Leclerc, coprésident des Centres Leclerc (non cotés en Bourse).** Les mutations technologiques et la taille croissante des marchés impliquent des besoins en investissements lourds. Pour se différencier de la concurrence, il faut faire des choix d'innovation qui comportent une part de risque, d'incertitude, ce qui me semble incompatible avec un actionariat de plus en plus anonyme et « zappeur ».

En temps de crise, quand le gestionnaire de magasin est le propriétaire, il est le meilleur manager et le meilleur actionnaire, car il défend son propre patrimoine. Certes, il a lui aussi besoin de rendement financier. Mais il a une autre palette de critères de résultats qu'un actionnaire boursier focalisé sur le seul cours de ses actions. Cette récession est une formidable opportunité pour les Centres Leclerc de réinvestir dans notre utilité sociale, qui est de distribuer du pouvoir d'achat aux consommateurs en baissant les prix. Je peux vous dire que nos adhérents vont se mettre en ordre de marche comme un seul homme pour réinvestir dans cet objectif, beaucoup mieux que nous pourrions le faire des actionnaires boursiers.

## Le Monde et LE ROBERT

# Grand Concours de la langue française

un **Grand Robert**, dix **Robert Historique** et dix **Petit Robert** à gagner chaque jour, jusqu'au 19 octobre (*Le Monde* daté 20)

- De quelle famille est le mot « dam », dans « à mon, son... grand dam », dont la norme veut qu'il soit prononcé comme « dans » plutôt que comme « dame » ?
- De quel père célèbre de la mythologie le nom a-t-il servi, en passant par l'École polytechnique, à désigner un long exposé verbeux ?
- Deux documentaristes ayant travaillé en Afghanistan ont publié dans *Le Monde* des articles dont ont été tirées deux citations de la nouvelle édition du *Grand Robert de la langue française*. Quelles sont ces deux personnes ?

Envoyez vos réponses sur carte postale à :

Jeu-concours Dictionnaires Le Robert, 27, rue de la Glacière, 75640 Paris Cedex 13

Parmi les bonnes réponses, chaque jour, 21 gagnants seront désignés par tirage au sort. Résultats et liste des gagnants dans *Le Monde* daté 4-5. Le règlement complet du jeu est déposé et disponible gratuitement chez M<sup>me</sup> Dubois huissier de justice à Paris, 35, rue Vaneuse, 75116 Paris. Jeu gratuit sans obligation d'achat.

Nouvelle édition revue et augmentée  
**LE GRAND ROBERT DE LA LANGUE FRANÇAISE**

Souscription en librairie à 2 100 F jusqu'au 15 novembre 2001, au lieu de 2 600 F



Code pénal Litec - 2002

14<sup>e</sup> éd. par H. PELLETIER ET J. PERFETTI

199 F 30,34 €

Code de procédure pénale Litec - 2002

14<sup>e</sup> éd. par G. AZIBERT

199 F 30,34 €

En vente en librairie

Litec

# La Haute Cour de Londres place Railtrack sous administration judiciaire

La faillite de la société ferroviaire marque l'échec de la privatisation du rail britannique

La société Railtrack, qui gère les voies, les infrastructures et les gares du réseau ferroviaire britannique, est en faillite. Sa déconfiture illustre

l'échec de la privatisation du rail outre-Manche. Le gouvernement de Tony Blair ne compte pas, pourtant, procéder à une renationalisation, au

motif que celle-ci serait trop coûteuse. La société va donc être transformée en un « trust », une compagnie privée sans but lucratif.

## LONDRES

de notre correspondant

Ce pourrait être l'histoire, banale en ces temps de ressac économique, de la mise sous administration judiciaire d'une société de transport ; la fin d'une compagnie piégée par un endettement de 3,3 milliards de livres (35 milliards de francs) et un manque à gagner de 2,4 milliards de livres pour financer des investissements considérables au cours de la décennie en cours ; l'échec d'une direction arrogante, sûre d'elle et de son droit. Mais pas seulement. La mise sous administration judiciaire de la compagnie de chemin de fer Railtrack, décidée, dimanche 7 octobre, par la Haute Cour de Londres à la demande du gouvernement, est surtout le symbole de l'échec de la privatisation du rail, entreprise en mai 1996, par le gouvernement conservateur de John Major. A la surprise générale, le rideau est tombé sur Railtrack, firme chargée des voies, des infrastructures et des gares.

Railtrack doit être transformée en un « trust », une compagnie privée sans but lucratif. Ses attributions devraient être éclatées entre plusieurs sociétés régionales à créer. Des sous-traitants seraient chargés de la signalisation, de la rénovation des gares ou des dépôts, de la maintenance légère

etc. Pour se procurer les fonds nécessaires à la modernisation du réseau, la nouvelle société pourrait émettre des obligations garanties par l'Etat. Reste à décider du sort des quelque trois cent mille actionnaires de Railtrack, dont la cotation a été suspendue lundi, et qui pourraient perdre leur chemise dans l'un des plus gros désastres industriels de l'histoire britannique.

## CATASTROPHE DE HATFIELD

La pièce avait pourtant bien débuté. Le nombre de passagers s'était accru depuis la privatisation du réseau. La popularité du chemin de fer gonflait les ressources de Railtrack provenant essentiellement des redevances payées par les opérateurs, voyageurs comme fret, pour l'accès au réseau et aux grandes gares. Un monopole privé remplaçait un monopole public. Revenu aux affaires en 1997, le Labour avait rayé de son programme toute « renationalisation ». Et la fin du premier acte en 1998 - l'action frôle les 18 livres - aurait pu être flamboyant s'il n'y avait pas eu cette série de catastrophes ferroviaires mettant en exergue les dysfonctionnements du système. En particulier, la catastrophe de Hatfield, en octobre 1999 (provoquée par un rail brisé) et le très coûteux programme de révision des voies qui s'en était

suivi, avaient porté à son comble l'exaspération des passagers lassés des retards et annulations.

Railtrack était sur la sellette pour avoir sacrifié la sécurité afin de plaire à la Bourse en valorisant les avoirs des actionnaires par le truchement d'une compression de coûts. Les vingt-cinq opérateurs ferroviaires responsables des lignes, dont les services avaient été gravement perturbés par le vaste programme de travaux, exigeaient de lourdes compensations. Malgré les nuages qui s'amoncelaient au-dessus de Railtrack, le gouvernement annonçait en juillet 2000 un plan de dix ans pour les transports en prévision des élections de mai. Avec 60 milliards de livres dont la moitié provenant du secteur privé, le secteur ferroviaire est le grand bénéficiaire de cette manne.

Alors que le Labour était triomphalement reconduit en mai, la crise de Railtrack s'aggravait. La chute drastique de sa capitalisation boursière, la sortie peu glorieuse de l'indice boursier FTSE-100 l'empêchaient de lever les fonds nécessaires à son expansion. Incapable d'honorer ses échéances, la compagnie disposait d'un surplus de quelques semaines pour trouver les aides financières auprès du gouvernement. La semaine dernière, le Trésor refusait de renflouer Railtrack à

qui il avait déjà avancé au printemps 1,5 milliard de livres.

Faut-il renationaliser Railtrack, comme l'exigent à grands cris les syndicats et les associations de consommateurs ? Selon les calculs du Trésor, pareil retour à la sphère publique pourrait coûter plus de 10 milliards de livres. Une charge trop lourde pour des finances de l'Etat mises à mal par l'épidémie de fièvre aphteuse, le coût des opérations militaires contre l'Afghanistan et les effets du ralentissement économique sur les rentrées fiscales. Une telle rétrocession serait d'autant plus complexe qu'en vertu de la loi, le rachat des titres devrait s'effectuer au cours moyens des trois à cinq dernières années, soit 10 livres, et non pas à la valeur lors de la clôture de la Bourse de Londres, le 5 octobre, à 280 pence ! Par ailleurs, les opposants à un retour de Railtrack à l'Etat ont beau jeu de souligner les déboires des grands projets d'infrastructures publics chers au premier ministre, Tony Blair, comme la ligne de métro Jubilee ou le Dôme du millénaire ? Les maux des transports britanniques ne trouvent-ils pas leur origine dans des décennies de sous-investissement, même quand ils étaient dans le giron étatique sous le nom de British Rail ?

Marc Roche

## Vincent Bolloré a été désigné reprenneur de la SFP

UN PEU PLUS de vingt-six ans après sa naissance, la Société française de production (SFP) a été privatisée, lundi 8 octobre. Ses destinées sont désormais entre les mains du groupe Euromedia qui appartient à Vincent Bolloré. Au cours d'un comité d'entreprise extraordinaire - qui devait être suivi d'un conseil d'administration extraordinaire dans l'après-midi -, Roland Fiszal, PDG de la SFP et lui-même candidat à la reprise, a annoncé la victoire de son adversaire. M. Fiszal avait appris la nouvelle dimanche dans la soirée, la commission de transfert et de participations ayant donné son accord jeudi. Le rachat qui s'élève à 30 millions de francs (4,57 millions d'euros) sera assorti d'un plan social drastique qui prévoit le départ de 286 salariés sur les 416 actuels.

Depuis juillet, il ne restait que deux reprenneurs en lice pour la privatisation de la SFP - le troisième dossier, présenté par Daniel Lebard Management Development n'avait pas passé le dernier examen des candidatures à Bercy. M. Fiszal proposait pour sa part un rachat de la société par ses dirigeants et ses salariés et prévoyait de conserver 234 personnes sur 416. Pour les autres employés, il espérait un plan de reclassement dans les sociétés publiques comme France Télévision ou Radio France.

L'Etat lui a donc préféré Euromedia qui apporterait 70 % du capital d'une nouvelle holding (SFP holding) à laquelle le groupe Bolloré s'associerait à 30 % selon des sources proches du dossier. Euromedia promet de conserver 130 person-

nes et compte également sur une aide de l'Etat pour la mise en place d'un plan social comparable à celui de 1998 pour les salariés qui ne seront pas repris.

## UN QUART DE SIÈCLE DE CRISES

Créée en 1983, Euromedia est une des premières en France en matière de plateaux de tournage ; elle réalise 160 millions de francs de chiffre d'affaires, annonce une marge brute de 4 % et emploie 32 cadres. Elle fait appel à des intermittents, en fonction des besoins de ses clients. Le rachat de la SFP devrait lui permettre de conforter sa place sur le marché et de s'ouvrir à de nouveaux horizons. A moins de procéder à un « dépeçage » au terme des trois ans au cours desquels le périmètre de l'entreprise ne doit pas varier, selon le cahier des charges. La SFP est en effet dotée d'un très beau patrimoine d'une richesse estimée à 80 millions de francs. Si elle a dû se résoudre à vendre ses locaux historiques des Buttes-Chaumont en 1997, la SFP possède encore les studios de Boulogne-Billancourt et de Bry-sur-Marne, elle dispose aussi d'un parc de cars de transmission ultra-modernes et régulièrement renouvelés. Sa santé financière ne serait pas si mauvaise. En 1998, l'Etat avait procédé à une recapitalisation qui n'a pas encore été totalement entamée. La trésorerie s'élèverait à 150 millions de francs.

Née le 1<sup>er</sup> janvier 1975 à la suite de l'éclatement de l'ORTF, la SFP alors destinée à être « privatisable » en cinq ans, a connu un quart de siècle de

crises. Son histoire a été marquée par des grèves, des plans sociaux, d'innombrables projets de privatisation. On ne compte plus les rappels à l'ordre de la Commission européenne à l'Etat accusé de fausser le jeu de la concurrence en injectant des aides de plusieurs milliards de francs à la société.

Avec la privatisation, ce feuilleton aux maints soubresauts ne semble pourtant pas avoir trouvé son épilogue. M. Fiszal s'étonne que l'Etat ait accepté un plan beaucoup plus coûteux que le sien. « C'est inacceptable », déclare-t-il. Selon des sources divergentes, le coût de la reprise de la SFP par Euromedia s'élèverait de 200 millions à... 700 millions de francs : « C'est nous qui avions demandé la privatisation de la SFP, poursuit M. Fiszal. C'était une façon de trouver des alliances puisque la SFP, étant publique, ne pouvait racheter ses concurrents. Euromedia a gagné ».

« La seule possibilité de sauver la SFP est de l'associer à un diffuseur comme France Télévision, par exemple », estime la CGT. Pourtant, les chaînes publiques n'ont pas montré d'empressement devant un tel projet, d'autant moins que France 3 dispose de son propre outil de production. Depuis longtemps, les syndicats de la SFP, toujours très mobilisés, ont fait savoir qu'ils refusaient les deux plans des reprenneurs, tous deux synonymes de licenciements et n'excluaient pas des actions à venir.

Bénédicte Mathieu

## La facture des attentats ne cesse de monter pour les assureurs

LE GROUPE d'assurance suisse Zurich Financial Services a multiplié par deux, lundi 8 octobre, son estimation des pertes causées par les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, les évaluant désormais entre 700 millions et 900 millions de dollars (762 millions à 980 millions d'euros). Le deuxième réassureur mondial, Swiss Re, avait annoncé le 20 septembre que sa charge financière devrait atteindre 2 milliards de francs suisses (1,38 milliard d'euros) au lieu du 1,2 milliard de francs suisses escompté. Au total, selon des évaluations du contrôleur des finances de la ville de New York, les attentats qui ont détruit le World Trade Center devraient coûter 37 milliards de dollars (40,2 milliards d'euros) à la communauté des assureurs, soit un peu plus du tiers du sinistre total (105 milliards de dollars).

## Le sauvetage de Swissair par l'UBS et le Crédit suisse attaqué en justice

UNE SOIXANTAINE de banques, dont la Deutsche Bank, la Commerzbank et Citibank, préparent une action en justice contre l'UBS et le Crédit suisse, les accusant d'avoir profité à leurs dépens de la débâcle de Swissair, a rapporté dimanche 7 octobre *The Sunday Telegraph*. Le 1<sup>er</sup> octobre, quelques jours avant le gel des dettes de Swissair, l'UBS et le Crédit suisse ont accepté de financer un plan de sauvetage des activités de la compagnie aérienne, achetant 70 % du capital de la filiale Crossair. Cette opération leur a valu de réaliser ensuite une forte plus-value. Les créanciers reprochent aux deux principales banques commerciales de Swissair de ne pas les avoir consultés, et d'avoir tiré profit du montage. « L'UBS et le Crédit suisse disent avoir agi rapidement pour éviter une crise, mais les banques sont indignées d'avoir été abandonnées avec une montagne de dettes, et furieuses que les deux banques suisses se sauvent avec le joyau de la couronne à bon prix », a indiqué un banquier. Le montant dû aux banques créancières atteindrait 5,57 milliards de dollars, prêtés à Swissair au cours des deux dernières années.

## Virgin et American Airlines s'intéresseraient à la Sabena

ALORS qu'une réunion devait se tenir lundi 8 octobre avec le premier ministre belge et les syndicats de la Sabena, le bal des prétendants a commencé autour de la compagnie aérienne belge, en grandes difficultés depuis la faillite de son actionnaire Swissair qui en détient 49,5 % aux côtés de l'Etat belge. Virgin Express serait ainsi intéressée par la reprise de « certaines opérations » de la Sabena, selon l'édition dominicale du journal britannique *The Observer*. Un journal flamand, citant le ministre belge des participations publiques, Rik Daems, a indiqué samedi 6 octobre que deux compagnies aériennes américaines et deux investisseurs belges avaient exprimé leur intérêt pour le dossier Sabena. Interrogé à la télévision belge dimanche, M. Daems a confirmé que des contacts avaient été établis avec plusieurs partenaires potentiels pour Sabena. American Airlines serait ainsi sur les rangs, dans la perspective de faire de Bruxelles son hub européen pour ses liaisons transatlantiques.

## Philip Morris condamné pour non-respect de la loi sur le tabac

TROIS DIRIGEANTS de deux filiales, néerlandaise et allemande, du groupe américain de cigarettes Philip Morris ont été condamnés, jeudi 4 octobre, par le tribunal correctionnel de Quimper à 200 000 francs d'amendes pour avoir enfreint la réglementation sanitaire sur le tabac. Selon la justice, ce fabricant a dénaturé les messages de prévention figurant sur les paquets de cigarettes. Ils ont été, ainsi que leurs sociétés, reconnus civilement responsables et condamnés à verser 500 000 francs au plaignant, le comité national contre le tabagisme (CNCT), au titre des dommages et intérêts.

Le CNCT avait déjà obtenu une condamnation définitive le 15 février 2000 par la cour de cassation. Mais, il avait engagé une nouvelle procédure estimant, qu'après cette date, Philip Morris n'a pas modifié la présentation des messages.

## « El Pais » et le « Herald Tribune » finalisent un partenariat éditorial

EL PAIS, le premier quotidien espagnol, et le quotidien américain *International Herald Tribune* ont conclu un accord de partenariat en Espagne. Dès lundi 8 octobre, *El Pais* diffusera six jours par semaine un supplément de huit pages en langue anglaise baptisé *El Pais English Edition*, dans le journal américain vendu en Espagne. *L'International Herald Tribune* a déjà signé des accords similaires avec d'autres titres de la presse mondiale, comme l'*Asahi Shimbun* au Japon, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en Allemagne, *Il Corriere della Sera* en Italie ou encore *Ha'aretz* en Israël.

## Bruxelles joue un rôle déterminant dans la concentration des sociétés

LE REFUS attendu, mercredi 10 octobre, du rapprochement entre les français Schneider et Legrand rappelle que parmi les règles du droit communautaire qui in t é r e s s e n t les entreprises, celles qui concernent la concurrence occupent une place centrale. D'inspiration néolibérale, elles ont pour objet de garantir, à l'intérieur d'un espace sans frontières, le fonctionnement d'une économie de marché. A cette fin, elles interdisent tous les comportements qui pourraient contrarier la libre activité, comme les pratiques collusoires ou les aides d'Etat, dès lors que celles-ci affectent le commerce et faussent le jeu de la concurrence. Elles prévoient également, sur la base d'un règlement de 1989, un contrôle des opérations de concentration entre entreprises, destiné à empêcher, comme le précise le texte, que les restructurations industrielles n'aboutissent à « entraver de manière significative une concurrence effective dans le marché commun ».

Ces règles ont une influence considérable sur la pratique des affaires. En faire abstraction est un

risque majeur, les sanctions qui frappent les contrevenants pouvant être sévères. C'est ainsi qu'en juin 2000, la Commission a infligé à cinq sociétés, reconnues coupables d'entente sur les prix de la lysine, une amende d'un montant cumulé de 110 millions d'euros. Il est donc clair que la connaissance du droit applicable, et la manière dont il est mis en œuvre, est indispensable à toute société implantée dans la Communauté ou qui entretient des relations avec elle. C'est dans cette perspective que la Commission, dont le rôle est central en ce domaine, publie annuellement un rapport sur « la politique européenne de concurrence ». Le dernier en date, le trentième, couvrira l'année 2000. Il est déjà disponible dans sa version abrégée. Outre des statistiques sur l'application du droit de la concurrence, le rapport détaille, matière par matière, l'activité des douze mois écoulés.

## DEUX REFUS EN 2000

L'analyse qu'il consacre, pour se limiter à cet exemple, au contrôle des concentrations, présente un grand intérêt. Elle souligne l'augmentation croissante du nombre des affaires notifiées par les entreprises à la Commission en 2000 (345 nouveaux dossiers, + 18 %) et le large éventail de produits et de

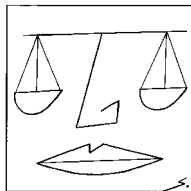
services qu'elles concernent dans des secteurs aussi variés que le nucléaire (Framatome-Siemens-Cogéma), la télévision à péage (Vivendi-Cana+Seagram) ou la vente en gros de carburants (Total-FinaElf).

L'étude révèle également qu'après examen la plupart des opérations envisagées ont été autorisées, avec ou sans conditions. Deux seulement ont été totalement interdites. La première, dans l'affaire Volvo-Scania, concernait le marché des poids lourds et des autobus (*Le Monde* du 15 mars 2000) - la fusion aurait, selon la Commission, accordé une position trop importante en Europe du Nord. La seconde opération concernait deux entreprises américaines de télécommunications, MCI WorldCom et Sprint. Elle a été interdite par la Commission, car elle aurait créé, au bénéfice de l'entité issue de la fusion, une position dominante sur le marché de la fourniture de connectivité Internet. Exemple en ce qu'elle concernait à la fois des entreprises situées hors de la Communauté et un secteur d'activité sensible, cette affaire n'est pas terminée, puisque le 27 septembre 2000, MCI a formé, comme le traité lui en donne la possibilité, un recours en annulation contre la décision de la Commission devant le tribunal de première


instance des Communautés. L'affaire est en cours d'instruction.

Essentielle pour connaître la politique de la Communauté en matière de concurrence et les initiatives législatives qui s'y rapportent, comme la très importante proposition de modernisation de l'application des règles relatives aux ententes, la lecture du rapport peut s'éclaircir d'un jour nouveau, grâce à des ouvrages qui ont, moins que lui, la sécheresse scientifique. On signalera notamment *Le Marché et le pouvoir* (éd. Racine, 2000), de Karel Van Miert, ancien commissaire à la concurrence. L'auteur y revient sur les affaires les plus marquantes de son mandat, comme le Crédit lyonnais et les aides de l'Etat français, les sociétés Kirch et Bertelsmann, qui tentaient de se partager le marché de la télévision en Allemagne, ou encore le joueur de football Bosman, opposé à l'UEFA. M. Van Miert apparaît ici, moins nettement que dans d'autres de ses écrits, à la recherche d'un équilibre entre ouverture au marché et intérêt général, mais déterminé à montrer que l'Europe a tout à gagner d'une application sans faiblesse des règles de concurrence.

Isabelle Pingel-Lenuzza (professeur à l'université Paris-XII)



EXPERTISE



# GAP

**Le site-guide des acheteurs de BMW à Paris.**

*Le stock neuf et occasion en ligne*

**Cotations express location longue durée**

*Les contrats d'entretien jusqu'à 5 ans*

**Les tarifs et les stocks GAP**

## www.gap.fr

Villiers
Etoile
Concorde

## TABLEAU DE BORD

## AGENDA

## MARDI 9 OCTOBRE

■ **UNION EUROPÉENNE** : publication d'un rapport de la Banque des règlements internationaux.

■ **ALLEMAGNE** : chiffres du chômage du mois de septembre et de la production industrielle en août.

■ **JAPON** : indices des prix de gros en septembre et des commandes de biens d'équipement en août.

## MERCREDI 10 OCTOBRE

■ **FRANCE** : présentation à l'Assemblée nationale d'un rapport sur le blanchiment des capitaux en Grande-Bretagne.

■ **ALLEMAGNE** : chiffres du commerce extérieur en août.

■ **ÉMIRATS ARABES UNIS** : réunion des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la conférence islamique.

## JEUDI 11 OCTOBRE

■ **UNION EUROPÉENNE** : chiffres définitifs de l'inflation européenne en septembre.

■ **NORVÈGE** : présentation du projet de loi de finances 2002.

## VENDREDI 12 OCTOBRE

■ **FRANCE** : publication par l'Insee des comptes du troisième trimestre et de l'évolution des prix à la consommation en septembre.

■ **ÉTATS-UNIS** : indices des prix à la production et des ventes de détail en septembre.

## AFFAIRES

## INDUSTRIES

● **PSA PEUGEOT CITROËN** : le constructeur automobile maintient son plan d'investissement de 100 millions d'euros pour accroître ses capacités de production à l'horizon 2003, annonce l'un des responsables de la firme, lundi 8 octobre, dans le quotidien économique *La Tribune*.

● **MAN** : le fabricant de machines-outils allemand souhaite acquérir Mannesmann Plastics Machinery, filiale du groupe Siemens, affirme le *Wall Street Journal Europe* dans son édition de lundi, en ajoutant que les négociations n'ont pas encore commencé.

● **COMPAQ** : le groupe informatique américain, qui est sur le point d'être racheté par

son rival Hewlett-Packard, a remporté un contrat de 95 millions de dollars pour la fourniture, pendant cinq ans, de services informatiques à General Electric, a-t-il indiqué lundi. Compaq avait annoncé la suppression de 8 500 emplois.

● **NESTLÉ** : le groupe agroalimentaire suisse a créé, lundi 8 octobre, une société commune avec le numéro deux chinois de la fabrication de bouillons de poules. Nestlé détient 60 % du capital de cette filiale.

● **MAJORETTE** : les salariés du site historique de fabricant de jouets, à Rillieux-la-Pape (Rhône), devaient manifester, lundi en début d'après-midi, à l'occasion de la tenue d'un comité central d'entreprise consacré au projet de fermeture de l'usine, qui emploie 330 personnes.

## SERVICES

● **AUSTRIAN AIRLINES** : la compagnie aérienne autrichienne va supprimer plus de 1 000 emplois, soit 14 % de ses effectifs, pour réduire ses pertes qui devraient atteindre 145 millions d'euros en 2001, rapporte le magazine autrichien *Foram* dans son édition de lundi.

● **CANAL +** : le groupe audiovisuel, en déficit depuis 1997, est « en ligne avec ses objectifs » et retrouvera l'équilibre d'exploitation fin 2002, a annoncé Denis Olivennes, directeur général, dans un entretien au *Journal du Dimanche* du 7 octobre. Il prévoit une hausse de 3 % à 4 % du portefeuille d'abonnés en France cette année.

● **KIRCH** : le groupe de médias allemand a indiqué, lundi, qu'il faisait l'objet d'un contrôle de la part de l'autorité allemande de surveillance bancaire, qui examine dans quelles conditions des banques allemandes lui ont accordé des prêts de plusieurs milliards de marks.

● **FRANCE TÉLÉCOM** : le président de l'opérateur de télécommunications, Michel Bon, a déclaré, samedi sur Radio Classique, que son entreprise n'était pas touchée par la dégradation de la conjoncture économique après les attentats aux Etats-Unis, ajoutant que son « activité continue à se développer physiquement à un rythme qui est très important ».

## VALEUR DU JOUR

## Telefonica en cure d'austérité

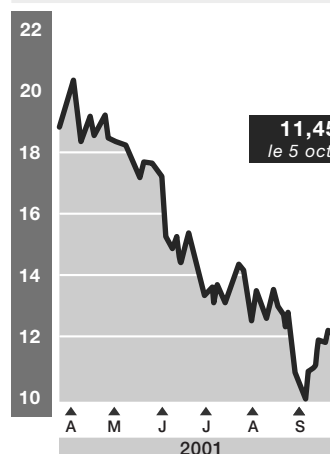
L'OPÉRATEUR historique de télécommunications espagnol Telefonica prépare un vaste plan de ventes d'actifs afin de réduire son endettement (supérieur à 30 milliards d'euros) et d'affronter la crise du secteur, selon son directeur général Fernando Abril-Martorell, cité par le quotidien *El País* dans son édition de vendredi 5 octobre. Le plan prévoit la vente d'importantes participations non stratégiques dans les médias et de l'essentiel du parc immobilier, ainsi qu'un ralentissement des investissements.

Telefonica veut ainsi se défaire des 22,7 % qu'il détient dans l'opérateur espagnol de satellites Hispatisat, de 5 % du groupe britannique Pearson, et de 50 % d'Azul TV, chaîne de télévision argentine. Telefonica cédera également 20 % du capital de Torneos y Competencias, société qui exploite les droits de football en Argentine et 14 % d'une société informatique Infotel. Les actifs immobiliers du groupe seront regroupés dans une société avant d'être vendus, pour une grande partie. Telefonica réduira ses investissements de 7 % cette année et de 12 % en 2002, notamment en Amérique latine où l'opérateur espagnol est fortement implanté.

Grâce à ce programme orchestré sur cinq ans, Telefonica, dont le titre a perdu 7 % sur un mois à 12,45 euros, espère améliorer sa rentabilité en augmentant son excédent brut d'exploitation de

## Action Telefonica

en euro à Madrid



Source : Bloomberg

9 % à 12 % chaque année, et réduire son endettement de 3 milliards d'euros à 28,35 milliards d'euros. Au premier semestre, le groupe avait dégagé un résultat net consolidé en hausse de 16,1 %, à 1,14 milliard d'euros, par rapport au premier semestre 2000, et un chiffre d'affaires en hausse de 15,2 %, à 15,30 milliards d'euros, grâce à sa branche de téléphonie mobile et ses activités en Amérique latine, malgré les difficultés économiques de cette région. Ce programme de rigueur doit lui permettre de faire face aux importants efforts à réaliser dans la téléphonie mobile de troisième génération (UMTS), après avoir obtenu des licences UMTS en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Suisse et en Autriche.

Elsa Conesa

EUROPE					
FRANCFORT DAX 30		LONDRES FT100		PARIS CAC 40	
5908	4334,97	5584	4974,80	5112	4031,09
5476		5354		4820	
5044		5124		4528	
4612		4894		4236	
4180		4663		3944	
3748		4433		3652	
9 J.	22 A.	8 O.	9 J.	22 A.	8 O.

Europe 9h57					
Indice	sélection	cours 08/10	Var. % 05/10	Var. % 31/12	
EUROPE	EURO STOXX 50	3292,53	- 1,66	- 31,01	
EUROPE	STOXX 50	3322,69	- 1,84	- 27,09	
EUROPE	EURO STOXX 324	272,37	- 1,53	- 30,48	
EUROPE	STOXX 653	265,60	- 1,82	- 26,18	
PARIS	CAC 40	4031,09	- 3,21	- 31,98	
PARIS	MIDCAC	....	....	....	
PARIS	SBF 120	2740,69	- 3,02	- 31,87	
PARIS	SBF 250	....	....	....	
PARIS	SECOND MARCHÉ	....	....	....	
AMSTERDAM	AEX	442,12	- 3,28	- 30,66	
BRUXELLES	BEL 20	2616,96	- 2,46	....	
FRANCFORT	DAX 30	4334,97	- 3,40	....	
LONDRES	FTSE 100	4974,80	- 1,22	- 20,05	
MADRID	STOCK EXCHANGE	7029,30	- 1,95	- 22,84	
MILAN	MIBTEL 30	28651	- 2,80	- 34,47	
ZURICH	SPI	5787,50	- 2,81	....	

AMÉRIQUES					
NEW YORK Dow Jones		NEW YORK Nasdaq		EURO / DOLLAR	
10610	9119,77	2087	1605,30	0,931	
10135		1954		0,914	
9660		1821		0,897	
9185		1688		0,881	
8710		1556		0,864	
8235		1423		0,847	
9 J.	20 A.	5 O.	9 J.	21 A.	5 O.

Amérique 9h57					
Indice	sélection	cours 05/10	Var. % 04/10	Var. % 31/12	
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9119,77	0,65	....	
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1071,38	0,09	- 18,85	
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	1605,30	0,50	- 35,02	
TORONTO	TSE INDEX	6894,24	- 0,07	- 22,83	
SAO PAULO	BOVESPA	10197,07	....	- 33,17	
MEXICO	BOLSA	309,67	0,41	- 2	
BUENOS AIRES	MERVAL	214,87	3,92	- 48,44	
SANTIAGO	IPSA GENERAL	95,35	- 0,96	- 0,68	
CARACAS	CAPITAL GENERAL	6731,69	- 0,38	- 1,37	

ASIE - PACIFIQUE					
TOKYO Nikkei		HONGKONG Hang Seng		EURO / YEN	
12407	10205,87	12713	9966,66	110,6	
11827		11959		109,6	
11246		11205		107,5	
10665		10451		106,5	
10085		9697		105,5	
9504		8942			
9 J.	22 A.	8 O.	9 J.	23 A.	8 O.

Zone Asie 9h57					
Indice	sélection	cours 08/10	Var. % 05/10	Var. % 31/12	
TOKYO	NIKKEI 225	10205,87	....	- 25,97	
HONGKONG	HANG SENG	9966,66	- 3,02	- 33,98	
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1348,22	- 2,69	- 30,03	
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	61,04	- 1,26	- 3,65	
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3075,80	- 1,23	- 2,50	
BANGKOK	SET	18,04	- 1,80	- 3,17	
BOBBAY	SENSITIVE INDEX	2778,31	- 1,23	- 30,05	
WELLINGTON	NZSE-40	1889,07	- 0,39	- 0,66	

## SUR LES MARCHÉS

## PARIS

LE CAC 40 reculait de 2,10 %, lundi 8 octobre, peu après l'ouverture, s'inscrivant à 4 077,18 points. L'indice de référence de la place de Paris avait perdu 0,74 %, vendredi 5 octobre, s'établissant à 4 164,76 points.

## FRANCFORT

RÉFÉRENCE de la place financière allemande, l'indice DAX reculait de 2,33 %, lundi 8 octobre dans les premiers échanges, cotant 4 383,07 points. L'indice DAX avait reculé de 1,33 %, vendredi 5 octobre, cotant 4 487,69 points.

## LONDRES

COMPOSÉ des cent premières valeurs cotées sur le marché londonien, l'indice Footsie a ouvert en baisse de 0,60 %, lundi 8 octobre, s'établissant à 5 005,80 points. L'indice Footsie avait progressé de 0,39 %, vendredi 5 octobre, à 5 036,00 points.

## TOKYO

LE MARCHÉ JAPONAIS était fermé, lundi 8 octobre, en raison d'un jour férié. La Bourse nipponne avait terminé stable, vendredi 5 octobre, selon l'indice Nikkei des 225 premières capitalisations boursières cotées sur le marché de Tokyo, qui s'établissait à 10 205,87 points. Les intervenants restaient prudents, à la veille d'un week-end prolongé et dans l'attente de la riposte militaire des Etats-Unis aux attentats du 11 septembre à New York et Washington.

## NEW YORK

LES MARCHÉS AMÉRICAINS ont terminé en légère hausse, vendredi 5 octobre, profitant de la proposition du président George W. Bush de mettre en œuvre de nouvelles réductions d'impôts. Principal indicateur de Wall Street, l'indice Dow Jones a gagné 0,65 %, terminant à 9 119,77 points. De son côté, l'indice élargi Standard & Poor's 500, qui sert de référence à de nombreux gérants de fonds, s'est apprécié de 0,16 %, à 1 071,38 points. Riche en valeurs de technologie, l'indice du marché électronique Nasdaq a reculé de 0,50 %, à 1 605,30 points. La Bourse américaine avait néanmoins reculé durant la plus grande partie de la séance après les mises en garde de Sun Microsystems, Gateway et AMD sur leurs résultats.

## TAUX

LE RENDEMENT des emprunts d'Etat se détendait de quelques fractions sur les marchés obligataires européens, lundi 8 octobre dans les premiers échanges. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans s'établissait à 4,74 %. Celui du Bund, son homologue allemand, s'inscrivait à 4,64 %.

## MONNAIES

L'EURO se repliait face au billet vert, lundi 8 octobre, dans les premières transactions, s'établissant à 0,9170 dollar. La monnaie japonaise perdait également du terrain face à la devise américaine, cotant 120,12 yens pour un dollar.

## ÉCONOMIE

## La BCE reste évasive sur une prochaine baisse des taux

LE PRÉSIDENT de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, s'est bien gardé, samedi 6 octobre, de promettre une baisse des taux d'intérêt en Europe, même si toutes les conditions paraissent réunies pour une telle mesure, vivement réclamée par les responsables politiques européens. Sortant d'une réunion du G7 samedi à Washington, le président de la BCE a indiqué que « l'inflation dans la zone euro va poursuivre sa récente baisse vers un niveau compatible avec la stabilité des prix » grâce à la chute des prix du pétrole, à la récente appréciation de l'euro et une croissance moins forte.

Ces propos pourraient laisser penser que la porte est ouverte à un nouvel assouplissement monétaire, mais M. Duisenberg s'est empressé de brouiller les pistes en ajoutant que ces facteurs modérateurs qui ont donné à l'évolution des prix un tour plus favorable justifient « a posteriori la décision prise le 17 septembre » de baisser les taux d'un demi-point.

Les responsables politiques de la zone, dont le ministre français de l'économie et des finances, Laurent Fabius, ont de leur côté lancé des appels pour que la Banque centrale européenne soutienne la croissance et poursuive la baisse des taux.

■ **ZONE EURO** : la Banque centrale européenne a décidé d'augmenter la quantité prévue de billets en euros devant être livrés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002, afin de répondre à une plus grande demande des banques de la zone euro, a-t-elle indiqué dans un communiqué vendredi. La quantité de billets a été augmentée à 14,9 milliards de billets, contre 14,25 milliards auparavant.

■ **Le ministre allemand des finances, Hans Eichel**, a affirmé samedi que les pays de la zone euro ne devaient pas s'écarter du pacte de stabilité et de croissance, qui prévoit une maîtrise des déficits budgétaires, lors d'une rencontre avec la presse à Washington.

■ **FRANCE** : l'hypothèse de croissance française de 2,5 % sur laquelle est fondé le budget 2002 est considérée comme très optimiste par de nombreux économistes, qui s'appuient sur le fait que la croissance d'une année dépend largement de l'année précédente et du moment où se pro-

duisent les améliorations de conjoncture.

■ **Le déficit budgétaire de la France** s'est établi à 37,9 milliards d'euros (248,6 milliards de francs) à la fin août, pour les huit premiers mois de l'année, contre 34,2 milliards d'euros (224,3 milliards de francs) à la même date en 2000, selon les données communiquées lundi 8 octobre par le ministère de l'économie et des finances.

■ **ALLEMAGNE** : les entrées de commandes dans l'industrie allemande ont progressé en volume de 1,4 % en août comparé à juillet, selon des chiffres provisoires corrigés des variations saisonnières (CVS), publiés vendredi par le ministère allemand des finances. Les analystes misaient dans leur consensus sur une légère hausse des entrées de commandes de 0,1 % sur un mois.

■ **PAYS-BAS** : les prix à la consommation ont augmenté de 0,9 en septembre par rapport au mois d'août, soit une augmentation de 4,7 % en glissement annuel, a indiqué vendredi l'Office central des statistiques (CBS).

■ **L'inflation** durant les neuf premiers mois de l'année s'est élevée à 4,6 % contre 2,6 % durant la même période.

■ **ÉTATS-UNIS** : le taux de chômage a été inchangé à 4,9 % de la population active en septembre, mois durant lequel se sont produits les attentats de New York et Washington, comparativement à août. L'économie a perdu 199 000 emplois nets, a annoncé vendredi 5 octobre le département du travail.

■ **Le marché obligataire américain** s'est tendu vendredi matin, après l'annonce d'un nombre plus élevé qu'attendu de pertes d'emplois aux Etats-Unis en septembre. ■ **Les crédits à la consommation** ont progressé de 2,3 milliards de dollars en août par rapport à juillet après une baisse de 600 millions de dollars en juillet (chiffre révisé), a annoncé vendredi la Réserve fédérale (Fed).

■ **JAPON** : l'indicateur avancé de la conjoncture japonaise, qui donne une indication sur les perspectives de l'économie sur les trois à six mois, a bondi à 71,4 points contre un chiffre révisé de 55,6 points en juillet, selon l'institut de statistiques du Bureau du gouvernement.

■ **CANADA** : le taux de chômage a représenté 7,2 % de la population active en septembre, le même taux qu'en août, a annoncé vendredi l'organisme officiel de statistique du Canada.

Taux de change fixe zone Euro			Hors zone Euro		
Euro contre	Taux	contre franc	Taux	Euro contre	05/10
FRANC	6,55957	EURO	0,15245	COURONNE DANOISE	7,4349
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385	COUR. NORVÉGIENNE	8,0700
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774	COUR. SUÉDOISE	9,7341
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238	COURONNE TCHÈQUE	33,6780
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190	DOLLAR AUSTRALIEN	1,8093
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703	DOLLAR CANADIEN	1,4382
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894	DOLLAR HONGKONG	7,1554
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660	DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,2022
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	4,62607	FORINT HONGROIS	256,9800
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324	LEU ROUMAIN	28133
DRACHME GREC. (100)	3,40750	DRACHME GREC. (100)	1,92503	ZLOTY POLONAIS	3,8054

Cours de change croisés						
08/10 9h57	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	.....	0,83507	0,92320	0,14077	1,47540	0,62440
YEN	119,75000	.....	110,59000	16,86000	176,74000	74,80500
EURO	1,08319	0,90424	.....	0,15245	1,59785	0,67620
FRANC	7,10370	5,93090	6,55957	.....	10,48155	4,43650
LIVRE	0,67778	0,56580	0,62585	0,09540	.....	0,42315
FRANC SUISSE	1,60155	1,33690	1,47865	0,22540	2,36295	.....

Taux d'intérêt (%)					Matif			
Taux 05/10	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Cours 9h57	Volume 08/10	dernier prix	premier prix
FRANCE	3,74	3,44	4,75	5,48	Notionnel 5,5	215	90,50	90,51
ALLEMAGNE	3,71	3,54	4,65	5,41	DECEMBRE 2001	NC	NC	NC
GDE-BRETAG.	5,25	4,29	4,76	4,77	Euribor 3 mois	NC	NC	NC
ITALIE	3,71	3,49	5	5,75	JANVIER			



**SPORTS** A la 76<sup>e</sup> minute de jeu, l'irruption de jeunes gens sur la pelouse du Stade de France, samedi 6 octobre, a mis un terme prématuré à la rencontre amicale qui, pour la

première fois de l'histoire, opposait, la France à l'Algérie. ● DIX-SEPT PERSONNES ont été interpellées à l'issue des incidents et une d'entre elles devait être jugée, mardi 9 octo-

bre, à Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour avoir jeté un projectile dans les tribunes. ● QUELQUES MINUTES APRÈS LA RENCONTRE, sur le parvis du stade, des spectateurs confiaient

leur déception : « C'est un problème de banlieue (...). C'est un manque de respect, un manque d'éducation. » ● AU MOMENT DE L'INTERRUPTION, les Bleus menaient 4-1 et semblaient

ne pas pouvoir être inquiétés par la sélection algérienne. ● LE STADE DE FRANCE risque d'être suspendu par la Fédération internationale (FIFA) pour défaut de sécurité.

## Le match France-Algérie de la réconciliation reste à jouer

L'« enthousiasme » mal contrôlé de jeunes supporters a mis prématurément fin à la rencontre France-Algérie. Ce match aux multiples enjeux avait pourtant fait l'objet d'une attention particulière de la part des autorités. Mais il semble que tous les risques évoqués n'aient pas été pris en considération

LE FOOTBALL n'est pas toujours une fête mais il reste un défilé. Des bandes de jeunes l'ont prouvé, samedi 6 octobre, au Stade de France à l'occasion du match France-Algérie. De son côté, la ministre française de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, l'a appris à ses dépens. Cette soirée devait être historique : elle fut à double titre. Pour la première fois depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962, les sélections nationales des deux pays se sont mesurées sur un terrain de football et pour la première fois de son histoire l'équipe de France n'a pas terminé un de ses matches. Dans un stade largement acquis à son adversaire algérien, elle a dû regagner son vestiaire à la 76<sup>e</sup> minute (soit plus de 15 minutes avant le coup de sifflet final), alors qu'elle menait 4-1.

Quelques heures après les incidents, Marie-George Buffet avouait sa déception. « Je voulais un rapprochement franco-algérien. Je suis surtout peiné parce que les jeunes avaient envie de passer une bonne soirée », commentait-elle, dimanche 7 octobre. Pourtant, elle qui misait tant sur cette première refusait de parler d'échec, se félicitant de « l'absence de blessés et de gestes plus graves ». C'est que durant les minutes qui ont suivi l'envahissement du terrain, les services de sécurité du Stade de France ont craint le pire. « On voyait le risque de panique et de perte totale de contrôle

des mouvements de foule », a confié le directeur général du consortium chargé de la gestion de l'enceinte, Pascal Simonin. Réaction partagée à la Fédération française de football (FFF) qui par la voix de son directeur, Gérard Esnault, exprimait, dimanche, son soulagement : « Malgré les débordements, nous ne déplorons aucun blessé grave. Les forces de l'ordre sont intervenues avec discernement. »

Préméditées ou non, ces exactions sont le fait d'adolescents français d'origine algérienne, munis de billets achetés auprès d'associations. « En matière de sécurité, nous avons déployé des moyens sans précédents, mais visiblement pas suffisants », a regretté Pascal Simonin. Ainsi 1 200 stadiers avaient été mobilisés contre 800 habituellement. La mise en place du dispositif de sécurité avait été longuement étudiée et le système de filtrage en vigueur aux entrées s'est avéré efficace. Dès 15 heures, l'enceinte et ses abords avaient été visités par des équipes de démineurs et tous les véhicules fouillés. « Nous avons anticipé au maximum, a révélé Pascal Simonin. Les poubelles sont remplies d'objets que nous avons confisqués. »

Depuis le mois d'avril 2000, date de son annonce, cette rencontre avait été classée à « haut risque ». Aussi, durant ces dernières semaines, les organisateurs et les responsables du maintien de l'ordre avaient multiplié les réunions afin de prévenir tout risque majeur d'atteinte à la sécurité des personnes. « Peut-être l'attention et les efforts portés au renforcement du plan Vigipirate à l'extérieur de l'enceinte nous ont-ils emmenés à négliger l'intérieur du stade ? », s'est interrogé Marie-George Buffet. Après les attentats survenus le 11 septembre aux Etats-Unis, l'annulation de la rencontre a été envisagée. « Ce



JACKY NAEGELE/REUTERS

Le match a été interrompu à la 76<sup>e</sup> minute, après l'envahissement du terrain.

serait faire injure au peuple algérien », avait lancé le ministre dès le 12 septembre. « On me l'a deman-

dé. J'ai refusé », a reconnu pour sa part le président de la FFF, Claude Simonet. Pourtant, une note des

Renseignements généraux datées du 24 septembre (*Le Monde* du 6 octobre) aurait dû alerter les autorités. Elle faisait état de « menaces » qui pesaient sur le déroulement de ce match. Elle évoquait des « groupes » de jeunes des banlieues prêts à perturber le déroulement de la soirée par des actions spectaculaires. Il n'était fait mention d'aucun risque terroriste mais plutôt de possibles agissements difficiles à contrôler. C'est exactement le scénario auquel les forces de l'ordre ont été confrontées samedi. Avait-il été pris en compte par les autorités ? Joint par *Le Monde* trois jours avant la rencontre, le ministère de la jeunesse et des sports s'évertuait à minimiser la portée des informations contenues dans ce document.

### Dix-sept personnes interpellées

Dix-sept personnes, majeurs et mineurs (de 15 à 45 ans), venant aussi bien de la région parisienne (Essonne, Seine-Saint-Denis, Val-d'Oise, Yvelines) que de province (Ain, Rhône, Seine-Maritime), ont été interpellées dans l'enceinte du stade de France, samedi 6 octobre, dont seize pour avoir pénétré sur la pelouse et une pour avoir lancé une cannette, a-t-on appris de source judiciaire. Six d'entre-eux étaient déjà connus des services de police. Les supporters ont été conduits dans le poste de police du stade de France, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), où ils ont été interrogés. Selon les enquêteurs, certains ont pénétré sur la pelouse « pour s'amuser » et d'autres « pour suivre le mouvement » ou « éviter les bousculades dans les tribunes ». Le fait de pénétrer sur la pelouse est un délit passible d'un an d'emprisonnement et de 15 244 euros (100 000 F d'amende). L'individu accusé d'avoir jeté un projectile dans les tribunes, devait être jugé, lundi 8 octobre, à Bobigny (Seine-Saint-Denis).

### TROIS QUESTIONS À...

#### CLAUDE SIMONET

**1** Claude Simonet, en tant que président de la Fédération française de football, que vous ont inspiré les événements de France-Algérie ?

De la déception. Lorsqu'on tend la main à quelqu'un, on espère que c'est pour aller jusqu'au bout. Ma tristesse est d'autant plus grande que ce match aurait pu montrer, dans une période difficile, que le football pouvait rassembler. Je suis triste pour les spectateurs, pour l'équipe d'Algérie et pour tous les Algériens qui regardaient ce match depuis leur pays. Le match a été terni par quelques garçons, peut-être pas si méchants que ça, qui n'ont pas réfléchi à la portée de leurs actes. J'espère que cela ne laissera pas de traces. J'ai aussitôt rencontré des dirigeants algériens pour leur affirmer que ces incidents ne remettraient pas en cause une tentative de concertation entre nous.

**2** Ne pensez-vous pas que des grilles autour de la pelouse auraient évité ces incidents ?

J'ai toujours milité contre la présence de ces grilles. J'estime que lorsqu'on décide de venir assister à un spectacle, on se doit de respecter les acteurs. On ne met pas des grilles devant un écran de cinéma ou au théâtre. La confiance faite aux spectateurs doit être un signe de réussite. Pourquoi pas un cordon de CRS aussi ? C'est une prise de conscience dont nous avons besoin. Quand les parents de ces jeunes et les jeunes eux-mêmes comprendront qu'ils ont détruit une grande espérance de leur pays, ce sera leur première leçon.

**3** Quelle est votre part de responsabilité ?

Je suis responsable de l'organisation. Si j'ai pris la parole à un moment donné, c'est parce que j'ai eu peur que les débordements conduisent à des excès graves. Heureusement, il n'y a pas eu de blessés. Demain, je serai le premier à faire mon examen de conscience. Je sais déjà que je ne couperai pas les ponts avec les dirigeants algériens à cause de quelques irréductibles.

Propos recueillis par Pierre Lepidi

ET PUIS, il y eut cette 76<sup>e</sup> minute. Une dizaine de supporters algériens, vite suivis d'une bonne centaine de jeunes, envahissaient le terrain et mettaient fin à la rencontre de football qui, pour la première fois, opposait la France à l'Algérie, samedi 6 octobre au Stade de France. Stupeur et consternation : les perturbateurs prenaient à défaut des stadiers dépassés et privaient d'un final digne une rencontre historique placée sous le signe de la réconciliation. Les joueurs des deux équipes quittaient la pelouse, des CRS faisaient leur entrée dans l'enceinte et se positionnaient devant les deux virages.

Malgré quelques jets de bouteilles en plastique, les forces de l'ordre restaient stoïques. Dix minutes plus tard, depuis la tribune officielle, Claude Simonet, président de la fédération française, prenait la parole : « Ne gâchez pas la fête, rentrez chez vous dans le calme et l'amitié. » La ministre de la jeu-

nesse et des sports, Marie-Georges Buffet, à l'initiative de la rencontre, lui succédait : « Respectez ce match, respectez la joie. » Elle était copieusement sifflée. Claude Simonet reprenait le micro : « L'arbitre est le seul maître du terrain et on ne peut pas reprendre le match. Gardons le bon souvenir de ce qui s'est passé jusqu'à présent. » L'équipe de France menait 4-1 et la rencontre était définitivement interrompue.

Dans les couloirs du Stade de France, la tristesse prévalait. Le sélectionneur national Rabah Madjer s'exprimait le premier : « Je suis désolé, sincèrement triste. Mes joueurs sont abattus, choqués, tout comme moi. » Plus tard, l'ancien joueur du FC Porto dénonçait, plus amer : « Je pense que ces gens étaient visiblement bien préparés pour perturber ce match. »

Côté français, à l'instar de Claude Simonet, on ne souhaitait retenir que le côté positif de la rencontre. « La réconciliation à travers le sport

est en marche, il ne faut retenir que ce petit bout de bonheur qui a duré 76 minutes. Ce mouvement de liesse en fin de match n'est pas grave en soi », affirmait l'entraîneur des Bleus, Roger Lemerre.

Le capitaine Marcel Desailly était plus choqué : « La fête est gâchée, on est déçu. Au lieu de mettre les choses à plat, on a le sentiment qu'on va se poser des questions et que cette rencontre va être sujet à débat. » Il avouait : « Avant la rencontre, on a essayé de minimiser les choses en modérant notre discours mais le groupe était nerveux. Oui, on avait peur. »

Mohamed Ghoul, ambassadeur de l'Algérie en France, abondait dans le sens du capitaine tricolore : « Ce match qui se déroulait dans une atmosphère magnifique a été victime de sa propre densité passionnelle. » Pourtant, durant une heure et quart, la fête annoncée eut bien lieu. Le Stade de France, totalement acquis aux Algériens, avait

### La fiche technique

#### FRANCE - ALGÉRIE : 4-1

**Match amical**  
• Stade de France, à Saint-Denis ; Terrain bon, pelouse en bon état ; 78 421 spectateurs ; arbitre : M. Gomes Costa (Port.)

#### BUT

FRANCE : Candela (20<sup>e</sup>) ; Petit (32<sup>e</sup>) ; Henry (41<sup>e</sup>) ; Pirès (54<sup>e</sup>).

ALGÉRIE : Belmadi (45<sup>e</sup>).

#### LES ÉQUIPES

**FRANCE** (sélectionneur : R. Lemerre) : Barthez • Thuram, Leboeuf (Sylvestre, 46<sup>e</sup>), Dessailly (cap.), Candela • Vieira, Petit (Wiltord, 56<sup>e</sup>) • Pirès, Zidane (Djorkaeff, 46<sup>e</sup>), Henry (Makelele, 56<sup>e</sup>) • Trezeguet.

**ALGÉRIE** (sélectionneur : Rabah Madjer) : Mezair • Raho, Meniri, Bradja, Haddou • Mansouri, Belbey, Kraouche (Zeghdoud 56<sup>e</sup>, cap.), Tasfaout (cap.), Djebaili, 66<sup>e</sup>) • Belmadi (Salfi, 53<sup>e</sup>) • Ghazi.

rarement été le théâtre d'une telle ferveur.

Aux milliers de drapeaux algériens s'ajoutaient ceux de la Tunisie et du Maroc. A l'annonce des équipes, Zinedine Zidane, trait d'union de cette rencontre, recevait une ovation énorme. « One, two, three, Algérie », scandait le Stade de France. Le but inscrit par Djamel Belmadi (45<sup>e</sup>), alors que l'équipe d'Algérie était menée 3-0, faisait se lever le public comme un seul homme.

Jusqu'alors, seuls les sifflets couvrant la Marseille avaient terni l'ambiance. « Je n'ai plus une écharpe de l'Algérie mais beaucoup de françaises », faisait remarquer un vendeur sur le parvis du stade. Reste ce goût d'inachevé. Rabah Madjer, dépité, n'émiettait qu'un seul souhait : « On aimerait recevoir la France en Algérie. Ils auront un superbe accueil et je vous promets qu'il n'y aura pas d'incident. »

Etienne Labrunie

## « Quand tu fais une connerie avec le drapeau algérien en main, ça rejaille sur ton pays »

IL Y A ces sirènes qui retentissent parfois, au loin. Il y a cette poignée de fiers-à-bras qui observent une colonne de CRS avancer au pas de charge en tenant les comptes : « Il paraît qu'il y a eu quatre blessés chez les flics ! » Il y a tous ces drapeaux algériens qui se mêlent encore à quelques étendards tricolores, juste devant l'entrée de la tribune présidentielle du Stade de France, mais la liesse fédératrice du 12 juillet 1998 paraît tout à coup très loin. Le premier France-Algérie de l'histoire s'est interrompu depuis moins d'une heure, et tous les éléments semblent réunis pour que la fête annoncée dégénère sur le parvis du Stade de France.

Et puis, non. Le calme s'installe sans peine, en même temps qu'un sentiment de gêne. Seul un petit groupe s'agite encore devant un micro. Ils sont Français d'origine algérienne, ou Franco-Algériens, le plus vieux n'a pas vingt ans. Ils tentent de donner du sens au happening improvisé par ces dizaines de « sauvages » qui ont envahi la pelouse de Saint-Denis avec une facilité déconcertante. Ils dénoncent tout à trac la faute des organisateurs, qui « n'avaient qu'à mettre des grillages », celle de la FIFA, qui a choisi un arbitre portugais « alors que tout le monde sait que les Portugais nous détestent ». Ils appellent à la rescousse l'histoire contemporaine, « toutes les humiliations subies par nos parents ». Leurs débordements lassent leurs aînés, qui se détournent, le

regard amer. « Cela ne va pas faire avancer l'image de l'Algérie dans l'esprit des gens », regrette l'un d'eux. Abattu, ce quadragénaire voudrait voir « le gouvernement algérien s'occuper de ces jeunes qui vivent en France, qui sont perdus, le cul entre deux chaises depuis trop longtemps ».

#### « IRRESPONSABLES »

Entre les tenants de la consternation « compassionnelle » et ceux de l'indignation pure et simple, les arguments fusent, toujours dans le calme. Rachid, 33 ans, ne veut retenir de cette soirée « partie en vrille » que l'expression d'une « provocation », d'un « manque de maturité ». Il essaie de recadrer le débat : « C'est un problème de ban-

lieu. Cela n'a rien à voir avec les attentats aux Etats-Unis, cela n'a rien à voir avec l'islam. Je n'ai pas vu un seul barbu sur le terrain. Il s'est passé quelque chose ce soir. C'est du réel. Cela a existé. Il faut chercher à comprendre d'où ça vient. »

Comprendre ? L'argument fait bondir Mustapha. Il a 23 ans, il est venu de Roubaix pour voir le match, faire la fête peut-être. Il ne décolère pas : « Et si on arrêtait de dire toujours que c'est la faute du gouvernement, des flics ou de ceci cela ? Il n'y a aucune excuse, aucune circonstance atténuante. Ce qui s'est passé ce soir, c'est un manque de respect, un manque d'éducation. »

La vision de la pelouse envahie

lui laisse un goût de malaise. Il n'a pas de mots assez sévères pour tous ceux qu'il tient pour des « irresponsables » : « Quand tu fais une connerie avec le drapeau algérien en main, ça rejaille sur ton pays. » Il pense aux millions de téléspectateurs, redoute déjà les pensées et les mots de « tous ceux qui vont faire l'amalgame » : « Si seulement le match n'avait pas été retransmis ! » Mustapha anticipe aussi son retour au travail, les retrouvailles avec ses amis portugais, qui vont le chambrer, moquer les Algériens. « Tous les jours, dit-il, j'essaie de prouver que je suis quelqu'un, mais là, je baisse les yeux. Merci, les gars ! »

Eric Collier

# La Chine obtient une qualification historique pour le Mondial

Au Japon et en Corée du Sud, les Chinois rejoindront notamment l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie, alors que l'Allemagne devra passer par les barrages au grand dam de ses dirigeants et de ses supporters

La Chine (zone Asie) est devenue, dimanche 8 octobre, la vingtième sélection qualifiée pour la Coupe du monde 2002, qui doit avoir lieu en Corée du Sud et au Japon (31 mai-30 juin), grâce à sa victoire sur Oman (1-0). La

Chine, qui participera à sa première phase finale, rejoint les neuf premiers qualifiés européens (Russie, Angleterre, Croatie, Portugal, Italie, Danemark, Pologne, Suède et Espagne), le Costa Rica (Concacaf, zone qui comp-

tera trois qualifiés en tout), les cinq pays africains qualifiés depuis juillet (Tunisie, Sénégal, Nigeria, Afrique du Sud et Cameroun) et l'Argentine (Amsud, zone dont les quatre premiers sont directement qualifiés). Trois pays

sont qualifiés d'office : la France, championne du monde en titre, ainsi que la Corée du Sud et le Japon, coorganisateur de la compétition. Six matches de barrage permettront de désigner les dernières équipes qualifiées.

**LA CHINE** participera pour la première fois de son histoire à une phase finale de Coupe du monde de football, en juin 2002. La victoire des Chinois sur Oman (1-0), dimanche 7 les place définitivement en tête du groupe B de la zone Asie, à deux journées de la fin de la phase de qualification. Ce succès a provoqué des explosions de joie jusqu'à Pékin, où des supporters ont envahi la place Tiananmen.

Pour Bora Milutinovic, entraîneur de la sélection chinoise, cette qualification est synonyme de record : le Yougoslave avait déjà conduit en phase finale de la Coupe du monde le Costa Rica, les Etats-Unis, le Mexique et la Nigeria. « Ce soir, c'est le moment le plus heureux de ma vie parce que l'équipe et le staff technique ont tra-

vailé dur pour obtenir ce résultat », a déclaré le technicien.

La Chine est la vingtième pays à obtenir son billet pour le Japon et la Corée du sud. Elle rejoint les trois qualifiés d'office, les deux pays coorganisateur, et la France, championne du monde en titre, ainsi que le Costa Rica, premier pays qualifié de la zone Concacaf, l'Argentine, seule nation d'Amérique du Sud déjà assurée de sa participation, la Tunisie, le Sénégal, le Nigeria, l'Afrique du Sud et le Cameroun, les cinq représentants du continent africain, et les neuf pays européens sortis vainqueurs de leurs groupes respectifs au terme de la dernière journée de qualification, samedi 6 octobre : la Russie, le Portugal, le Danemark, la Suède, la Pologne, la Croatie, l'Espagne, l'Italie et l'Angleterre.

Pour les Anglais, cette qualification relève du miracle. Un mois après leur retentissante victoire (5-1) en Allemagne, les joueurs de

Sven-Goran Eriksson ont difficilement obtenu un match nul (2-2), face à la Grèce, samedi 6 octobre, à Manchester. Ils ont égalisé à la dernière minute des arrêts de jeu, grâce à superbe coup franc de David Beckham. Ce coup du sort a déclenché la fureur de l'entraîneur de la Grèce, l'Allemand Otto Rehhagel, convaincu que l'arbitre de la rencontre a été plus que généreux en accordant cet ultime coup franc aux Anglais : « C'est peut-être le pays des gentlemen, mais l'arbitrage était inacceptable », pestait-il.

## QUALIFICATION INESPERÉE

Ce retournement de situation ne fait pas l'affaire de l'Allemagne, à la lutte avec l'Angleterre, dans le groupe 9 de la zone Europe. Les Allemands ont longtemps cru que leur match nul réalisé face à la Finlande (0-0), samedi 6 octobre, à Gelsenkirchen, suffirait à leur apporter une inespérée qualification directe. Mais le coup

franc de David Beckham a anéanti leurs derniers espoirs. Les joueurs de Rudi Völler disputeront un périlleux match de barrage face à l'Ukraine, les 10 et 14 novembre.

Cette nouvelle contre-performance de la *Nationalmannschaft* a déclenché une vague de critiques dans toute l'Allemagne. Le lendemain, le journal *Welt am Sonntag* a titré sur « La honte pour l'Allemagne » et sur « Les charlots de la nation ». Dans une chronique, l'ancien international Paul Breitner a vivement contesté les choix de l'entraîneur, Rudi Völler, et la performance de certains joueurs, « des types qui sont arrivés à la fin de leur progression ».

Franz Beckenbauer, président du Bayern Munich et vice-président de la Fédération allemande de football, s'est, lui, refusé à alimenter la polémique : « Cela ne sert à rien de casser cette équipe. Nous n'avons aucun autre joueur, a affirmé l'ancien joueur, champion

du monde en 1974. Nous sommes loin des grandes nations de football. Elles nous ont relégués bien loin. L'Allemagne peut actuellement participer, mais elle ne peut plus gagner. »

Dans le groupe 8, l'Italie a longtemps peiné avant de s'imposer face à la Hongrie (1-0), à Parme. La *squadra azzurra* n'a raté qu'une phase finale de la Coupe du monde, en 1958. Dans le groupe 6, la Croatie a coiffé la Belgique au poteau (1-0) pour obtenir leur qualification directe. En revanche, l'échec de la Yougoslavie, devancée dans le groupe 1 par la Russie et la Slovénie, marque la fin d'une génération de joueurs talentueux.

Le Danemark et l'Espagne ont également rejoint la Suède, le Portugal et la Pologne, déjà qualifiés. Le 10 et 14 novembre, les barrages opposeront la Belgique à la République tchèque, la Slovénie à la Roumanie, l'Eire au vainqueur du match de barrage opposant les deux équipes classées deuxième de la zone Asie. Avant de connaître son adversaire barragiste, la Turquie devra attendre que soit rejouée la rencontre entre Israël et Autriche, reportée pour des raisons de sécurité.

E.C. (avec AFP.)

## La fiche technique

### BRÉSIL-CHILI : 2-0

#### Mondial 2002 - Éliminatoire Zone sud-américaine

• Stade Couto-Pereira, à Curitiba (Brésil) ; Temps pluvieux, terrain lourd ; 52 000 spectateurs ; arbitre : M. Elizondo (Arg.)

#### BUT

**BRÉSIL** : Edilson (52<sup>e</sup>) ; Rivaldo (63<sup>e</sup>).

#### AVERTISSEMENTS

**CHILI** : Cancino (27<sup>e</sup>, jeu régulier). Munoz (80<sup>e</sup>, jeu dangereux).

#### LES ÉQUIPES

##### BRÉSIL

(sélectionneur : L. F. Scolari) : Marcos • Luciano, Juan, Edmilson • Cafu, Emerson, Vampetta, Rivaldo (Juninho Paulista 88<sup>e</sup>), Roberto Carlos (Belletti, 80<sup>e</sup>) • Marcelinho Araiba (Denilson 46<sup>e</sup>), Edilson.

##### CHILI

(sélectionneur : J. Garcia) : Toro • Munoz, Robles, Vargas • Cancino, Ormazabal, Villaseca, Perez (Melendez, 78<sup>e</sup>), Pizarro (Riveros, 89<sup>e</sup>) • Valensuela (Navia, 55<sup>e</sup>), Salas

## Face au Chili, le Brésil s'est tiré d'un fort mauvais pas

### RIO DE JANEIRO (Brésil)

de notre correspondant

En voyage officiel en Equateur, le président Fernando Henrique Cardoso l'avait admis sans détour quelques jours auparavant : « L'élimination du Brésil de la Coupe du monde serait pire que toutes les crises économiques. » En battant le Chili (2-0), dimanche 7 octobre, à Curitiba, dans le Sud du Brésil, les quadruples champions du monde, unique sélection à avoir disputé les seize phases finales depuis 1930, ont repoussé au loin l'humiliation, malgré de piètres performances.

Désormais solidement accroché, à l'issue de la seizième et antépénultième journée, à la quatrième place (la dernière valant la qualification directe pour le Mondial 2002), avec deux points d'avance sur l'Uruguay, le Brésil bénéficie a priori d'une fin de tournoi des plus favorables, puisqu'il doit successivement se rendre en Bolivie le 8 novembre, puis accueillir, six jours plus tard, le Venezuela, deux équipes déjà hors course et reléguées dans les tréfonds du classement.

Au coup de sifflet final, le soulagement était le sentiment dominant tant dans les tribunes du stade Couto-Pereira de Curitiba que dans les commentaires à chaud

disponibles sur les sites Internet locaux. Face à une formation déjà éliminée, capable du meilleur (une victoire sur l'équipe de France par 2-1 début septembre, à Santiago, lors d'un match amical) comme du pire (une défaite à domicile par 2-0 face au Venezuela, trois jours plus tard en éliminatoires), le Brésil ne pouvait plus se permettre un nouveau faux pas

« L'élimination du Brésil de la Coupe du monde serait pire que toutes les crises économiques »

au risque de compromettre ses chances de qualification.

Désespérément en quête d'un avant-centre à son goût, l'entraîneur Luiz Felipe Scolari a dû en outre se passer au dernier moment des services de Ronaldo, victime d'une contracture musculaire lors d'un match récent contre le club roumain de Brasov en Coupe de

l'UEFA. Depuis le 12 avril 2000, date de sa deuxième rupture du tendon rotulien du genou droit, le « phénomène » de l'Inter de Milan n'a joué que 70 minutes en compétition officielle. Les trois sélectionneurs qui se sont succédé depuis le limogeage de Mario Zagallo, consécutif à la déroute face aux Bleus (0-3) en finale du Mondial 1998, ne lui ont toujours pas trouvé de remplaçant.

Soporifiques pour cause de carence offensive notoire dans les deux camps, les 45 premières minutes de la partie, sanctionnées par un score vierge, ont montré que la sélection brésilienne peine depuis trop longtemps à trouver la cohésion minimale face à n'importe quel adversaire. Il a fallu attendre la rentrée à la reprise de Denilson, le dribbleur virevoltant réduit au rôle d'attraction de fins de rencontres durant la Coupe du monde française, pour se convaincre que le football brésilien avait tout de même de beaux restes. Revenu au mieux de sa forme après une éclipse de trois ans, l'at-

taquant du Betis Séville, nouveau promu et leader actuel du championnat espagnol, n'a cessé d'affoler la défense chilienne par ses démarrages percutants.

Son festival personnel n'a pourtant eu aucune influence directe sur le tableau d'affichage. Le premier but, marqué à la 52<sup>e</sup> minute, est à mettre entièrement au crédit d'Edilson, qui a trompé le dernier défenseur chilien d'un joli crochet avant de mettre le ballon hors de portée du gardien Toro. Quant au deuxième, il a été inscrit dix minutes plus tard par Rivaldo, sur un centre de Cafu, venu de l'aile droite.

Trois points précieux, voire décisifs, engrangés, et un calvaire qui semble toucher à sa fin : la glorieuse *Selecao* est, grâce à sa meilleure différence de buts par rapport à ses poursuivants immédiats, à quatre points de la délivrance. Les risques d'une catastrophe « pire que toutes les crises économiques » sont dorénavant insignifiants.

Jean-Jacques Sévilla

## Après dix mois de suspension, Richard Virenque renoue avec le succès

**PEUT-ÊTRE** faut-il y voir une manière de célébrer un curieux anniversaire ? Il y a un an presque jour pour jour, Richard Virenque comparait devant le tribunal correctionnel de Lille.

Dès le deuxième jour des débats, le 24 octobre 2000, le champion cycliste, seul coureur prévenu dans l'affaire de dopage dite affaire Festina, confia à ces juges ce qu'il avait refusé d'avouer durant les vingt-six mois de l'instruction. « Oui, je me suis dopé », disait-il au président Daniel Delegrave. « Mais je n'ai pas triché par rapport à mon sport. Je peux encore me regarder dans la glace », lançait le Varois, à la barre.

Il aura donc fallu ces aveux et les dix mois de suspension qui ont suivi pour que Richard Virenque, 31 ans (il fêtera ses 32 ans le 19 novembre), coureur français de loin le plus populaire depuis près de dix ans, signe - enfin ! - sa première victoire dans une course cycliste.

Dimanche 6 octobre, le Varois, connu pour ses talents de grimpeur, cinq fois vainqueur du Grand Prix de la Montagne dans le Tour de France (de 1994 à 1997 et en 1999), a triomphé sur la ligne d'arrivée de la classique Paris-Tours, épreuve inscrite à la Coupe du monde. Il s'impose au terme d'une échappée de 242 kilomètres, menée en compagnie du Français Jacky Durand (La Française des Jeux), vainqueur en

1998, sur cette course dite « des feuilles mortes », réputée pour son relief d'une singulière platitude.

« Je n'y ai cru que dans les cinq derniers kilomètres. J'ai tout mis dans la dernière bosse. Je me suis cru comme dans le Tour. C'est une belle histoire », a déclaré Richard Virenque à l'issue de son exploit. « Après avoir réglé mes comptes avec la société, je repars », a-t-il ajouté comme pour signifier l'esprit de revanche qui l'anime à une semaine du championnat du monde sur route qui aurait lieu, dimanche 14 octobre, à Lisbonne (Portugal).

### UNE SUCCESSION DE REFUS

« Là-bas, je serai un outsider. Aujourd'hui je n'ai pas signé ma plus belle course, mais ce qui me fait plaisir, c'est que moi, grimpeur, j'ai gagné la course la plus plate », a-t-il commenté. Moins de deux mois après son retour à la compétition au sein de la formation belge Domo-Farm Frites, Richard Virenque a donc retrouvé ses jambes. Après avoir vécu une saison quasiment blanche, c'est sur les routes du Tour d'Espagne, au mois de septembre, qu'il a réellement renoué avec le peloton, finissant à la 24<sup>e</sup> place du classement général.

Remercié en octobre 2000 par son ex-employeur italien Polti, Richard Virenque a passé tout l'hiver plongé dans l'isolement, hanté par la crainte de ne pas retrouver d'équipe. Finalement, à la veille du Tour de France, le 6 juillet, il signa un contrat à durée déterminée avec Patrick Lefeuvre, manager de l'équipe Domo-

Farm Frites. Ce dernier engageait Richard Virenque pour une période transitoire de trois mois, renouvelable en cas d'accord.

Durant les mois qui avaient précédé ce retour en grâce, le Français s'était heurté à une succession de refus. Plusieurs contacts, plus ou moins avancés, particulièrement avec la formation Jean-Delatour, échouèrent lors dernières négociations. Dépit, Richard Virenque se sentait rejeté par un milieu qui, autrefois, l'encensait sans aucune mesure.

Quelques mois se sont écoulés depuis ces déconvenues et « la famille » de la petite reine, qui n'en est plus à un reniement près, célèbre le retour d'un de ses enfants les plus turbulents. Après l'avoir absous pour ses mensonges et banni pour ses vérités, elle l'accueille à nouveau en son sein. Richard Virenque a payé ses fautes.

Par un de ces retournements dont il est coutumier, le cyclisme hisse une fois de plus le Varois sur les sommets. Le voilà désormais désigné par la Fédération française (FFC) comme porte-drapeau de l'équipe nationale aux championnats du monde de Lisbonne. En tout cas, deux semaines avant la fin d'une saison 2001 qui fut si particulière pour lui, Richard Virenque s'est rappelé à tous. « J'aimerais bien savoir quelles couleurs je porterai en 2002 », a-t-il indiqué. Le « Roi Richard » retrouvé devrait recevoir plusieurs propositions dans les jours à venir.

Yves Bordenave

## Rugby : Toulouse compromet sa qualification européenne à Newport

**TOULOUSE**, champion de France en titre, s'est incliné chez les Gallois de Newport (21-20) lors de la 2<sup>e</sup> journée de la Coupe d'Europe, samedi 6 octobre. Après pourtant avoir mené de neuf points en deuxième période et malgré deux essais de Jérôme Fillol, les Toulousains ont essuyé leur deuxième défaite consécutive et ont ainsi compromis leurs chances de qualification pour les quarts de finale. Biarritz, battu la semaine dernière par les Anglais de Bath (6-14), s'est rassuré en Ecosse (6-6) et Perpignan s'est incliné à Llanelli (20-6). Les trois autres équipes françaises se sont toutes imposées sur leur pelouse. Le Stade français a pris la tête de la poule 2 en dominant les Italiens de Trévise (42-9), Montferrand s'est hissé en haut de la poule 3 en écrasant Cardiff (37-10) et Castres a battu les Gallois de Bridgend (35-23). L'ouvreur parisien Diego Dominguez, auteur de 15 points, a établi un nouveau record de points inscrits en Coupe d'Europe avec un total de 484 (contre 476 au Gallois Neil Jenkins).

## DÉPÊCHES

■ **ATHLÉTISME** : la **Kenyan Catherine Ndereba** a établi un nouveau record du monde du marathon (2 h 18 min 47 s), dimanche 7 octobre à Chicago. Le précédent record (2 h 19 min 46 s) avait été établi par la Japonaise Naoko Takahashi le 30 septembre.

■ **AUTOMOBILISME** : le Français **Gilles Pailiszi (Peugeot 206 WRC)** a gagné, dimanche 7 octobre, le rallye de San Remo, la 11<sup>e</sup> étape du championnat du monde. Le Français s'est imposé pour la seconde année consécutive en devançant ses compatriotes Sébastien Loeb (Citroën Xsara WRC) et Didier Auriol (Peugeot 206 WRC).

■ **BASKET-BALL** : **Pau-Orthez** a été rétrogradé avec succès son 7<sup>e</sup> titre de champion de France, en battant aisément Chalons-sur-Saône (80-65), samedi 6 octobre lors de la 1<sup>re</sup> journée du championnat de France. Villeurbanne et Limoges se sont faits surprendre respectivement à Nancy (88-81) et devant Le Mans (73-86).

■ **FOOTBALL** : **Alain Michel, entraîneur de l'AS Saint-Etienne (D2)**, a démissionné, dimanche 7 octobre, et a été remplacé par Frédéric Antonetti entraîneur de Bastia durant six saisons.

■ **Le Betis Séville** a pris la tête du championnat d'Espagne grâce à sa victoire à domicile sur Alavés (1-0), dimanche 7 octobre, lors de la 7<sup>e</sup> journée. Le FC Barcelone a perdu sa place en tête suite à sa défaite à La Corogne (2-1) face au Deportivo. Les Catalans sont deuxièmes à deux points. Le Real Madrid (13<sup>e</sup>) s'est rassuré en s'imposant (2-0) devant l'Athletic Bilbao.

■ **MOTOCYCLISME** : l'italien **Valentino Rossi** s'est encore rapproché du titre mondial 500 cc en s'adjugeant, dimanche 7 octobre, au Japon, le Grand Prix du Pacifique. Il a terminé devant le Brésilien Alex Barros et son compatriote Loris Capirossi. A trois épreuves de la fin, Valentino Rossi dispose désormais de 67 points d'avance sur Max Biaggi (Yamaha), auteur d'une chute au septième tour. Les Japonais Tetsuya Harada (Aprilia) et Yoichi Ui (Derbi) se sont imposés respectivement en 250 cc et 125 cc.

■ **LOTO** : résultats des tirages n° 80 effectués samedi 6 octobre. Premier tirage : 27, 30, 36, 38, 41, 45 ; numéro complémentaire : 39. Pas de gagnants pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 1 226 975 F (187 067 €) ; 5 numéros : 7 505 F ; (1 144 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 352 F (53,66 €) ; 4 numéros : 176 F (26,83 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 34 F (5,18 €) ; 3 numéros : 17 F (2,59 €). Second tirage : 4, 6, 20, 27, 33, 39 ; numéro complémentaire : 37. Rapports pour 6 numéros : 4 534 740 F (691 376 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 160 495 F (24 469 €) ; 5 numéros : 6 165 F (939 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 296 F (45,12 €) ; 4 numéros : 148 F (22,56 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 30 F (4,57 €) ; 3 numéros : 15 F (2,28 €).

## VIENT DE PARAÎTRE

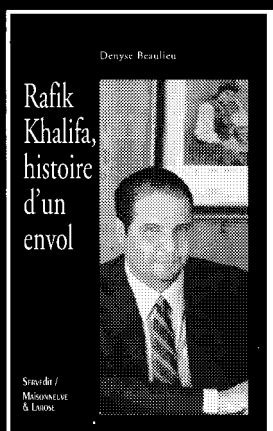
La 1<sup>ère</sup> entreprise pharmaceutique d'Algérie,

La 1<sup>ère</sup> banque privée d'Algérie,

La 1<sup>ère</sup> compagnie aérienne privée d'Algérie.

RAFIK KHALIFA

Les secrets de la réussite du nouveau sponsor de l'O.M.



MAISONNEUVE & LAROSE

Prix : 9 € / 59 F

PRÊT-À-PORTER PRINTEMPS-ÉTÉ 2002

# Entre romantisme et chaos

Les défilés confirment la diversité de la création présentée à Paris, avec les collections d'Hussein Chalayan, Viktor & Rolf et Alexander McQueen

AVEC une centaine de défilés organisés jusqu'au 13 octobre et autant de présentations en showroom, le marathon du prêt-à-porter ferait presque oublier les drames de l'actualité à un public qui court toute la journée du Trocadéro au Palais omnisports de Bercy en passant par le carrousel du Louvre... Si l'application du plan Vigipirate et les contrôles renforcés à l'entrée des salles replacent la mode dans la réalité, Paris veut continuer de s'afficher comme la capitale du rêve, laissant la place au spectacle et à des approches personnelles du vêtement, en dehors de tendances trop balisées. Beaucoup d'acheteurs américains et japonais se sont désistés mais la presse internationale – 1 700 journalistes et 350 photographes originaires d'une cinquantaine de pays – est venue suivre cette semaine de collection, marquée notamment par l'arrivée d'Hussein Chalayan (*lire ci-dessous*) et les premières collections en solo de Stella McCartney et Alexander McQueen, depuis leur rachat respectif par le groupe Gucci.

## EXPLORER LA PASSION

Loin des podiums londoniens, l'ex-directeur de la création de Givenchy a choisi le Stade Français pour cette collection hommage à l'Espagne, intitulée « *El baile del toro retorsido* » (La danse du taureau sacrifié). Découpant un rideau de fumée opaque, les mannequins au regard auréolé de rouge et de noir ont déambulé dans des robes à pois de Carmen, des pantalons à taille haute et des boléros de matador brodés. Evoquant la corrida d'une façon trop littérale, il explore la passion et la sensualité latine dans un tailleur corseté rouge sang, une robe-sculpture découpée dans des volants de cuir ou un corsaire de cuir lacé sur les fesses. Gainé au plus près, le corps est sous tension mais ne s'abandonne jamais vraiment. Au final, Alexander McQueen est venu saluer son public, visiblement en forme et très aminci. Avec l'entrée de Gucci dans son capital en décembre 2000, une première boutique à son nom vient d'ouvrir ses portes fin septembre dans le quartier d'Aoyama à Tokyo, avant l'inauguration de points de vente à New York et Milan et le développement d'une ligne d'accessoires en 2002.

Annoncé de façon industrielle à Milan, le retour du blanc, du beige et des cotonnades romantiques se confirme à Paris. Après leur magistral éloge de l'ombre et du noir, Viktor & Rolf poursuivent dans l'idée du défilé-concept monochrome

avec une collection blanche, non-couleur d'une saison en quête d'innocence et de renouveau. « *Jeunes filles pieuses, vous vous dirigez vers l'Eglise avec sérieux et sérénité. Marchez doucement et énergiquement. Vous êtes calmes comme en prière et pas déprimées* », indiquait en coulisse une pancarte destinée aux mannequins, qui ont défilé dans la salle de concert de la Maison de la radio, sur fond d'orgue et de tintements de carillon. Entre dentelles, bro-

cards, lin et popeline de coton, les duettistes néerlandais se sont livrés à un exercice de style difficile autour des reliefs et des nuances du blanc. Tailleur sage à la Jackie O. ou robe trapèze façon Courrèges portée sur un collant opaque, pantalon découpé de cœurs comme des frises d'écolier, tunique de vestale drapée ou robe en dentelle de première communiane : leur blanc est tantôt futuriste, virginal ou ornemental. Il se théâtralise



**Veste de denim vieilli à la main du Japonais Junya Watanabe, ci-dessus. Les jeux de construction savants d'Hussein Chalayan, en haut, à droite. Modèle de la collection blanche des Néerlandais Viktor & Rolf, ci-dessous.**

Photographies de Gérard Uferas/Rapho

dans une robe d'infante à crinoline, des costumes de pages accompagnés de lourdes chaînes ou de volumineuses blouses « meringue ».

Sur une bande-son incluant Cassandra Wilson (*Crazy Love*) et Chicago (*If You Leave Me Now*), Junya Watanabe a proposé une vision percutante du romantisme tendre du milieu des années 1970. Le fils spirituel de Rei Kawakubo (Comme des garçons) s'est recentré sur un chic bucolique, présenté sur des mannequins à la chevelure floue et aux lèvres peintes de poudre d'or.

Cet adepte des matériaux high-tech, arrive à donner une fraîcheur nouvelle aux imprimés fleuris Liberty et à une vieille toile denim, délavée à la main et effilochée fil à fil dans des vestes à volants ou de longues robes. Autre Japonais, Yohji Yamamoto qui fête cette année les trente ans de sa marque Y's, a signé l'un des défilés les plus applaudis du week-end, dans la salle Marcel-Cerdan du Palais omnisports de Bercy. En contrat avec Adidas sur une ligne de baskets depuis début 2001, il célèbre avec poésie la rencontre du vestiaire sportif et des panoplies traditionnelles nipponnes dans un short de boxeur en soie noire sous une chemise en popeline ou un sweater à trois bandes et une jupe imprimée d'écritures japonaises. Chez lui, la matière appelle le geste. La sensualité naît du drapé d'une robe retenue par une épaule, du col creusé d'un bomber de satin bronze ou des pans tressés d'une veste noire. Loin des standards, le couturier repense en douceur l'architecture du vêtement, sans jamais entraver le corps.

Anne-Laure Quillieret



## Les tenues-cathédrales d'Hussein Chalayan

APRÈS Alexander McQueen et Stella Mc Cartney, Hussein Chalayan abandonne à son tour les podiums londoniens dont il était jusqu'ici la caution « artistique ». Ce créateur chypriote d'origine turque est l'un de ceux qui voient la mode en terrain de recherche, ouvert aux questionnements de fond, et donne à ses défilés la dimension d'installations en mouvement. Lauréat 1999 du Designer Award of the year, cet ancien du Saint Martins College n'est pas un inconnu à Paris, où le showroom CVDC l'expose depuis 1996. Le soir du 5 octobre, on retrouvait Armand Hadida, de L'Eclaireur, dans l'assistance du premier défilé parisien d'Hussein Chalayan au couvent des Cordeliers: « *J'admire cet homme qui dissèque et*

*rebâtit le vêtement avec la déontologie d'un architecte.* »

De fait, la différence éclatait. Dans le choix d'une partition de Philip Glass, composée pour le film *Mishima* et jouée par un orchestre live, comme dans les dix cloisons de verre qui structuraient le podium. Dans l'épuration de tons minéraux, une poésie savante y distinguait les tenues complexes fusionnant les éléments les plus disparates (ceillets, sangles, et une profusion de liens, du ruban au lacet) dans des tenues-cathédrales, à la fois touffues et précises, où les fragments de gilet pare-balles et de holster s'articulaient avec des collerettes, des dentelles victorienne ou des jupettes de pâte grec sans jamais renier l'unité de la ligne.

Haillons somptueux utilisant des tissus mis en terre dix années durant, les robes du soir se révélaient, de près, comme un miracle d'ingéniosité minutieuse et le fruit d'un long processus créatif. « *Cette collection a mobilisé beaucoup de travail manuel* », explique le créateur, qui élabore toujours les prototypes en huis clos, avec six collaborateurs.

A peine conclue sa collaboration avec le groupe TSE, Hussein Chalayan vient de signer avec Asprey & Garrard, pôle britannique de luxe, pour une ligne de vêtements. Au moment où un accord avec Gibo, son licencié italien devenu partenaire, assoit plus solidement ses ambitions expérimentales.

Jacques Brunel



## TEACH SPACE 2001

International Space Station Education Conference

26 - 28 octobre  
ESTEC, Noordwijk, Pays-Bas

L'Agence spatiale européenne (ESA)  
invite tout enseignant encadrant des jeunes de 6 à 18 ans à participer à  
TEACH SPACE 2001, la première conférence sur l'enseignement en rapport  
avec la Station spatiale internationale (ISS).

[http://www.estec.esa.nl/TEACHSPACE\\_2001/](http://www.estec.esa.nl/TEACHSPACE_2001/)

# Pluies abondantes dans le Sud-Est

**MARDI** : Une dépression est centrée en mer du Nord. Elle dirige un flux de sud-ouest dans lequel circule une perturbation pluvieuse. Celle-ci concerne principalement les régions du sud-est où elle donnera des pluies abondantes. Sur le reste du pays, de nombreux passages nuageux et quelques averses.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** Les passages nuageux seront nombreux entrecoupés de quelques éclaircies et des averses. Le vent de sud-ouest soufflera jusqu'à 50 km/h en rafales. Les températures seront comprises entre 16 et 18 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Malgré quelques apparitions du soleil, le ciel sera souvent nuageux. Des averses isolées se déclencheront. Les températures de l'après-midi oscilleront entre 17 et 20 degrés du nord au sud.

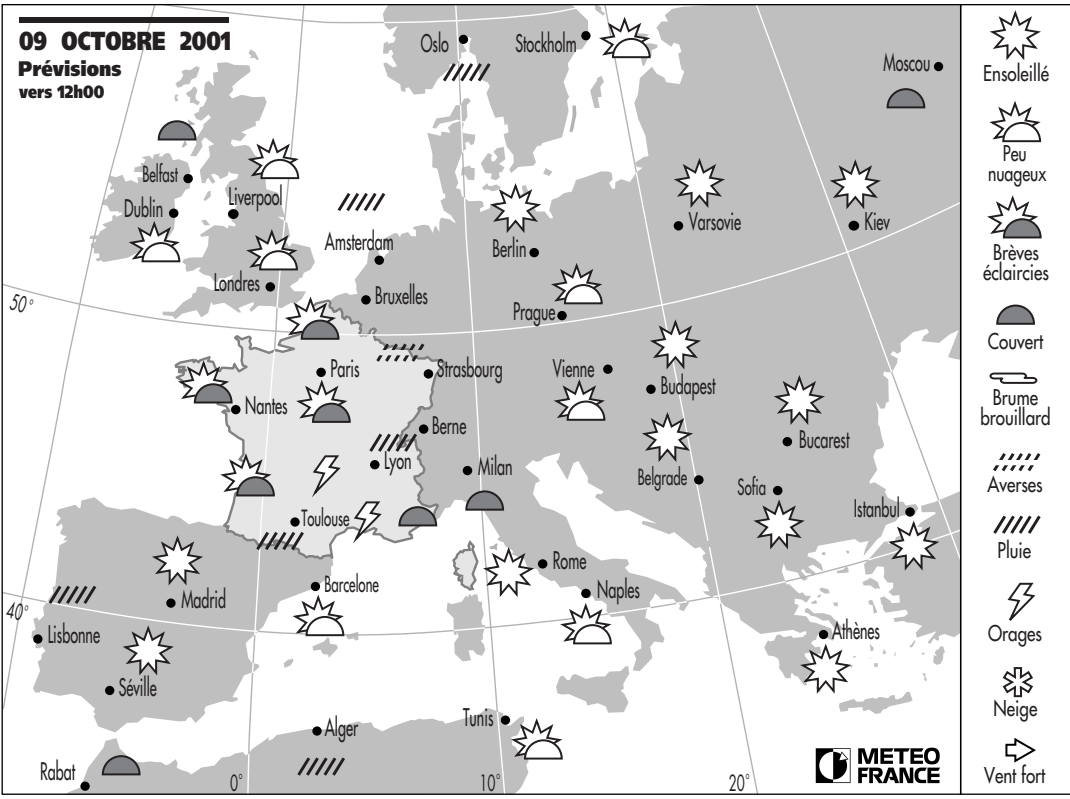
**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** Sur la Franche-Comté et le sud de la Bourgogne, le ciel sera très chargé

et des pluies parfois orageuses se produiront. Plus au nord, quelques rayons de soleil perceront la couche nuageuse. Les températures atteindront 17 à 19 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Sur Midi-Pyrénées, le ciel sera très nuageux et des pluies parfois orageuses se déclencheront. Sur les autres régions, quelques éclaircies se développeront. Des températures comprises entre 18 et 22 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Sur l'Auvergne et Rhône-Alpes, des pluies orageuses se produiront. Sur le Limousin, les nuages alterneront avec de rares éclaircies et des averses ponctuelles se déclencheront. Des températures comprises entre 18 et 20 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Sur ces régions, la journée sera agitée avec ciel couvert et pluvieux. L'après-midi, des orages éclateront et les pluies pourront être fortes. Les températures seront comprises entre 20 et 24 degrés.



## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ÉGYPTE.** Les chambres funéraires de la pyramide de Chéops, à Ghizeh, près du Caire, sont à nouveau ouvertes au public, après dix-huit mois de restauration. Le programme de rotation qui vise à préserver ces sites très visités prévoit la fermeture pendant un an de la petite pyramide de Mykerinos.

■ **ÉTATS-UNIS.** A la suite d'Américain et Continental, United Airlines a annoncé une réduction de sa desserte au départ de France, suite aux attentats. Idem chez les transporteurs européens qui font transiter les passagers chez eux, comme Lufthansa au départ de Francfort. Il est donc impératif de vérifier les horaires présumés des réservations déjà effectuées auprès de son agence de voyage ou de la compagnie. Air France a choisi, pour sa part, de maintenir toutes ses fréquences en utilisant des avions de moindre capacité.

### PRÉVISIONS POUR LE 09 OCTOBRE 2001

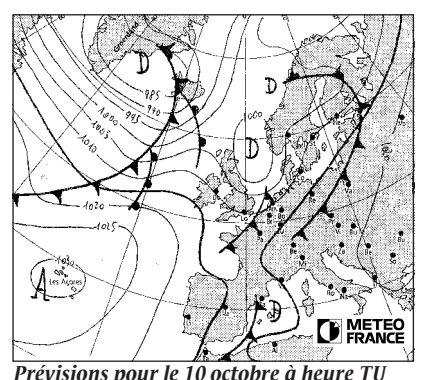
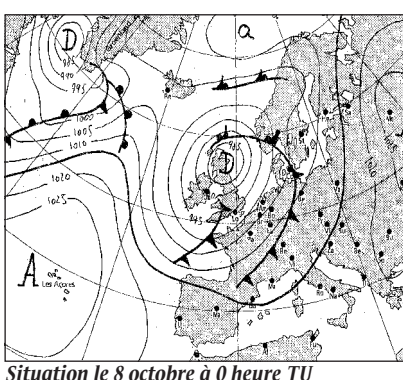
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE métropole	
AJACCIO	14/24 P
BIARRITZ	12/21 C
BORDEAUX	12/21 N
BOURGES	9/19 N
BREST	12/16 N
CAEN	13/16 P
CHERBOURG	12/16 P
CLERMONT-F.	9/20 P
DIJON	10/18 P
GRENOBLE	12/20 P
LILLE	12/16 P
LYON	9/18 N
MIMON	12/20 P
MARSEILLE	16/23 P

EUROPE	
AMSTERDAM	13/17 P
ATHENES	20/27 S
BARCELONE	17/21 S
BELFAST	10/13 C
BELGRADE	15/24 S
BERLIN	12/19 S
BERNE	12/16 S
BRUXELLES	13/18 S
BUCAREST	10/23 S
BUDAPEST	13/23 S
COPENHAGUE	11/16 S
DUBLIN	10/13 S
FRANCFORT	10/19 S
GENEVE	12/19 S
HELSINKI	10/15 P
ISTANBUL	17/25 S

AMÉRIQUES	
BRASILIA	11/15 S
BUENOS AIR.	8/18 S
CARACAS	11/18 S
CHICAGO	17/22 C
LIMA	5/14 C
LOS ANGELES	10/20 S
MEXICO	17/25 S
MONTREAL	9/11 P
NEW YORK	16/23 P
SAN FRANCISCO	10/20 S
SANTIAGO/CHI	16/24 S
TORONTO	14/23 S
WASHINGTON	8/24 S
ST-PETERSBURG	9/16 C
STOCKHOLM	11/15 S
STERKEF	21/26 S
VARSOVIE	14/19 S

ASIE-Océanie	
BANGKOK	25/32 P
BEYROUTH	23/29 S
BOMBAY	27/32 S
DJAKARTA	28/30 P
DUBAI	26/36 S
HANOI	23/26 C
HONGKONG	23/29 S
JERUSALEM	20/29 S
NEW DEHLI	20/35 S
PEKIN	10/15 P
SEOUL	16/21 P
SINGAPOUR	26/30 P
SYDNEY	12/19 S
TOKYO	18/20 P



### ASTRONOMIE

## Les éphémérides, si complexes et si pratiques

OÙ EST Jupiter aujourd'hui ? Où sera-t-elle dans un an ? A quand l'éclipse, la pleine lune, la conjonction ? Pour répondre à toutes ces questions, il faut consulter les éphémérides, ces alignements à l'infini de colonnes, de chiffres et parfois de formules plus ou moins cabalistiques. Loin d'être héritières des tables de la Lune qu'employaient les Babyloniens pour définir leur calendrier, les éphémérides contiennent et traduisent les lois astronomiques qui régissent notre système solaire.

Comme l'expliquent Pierre Bretagnon et Patrick Rocher, astronomes à l'Institut de mécanique céleste (IMC, Observatoire de Paris) -

l'organisme qui, en France, est chargé de calculer et publier chaque année les éphémérides -, « il a fallu attendre Newton pour comprendre la force qui se cachait derrière les trajectoires elliptiques des planètes, que Kepler avait découvertes de manière empirique. Ces ellipses marchaient bien pour les planètes comme Mercure ou Vénus mais n'étaient pas stables pour Jupiter et Saturne, qui se perturbent énormément, ou pour la Lune. A partir de Newton, on a pu calculer les perturbations des planètes entre elles. On est passé de la cinématique à la dynamique ».

En confrontant les observations à la théorie, les astronomes (essentiellement au XIX<sup>e</sup> siècle) vont pouvoir résoudre les incertitudes et affiner leurs prévisions. En faisant, précisons-le, tous les calculs à la main, simplement munis de papier et d'un crayon. « Prenons l'exemple d'Urbain Le Verrier, suggèrent Pierre Bretagnon et Patrick Rocher. Arago lui signale en 1845 qu'Uranus ne tourne pas rond. En 1846, il publie les éléments d'une planète supposée produire ces perturbations et, sur ses indications, Neptune est découverte quelques jours plus tard. A compter de 1846 et jusqu'à sa mort, en 1877,

il se consacre à la théorie du système solaire, soit plus de trente ans de calculs. A la même époque, Charles-Eugène Delaunay établit tout seul une théorie de la Lune. »

Les équations comptaient alors parfois des centaines de termes... Longtemps, le service de calcul du Bureau des longitudes (prédécesseur de l'IMC) a employé neuf personnes pour établir ces éphémérides, ce qui semble encore peu au regard de la tâche à abattre. Il a fallu attendre l'arrivée des ordinateurs dans les années 1960 pour augmenter le nombre de données. « Aujourd'hui, précise Pierre Bretagnon, on recense environ un million de termes pour l'ensemble des planètes du système solaire. Nous obtenons aujourd'hui une précision d'environ 10 mètres pour la position du centre de gravité de la Terre. Pour Vénus, c'est de l'ordre de la centaine de mètres, pour Mercure et pour Mars, de l'ordre du kilomètre et pour Jupiter d'environ 100 km. »

Bien sûr, les astronomes professionnels et le secteur spatial, qui envoient des sondes à destination d'autres corps du système solaire, sont les premiers consommateurs d'éphémérides. A leur intention est publiée chaque année depuis 1679

La Connaissance des temps. Cet ouvrage fournit, avec une extrême précision, les positions du Soleil, de la Lune, des planètes, des satellites de Mars, des satellites galiléens de Jupiter, des huit premières lunes de Saturne et des cinq principaux satellites d'Uranus. Les astronomes amateurs peuvent se contenter de l'Annuaire du Bureau des longitudes, certes moins précis, mais largement suffisant.

Les éphémérides ne servent pas qu'aux amoureux du ciel. Les utilisent aussi les marins - pour faire le point s'ils n'ont pas de système de positionnement -, les cinéastes - qui, tournant souvent tôt le matin, ont besoin de savoir à quelle heure le Soleil se lève - mais aussi... la justice. Une dizaine de fois par an, gendarmes ou policiers demandent à l'IMC les conditions d'éclaircissement - par le Soleil ou par la Lune - de tel site à telle date, pour la reconstitution de scènes de crime.

Pierre Barthélémy

★ Le calculateur automatique d'éphémérides de l'IMC est disponible sur Minitel (3615 code BDL) ou sur Internet, à l'adresse [www.bdl.fr/ephemeride.html](http://www.bdl.fr/ephemeride.html)



Urbain Le Verrier (1811-1877).

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 237

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

#### HORIZONTELEMENT

I. De la boue à notre assiette. De la soie dans la boue. - II. De belles formules en très peu de mots. - III. Très long et très loin. Fait pleurer dans les chaumières. - IV. La colère du cruciverbiste. En recherche permanente sur les notes. Personnel masculin. - V. Consacré au culte depuis Salomon. Ne rattrapera pas l'adagio. - VI. Mal élu. Commun. - VII. Consulté. Perd son contrôle. Titane. - VIII. Pour vider le cocon. Travaille en usine. Noyées par la mer.

- IX. Complètement retournée. Rejoint le Danube. - X. Mauvais sens pour les affaires.

#### VERTICALEMENT

1. Pas du genre à résister. - 2. Fait de l'effet. Ne fera plus aucun effet. - 3. De l'huile dans les rouages des églises. Envahit notre environnement. - 4. Accompagne le mouvement. Forme de cache-sexe. - 5. Plus fine quand elle est tendue. Patron dans la Manche. - 6. Salpêtre. Délicatement coloré. - 7. Bien pour le

blanc, mauvais pour le ton. Qui ont trouvé leur place. - 8. Aux bouts du tandem. Echelle du Levant. Préposition. - 9. Reconduire. - 10. Affaiblit. Négation. A perdu sa neutralité. - 11. Couche plus ou moins épaisse. Combat le feu. - 12. Passe du vert au rouge quand la marée est noire.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 236

#### Horizontalement

I. Déjà-vu. Rares. - II. Ecume. Sabote. - III. Pugilat. An. - IV. Olé. Epatants. - V. Seoir. Rase. - VI. Traîtresse. - VII. Tiers. Été. Ll. - VIII. In. Cristal. - IX. Ondées. Eve. - X. Négligeables.

#### Verticalement

1. Déposition. - 2. Eculé. Inné. - 3. Jugeote. DG. - 4. Ami. Irréel. - 5. Vêleras. Ei. - 6. Ap. CSG. - 7. Starter. - 8. Râ. Tartina. - 9. Abrasées. - 10. Ro. Nés. Tel. - 11. Etat. Slave. - 12. Sensuelles.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue M. Gunschbourg  
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

### AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 243

## Chassez les diviseurs

ON APPELAIT autrefois « parties aliquotes » d'un nombre entier les diviseurs (y compris 1) autres que l'entier lui-même.

Deux joueurs se mesurent de la manière suivante. Le premier à parler annonce un nombre N. Puis chacun, à tour de rôle, enlève du nombre annoncé par son adversaire l'une de ses parties aliquotes. Le premier à parvenir à 1 a gagné.

Pour quelles valeurs de N le premier joueur est-il assuré de l'emporter ?

Quelle doit être alors sa stratégie ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 2001

Solution dans Le Monde du 16 octobre.

### Solution du jeu n° 242 paru dans Le Monde du 2 octobre.

- Les entiers se terminant par 038, 462, 538 et 962 ont un carré qui se termine par 444 (on peut montrer que ce sont les seuls).

- Il n'existe aucun carré se terminant par 4444.

Remarque préliminaire : tout nombre se terminant par 4448 est divisible par 16.

Étudions le carré d'un nombre A.

- Si A est impair, son carré l'est également et ne peut se terminer par 4.

- Si A est un multiple de 4, son carré est un multiple de 16, ce qui n'est pas le cas d'un nombre se terminant par 4444.

- Si A est de la forme A = 4k + 2, son carré A<sup>2</sup> vaut 16(k<sup>2</sup> + k) + 4, et, d'après la remarque préliminaire, A<sup>2</sup> + 4 n'est pas un multiple de 16.

Le Monde  
**ECONOMIE**  
LES ENJEUX • LES INITIATIVES

**Professeurs de lycée**

▲ Donnez à vos élèves la synthèse de l'économie !

▲ Pour compléter vos cours et vos séances de TPE ou d'ECJS.

▲ Un nouveau service, une offre exceptionnelle !

**POUR TOUT RENSEIGNEMENT :**  
grandscomptes@lemonde.fr  
Tél. : 01 42 17 32 93

**FESTIVAL** Trois auteurs et quatre spectacles sont réunis par le Festival d'automne, au Théâtre de la Cité universitaire, à Paris, sous le signe de l'intime. ● L'Australien d'origine chi-

noise William Yang présente *Blood Links*, soirée diapositive autour d'une reconquête d'identité et d'une quête d'amour. ● FEDERICO LEON, Argentin de vingt-six ans, développe « une

thématique familiale, centrée sur la mère et l'enfant », ici convoqués dans une baignoire. ● SPIRO SCIMONE, Sicilien, forme avec son comparse Francesco Sframeli un duo fiévreux

qu'on pourra voir dans *Bar* et dans *La Festa*. ● « TOUS CES SPECTACLES ont en commun d'être écrits par leur metteur en scène, voire interprétés par leur auteur. Il s'agit bien d'un "je" à

tous les étages, mais dans le chuchotement de l'écriture », explique dans un entretien au Monde Marie Collin, directrice artistique du théâtre et de la danse au Festival d'automne.

## Au plus près des spectateurs, les séductions du théâtre intime

Le premier est australien, d'origine chinoise ; le deuxième est argentin ; le troisième est sicilien. William Yang, Federico Leon et Spiro Scimone sont les invités du Festival d'automne qui, à l'initiative de Marie Collin, a choisi cette année de présenter leurs spectacles en forme de confidences

BRUXELLES, ROME  
de notre envoyé spécial

« Cherche une forme intime, un petit sujet, mais creusé à fond, peu de personnages, grandes perspectives, une imagination libre, mais fondée sur l'observation, l'expérience, l'étude consciencieuse, simple, mais pas simpliste, sans trop d'accessoires. » Celui qui énonce ces principes, dans une lettre en date de janvier 1906, se nomme Strindberg. L'Australien William Yang, l'Argentin Federico Leon et l'Italien Spiro Scimone, auteurs-acteurs-performeurs réunis à l'égide du « Théâtre de l'intime » par le Festival d'automne n'ont pas forcément beaucoup fréquenté l'auteur de *La Sonate des spectres*, mais sa définition d'un « théâtre intime » – dont ils sont parfois à 100 lieues – conviendrait à chacun.

En solitaires, souvent austères, ils ont frayé leur propre voie. En non-alignés, moins par souci d'inconvenance que par exigence, ils parcourent un paysage centré sur une hydre aimante et exigeante : la famille. Ils la convoquent en des lieux clos aux façons de living-room, de salle de bains ou de cuisine pour s'expliquer avec elle.

### ● WILLIAM YANG

« Ma mère a toujours tenté de dissimuler l'histoire de notre famille, parce qu'elle trouvait que nous ne la méritions pas. » William Yang, quinquagénaire australien d'origine chinoise, prononce posément ces mots, installé face au public, télécommande en main, sur le côté d'un double écran blanc. Soirée diapos dans un salon. Costume sobre, voix douce, chaque mot précieusement articulé. Un exposé, façon Connaissance du monde.

William invite à parcourir son monde. Il a besoin de notre atten-



Spiro Scimone et Francesco Sframeli, duo fiévreux, dans « Bar », pièce écrite par le premier.

tion, de notre approbation. Il bat ses diapositives comme des cartes porteuses d'avenir, les distribuant pour un long voyage. Et se met à les lire comme un journal intime, une quête. Regardez-moi, adoptez-moi. Il dit le besoin d'être entouré. Chaque image s'ajuste à un cercle parental qui s'éloigne comme l'onde sur le Pacifique.

Dans son petit bourg du Nord australien, William était doublement étranger. Chinois de la troisième génération, il se bat pour retrouver le nom de ses ancêtres (Yang) et abandonner celui de l'Australien (Young). Homosexuel dans une communauté peu tolé-

rante, il doit jouer de ses succès professionnels pour obtenir sa habilitation. Expert en mondanités et en paysage, il doit inventer un genre. Il passe aux projections publiques, dans des théâtres, pasteur de lui-même venu associer les spectateurs à sa reconquête d'identité.

Les liens du sang (*Blood Links*) sont liens de pellicule. Une diaspora intercontinentale y est portraiturée, de face, dans la vie de tous les jours. Chaque cousin de cousin découvert par William élargit le monde. Les visages se fondent, s'enchaînent, dans un mouvement implacable, entrecoupé de pauses

paysagées et musique idoine. L'écran devient une enveloppe qui donne l'illusion de tenir chaud. La quête d'amour enfle et se précipite, débordante.

### ● FEDERICO LEON

Federico Leon (26 ans) a touché des études de cinéma (réalisation) et de théâtre (dramaturgie), avant de se ranger derrière l'acteur, « seul capable d'exprimer [ses] idées ». A quinze ans, il appartient déjà à un groupe de fervents des trois âges qui autoproduit ses spectacles, improvisant dialogues et situations, s'initiant à la technique, transportant le matériel.

Il développe « une thématique familiale, centrée sur la mère et l'enfant ». Première illustration, en 1997, avec *Cachetazo de campo*. Une histoire d'eau, déjà. Une mère et sa fille baignent la pièce de leurs larmes. Confessions et réflexions, échanges de propos des villes et des campagnes. L'attention de Federico se porte sur l'espace qu'il veut clos, afin que les spectateurs soient plongés dans l'action « au point que les éléments de la pièce paraissent tellement réels qu'on les oublie ».

En 1998, il monte *Museo Miguel Angel Boezio*. Au cours d'une visite du Musée aéronautique, il est surpris de découvrir que la guerre des Malouines est présentée comme gagnée par son pays. Il embau-

che un ex-pilote de l'armée de l'air, pensionnaire de l'hôpital psychiatrique depuis onze ans qui participe à un atelier théâtral. Conférence où l'acteur « devient son propre musée », passant de l'autobiographie à l'autofiction. Federico a pris la précaution de guider l'homme par une oreillette. « Le spectateur idéal aurait dû être au plafond pour regarder le public regarder le comédien. »

Le plafond est sans doute le seul point où l'eau ne jaillisse pas dans *Mil quinientos metros sobre el nivel de Jack*. Toute une famille est dans la baignoire. Sauf le père, plongeur de combat, dont la disparition ne manque pas d'évoquer les Malouines. Cela agace Federico. Le seul choix politique, selon lui, réside dans le travail collectif, dans la communauté de sens. Autour de cette baignoire qui détermine les comportements des acteurs comme des spectateurs. Tous mouillés, sans en faire une métaphore.

### ● SPIRO SCIMONE

L'intime, Spiro Scimone sait exactement comment le définir. D'un geste. Il ne désigne pas son cœur, mais noue ses mains au-dessous de son estomac, comme si elles contenaient une énergie secrète, brûlante : « C'est là, dit-il, en dialecte de Messine, la bucca ill'anima, la voix de l'âme. » Sans Francesco Sframeli, la « voix » de Spiro Scimone serait différente. Spiro écrit ses pièces (trois) et Francesco les joue. Avec lui. A sa manière, Francesco écrit, et de son corps, renvoie de l'écriture chez Spiro.

C'est peu dire qu'ils se donnent la réplique. L'un sec, presque austère, dans la distance ; l'autre épais, plus familial, dans une violence contenue, tous deux fiévreux,

assés dans leur sicilianité, laissant l'extérieur filtrer à petites gouttes, poison amer qu'ils dégustent en frissonnant.

Spiro et Francesco (36 ans) se connaissent depuis les années de lycée à Messine. Ils y font leur première mise en scène avant de se propulser à Milan, dans les écoles de théâtre. Expérience fondamentale pour Francesco : au cours d'un stage au Piccolo Teatro de Strehler, il rencontre Yoshi Oida et son travail corporel qui le bouleverse. Les deux garçons sont parés pour la route, à bord de leur compagnie, baptisée tout simplement Scimone/Sframeli. Ils montent Beckett, Havel.

Puis Spiro écrit *Nunzio* (1994), court dialogue dans le dialecte de Messine. « Parce que j'éprouvais le besoin de m'exprimer dans une langue qui vienne de l'enfance. Celle que je parle en famille, avec les amis, dans les rapports les plus vrais. C'est elle qui vient de là [il serre à nouveau ses mains sur son ventre]. *L'intime est dans l'attention portée à l'autre, dans le besoin de l'écouter. C'est en train de disparaître de notre société.* » Depuis sept ans, Nunzio (Francesco Sframeli), poitrinaire mourant, bloqué devant le frigo et l'image de la Vierge, et Pino (Spiro Scimone), mystérieux tueur à gages, n'ont pas cessé de vivre dans une mise en scène de Carlo Cecchi. Un film vient d'en être tiré. Spiro a écrit *Bar* – toujours en dialecte de Messine, et toujours joué avec Francesco – puis *La Festa* – cette fois en italien, et avec un troisième acteur, qui joue le fils, tandis que Francesco et Spiro sont père et mère. Décor : une cuisine.

J.-L. P.

### Quatre spectacles

Ces quatre rendez-vous ont lieu au Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris-14<sup>e</sup>. RER : Cité-Universitaire. Tél. : 01-43-13-50-50. De 12,50 € (82 F) à 17 € (111,51 F). ● *Blood Links* (Les Liens du sang), de et par William Yang. En anglais (Australie), surtitres en français. Durée : 1 h 30. Du lundi 8 octobre au samedi 13 octobre, à 20 heures ; dimanche 14 octobre, à 17 heures. ● *Mil quinientos metros sobre el nivel de Jack* (Mille cinq cents mètres sous le niveau de Jack), de Federico Leon. En espagnol

(Argentine), surtitres en français. Mise en scène : Federico Leon. Avec Carla Crespo, Diego José Ferrando, Ignacio Rogers, Beatriz Thibaudin. Durée : une heure. Du jeudi 11 octobre au mardi 23 octobre, à 19 h 30 (dimanche, à 16 h 30) ; relâche le mercredi. Tournée à Bayonne, Toulouse (Garonne), Strasbourg (Le Maillon). ● *La Festa* (La Fête), de Spiro Scimone. En italien, surtitres en français. Mise en scène : Gianfelice Imparato. Avec Francesco Sframeli, Spiro Scimone, Nicola Rignanese. Durée : cinquante minutes. Du lundi 15 octobre au samedi 20,

à 21 heures ; dimanche 21, à 18 heures (relâche le mercredi). Tournée à Toulouse (Garonne), Lorient (CDDB), Colmar (Atelier du Rhin), Rennes (TNB). ● *Bar*, de Spiro Scimone. En dialecte de Messine, surtitres en français. Mise en scène : Valerio Binasco. Avec Francesco Sframeli et Spiro Scimone. Durée : cinquante minutes. Du lundi 22 octobre au samedi 27 octobre, à 21 heures ; dimanche 28 octobre, à 18 heures (relâche le mercredi). Tournée à Toulouse (Garonne) ; Lorient (CDDB) ; Bordeaux (TNT) ; Colmar (Atelier du Rhin) ; Rennes (TNB) ; Strasbourg (Le Maillon).

Marie Collin, directrice artistique en charge du théâtre et de la danse au Festival d'automne

## « Cette volonté de rapprochement est dictée par le chuchotement de l'écriture »

« Qu'est-ce qui vous a amenée à réunir sous le titre de « Théâtre de l'intime » les spectacles de William Yang, Federico Leon et de la compagnie Scimone-Sframeli ?

– En général, ce n'est qu'au vu et retenu des spectacles particulièrement enthousiasmants que se dégagent des thèmes. Je ne suis pas partie en me disant : « Tiens, ce serait intéressant cette année de traiter de l'intime, de l'intimité. »

– Vous souvenez-vous du moment où cette formulation s'est imposée à vous ?

– Quand j'ai vu les pièces de Spiro Scimone, un jeune homme engagé dans le « je », pratiquant une sorte de théâtre brut, dans une langue râpeuse – dans tous les sens du terme – proche de la musique du rap. Puis j'ai vu le spectacle de Federico Leon à Berlin. Il avait vingt-cinq ans à l'époque. Tout se passe autour d'une baignoire, et on est presque dedans. Il y a une forme d'osmose entre les acteurs et les spectateurs, un jeu très fort des regards. Parce qu'ils vous voient évidemment, ce sont de vrais regards, pas ceux qu'on a l'impression de capter traditionnellement sur une scène.

– Cette « intimité » est aussi

celle qui naît du rapprochement des spectateurs et des acteurs ?

– Cette volonté de rapprochement est dictée par le chuchotement de l'écriture. Tous ces spectacles ont en commun d'être écrits par leur metteur en scène et quelquefois interprétés par leur auteur. Il s'agit bien d'un « je » à tous les étages, mais dans le chuchotement.

– Australie, Amérique, Europe : les invités du Théâtre de la Cité internationale ont fait de longs voyages avant de se rencontrer.

– C'est étonnant. Et il y en avait d'autres que nous n'avons pas pu inviter cette année pour des raisons pratiques, mais que nous espérons pouvoir présenter l'an prochain. Partout dans le monde, on assiste à l'émergence de voix nouvelles.

– Toutes sont guidées par une exigence d'écriture et de proximité.

– Toutes en partent. Mais c'est vrai aussi de quelqu'un comme Michel Jacquelin, dans le *Dispositif expérimental pour une rencontre avec les Asa chasseurs de météores*. Il est là, tout près de vous, qui vous interpelle, qui prend plaisir dans cette relation. Chez William Yang, l'intime est l'objet même du projet. Quand il prend ses photos et tra-

vaillle sur sa généalogie et sur le voyage de ses ancêtres, de la diaspora chinoise à travers le monde, ça ne peut se faire autrement que dans la proximité. Parce que c'est un théâtre minimaliste, parce qu'il est là avec son petit projecteur de diapos. C'est beau de sentir l'émotion sur ce visage presque impassible.

– Ces œuvres ne peuvent être vues que par un petit nombre de spectateurs. Est-ce que cela pose des problèmes particuliers ?

– Nous avons besoin de la complicité de Nicole Gauthier [directrice du Théâtre de la Cité internationale] parce que ce genre de spectacles nécessite des endroits particuliers. Le Théâtre de la Cité internationale est comme une grande maison, avec son perron, ses entrées, ses escaliers et ses pièces. On a ainsi pu loger les uns et les autres dans les espaces qui leur convenaient, qui respectent ce théâtre du chuchotement. Certains spectacles s'adressent à quelques dizaines de spectateurs (quatre-vingts pour Federico Leon, une centaine pour Scimone et William Yang). Il faudrait pouvoir garder les équipes artistiques pendant des mois pour réunir deux ou trois mille personnes, mais on ne peut pas

le faire. Alors, on se résigne à ce que leur travail reste assez secret.

– Ce fil de l'intime n'est-il pas présent dans d'autres disciplines ?

– Quand Sami Frey vient nous voir et nous dit que le seul projet qui l'intéresse n'est pas un grand texte dans une grande mise en scène, mais une lecture des entretiens Jean-Paul Sartre – Simone de Beauvoir – des entretiens qui, comme par hasard, sont entièrement sur l'intimité de Sartre, fouillée avec obstination par Beauvoir –, lui aussi est, d'une certaine manière, dans ce mouvement. Quand nous présentons Cesc Gelabert, ce danseur et chorégraphe espagnol qui a consacré trois ans de sa vie à reconstituer les solos stupéfiants de Gerhard Bohner, chorégraphe allemand mort du sida il y a quelques années, nous entrons là aussi dans la création intime d'un autre. Quand Jenny Holzer s'expose d'une manière directement visible, à travers ces petits textes, ces pensées ironiques, profondes, provocatrices qu'elle lance dans l'air, c'est toujours très intime. C'est toujours un « je ». »

Propos recueillis par Jean-Louis Perrier

### CONCERTS

ensemble  
nter  
contemporain

Samedi 13 octobre  
18 h 30

Mantovani, Martin  
Ibarrondo,  
Marcland (création)  
Veress, Jarrell

Solistes de  
l'Ensemble  
Intercontemporain

Centre  
Pompidou

renseignements 01 44 84 44 72

Jeudi 18 octobre  
20 h 00

Hurel, Grisey,  
Stravinsky,  
Kyburz

Ensemble  
Intercontemporain

Direction  
David Robertson

cité de la musique  
01 44 84 44 84

LE MONDE TELEVISION

avec Le Monde  
DATÉ DIM./LUNDI

Centre Culturel  
Calouste Gulbenkian

51, avenue d'Iéna - 75116 Paris

Jeudi 11 octobre  
20h00 précises

Le piano dans  
l'Art Musical  
de Jorge de Sena

Sofia Lourenço (piano)  
Ant nio Durées (récitant)

Bach, D. Scarlatti, Mozart,  
Chopin, Wagner, Liszt,  
E. Satie, Debussy.

Entrée libre dans la limite des places disponibles.

cité de la  
musique  
musée, concerts,  
centre d'information

Pascal Roph , dir  
Orchestre  
du Conservatoire  
de Paris

Debussy, Ravel  
19 octobre > 20h

www.cite-musique.fr  
01 44 84 44 84

Auditorium du Louvre  
CYCLE "3 PHILOPOPHES"

Lundi 15 octobre à 20h

Jean-Paul Fouch court, ténor

Bertrand Halary, piano  
SATIE

Lundi 22 octobre à 20h

Allison Cook, mezzo-soprano

Robert Melling, piano

ADORNO, WEBERN, SCHOENBERG

LOC : 01 40 20 84 00

# Actifs arts des Flandres

Le Lieu Unique, à Nantes, invite l'avant-garde flamande pour trois jours de fête

**ANVERS et GAND**  
de notre envoyé spécial

Depuis le dernier étage de la tour de police d'Anvers, le regard était accroché par un immense A en toile, qui prolonge la flèche de l'immeuble de la KBC, société bancaire et d'assurances. A perte de vue, des tentures rouges, vertes, bleues ou jaunes tombent d'autres édifices comme des drapés sur le corps d'un mannequin. Anvers fête, depuis le 26 mai, la mode, le design, la couleur et les formes dans une exposition éclatée dans plusieurs quartiers. Un déploiement en osmose avec le mot d'ordre de Walter van Beirendonck, directeur artistique de la manifestation : « *Pensez et rêvez* ». Un moment, on oublie qu'Anvers, la bouillonnante cité-mode branchée rock et techno, pourrait se retrouver sous gestion de l'extrême droite au prochain scrutin local.

Paradoxe ou antidote que cette signalétique géante au grand jour ? Les différents artistes qui œuvrent dans la ville portuaire des Flandres belges n'ont pas de réponse toute faite. En tout cas, ceux qui participent au projet « Aller/Retour » consacré à l'avant-garde flamande, organisé par le Lieu Unique, à Nantes, entendent bien montrer leur savoir-faire, leur enthousiasme et les éventuelles

capacités de l'art à la résistance. « *Se replier sur soi quand on est un artiste en Belgique, un petit pays, et en Flandres, petit pays du petit pays, ce serait insensé* », explique l'un des membres de Die Anarchistische Abendunterhaltung (« le divertissement nocturne anarchiste »). Un groupe ancien, représentatif du souci de croisements et de renouvellement constant qui semble animer la ville.

Prenons Vive la fête. D'abord un duo, aujourd'hui un groupe illuminé par la présence fantasmagorique de Els Pynoo. Grande jeune fille blonde, âgée de trente-deux ans, elle adore Gainsbourg et Dutronc, Dylan et Tom Waits, et voudrait arriver à ce que ses chansons pop, qu'elle interprète en français, bien qu'étant flamande, pour « *le rythme des mots, leur caresse sexy et érotique* », atteignent à la grâce et à la pureté économe des films de Jacques Tati. Le groupe tourne sur un circuit rock, dans des clubs, joue pour des défilés de mode et enregistre pour Lowlands une structure phonographique dirigée par Tom de Weerd, alias DJ Low, qui accueille sur divers labels l'électronique de fanfare cubaine. Il cède sa place à Tom Barman, chanteur du groupe d'EUS, l'une des formations rock les plus réputées des Flandres.

Au club Le Kaaiman, à quelques mètres du port où fleurissent depuis quelque temps de nom-



La fanfare punk Think of One se déplace partout sur son camion-scène de concerts.

breux lieux nocturnes, DJ Low fait un set de mix. Beats percutants et basiques qui enchaînent sur des éclats de fanfare cubaine. Il cède sa place à Tom Barman, chanteur du groupe d'EUS, l'une des formations rock les plus réputées des Flandres.

Au milieu des danseurs, on croi-

se des membres de Think of One, un collectif de six musiciens, fanfare punk qui aurait voyagé au Moyen-Orient ou dans les Balkans. Ils se déplacent avec un camion transformable en scène de concert. « *Comme cela, on est autonomes, on peut jouer presque partout* », explique le joueur de caisse claire du groupe. Ce soir, il vient danser ; demain, il retrouvera des musiciens marocains traditionnels ; plus tard, il ira en studio pour une séance rock. « *Beaucoup d'entre nous fonctionnent ainsi. Tu joues, tu manges et tu paies ton loyer, en même temps cela ouvre en permanence des perspectives artistiques.* »

## « ZONE DE TRANSIT »

A une trentaine de kilomètres d'Anvers, Gand. Plus sereine, plus posée, avec une tradition de littérature, de théâtre, la présence de nombreux compositeurs. Tel le pianiste Daan Vandewalle. Bagage classique, attirance vers les formes libres du jazz par l'écoute de musiciens, comme le guitariste britannique, Fred Frith. « *La Belgique est une zone de transit. Nos voisins sont français, allemands et néerlandais. Nous avons des dialectes qui viennent de là, mais aussi de l'Italie ou de l'Espagne. Je pense que cela rejaille sur de nombreux artistes. Et même si le modèle américain est présent comme partout, il y a une forme d'affirmation identitaire.* » Ce que l'on retrouve dans la manière dont la chanteuse Ann Pierlé aborde un genre balisé comme la pop. Assise sur un ballon gonflable, devant son piano, elle répète

de nouvelles chansons. Effet de brume, lassitude dans la voix, casure et fragilité. Ses gestes rappellent qu'elle a été comédienne.

Près de là, habite DJ Grazzhoppa. Tendance hip-hop et scratches. Pas facile, dit-il, à imposer. Les clubs demandent de la musique pour danser plutôt que des recherches sonores. Ou alors il faut jouer à Bruxelles, première porte vers l'eldorado d'une reconnaissance au-delà des Flandres. Lui aussi s'intéresse à l'activisme d'Anvers.

On lui parle d'une troupe de théâtre, De Onderneming, qui a construit sa propre tribune, fabrique ses costumes, met en scène collectivement par d'innombrables discussions et répétitions. Ils ont adapté en flamand *Marius, Fanny et César*, la trilogie initiatique de Marcel Pagnol. Ils jouent en extérieur. A Nantes, ce sera pareil, avec souper servi et préparé par la troupe. DJ Grazzhoppa se demande s'il n'y aurait pas quelque chose à faire avec eux. On verra une fois à Nantes.

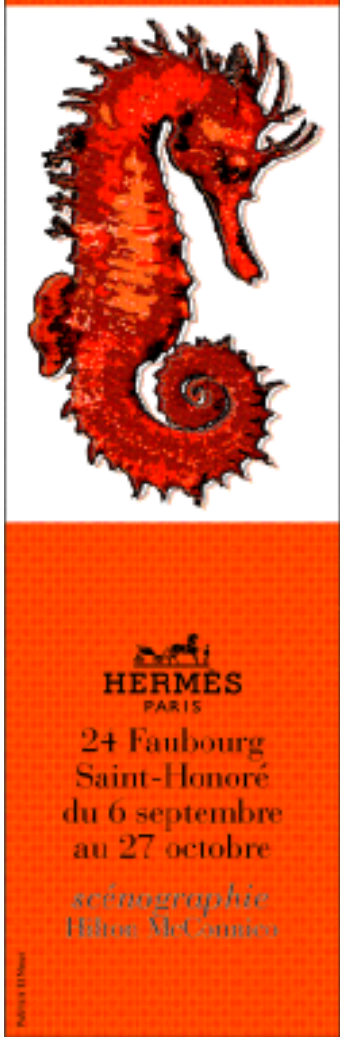
« Aller », c'est pour les responsables du Lieu Unique permettre aux Nantais de découvrir une ville à l'occasion d'une manifestation culturelle – cette fois l'exposition « Mode 2001 ». « Retour », c'est amener à Nantes des créateurs, favoriser les rencontres, valoriser l'échange. On est en plein dedans. L'initiative du Lieu Unique a vocation à être répétée tous les deux ans. Budapest pourrait être la prochaine destination.

Sylvain Siclier

## Les rendez-vous de LU

● **Spectacles.** Les Frères Robert, d'Arne Sierens, mise en scène de Johan Dehollander (Grand Atelier, du 11 au 13, à 19 h 30. Et du 16 au 20, à 20 h 30). *Peep and Eat*, par la Compagnie Blauw Vier (sous chapiteau, le 11, à 20 heures, les 12 et 13, à 12 h 30 et 20 h 30). *Marius*, « De Onderneming joue Pagnol » (Lieu Unique, le 11, à 19 heures ; les 12 et 13, à 12 h 30). *My Movements are Alone Like Streetdogs*, de Jan Fabre (Chapelle de l'Oratoire, les 11 et 12, à 22 heures ; le 13, à 19 heures). *Discothèque*, par le collectif Kung Fu (Cité des Congrès, le 13, à 22 heures). ● **Art & mode.** Exposition « D'Anvers et d'art, de mode et d'ailleurs ». (Photographies, sculptures, installations, vidéos et défilés.) Les 11 et 12, de 18 heures à 2 heures ; le 13, de 16 heures à 2 heures. Entrée libre. (Puis jusqu'au 18 novembre.) Tous les jours, défilés et présentations d'Art point M (Fanny Bouyagui), Berlinde de Bruyckere, Caroline Coolen, Anne Daems, Katja Devlamynck, Laurent Moriceau, Merlin Spie, Philip Metten, Geert Saman, Anke Loh et Peter De Cupere.

● **Concerts.** Salon de musique, le 11 : Vanishing Pictures, Geert Waegeman/Dr Jekyll & Mr Hyde, Daan Vandewalle meets Chris Cutler meets DJ Grazzhoppa (à partir de 19 heures). Le 12 : Peter Vermeerh meets Daan Vandewalle meets Chris Cutler, DJ Low/Cocteau, DJ Grazzhoppa (à partir de 19 heures). Le 13 : Daan Vandewalle, Anton Price, eK-RAA-K (à partir de 15 heures). Cour du Lieu Unique, le 11 : Boenox, An Pierlé, Dead Man Ray DJ Mo & Benoëlie (à partir de 22 heures). Le 12 : Blindman, Starbot Ensemble, Die Anarchistische Abendunterhaltung, Dumas, Tom Barman (à partir de 22 heures). Le 13 : Llips, Think of One présente Naft, Lowlands, DJ Low & Friends (à partir de 22 heures). Sous-sol, le 13 : Conspiracy présente Cassini Division et Building Transmissions (à partir de 18 heures). Terrasse, le 12 : Think of One présente Naft (18 h 30). ● **L'avant-garde flamande** au Lieu unique à Nantes, les 11, 12 et 13 octobre. De 20 F (3,05 €) à 250 F (38,11 €). Tél. : 02-40-12-14-34. www.lieuunique.com/

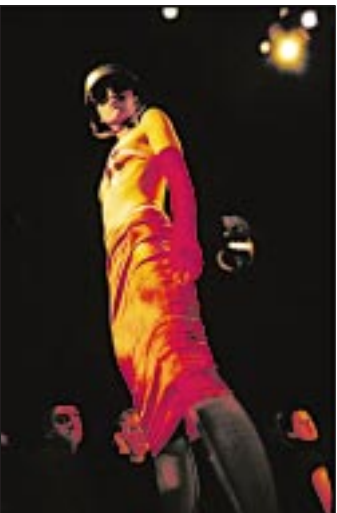


## Le parcours des combattants d'Art point M

**ROUBAIX**  
de notre envoyée spéciale

La rue de l'Alouette à Roubaix, sinistrée par la crise du textile, a gardé les vestiges de cette culture industrielle : une boutique d'habillement pour dames, hors mode et fréquentée sur rendez-vous, des ateliers de confection éparpillés dans les entrepôts et les maisons de briques, le café des Beurs à gauche du carrefour, celui des Asiatiques à droite. La situation, ici, est moins désastreuse qu'il y a dix ans, quand Fanny Bouyagui et sa compagnie, Art point M, se sont installés dans un dépôt de textile laissé à l'abandon. A la fin d'octobre, La Piscine, futur Musée d'art et d'industrie de Roubaix, ouvrira non loin de là. L'occasion pour Art point M de présenter un défilé de mode hors norme intitulé *Detroit* : il a été créé au Detroit Electronic Music Festival en 2001 et « *Roubaix ressemble à Detroit* », dit Fanny Bouyagui, fille d'une Française d'origine flamande et d'un Sénégalais venu travailler dans le Nord.

Plasticienne qui a fréquenté l'Ecole des beaux-arts de Tourcoing, styliste décalée, Fanny Bouyagui fédère une tribu où les arts s'imbriquent. En 1995, rue de l'Alouette, dans ce lieu industriel de 2 000 mètres carrés où l'on habite, où l'on travaille, aujourd'hui dénommé le Laboratoire Factory, la bande nomade organise des raves mensuelles très underground où se pressent huit cents à mille initiés venus de toute l'Europe pour célébrer les meilleurs DJ – Christian Vogel, de Brighton, Angel



Art point M (comme arts majeurs) imagine dans ses locaux industriels de Roubaix des défilés de mode hors normes.

Molina, de Barcelone, Jack, de Marseille, etc. « *Nous sommes ici à la croisée des cultures du Nord* », explique Fanny Bouyagui – treillis militaire, percing, tatouages et coiffure iroquoise.

A Art point M, les hommes travaillent le fer et les décors en bas. En haut, derrière les coursives où sont gardées les milliers de costumes des « collections automne-hiver » ou « printemps-été », les femmes interprètent les troubles de l'époque – Black Panthers, Albanie, sida, enfermement religieux. Plus loin, Thierry Capeau, compagnon de Fanny Bouyagui, ex-fan, comme

elle, de rock indus, style très en vogue dans le nord de l'Europe des années 1980, mixe ses trésors : des milliers de vinyls rares, de *white labels* anonymes, des classiques du jazz ou de la soul, des voix de Mongolie... Ses bandes-son comptent pour beaucoup dans la mise en place des mannequins ou des acteurs – tous des copains – sur les podiums ou dans les vidéos réalisées par la styliste.

## SPECTACLES EN ALBANIE

La compagnie et sa chef de file adorent les braderies – Art point M (comme arts majeurs) organise depuis dix ans la Braderie des arts de Roubaix (une centaine d'artistes européens créent dans un lieu unique et en vingt-quatre heures une œuvre vendue entre 1 et 1 500 francs). L'appartenance de la styliste et du DJ en témoigne : tentures orange et canapés en peaux de panthères, collections de piroguiers congolais en plâtre achetés en Belgique, bouddhas indiens, baby-foot d'arrière-salle de café, webcams et ordinateurs extra-plats. Fanny Bouyagui récupère, transforme tout : des casques, des cartes d'état-major de la seconde guerre mondiale imprimées sur soie et chinoises en Belgique sont ainsi les accessoires de *Durrës*, un défilé qui met en scène les femmes des camps albanais, « *ces travailleuses et mères si démunies qu'elles se déguisent le soir en Barbie rose pour tapiner près des camps de la KFOR* ».

En 1999, secoués par la guerre du Kosovo, les six membres d'Art point M et leurs comparses partent

« à dix-sept et en camion » en Albanie pour donner des spectacles gratuits. « *Dur* ». De Tirana, les voici à Detroit, où Fanny Bouyagui devient l'amie de Carl Craig, DJ historique et très politisé de la house locale. Elle y revient en 2001, avec *Detroit* – images de la ville, superbe bande-son nourrie de musiques noires, vêtements « *vintage* » (d'époque) années 1960, retravaillés façon Bouyagui (destrutturés, découpés, remontés), imprimés de photos de Luther King, Malcolm X, Miles Davis ou Jeff Mills. Ce défilé traitant « *de la fascination exercée par les Noirs sur certaines femmes blanches* », est créé en parallèle avec le surprenant *Quelques gens de plus ou de moins*, quinze boîtes noires servant de décors au face à face déroulant d'un seul spectateur avec un comédien.

Ce parcours, ce happening créé à la Rose des Vents, scène nationale de Villeneuve-d'Ascq (coproducteur), a rencontré un vif succès au Festival des arts de la rue de Chalonsur-Saône, puis aux Nuits obliques du Lieu Unique à Nantes (*Le Monde* daté 25-26 mars). Depuis, Art point M est « *très mode* », au point d'attirer des subventionneurs. LU a demandé à Art point M de créer son septième défilé en s'inspirant d'Anvers. « *A Anvers, un sac Vuitton passe toutes les treize minutes. A Anvers, une personne sur trois a voté pour l'extrême droite, le Vlaams-blok* ». Le défilé sera blanc, puis noir et le public pourra en explorer les coulisses.

Véronique Mortaigne

## L'histoire interdite des trésors d'Afghanistan à Barcelone

LE TITRE de l'exposition devait être : « Afghanistan, une histoire interdite » ; Pierre Cambon, son commissaire, a finalement choisi « une histoire millénaire », formulation jugée « *plus optimiste* ». Ouverte au public depuis le 3 octobre, elle est organisée par la Fondation de la Caixa et le Musée Guimet, à Barcelone (108, paseo San Juan). Elle sera présentée à Paris, à Guimet, le 28 février 2002, date anniversaire de la destruction des bouddhas de Bamyian.

L'idée d'une telle rétrospective est née de cet acte de vandalisme. Luis Monreal, directeur de la Fondation la Caixa, et Jean-François Jarrige, directeur du Musée Guimet, se sont vite convaincus qu'il fallait, en réponse, rendre hommage aux cultures afghanes. « *L'Afghanistan est non seulement le lieu de contact de plusieurs grandes cultures, mais c'est aussi un pays où des civilisations originales sont nées, précise Jean-François Jarrige. Si les talibans sont, hélas ! une réalité, ils sont loin de représenter la quintessence de leur religion. Il existe en Afghanistan un islam éclairé où les poètes et les artistes se sont épanouis.* »

La Fondation présente donc à travers quelque deux cents pièces un panorama de l'art afghan, depuis les figurines animales de Mundigak (2800 av. J.-C.) jusqu'aux grands panneaux décoratifs du Kafiristan, exécutés dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, sans oublier les miniatures timourides (XV<sup>e</sup>) ou persanes (XVII<sup>e</sup>) ou les céramiques islamiques d'avant les invasions mongoles (XIII<sup>e</sup>). Le temps fort de l'exposition reste la période gréco-bouddhique. A côté de chefs-d'œuvre quasi inconnus comme une tête de marbre, peut-être celle du prince Siddharta, ou un *Génie des fleurs*, délicate statue de stuc qui a appartenu à André Malraux, on peut voir une douzaine d'ivoires qui faisaient partie du célèbre trésor de Begram.

## MYSTÈRE AUTOUR D'UN PILLAGE

Ce dernier a été exhumé par l'archéologue Joseph Hackin en 1937. Il comprenait notamment un ensemble de pièces d'ivoire, gravées ou sculptées. Les Français avaient alors le monopole des fouilles en Afghanistan. Et les précieuses plaquettes d'ivoire furent partagées, selon la règle, entre le Musée Guimet et celui de Kaboul, que les Français avait contribué à créer. Les ivoires de Kaboul ont tous disparu dans le naufrage de la capitale et le pillage de l'établissement. Ceux qui sont présentés à Barcelone ont été achetés sur le marché pakistanais par Spach, organisation non gouvernementale pilotée par l'Américaine Nancy Dupree. « *Ils ont été confiés au Musée Guimet en attendant la reconstruction de celui de Kaboul* », indique Pierre Cambon, responsable des collections afghanes de Guimet.

Un mystère plane sur le sort des collections de l'établissement pillé. Certaines, comme le trésor de Tila Tepe (20 000 pièces indo-scythes et gréco-parthes), auraient été mises à l'abri dans les coffres d'une banque. Personne ne l'a vu depuis. Les talibans se sont vantés, après la destruction des bouddhas de Bamyian, d'avoir fait subir le même sort aux statues bouddhiques du musée. Elles n'avaient donc pas toutes disparu. Et peut-être ont-elles été vendues plutôt que détruites.

On trouve en effet chez les antiquaires de Peshawar ou de Quetta, au Pakistan, un grand nombre d'objets qui sont censés venir d'Afghanistan. « *Mais les faux pullulent, assure Jean-François Jarrige. J'ai aperçu dans ces boutiques des terres cuites qui provenaient du site de Mehrgar, que je fouille actuellement dans le sud du Pakistan.* » Il est certain que le Pakistan reste une plaque tournante pour le trafic des objets d'art pillés dans la région. Les collectionneurs privés, souvent proches des cercles du pouvoir, y sont nombreux. Les marchands peu scrupuleux alimentent les marchés de Tokyo ou de Londres.

Emmanuel de Roux

# Le jeu ténébreux d'Arnolphe en pays vénéneux

Jacques Lassalle présente « L'Ecole des femmes », de Molière, à l'Athénée-Louis-Jouvet. Sa mise en scène s'embrace dans un dernier acte poignant, et la farce atteint le bouleversant

**L'ÉCOLE DES FEMMES, de Molière.** Mise en scène de Jacques Lassalle. Avec Olivier Perrier, Caroline Piette, Pascal Rénéric, Bernard Spiegel...

**ATHÉNÉE-LOUIS-JOUVET, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris-9<sup>e</sup>.** M<sup>e</sup> Opéra. Mardi, à 19 heures; du mercredi au samedi, à 20 heures; dimanche, à 16 heures. Tél.: 01-53-05-19-19. De 65,60 F (10 €) à 170,55 F (26 €). Durée: 2 h 15. Jusqu'au 10 novembre.

Vous entrez dans le théâtre, c'est pour voir *L'Ecole des femmes* dans une présentation nouvelle. La personne qui vous montre votre place vous met dans la main une notice du metteur en scène. Chose courante: les metteurs en scène ne peuvent résister à l'envie de vous cueillir à froid par un mode d'emploi *pro domo* de leurs innovations du jour. Ce soir, c'est Jacques Lassalle. Il vous dit pourquoi il a choisi *L'Ecole des femmes*: Hubert Gignoux (une grande figure de la scène, c'est vrai) lui a dit une fois que c'est « la plus belle » des pièces de Molière, « celle qui ose, qui réussit tout, celle dont les dieux ne font cadeau aux poètes qu'une fois dans leur vie ». Soit! Mais si Molière ne nous avait pas

donné *Tartuffe*, *Dom Juan*, *Le Misanthrope*, *L'Avare*, *Les Femmes savantes*, *Le Malade imaginaire*, n'eût-il pas eu droit à quelques bonnes grâces des dieux, là aussi?

Quelle est la contribution personnelle que, dans son abondant topo, nous déclare Jacques Lassalle? Il fait un sort à un aveu d'Arnolphe: « *l'air doux* » d'Agnès lui « *inspira de l'amour dès quatre ans* ». Jacques Lassalle ne prononce pas le mot « pédophile », mais il « *songe à interroger l'arrière-pays vénéneux* » des comédies de Molière; il évoque, « *après trois siècles de litote officielle* », une « *transgression* », un « *interdit* ». Bref, en y mettant deux ou trois paires de gants, c'est bien un Arnolphe pédophile – ou disons amoureux fou de la petite Agnès – qui est ce soir sur les planches. Un Arnolphe au mieux sans « *attouchements* », qui met la petite fille en hibernation afin d'assouvir sur elle, plus tard, en contre-playback, sa lubricité.

Certes pas un joli monsieur, cet Arnolphe, qui achète une enfant de quatre ans, qui aussitôt la cloître, donnant l'ordre aux religieuses d'en faire une analphabète, une débile totale – Molière ménage les bonnes sœurs, elles vont désobéir, Agnès apprendra chez

elles à lire, à écrire, à faire preuve de présence d'esprit. Et Arnolphe de séquestrer ensuite sa proie, sous la garde de deux brutes. Tout cela si démesuré que c'est surtout une farce que nous écoutons là (Molière y est maître). Une farce, dans les premières scènes, peu relevée, puisque le propos essentiel est de nous faire rire du « *cocuage* », des « *cocus* ».

## UN VICELARD

Ces mots passaient-ils, sans heurter la salle, du temps de Molière? Même dans une farce? Aujourd'hui, ils écorchent. Ils volent bas. La situation qu'ils évoquent est devenue la vie même, elle n'est plus pendable que chez les talibans et, dans un pays comme le nôtre, nous ne la voyons notée que dans les faits divers, mais en termes plus choisis. Certes, en société, les allusions à la chose, comme ce vocable, « *cocu* », titillent encore des pauvres d'esprit, des vicelards (« *Une telle couche avec un tel, le saviez-vous?* »); oui, des vicelards comme précisément Arnolphe, qui a passé sa vie à fouiner et colporter cette famille d'informations, se font plaisir à prononcer ce mot, « *cocu* ».

Mot si encombrant, dans cette

pièce, *L'Ecole des femmes*, qu'il est plus paisible d'entendre jouer *Les Femmes savantes* ou *Dom Juan*. Il nous faut attendre la sublime scène du dernier acte, Arnolphe fou, dévasté, se serrant contre Agnès, lui criant à quel point il l'a, dès la première seconde, désespérément aimée, pour que la pièce, enfin, s'envole, se désembourbe du « *cocuage* » pour atteindre le bouleversant.

Jusqu'à cet instant, la mise en scène de Jacques Lassalle est froide, atone, dormante. Les acteurs se déplacent difficilement dans un potager fantôme, entre des carrés de choux incolores, ou devant un rideau brun sale, nu. Les acteurs irradiant peu. Même Arnolphe (Olivier Perrier) parle à voix basse, dans ses dents, comme s'il n'échappait pas à un ne sait quelle absence, ou comme si, sur cette scène, il gardait tout pour lui. Et, d'un coup, aux neuf dernières scènes, tout prend feu. C'est peut-être même l'une des plus fortes et poignantes fins de *L'Ecole des femmes* que nous ayons vues, un vrai grand moment de théâtre, comme Jacques Lassalle sait faire, quand ça lui prend.

Michel Cournot

## Les deux voies de la cantate, en clôture de Musica

### STRASBOURG

de notre envoyé spécial

**Terre del rimorso, de Luca Francesconi.** Avec Françoise Kubler (soprano), Luciano Roman (récitant). Vokalensemble de Stuttgart. **Atlantis, de Peter Eötvös.** Avec Gregor Dalal (baryton) et un soliste de l'Aurelius Sängerknaben Calw. Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, Peter Eötvös (direction). Festival Musica, Palais de la musique, samedi 6 octobre.

La cantate *Terre del rimorso*, de

Luca Francesconi (né en 1956), promettait déjà. Magnifiquement servie par la voix toujours chaleureuse de Françoise Kubler, par un orchestre et un chœur irréprochables dont Peter Eötvös sait stimuler l'engagement, c'est une fresque de quarante minutes sur le thème de la tarentelle, du remords et de la morsure de l'angoisse; elle emprunte des textes grecs, italiens ou français à des auteurs anciens et modernes ainsi qu'à des chants populaires. On sui-

vrait mieux Luca Francesconi si les longues interventions du récitant pouvaient nous toucher par le sens et pas seulement par la jolie musique des mots. La grande maîtrise technique du compositeur ne fait aucun doute, l'abondance d'idées originales frappe aussi, mais aucune n'est poussée à son terme, et l'on en revient toujours à cette écriture chargée dont la complexité bouillonnante ne parle ni n'impressionne.

Le contraste est complet avec *Atlantis*, de Peter Eötvös (né en 1944), autre cantate, pour un ensemble beaucoup moins fourni mais tout aussi puissant à l'occasion grâce aux secrets d'une écriture instrumentale infaillible et d'une amplification conçue comme une orchestration et non comme une sonorisation. Dans cette vaste partition, créée en 1995, inspirée par la fragilité des sociétés et des cultures – l'effondrement de l'URSS et ceux qui suivront –, l'épanouissement des idées ne souffre jamais du poids de considérations esthétiques.

Car l'esthétique d'Eötvös est accueillante et ne bride pas les inspirations qui viennent à elle. C'est peut-être la leçon d'un long contact avec Stockhausen, dont l'influence, perceptible ici ou là, n'est pas autrement frappante: la conscience que la musique, multiforme par essence, ne se laisse pas circonscrire.

### UNE GRANDE FORCE DRAMATIQUE

Aussi est-ce à une évocation de la musique populaire de Transylvanie (pays natal de Peter Eötvös), en voie de disparition, qu'est laissé le soin de conclure chacune des trois parties: les deux quintettes à cordes, relégués au fond de l'ensemble instrumental, semblent déjà rongés par le temps. Les dix groupes de percussions, qui entourent le public et l'orchestre, donnent à l'auditeur une sensation d'immersion dans le son, surtout quand leurs roulements tournaient se relaient à travers l'espace.

Mais ce sont les longues syllabes lancées par une voix d'enfant dans un contexte harmonique lumineux qui, en créant l'émerveillement initial, donneront toute sa force dramatique à la sensation finale d'une perte irrémédiable. Toujours aussi magique, avec ces mélanges de timbres inouïs et ces appels instrumentaux qui ressemblent à des voix, l'atmosphère ne pourra ensuite que s'assombrir, notamment avec l'entrée du baryton, dans la deuxième partie, dialoguant avec celle du jeune garçon, et les interventions fantomatiques d'un chœur de voix synthétiques.

Une œuvre étrange, puissamment originale, et telle qu'on pouvait l'attendre pour conclure un festival.

Gérard Condé

## SORTIR

### PARIS

#### Renaud Garcia-Fons

Le contrebassiste Renaud Garcia-Fons est un musicien voyageur. Tenté par le jazz, les musiques du monde, l'écriture ou l'improvisation, ce grand jeune homme est aussi un excellent instrumentiste et un meneur de projets orchestraux subtil. Son nouvel enregistrement, *Navigator* (Enja/Harmonia Mundi), sera interprété en grande partie sur scène avec quelques complices d'égal intérêt: parmi eux, l'accordéoniste Jean-Louis Matinier, le flûtiste Chris Hayward, le tromboniste Yves Favre, le guitariste Antonio Ruiz ou, à la derbouka, Abderhamane Khalifa. *L'Européen*, 5, rue Biot, Paris-17<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Place-de-Clichy. 20 h 30, les 8 et 9. Tél.: 01-43-87-97-19. 100 F.

## GUIDE

### CINÉMA - FESTIVALS

#### Cinespaña 2001

Le 6<sup>e</sup> Festival du cinéma espagnol propose dix-huit films inédits, un hommage à Carmen Maura, une rétrospective Bigas Luna, un volet consacré aux pionnières du cinéma espagnol (Pilar Miro et Josefina Molina) et une sélection de films rares. Toulouse (Haute-Garonne). 10, rue Jean-Rancy. Du 10 au 21 octobre. Tél.: 05-61-12-12-20. 35 F (billet à l'unité); 100 F (pass quatre films); 350 F (pass festival).

#### 7<sup>e</sup> Festival Jean Carmet

Festival consacré aux seconds rôles avec rétrospective et compétition. Moulins (Allier). Théâtre de Moulins, place du théâtre. Du 10 au 17 (ouverture à 14 h 30). Tél.: 04-70-46-35-99. 31 F (tarif normal); 200 F (carnet de huit entrées).

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél.: 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

### VERNISSAGES

#### Mira Schendel, Tunga

Artistes brésiliens contemporains. Galerie nationale du Jeu de paume, 1, place de la Concorde, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Concorde. Du 9 octobre au 18 novembre. Tél.: 01-42-60-69-69. De 12 heures à 19 heures; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures; mardi de 12 heures à 21 h 30. Fermé lundi. 38,28 F; gratuit pour les moins de treize ans. Niki de Saint-Phalle: la vie joyeuse des objets. Musée des arts décoratifs, palais du Louvre, 107-111, rue de Rivoli, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Tuileries. Du 9 octobre au 16 décembre. Tél.: 01-44-55-57-50. De 11 heures à 18 heures; samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures; nocturne mercredi jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Entrée libre.

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre: les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).

Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

La Douleur de la cartographe de Chris Lee, mise en scène de Camille Chamoux.

Odéon - Théâtre de l'Europe - Petit Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Odéon. 18 heures, les 9 et 10. Tél.: 01-44-41-36-68. Entrée libre sur réservation.

Yonas Jones de Yaakov Malkin, mise en scène de Julie Ravix.

La Vieille Grille, 1, rue du Puits-de-l'Ermitte, Paris-5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Monge. 18 h 30, le 9. Tél.: 01-47-07-22-11. 60 F.

Deuxième épreuve du Concours Rostropovitch

Œuvres de Beethoven, Chopin, Chostakovitch, Messiaen, Schumann, Strauss, Popper, Stroppa. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Miromesnil. 9 h 30 et 14 heures, le 9; 9 h 30 et 14 heures, le 10; 9 h 30 et 14 heures, le 11. Tél.: 01-42-62-69-71. Entrée libre.

La Symphonie du Marais Œuvre de Delalande. Hugo Reyne (direction). Versailles (Yvelines). Opéra royal du château, château. 21 heures, le 9. Tél.: 01-39-20-78-00. 230 F.

Talila et Ben Zimet Auditorium Saint-Germain, 4, rue Félibien, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Odéon. 20 h 30, les 9, 10, 11, 12, 13; 17 heures, le 14; Tél.: 01-44-07-37-43. 90 F, 110 F et 140 F.

Romano Drom La Maroquinerie, 23, rue Boyer, Paris-20<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Gambetta. 20 h 30, les 9, 10, 11, 12, 13. Tél.: 01-40-33-30-60. 100 F.

Chico Freeman Quartet Sunside, 60, rue des Lombards, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 21 heures, les 9, 10. Tél.: 01-40-26-21-25. 100 F et 120 F.

Dal Sasso, Belmondo Big Band Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 22 heures, le 9. Tél.: 01-42-33-37-71. 80 F et 100 F.

Aimee Mann Bataclan, 50, bd Voltaire, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Oberkampf. 20 heures, le 9. Tél.: 01-43-14-35-35. 149 F.

### Tour Jean-sans-Peur

La tour Jean-sans-Peur est un témoignage de l'enceinte médiévale de Paris. Haut de cinq étages et desservi par deux escaliers, dont l'un se termine par une remarquable voûte sculptée, l'édifice fut construit au milieu de la guerre de Cent Ans (1411) pour le duc de Bourgogne, Jean sans Peur, ennemi juré de son cousin Louis d'Orléans. C'est dans ce cadre que Bertrand Schnerb, professeur d'histoire médiévale à l'université Lille-III, auteur d'*Armagnac et Bourguignon* (éd. Perrin, 1988) et de *L'Etat bourguignon* (éd. Perrin, 1999), donnera une conférence sur « Les fêtes et cérémonies à la cour de Bourgogne (XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles) ». Tour Jean-sans-Peur, 20, rue Etienne-Marcel, Paris-2<sup>e</sup>. Tél.: 01-40-26-20-28. 19 heures, le 9. De 40 F à 60 F.

### Depeche Mode

Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, bd de Bercy, Paris-12<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bercy. 20 h 30, les 9, 10. Tél.: 08-25-03-00-31. De 240 F à 335 F.

Drain Pump Booster, Ruins Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. 20 h 30, le 9. Tél.: 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

Mickey 3D La Clef, 46, rue de Mareil, 78100 Saint-Germain-en-Laye. 21 heures, le 9. Tél.: 01-39-21-54-90. 80 F.

Bernard Lavilliers Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Opéra. 20 h 30, les 9, 10, 11. Tél.: 01-47-42-25-49. De 160 F à 240 F.

Brigitte Fontaine & les Valentins La Scène, 2 b, rue des Taillandiers, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. 21 heures, le 9. Tél.: 01-48-06-12-13. Entrée libre sur invitation.

Lio chante Prévert, Sylvain Maillard Théâtre du Val-d'Osne, 49, rue du Maréchal-Leclerc, 94410 Saint-Maurice. 20 h 30, le 9. Tél.: 01-45-18-80-45. 50 F et 100 F.

Arthur H Le Théâtre des Bergeries, 5, rue Jean-Jaurès, 93130 Noisy-le-Sec. 20 h 30, le 9. Tél.: 01-41-83-15-20. De 40 F à 120 F.

### RÉGIONS

Aberrations du documentaliste de François Tomsu et Ezéchiel Garcia-Romeu, mise en scène des auteurs, avec Jacques Fornier.

Belfort (Territoire de Belfort). Théâtre Granit - Grande salle, 1, faubourg de Montbéliard. 15 heures, 18 heures et 20 h 30, le 10. Tél.: 03-84-58-67-67. 100 F et 140 F.

Happy End & Mahagonny Gongspiel de Bertolt Brecht et Kurt Weill, mise en scène de Jean Lacornerie.

Chambéry (Savoie). Théâtre Charles-Dullin, place du Théâtre. 20 h 30, le 10; 19 h 30, les 11 et 12. Tél.: 04-79-85-55-43. De 31 F à 144 F.

Voyage au centre de la Terre d'après Jules Verne, avec la Compagnie La Troppa.

Bourges (Cher). Maison de la culture, place André-Malraux. 20 h 30, les 10 et 12; 19 h 30, le 11. Tél.: 02-48-67-74-70. De 60 F à 140 F.

Cyrano de Bergerac d'Edmond Rostand, mise en scène de Jacques Weber.

Nice (Alpes-Maritimes). Théâtre de Nice, promenade des Arts. 20 h 30, les 10, 12, 13; 19 h 30, le 11. Tél.: 04-93-13-90-90. De 66 F à 185 F.

Compagnie Lionel Hoche Saint-Etienne (Loire). L'Esplanade-Grand Théâtre Massenet. 20 h 30, les 10 et 11. Tél.: 04-77-47-83-40. 143 F.

Les Arts florissants Œuvres de Delalande, Campra. Caen (Calvados). Église Notre-Dame-de-la-Gloriette, rue Saint-Laurent. 20 heures, les 10 et 11. Tél.: 02-31-30-76-20. De 55 F à 170 F.

Orchestre national de Lille Œuvres de Brahms, Dutilleux, Debussy. Jean-Claude Casadesu (direction). Lille (Nord). Le Nouveau Siècle, 20, rue du Nouveau-Siècle. 20 heures, les 10 et 11. Tél.: 03-20-12-82-40. De 39 F à 150 F.

Chœur de chambre Accentus Œuvres de Jolas, Manoury, Canat de Chizy, Cage. Jay Gottlieb (piano), Laurence Equilbey (direction).

Rouen (Seine-Maritime). Théâtre des Arts, 22, place de la Bourse. 20 h 30, le 10. Tél.: 02-32-10-87-07. De 30 F à 160 F.

Théâtre de la Ville  
DIRECTION  
GÉRARD  
VIGOTTE

AUX ABESSES  
DERNIERE LE 13 OCT.  
**MADAME KAO**  
NOELLE RENAUDE  
m.e.s. Florence Giorgetti  
• une chronique intime aux  
allures d'épopée pour rire  
31 RUE DES ABESSES PARIS 18  
01 42 74 22 77  
www.theatredelaville-paris.com

KEVIN COSTNER

OCTOBRE 1962  
**TREIZE JOURS**  
QUI FIRENT TREMBLER LE MONDE

EN FIN DE ROGER DONALDSON

METROPOLITAN FILMEXPORT BEACON PICTURES ROGER DONALDSON KEVIN COSTNER 'TREIZE JOURS' THIRTEEN DAYS BRUCE GREENWOOD STEVEN CLIP DELIAN BAKER TREVOR JONES ISIS MESSINDEN CONRAD BETHUNE DENNIS WASHINGTON ANDRZEJ BARTKOWIAK A.S.C. PAUL DEASON MARI WONTFORTE JILANA HERZBERG MICHAEL DE LUCA THOMAS A. BUIS MARC ABRAHAM ARADYAN BERNSTEIN PETER O. ALMOND KEVIN COSTNER DAVID SELF ROGER DONALDSON

www.metrofilms.com

LE 10 OCTOBRE  
CINEG.FR  
NOSTALGIE

## DISPARITIONS

## Mike Mansfield

## Un sénateur démocrate opposé à la guerre du Vietnam

**VÉTÉRAN** de la diplomatie américaine, chef de la majorité démocrate au Sénat américain pendant l'affaire du Watergate, Mike Mansfield est mort vendredi 5 octobre à l'hôpital militaire Walter Reed de Washington. Spécialiste de l'Asie, adversaire de la guerre du Vietnam, il avait été l'auteur du fameux « amendement Mansfield » de 1971 appelant au retrait des troupes américaines d'Indochine.

Né le 16 mars 1903 à New York dans une famille d'immigrants irlandais catholiques, Michael Mansfield s'était engagé dans la marine à l'âge de seize ans, en mentant sur son âge, et il servit en Orient et notamment en Chine entre 1920 et 1922. De retour de l'armée en 1922, il fut ouvrier des mines de cuivre avant d'entreprendre, en 1927, sur les injonctions de son épouse institutrice, des études d'abord à l'école des Mines, puis à l'université du Montana, à Missoula.

Après avoir été professeur d'histoire de l'Extrême-Orient à cette même université du Montana, il fut élu à la Chambre des représentants en 1943. Ses compétences en matière de politique étrangère y furent remarquées : le président Roosevelt l'envoya en mission confidentielle en Chine à la fin de 1944. Mike Mansfield accomplit cinq mandats de député avant de rejoindre le Sénat en 1952. Adjoint de Lyndon Johnson au groupe démocrate du Sénat, il prit sa succession lorsque celui-ci devint, en 1961, le vice-président de John Kennedy. Très tôt, il s'opposa à l'engagement américain au Vietnam, ce qui finit par le fâcher avec Lyndon Johnson. Il essaya de faire passer plusieurs restrictions législatives, dont la loi limitant le pouvoir présidentiel de lancer le pays dans un conflit. Il devait expliquer plus tard que son plus grand regret avait été de ne pas avoir pu « arrêter ou ralentir » la guerre.

Mike Mansfield garda le poste de leader de la majorité démocrate au Sénat pendant seize ans, jusqu'à sa retraite en 1976, un record qui n'a pas été dépassé. Il était d'une réserve quasi légendaire, au point que Ted Kennedy put dire de lui que la liste de ses réponses favorites était vite faite : « *Ouais ; non ; peut-être ; possible ; j'sais pas.* » Il fut ensuite ambassadeur au Japon de 1977 à 1988 – autre record de longévité –, nommé par le président démocrate Jimmy Carter, puis confirmé par le républicain Ronald Reagan. A son départ, le ministre des affaires étrangères déclara que le Japon avait « *perdu un ami* ».

## Corine Lesnes

■ **JIRI NEMEC**, philosophe tchèque et un des initiateurs et premiers signataires de la Charte 77, est mort jeudi 4 octobre à Prague, à l'âge de soixante-huit ans. Critique littéraire et traducteur, ce catholique engagé, père de sept enfants, fut une des figures de proue, avec sa femme Dana, de l'opposition au communisme dès les années 1960. Enthousiasmé par les avancées du concile de Vatican II, il fonda un séminaire œcuménique dès 1965 auprès de la faculté théologique évangélique de Prague et fut un des principaux animateurs de L'Œuvre du renouveau conciliaire, un mouvement catholique qui joua un rôle important pour l'engagement des chrétiens dans le « printemps de Prague » de 1968 et, après son écrasement par les chars soviétiques, dans la dissidence. Persécuté par la police communiste, Jiri Nemeč fut contraint à l'émigration en 1983 ; il s'installa à Vienne, d'où il ne revint à Prague qu'en 1990.

## DEBARRAS

integral, tous locaux, récupérations.

## BIGUES BENNES

01 49 95 95 42

Service rapide tous les jours

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

**Rodrigo SEPULVEDA SCHULZ** et **Anne de DIETRICH** ont la très grande joie de faire part de la naissance de

**Alexandre Edouard Eleuthère,**

le 28 septembre 2001, à Neuilly-sur-Seine.

Château de Courtry, 12, rue du Château, 77115 Sivry-Courtry. <http://www.sepulveda.org/alexandre>

## Katia et Florian CHANET

laissons à **Lucas** la joie d'annoncer la naissance de sa petite sœur.

**Elena,**

le 26 septembre 2001, à Paris.

1, rue Charles-Dickens, 75016 Paris.

## Décès

– La famille et les amis de

**M. Georges BOULLY,** HEC 29,

président d'honneur de l'Institut français de la coopération, ancien maire de Saint-Valérien, ancien conseiller général de l'Yonne,

ont la tristesse de faire part de son décès, survenu le 4 octobre 2001, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Selon ses volontés et dans l'intimité familiale, ses cendres ont été inhumées dans le caveau familial de Saint-Valérien (Yonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Les familles Poncet et Juillard ont la tristesse de faire part du décès de

**Mme Nattée BRUNSCHWIG-BORDIER,** née **PONCET,**

survenu le 29 septembre 2001, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu le 4 octobre, à Montalba-le-Château (Pyrénées-Orientales), où elle repose aux côtés de son époux.

**Jacques BRUNSCHWIG-BORDIER.**

– Raymond et Daniel Byk ont le regret d'annoncer le décès de leur mère,

**Esther BYK,** née **SZCZYGIEL,**

survenu le 30 septembre 2001, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Ses obsèques se sont déroulées dans la plus stricte intimité.

– Les obsèques de

**Gilles CHENU,**

victime de l'explosion de l'usine AZF de Toulouse, ont eu lieu le jeudi 27 septembre 2001.

Sa famille remercie celles et ceux qui, par leurs témoignages de sympathie et d'affection, prennent part à son chagrin.

Cécile-Evelyne Umpleby-Chenu, 5, rue de Savoie, 74160 Saint-Julien.

« On n'oublie rien de rien, on n'oublie rien du tout. » Jacques Brel.

**Jack GAJOS,** le 9 octobre 1999.

Son épouse, sa famille, Ses amis et Scenario.

## CARNET DU MONDE -TARIFS année 2001 -TARIF à la ligne

**DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 141 FTTC - 21,50 €**  
**TARIF ABONNÉS 119 FTTC - 18,14 €**  
**NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS 600 F TTC - 91,47 €**  
**FORFAIT 10 LIGNES TARIF ABONNÉS 491 F TTC - 74,85 €**  
**FORFAIT 10 LIGNES La ligne suppl. : 60 FTTC- 9,15 €**

**THÈSES - ÉTUDIANTS : 85 FTTC - 12,96 €**  
**COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter**

☎01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42

Fax : 01.42.17.21.36

e-mail: [carnet@mondpub.fr](mailto:carnet@mondpub.fr)

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

– Claude Guichard et ses enfants, Pascal, Isabelle et Marie-Noëlle, ses petits-enfants et son arrière-petite-fille, font part du décès de

**Jacqueline GUICHARD,** née **GAUTROIS,**

le 4 octobre 2001, à l'âge de soixante-quatre ans, dans la douleur d'un cancer dont elle a souffert pendant deux ans.

Nous nous réunirons le mercredi 10 octobre, à 9 h 30, à l'église Saint-Joseph-Artisan, 214, rue Lafayette, Paris-10<sup>e</sup>.

Professeur d'histoire et de géographie, engagée très jeune dans la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), au lycée Jules-Ferry, puis à la Sorbonne, **Jacqueline** s'était investie dans la Confédération syndicale des familles (CSF), où elle a exercé des responsabilités nationales et régionales dans les secteurs éducation, loisirs et culture, dans la formation professionnelle de l'aide à domicile, ainsi que dans les questions de bioéthique. Elle a également exercé diverses représentations au titre de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), et elle participait à l'Action catholique ouvrière (ACO).

Tous ceux qui ont partagé sa vie et ses activités garderont le souvenir de son dynamisme, de sa générosité, de sa gaieté.

143, quai de Valmy, 75010 Paris.

– La Confédération syndicale des familles (CSF), La Fédération nationale des associations de l'aide familiale populaire (FNAAFP), Et la Fédération syndicale des familles monoparentales (FSFM), et leurs militants, sont profondément attristés par la disparition de

## Jacqueline GUICHARD.

Militante de la première heure, elle a œuvré toute sa vie pour améliorer les conditions de vie des familles.

Militante infatigable, elle s'est investie totalement dans la réflexion et la formation, pour elle éléments indispensables à la construction de l'avenir de chacun.

Merci à Jacqueline d'être, jusqu'au bout, restée fidèle à ses engagements, et d'avoir su transmettre ses convictions.

– Aïcha, sa mère, Ses sœurs et frères, Ses belles-sœurs et beaux-frères, Ses nièces et neveux, ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Kamel LAHOURI,**

survenu le 2 octobre 2001, dans sa quarante-quatrième année.

Sadi Houairi, 72, rue de Seine, 75006 Paris.

– Les enseignants chercheurs, Le personnel, Et les étudiants du département de géographie de l'université Paris-VII, ont le profond regret de faire part du décès de

**Michel LECOMPTE,** professeur de biogéographie,

survenu le 4 octobre 2001.

– Emmanuel et Dorothee Maze-Sencier, Mme Robert Maze-Sencier, Corinne Détrouat, ont l'immense douleur de faire part du décès de

**Hippolyte MAZE-SENCIER,**

le 3 octobre 2001.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 10 octobre, à 10 heures, en l'église Saint-François-Xavier des missions étrangères, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

– Mme Vera Védère, née Kostareff, sa fille, Natalia, François et Alexandre Védère, ses petits-enfants, Gaspard Igor Burin des Rozières, son arrière-petit-fils, Et sa famille, en France, en Russie, au Canada, aux Etats-Unis et en Allemagne, ont la grande tristesse de faire part du décès de

**Marie NENAROKOFF,**

survenu le 4 octobre 2001, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 11 octobre, à 10 heures, en la cathédrale Alexandre-Neovski, 12, rue Daru, Paris-8<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 11 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, rue Trébois, 92300 Levallois-Perret.

– Marie-Christine Peltier-Charrier et Jean-Loup Charrier, Philippe Peltier, Nausicaa et Guillaume, ont la tristesse de faire part du décès de

**Mme Raoul PELTIER,** née **Léone OBERT,**

survenu le 2 octobre 2001, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu le 5 octobre, à Cayeux-sur-Mer, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 Paris. 53-55, avenue du Maine, 75014 Paris.

**Ode RUBENS BENMUSSA,** artiste peintre, Palmes académiques, médaillée des Arts et Lettres,

nous a quittés.

« As time goes by I'll be seeing you. »

Ta fille, Tati Benmussa, Montparnasse 2001.

– Arlette Sedille-Dechambre, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, font part du décès de

**Pierre SÉDILLE,**

le 20 septembre 2001.

Hocmont, 08430 Touligny.

– Catherine Thépot, sa fille, Michel Thépot, son fils, Yvette Letzelter, sa compagne, ont la tristesse d'annoncer le décès de

**Jean THÉPOT,** ancien chirurgien

de l'hôpital Saint-Michel, à Paris,

survenu le jeudi 27 septembre 2001.

Cet avis tient lieu de faire-part.

75, avenue Denfert-Rochereau, 75014 Paris.

## Anniversaires de décès

– Il y a dix ans, le 8 octobre 1991,

**Sonia COHEN**

nous quittait, nous laissant dans la peine.

Sa famille, Ses amis, Tous ceux qui l'ont connue et aimée ne l'oublient pas.

– Il y a un an,

**Sarah HIS**

nous quittait à l'aube de ses vingt-sept ans.

Que ceux qui l'ont connue, que ceux qui l'ont aimée se souviennent.

Sarah nous aide par ce qu'elle a été. Les amis fidèles sont aussi un précieux réconfort ; qu'ils en soient remerciés.

Les parents de Sarah.

## Commémorations

– Pour le vingt-septième anniversaire de décès de

**Boris STARCK,** professeur de droit

aux universités de Paris,

survenu le 6 octobre 1974, une pensée est demandée à ceux qui ont admiré, aimé ou estimé l'ami, le professeur, le penseur.

Des disciples, des collègues et des amis envisagent la création d'une association en vue de perpétuer son souvenir et sa pensée dans le cadre d'une journée de réflexion, pour un début.

Ivan Zakine, Charles Choucroy, Fernand Derrida, Jean Patarin et les collaborateurs de Boris Starck vous invitent à écrire à : Association Boris Starck, Catherine Starck, 113, rue du Château, bc 43, Paris-14<sup>e</sup>. e-mail : [association.bstarck@noos.fr](mailto:association.bstarck@noos.fr)

## Colloques

L'ESSCA et l'université des sciences économiques de Budapest organisent un colloque de management international : « **Les pays en transition ou en intégration** », dans les locaux de l'ESSCA, à Angers, le jeudi 29 et le vendredi 30 novembre 2001.

Janos Kornai, professeur à l'université Harvard, Wladimir Andreff, professeur à l'université Paris-I-Sorbonne, John Child, professeur à l'université de Birmingham,

Marie Lavigne, professeur émérite à l'université de Pau, Xavier Richet, professeur à l'UMLV, Bruce Kogut, professeur à Wharton, interviendront à cette occasion.

Informations et inscriptions : [www.essca.asso.fr/Colloque\\_transition\\_2001/](http://www.essca.asso.fr/Colloque_transition_2001/)

## Conférences

**Conférences de l'Etoile :** le mercredi à 20 h 30 au temple protestant de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17<sup>e</sup>

Libre participation aux frais.

– **Peut-on tirer profit de ses échecs ?** le 10 octobre : Gérard Miller,

J. Arnould, Ysé Tardan-Masquelier.

– **La souffrance peut-elle avoir un sens ?** le 17 octobre : Sylvie Germain, Guy Coq, Jean Hatzfeld.

– **Peut-on apprendre à être heureux ?** le 24 octobre : Tony Anatrella, Pascal Bruckner et Isabelle Graesslé.

– **La foi peut-elle aider à vivre ?** le 7 novembre : Eugen Drewermann, Jean-Yves Leloup.

– **Faut-il avoir peur de ses émotions ?** le 14 novembre : François Bizot, André Gounelle, Michel Lacroix.

– **Comment vivre quand on n'a plus d'espoir ?** le 21 novembre : Georges Moustaki, L. Basset, Denis Tillinac.

– **Peut-on apprendre à accepter les autres ?** le 28 novembre : Marek Halter, Daniel Sibony, Hubert Auque.

– **Peut-on apprendre à s'aimer soi-même ?** le 5 décembre : Bernard Besret, Jean-Paul Guetny, P.L. Assoun.

– **Peut-on choisir sa vie ?** le 12 décembre : Bertrand Poirot-Delpech, Jacques Pohier, Gérard Séverin.

– **Qu'est-ce que le protestantisme ?** le jeudi 13 décembre : Alain Houziaux et Louis Pernot, pasteurs à l'Etoile.

Les conférences du **Forum de la copropriété** samedi 13 octobre 2001.

– La démarche qualité dans la copropriété. – L'euro et la copropriété.

Pour obtenir une invitation gratuite aux conférences du Salon de la copropriété (du 11 au 13 octobre), porte de Versailles, hall 6, adressez votre demande à :

Squad International, Sophie Laverne, 17, rue Choiseul, 75002 Paris. Tél.: 01-47-42-79-09.

## Soirées-débats

**Les Ateliers de Mai**, BP 213, 75226 Paris Cedex 05.

Présidente : Edwige Avice. L'atelier « Situation du politique » organise le jeudi 11 octobre 2001, à 19 h 30, à la mairie du 13<sup>e</sup> arrondissement, place d'Italie, une réunion-débat, avec **François Heisbourg**, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, et **Daniel Vernet**, directeur des relations internationales du journal *Le Monde*, sur le thème :

**Après l'attentat du World Trade Center : quelle nouvelle donne ?** Entrée libre.

## Cours

**Apprenez à bien vous servir de votre ordinateur, et bénéficiez en toute liberté d'une formation à domicile.**

Un formateur compétent et pédagogue se déplace chez vous, quels que soient votre âge et votre niveau, pour vous apporter des solutions claires

et précises à l'utilisation de votre matériel, la pratique de la bureautique, l'Internet et le multimédia.

**Aldisa** Bureautique & Internet

Pour toute information, contactez le 01-46-67-18-90

*Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

## Séminaires

## COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

## Séminaires

François-David Sebbah : « **Atelier de lecture de textes philosophiques (VI). Textes de phénoménologie portant sur la problématique "espace, action, perception"** ».

19 octobre, 16 novembre, 14 décembre, 18 janvier, 10 h 30-12 h 30, salle K230, centre P-Guillaumat, université de technologie de Compiègne, rue A.-Schweitzer, Compiègne.

Eva Horn : « **Secret et trahison** », 12 octobre, 19 novembre, 10 décembre, 14 janvier, amph B, 20 heures-22 heures, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris-5<sup>e</sup>.

Michael Groneberg : « **Etudes de transitions** ».

12 octobre, 16 novembre, 14 décembre, 18 janvier, 18 heures-20 heures, salle de réunion, Institut finlandais, 60, rue des Ecoles, Paris-5<sup>e</sup>.

## Colloque

« **Politique et filiation (III) : Fraternity-Sorority / Sisterhood-Brotherhood** ».

Sous la responsabilité de Robert Harvey, Ann Kaplan et François Noudelmann.

11 et 12 octobre, Humanities Institute, E4341 Melville Library, State University of New York, Stony Brook, Etats-Unis.

## Journée d'étude

« **La nature de l'esprit : à la croisée de la philosophie phénoménologique, de la neurobiologie et des traditions spirituelles** ».

Sous la responsabilité de Natalie Depraz.

13 octobre, 9 heures-22 h 30, grande salle, maison Heinrich-Heine, Fondation de l'Allemagne, CIUP, 27C, boulevard Jourdan, Paris.

**L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur salles, répondur : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-46-80.**

## Diminuer le stress des enseignants, des élèves par le yoga.

Séminaire 13-14 octobre 2001. Renseignements : 01-47-70-09-29

## Communications diverses

**M. Jean Paul Samnick**, président de l'association

Participation à l'intégration sociale et au développement économique, vous prie de bien vouloir assister au débat :

**Projet 2002 du Parti socialiste**, par **M. Henri Weber**,

sénateur de la Seine-Maritime, secrétaire national du Parti socialiste, qui aura lieu le jeudi 11 octobre 2001,

de 8 h 30 à 10 heures, au Fouquet's, salon Nimier, 99, avenue des Champs-Élysées, Paris-8<sup>e</sup>.

Renseignements : Tél. : 01-48-08-12-88, Fax : 01-48-08-25-75.

Du 15 au 21 octobre 2001, dans le cadre de la Fête de la science, « **Les chercheurs parlent aux enfants** » dans les écoles élémentaires parisiennes.

Scientifique, chercheur, enseignant-chercheur ou étudiant, vous avez une expérience simple à montrer,



## EN VUE

■ Le 10 mars 1994 le colonel **Kadhafi** lançait, sans succès, le premier mandat d'arrêt international contre **Oussama Ben Laden**.

■ « Il avait américanisé son prénom et se faisait appeler **Sammy** », se souvient **Lilian Cuk**, ex-épouse d'**Ahmed Kadhafi**, cousin du président libyen, ancienne amie d'**Oussama Ben Laden**.

■ Dimanche 7 octobre, le secrétaire d'Etat américain **Colin Powell** rassurait par téléphone **Hamad ben Issa Al-Khalifa**, émir de Bahreïn : « Les frappes en Afghanistan ne viseront pas des innocents. »

■ « Merci l'Amérique », disait à un arrêt de bus, lundi 8 octobre à l'aube, à la levée du couvre-feu, un vieil homme quittant Kaboul avec son baluchon.

■ Des milliers d'Afghans, qui ont fui le pays en passant dans des zones infestées de mines, risquent, avec la paix, de perdre la vie sur le chemin du retour.

■ En apprenant les attaques contre les Etats-Unis, les talibans ont esquissé des pas d'atan, une danse pachtoune, « bravant l'interdiction de danser en public », rapporte **Khan Jan**, jeune transfuge passé à l'Alliance du Nord.

■ Les infarctus du myocarde auraient augmenté de 20 % dans les deux semaines qui ont suivi les attentats du 11 septembre, d'après les statistiques de cinq hôpitaux italiens.

■ En postulant que « le désir sexuel s'accroît "dans le monde entier" en période de tension guerrière », **Gail Wyatt**, professeur de psychologie clinique à l'Université de Californie de Los Angeles (UCLA), s'attend à une hausse planétaire de la natalité dans les neuf mois à venir.

■ Le testament trouvé dans les bagages de **Mohamed Atta**, pirate de l'air présumé des attentats du 11 septembre, précisait qu'aucune « femme enceinte » ne devrait assister à son enterrement.

■ Le Parti politique calviniste (SGP) – trois députés à la Chambre basse des Pays-Bas – n'admet pas de femmes en son sein : « La Bible, notre guide, ne dit-elle pas que l'homme est la tête de la femme ? », argumente **Wim Kollijn**, son président.

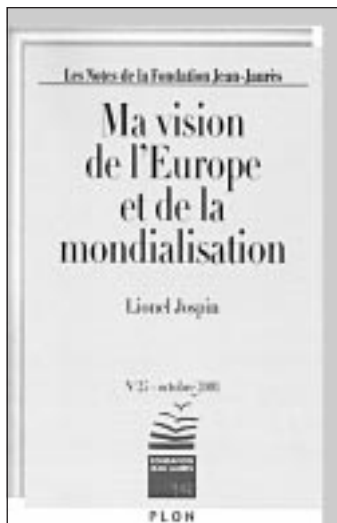
■ **Sainte Philomène**, qui n'a jamais existé, ne figure plus au martyrologe romain : ses dévots napolitains protestent.

■ « La recherche procédant plus rapidement que prévu », le docteur **Panayiotis Zavos**, médecin d'origine chypriote émigré aux Etats-Unis, annonce la venue d'un premier clone humain aux environs de Noël.

**Christian Colombani**

## Lionel Jospin l'Européen au peigne fin

La dernière des « Notes de la Fondation Jean-Jaurès » analyse en détail les discours du premier ministre sur l'Europe et sur la mondialisation. Elle se propose de définir le « corpus idéologique » qui sert de base à la « pensée Jospin » sur ces deux sujets



**RÉGULIÈREMENT**, la Fondation Jean-Jaurès lit et décrypte le Jospin dans le texte. Après « Le Socialisme moderne », qui racontait que le socialisme français n'était pas soluble dans le blairisme, la fondation créée en 1991 par Pierre Mauroy publie « Ma vision de l'Europe et de la mondialisation », en collaboration avec Plon. Rien d'inédit. Sont rassemblés les discours de Lionel Jospin sur « l'avenir de l'Europe élargie », prononcé le 28 mai à Paris, et largement salué par la presse française et internationale, comme le prouve la revue de presse opportunément reproduite en fac-similé ; et celui prononcé à Rio, au Brésil, le 6 avril, qui serait passé totalement inaperçu si une journaliste de l'AFP

n'avait essayé un copieux savon pour ne pas lui avoir porté dans ses dépêches l'intérêt nécessaire.

« Je suis fasciné de tout ce qu'on fait dire à mes textes et à mes discours », confie avec une admiration amusée Lionel Jospin en lisant *Les Notes de Jean-Jaurès*. Selon sa bonne habitude, Gilles Finchelstein, délégué général de la Fondation, proche de Dominique Strauss-Kahn, dépiaute en effet les discours prononcés par le premier ministre depuis 1997.

Sémiologie, critique structuraliste, comparatisme – les discours de M. Jospin sont analysés à l'aune de ceux des autres dirigeants européens –, aucune variante de la critique littéraire n'est oubliée. Même si, évidemment, le « fond » prime.

L'idée est en effet de montrer que, mis bout à bout, tous ces textes forment un « corpus idéologique » – une « pensée Jospin », écrit l'auteur.

## « NON AU NON »

Cette fois, c'est la « pensée Jospin » sur la mondialisation et l'Europe qui est passée au peigne fin. Pour le premier ministre, la première n'est ni « heureuse », comme le dit Alain Minc, ni une « horreur économique », comme le pense Viviane Forrester, auteur du best-seller du même nom : Lionel Jospin marche sur la ligne de crête. Pour l'Europe, Lionel Jospin se résume dans deux de ses aphorismes préférés : « Nous sommes européens, nous restons socialistes », d'abord ; « je suis

français, je me sens européen », ensuite. L'ordre des mots a son importance.

« Projet politique à gauche, vision institutionnelle au centre », estime Gilles Finchelstein après dissection des dits et écrits de celui qui, en 1991, lors du débat sur Maastricht, avait dit sans enthousiasme « non au non ». Ces coordonnées sur l'échelle de Richter européenne n'ont pas de quoi fâcher le premier ministre français. Pour un bilan critique, rendez-vous dans une prochaine note de la Fondation Jean-Jaurès, qui doit paraître avant le sommet de Laeken, en décembre, en Belgique. Pascal Lamy, commissaire européen au commerce, qui fut pendant neuf ans le collaborateur de Jacques Delors à Bruxelles, et Jean Pisani-Ferry, ex-conseiller de Dominique Strauss-Kahn, aujourd'hui président du Conseil d'analyse économique (CAE), y dresseront les conclusions du groupe de travail sur l'Europe qu'ils animent pour la Fondation. Dans *De l'union en général et de la gauche plurielle en particulier*, une brochure estampillée PS (*Le Monde* du 11 juin), Jean-Christophe Cambadélis avait déjà osé cette vérité iconoclaste : « Le Parti socialiste et la gauche plurielle sont moins europhiles que ne le fut le Parti socialiste de François Mitterrand. »

**Ariane Chemin**

★ *Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, n° 25, octobre 2001, Plon, 49 F (7,50 €).

► [www.lemonde.fr/ue](http://www.lemonde.fr/ue)

## DANS LA PRESSE

## THE WASHINGTON POST (Etats-Unis)

Jim Hoagland

■ Le Jour Un de la longue campagne contre le terrorisme mondial a établi un objectif de guerre pour les Etats-Unis remarquable par sa clarté et ses ambitions. Les frappes sur l'Afghanistan étaient un premier pas nécessaire pour extirper les craintes inspirées par le terrorisme des préoccupations quotidiennes des Américains. Un round d'action militaire limitée n'y suffira pas (...). Le meilleur moyen de réaliser ce vaste objectif est de poursuivre cette approche calme, calculée et humanitaire de la guerre en Afghanistan que Bush et Blair ont présentée et mise en œuvre dans leur riposte aux attaques terroristes de masse

du 11 septembre contre des cibles américaines. La peur est désormais à la fois une arme et un objectif (...). Cette lutte est peut-être plus morale que militaire. Alors que Ben Laden tente de répandre la peur, les Etats-Unis et leurs alliés doivent continuer de montrer que leur but est de débarrasser les Américains et tous les autres de cette peur.

## THE INDEPENDENT ON SUNDAY (Londres)

Robert Fisk

■ Près de quatre semaines après qu'aient été commis les crimes contre l'humanité à New York et Washington, nous jouons à la politique en improvisant et en nous alliant avec les bouchers les moins présentables du coin. M. Blair peut croire que « les valeurs auxquelles

nous croyons éclateront à travers ce que nous faisons en Afghanistan » mais peu de nos « amis » dans la région respectent ces valeurs et certains ont beaucoup de sang sur les mains [de Vladimir Poutine en Tchétchénie à l'Arabie saoudite avec sa police religieuse, au régime militaire pakistanais, au président ouzbek Islam Karimov et à certains chefs de l'Alliance du Nord comme le général Dostom] (...). Il est vrai qu'après avoir appris que Staline était devenu son allié après l'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne en 1941, Churchill avait déclaré que si Hitler envahissait l'enfer il ferait une « référence favorable » au diable à la Chambre des communes. Mais nous ne faisons aucune référence à nos « amis » dans la région. Nous avons brandi l'épée resplendissante mais

nous n'avons pas le temps de nous préoccuper de savoir si les mains que nous serons couvertes de sang. Selon le président Bush, il s'agit d'une guerre de la démocratie contre le mal. Seulement, il n'y a pas beaucoup de démocratie autour.

## THE DAILY TELEGRAPH (Londres)

John Keegan

■ La réponse à l'agression islamique a commencé. Ce n'est pas une croisade. Les croisades ont été un épisode localisé dans le temps et l'espace de la compétition religieuse entre la chrétienté et l'islam. Cette guerre est d'une tout autre ampleur et s'inscrit dans le vieux conflit entre des Occidentaux sédentarisés, créatifs et producteurs et des Orientaux prédateurs et destructeurs.

[www.cyberextruder.com/template.asp?page=50](http://www.cyberextruder.com/template.asp?page=50)

Un Ben Laden virtuel est apparu dans Counter-Strike, le grand jeu en réseau opposant terroristes et antiterroristes

« DÉFOULEZ-VOUS, faites sortir votre colère et votre frustration ! Téléchargez un personnage Ben Laden ! Tirez sur ce salaud nuit et jour ! Rien de tel que de lui mettre une balle dans la tête à bout portant pour se sentir mieux ! » A ce jour, Ben Laden est disponible en deux options, tenue camouflage classique ou guerrier du futur de type Robocop. Lorsqu'il est touché, il ne se contente pas de tomber : il explose, ce qui fait voler en tous sens des lambeaux de chair et des viscères.

En temps normal, Cyber Extruder, une start-up basée à Long Island, près de New York, fabrique des personnages en 3D à insérer dans les jeux vidéo à partir de photos envoyées par les internautes. Pour 15 dollars, chacun peut ainsi remplacer le héros de son jeu favori par un avatar possédant son propre visage. Mais, depuis quelques jours, les visiteurs de Cyberextruder.com viennent surtout télécharger les personnages à l'effigie de Ben Laden, qui sont offerts gratuitement.

Larry Gardner, directeur de la société, a du mal à expliquer ces



motivations, mais il est clair que, pour lui, il ne s'agit pas d'une plaisanterie : « Comme beaucoup de New-Yorkais, nous avons perdu des amis dans le World Trade Center. L'un de nos designers, très affecté, s'est fabriqué un Ben Laden virtuel pour le massacrer dans son jeu de tir

préférée, *Unreal Tournament*. Il en a parlé à ses copains, qui lui ont demandé de leur envoyer une copie. La nouvelle s'est répandue sur le Net, et nous avons reçu des requêtes de partout. » En quelques jours, Cyber Extruder a dû produire des Ben Laden à insérer dans d'autres jeux de tir, comme

Quake 3 et bien sûr Counter-Strike, le jeu le plus populaire sur Internet (*Le Monde* du 8 août).

L'apparition de Ben Laden dans Counter-Strike était prévisible, car ce jeu en réseau par équipe met en scène des combats entre des commandos terroristes et des unités de police antiterroristes, dans des décors très réalistes : usines, villes, aéroports, navires, forêts... Pourtant, un tabou a été brisé : les concepteurs originaux de Counter-Strike avaient toujours pris soin de donner à leurs terroristes un aspect très « générique » qui n'évoquait aucune organisation existante...

Même les adeptes du jeu Sims, qui consiste à construire des familles et des communautés dans un décor de banlieue américaine aisée, ont exigé leur figurine à l'image de Ben Laden. M. Gartner n'a pas d'explication à ce phénomène : « Peut-être veulent-ils l'enfermer dans une petite cage et le faire souffrir, ou lui faire manger des frites avariées... »

**Yves Eudes**

Abonnez-vous au **Monde** pour **26,35 €** (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :  
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

**Oui**, je souhaite recevoir *Le Monde* pour **26,35 €** (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

M.  Mme Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Localité : .....

Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 101MQPAE

## Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....

Signature : .....

**IMPORTANT** : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. :  
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99 F/mn)

\*Le Monde\* (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518  
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

## La kalach de Ben Laden par Dominique Dhombres

**TROIS IMAGES** persistent sur nos rétines après cette nuit spectaculaire et guerrière. Ben Laden en robe blanche, dans sa grotte, rendant grâce à Dieu pour les attentats du 11 septembre. Les traits de feu dans le ciel de Kaboul. La cravate rouge de George Bush s'adressant à la nation américaine sur fond de circulation automobile. Deux de ces trois images proviennent d'une seule source, la chaîne de télévision qatarie Al Jazeera, vedette médiatique émergente de cette soirée. La guerre du Golfe avait été, il y a dix ans, l'heure de gloire de CNN. La deuxième guerre d'Afghanistan a déjà signé la naissance d'une nouvelle étoile, cette télé d'information en continu et en arabe, financée par l'émirat du Qatar et qui maintient deux correspondants à Kaboul.

Ce n'est pas pour faire de la peine à Chirac, mais son excellen-

te intervention d'hier soir n'atteignait pas ce niveau d'intensité. Le président français était de toute façon coiffé au poteau par Tony Blair, qui pouvait faire état, lui, devant la cheminée du 10, Downing Street, de missiles de croisière lancés contre l'Afghanistan à partir de sous-marins britanniques.

Ben Laden, d'abord. On n'insistera pas ici sur le côté Bernadette (Soubiours, pas Chirac) de cette apparition en robe blanche et en plan fixe au fond d'une grotte. Le plus important est la présence dans le champ de la caméra, pas par hasard évidemment, d'une kalachnikov posée contre la paroi rocheuse. C'est donc cela, le djihad ! Cela ne manque pas d'allure. Voilà en tout cas quel qu'un qui nous hait tous avec douceur. Les paroles comptent évidemment autant que les images : « Voilà que l'Amérique a été frappée à son point le plus vul-

nérable, ses bâtiments les plus prestigieux. Voilà que la panique a envahi les Etats-Unis du nord au sud et d'est en ouest. Que Dieu en soit loué et remercié ! »

Les traits de feu et les lucioles dans le ciel de Kaboul, ensuite. Les traits de feu sont les missiles de croisière lancés des navires américains et des sous-marins britanniques positionnés dans l'océan Indien et dans le Golfe. Les lucioles intermittentes sont les tirs de la DCA talibane.

La cravate rouge de George Bush, enfin. Le président s'adressait à la nation américaine (et au reste du monde) dans le cadre inhabituel d'une fenêtre donnant sur une intense et paisible circulation automobile. Le message subliminal était : le président n'est pas terré dans un bunker souterrain. Il n'a pas peur des terroristes. La kalach de Ben Laden, les lucioles de Kaboul, la fenêtre de Bush. Le décor est planté.

LUNDI 8 OCTOBRE

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

- 16.10** Le Monde des idées. Le crime, la mémoire, la justice. Invité : Serge Klarsfeld. **LCI**
- 21.00** Napoléon, mythe ou héros ? **Forum**
- 22.00** Alexandre le Grand ou l'art de la conquête. **Forum**
- 23.00** Bouddha : de l'éveil à la connaissance suprême. **Forum**
- 23.00** Mots croisés. Va-t-on vers une crise économique mondiale ? France : comment affronter la menace intégriste ? Invités : Denis Kessler ; Florence Parly ; Elie Cohen ; Robert Rochefort. **France 2**

## MAGAZINES

- 20.50** Ça s'en va & ça revient. Le come-back de Loana ; La réapparition de l'affaire Elite ; Francis-Maçons, le retour sur des affaires. **France 2**
- 21.05** Le Point. Padre Marcelo. Le feng-shui : mythe ou réalité ? **TV 5**
- 0.55** Toute la musique qu'ils aiment. Porgy and Bess (1<sup>re</sup> partie). Invité : Lambert Wilson. **France 3**

## DOCUMENTAIRES

- 19.00** Nature. Dialogues avec la nature. **Arte**
- 19.30** Provence. Un million d'années d'histoire. **Odyssee**
- 19.50** Robert Doisneau. **Histoire**
- 20.00** Les Grizzlies. **National Geographic**

## Le Monde TELEVISION

## Arte

- 20.45 Répulsion** ■■  
Carol Ledoux, jeune fille d'origine belge, est manucure à Londres. Elle vit avec sa sœur Helen (Yvonne Furneau) et supporte mal l'amant de celle-ci, Michael (Ian Hendry). Elle s'éloigne de Colin (John Fraser) un jeune homme qui l'aime. Helen et Michael - qui oublie son rasoir - partent pour un week-end en Italie. Carol blesse volontairement une cliente à l'institut de beauté et s'enferme dans l'apparte-

- 20.15** Reportage. Epouses sur catalogue. **Arte**
- 20.30** Thomas Jefferson. [2]. **Planète**
- 20.35** Civilisations perdues. Tibet, la fin des temps. **La Chaîne Histoire**
- 21.00** Pisteurs de dinosaures. **National Geographic**
- 22.00** Taxi pour l'Amérique. La République dominicaine. **Voyage**
- 22.25** Grand format. Le Caucase, en marge du temps. **Arte**
- 22.30** Jacques Becker, la passion du cinéma. **CineClassics**
- 22.30** Les Mômes d'or. **Nat. Geographic**
- 23.00** La Vie en question. Au plus profond du cerveau. **France 3**
- 23.05** Pilot Guides. Londres. **Voyage**
- 0.05** La Case de l'oncle Doc. Le Peuple des cavernes. **France 3**
- 0.25** La Guerre en couleurs. La bataille de Midway. **La Chaîne Histoire**

## SPORTS EN DIRECT

- 20.00** Rugby à XIII. Championnat de France : Saint-Gaudens - Villefranche. **Pathé Sport**
- 22.40** Boxe. Réunion du Palais des Sports de la porte de Versailles à Paris. Avec le Championnat du monde WBA des poids légers : Julien Lorcy - Raul Balbi (Arg). **Canal +**

## MUSIQUE

- 20.00** Dvorak. *Dances slaves n°1, 2, 3 et 7*. Par l'Orchestre symphonique de Prague, dir. Serge Baudo. **Mezzo**

- 20.35** et **23.30** Mozart. *Sonate pour piano à quatre mains en ré majeur*, KV 381. Enregistré en 1982. Avec Marthia Argerich (piano), Nicolas Economou (piano). **Mezzo**
- 21.00** Un chapeau de paille d'Italie. Opéra bouffe de Nino Rotta. **Mezzo**
- 21.00** La Colombe. Opéra de Francis Poulenc. Par l'Orchestre symphonique de la Radio-télévision de Cracovie, dir. Michel Swierczewski. **Muzzik**
- 22.45** Tony Bennett. Montréal 1985. **Muzzik**
- 23.45** Prokofiev. *Symphonie n°1 en ré majeur opus 25*, dite « Classique » et *concerto n°1 pour violon en ré majeur opus 19*. Avec Vadim Repin (violon). Par l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie, dir. E. Svetlanov. **Mezzo**

## TÉLÉFILMS

- 20.45** Fausse piste. Jim McBride. **13<sup>ème</sup> RUE**
- 20.55** Docteur Claire Bellac. Didier Albert. **TF 1**
- 22.25** Le Parfum de la dame en noir. Yves Boisset. **Festival**
- 23.55** L'Été en hiver. François Chalais. **Festival**
- 0.40** Les Maîtres du pain. Hervé Baslé. [2/3] **O.** **TMC**

## SÉRIES

- 20.55** Louis la Brocante. Louis et la mémoire de la vigne. **France 3**
- 21.40** 3<sup>e</sup> planète après le Soleil. Dick on Roll (v.o.). The Great Dickdacker (v.o.). [1/2]. 36-24-36 Dick (v.o.). **Série Club**

## France 3

- 23.00** La Vie en question : au plus profond du cerveau  
Quentin, sept ans, est atteint de dystonie musculaire généralisée. Il souffre de troubles de la motricité. Françoise, ancien professeur, est, elle, atteinte de la maladie de Parkinson. Leur salut pourrait venir de la neurochirurgie, qui permet de plonger au plus profond du cerveau. Un documentaire de Béatrice Esposito éprouvant, mais porteur d'espoir.

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

- 20.45** et **21.50** Thema : Quelle armée pour quels conflits ? **Arte**
- 21.00** Halte aux marées noires. **Forum**
- 22.00** Forêts tondues, pays perdus. **Forum**
- 23.00** Carte blanche à... Corinne Lepage. **Forum**

## MAGAZINES

- 16.00** Saga-Cités. Femmes de peine, femmes de cœur. **France 3**
- 18.05** C dans l'air. **La Cinquième**
- 19.00** Archimède. Une mode intelligente. Le lac des momies inca. **Arte**
- 19.00** Explorer. Cascadeurs des canyons. La cité perdue des Mayas. Otaries déchaînées. **Nat. Geographic**
- 20.50** Ça me révolte ! Marseille : les enfants des rues. Casablanca : les enfants des rues. Amnistie : les dangers de l'élection présidentielle. Faux aveux. Accident médical : indemnisation. Les animaux envahisseurs. **M 6**
- 22.15** Ça se discute. Pédophilie, crime, maltraitance : comment vivre après avoir été accusé à tort ? **TV 5**
- 22.30** Rock Press Club. Le funk. **Canal Jimmy**
- 22.50** Fallait y penser. **France 2**
- 0.35** Capital. Immobilier : Bons plans et galères. **M 6**

## DOCUMENTAIRES

- 17.00** Sunset Boulevard. **Nat. Geographic**
- 17.00** Les Cavaliers du mythe. [5/12]. Les Csikos. **La Cinquième**
- 17.10** Histoire de l'esclavage aux Etats-Unis. **Histoire**
- 17.10** Les Mystères de l'histoire. Les Mayas. **La Chaîne Histoire**
- 17.30** Les Lumières du music-hall. Céline Dion. **Paris Première**
- 17.30** La Danse du Sumo. **National Geographic**
- 18.00** Histoires marines. Sauver la vague. **National Geographic**
- 18.00** Civilisations perdues. La Mésopotamie, l'Eden retrouvé. **La Chaîne Histoire**
- 18.30** L'Œil du tigre. **National Geographic**
- 19.30** De Gaulle ou l'éternel défi. [3/6]. Entre les communistes et nous. **Planète**
- 19.55** Staline et les pionniers de l'Arctique. **Odyssee**
- 20.00** Le Bûcheron et ses ours. **National Geographic**
- 20.15** Reportage. La Dernière Prise. **Arte**
- 20.30** SOS ours noirs. **National Geographic**

## Le Monde TELEVISION

## CineClassics

- 20.45** Les Aventures fantastiques du baron de Münchhausen ■■■  
La troisième production en Agfacolor, procédé commandé à la société Agfa par Joseph Goebbels qui cherchait à faire du cinéma allemand un concurrent artistique du cinéma hollywoodien, fut mise en chantier en 1942. *Münchhausen*, inspiré des aventures fantaisistes d'un officier saxon historico-légendaire du XVIII<sup>e</sup> siècle et réalisé par Josef von

- 20.55** L'Opium des talibans. **Odyssee**
- 20.55** France Gall par France Gall. **France 3**
- 21.00** Photographes en action. **National Geographic**
- 21.00** Raphaël. [1/3]. Les années d'apprentissage. **Mezzo**
- 21.00** Thema : Combattre le terrorisme. Stratégies de l'armée américaine. **Arte**
- 21.00** La Hongrie en train. **Voyage**
- 22.00** Jacques Le Goff. [2/5]. **Histoire**
- 22.00** Le Huitième Continent. **National Geographic**
- 22.00** La Valse des médias. **Planète**
- 22.15** Rumeurs sur Carpentras. **Festival**
- 22.20** Chronique d'une petite ville russe en hiver. **Canal +**
- 22.25** Thema : Combattants de l'invisible. **Arte**
- 23.00** Biographie. Beethoven, le son et la fureur. **La Chaîne Histoire**
- 23.00** Pilot Guides. L'Afrique australe. **Voyage**
- 23.00** Music Planet. Kylie Minogue. « Wouldn't Change a Thing ». **Arte**
- 23.00** La Terre de l'anaconda. **Nat. Geographic**
- 23.05** La Deuxième Révolution russe. [1/8]. L'arrivée au pouvoir de Gorbatchev. **Histoire**
- 23.20** Vendanges, une histoire mondiale du vin. [5/13]. **Planète**
- 0.00** Watergate. La démission. **Histoire**

## SPORTS EN DIRECT

- 13.30** Cyclisme. Championnats du monde sur route. Messieurs moins de 23 ans. Contre-la-montre individuel (33,7 km). A Lisbonne (Portugal). **Eurosport**
- 18.30** Tennis. Tournoi messieurs de Vienne (2<sup>e</sup> journée). **Eurosport**

## MUSIQUE

- 17.45** et **20.35**, **23.00** Manuel de Falla. *Suite n°2*, extraite du « Tricorne ». Enregistré en 1989. Par l'Orchestre philharmonique de Munich, dir. Pablo Perez. **Mezzo**
- 18.30** Claude Debussy. *Dix Préludes et Reflets dans l'eau*. Enregistré à Tokyo, en 1984. Avec Sviatoslav Richter (piano). **Mezzo**
- 19.15** Debussy et Ravel par Karajan. Enregistré en 1993. Avec l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan. **Mezzo**
- 19.20** Plácido Domingo à Covent Garden. Enregistré en 1996. Avec Leontina Vaduva ; Lilian Watson ; Angela Georgiou ; Susan Graham ; Veronica Villarroel ; Dwayne Croft ; Roberto Alagna ; Plácido Domingo ; Par l'Orchestre du Royal Opéra House, dir. Asher Fish. **Muzzik**

## Le Monde TELEVISION

## Canal+

- 22.20** Chronique d'une petite ville russe en hiver  
En 1992, Christophe de Ponfilly, auteur, entre autres, d'un remarquable portrait du défunt commandant Massoud, s'était rendu à Kirjatch, petite ville russe à une centaine de kilomètres de Moscou. Il y filma la vie quotidienne d'une population traumatisée par la guerre d'Afghanistan. Huit ans plus tard, Ponfilly est retourné voir vivre Kirjatch et ses 40 000 habitants.

## MARDI 9 OCTOBRE

## FILMS

- 20.10** Debussy. *Images*, livre II (extraits). Avec Ying Feng (piano). **Mezzo**
- 20.55** Mozart. Avec Radu Lupu, piano. Par la Deutsche Kammerphilharmonie, dir. David Zinman. **Muzzik**
- 22.00** Mahler. *Des Knaben Wunderhorn*. Avec Lucia Popp (soprano), Walton Groenroos (baryton). Par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Leonard Bernstein. **Mezzo**
- 22.05** Mozart. *concerto pour piano en ré mineur n°20 KV 466*. Avec Ivan Klansky, piano. Par les Virtuoses de Prague, dir. Jiri Belohlavek. **Muzzik**
- 22.40** Mozart. Avec Aleksandar Madzar, piano. Par le Royal Philharmonic Orchestra, dir. André Previn. **Muzzik**
- 23.15** Attila. Opéra de Verdi. Arènes de Vérone, 1985. Par l'Orchestre et les Chœurs des Arènes de Vérone, dir. Nello Santi. **Mezzo**
- 23.35** Miles Davis joue Gil Evans. Montreux, 1991. **Muzzik**

## THÉÂTRE

- 23.10** La Visite de la vieille dame. Pièce de F. Dürrenmatt. **Festival**

## TÉLÉFILMS

- 17.50** Victor Schoelcher, l'abolition. Paul Vecchiali **O.** **Festival**
- 19.30** Un château au soleil. Robert Mazoyer. [6/6]. **Festival**
- 20.40** La Rumeur. Etienne Périer. **Festival**
- 20.50** Tel père, tel fils ! Ted Kotcheff **O.** **TF 6**
- 22.05** Dorothy Dandridge. Martha Coolidge. **O.** **Paris Première**
- 22.40** L'Ecole de la vie. John David Coles **O.** **Téva**

## COURTS MÉTRAGES

- 0.20** Ayez donc des gosses ! *Ido*. Fred Newmeyer. avec Harold Lloyd (EU, 1921, N., muet). **Arte**
- 0.50** Libre court. *La Fiancée de Mandrake*. Alice de Poncheville. **France 3**

## SÉRIES

- 17.20** Beverly Hills. Le choix de Matt. **TF 1**
- 18.30** Les Simpson. Adieu Maude. **Canal +**
- 18.50** La Vie à cinq. [2/2]... Qui finit bien. **O.** **Téva**
- 18.55** Charmed. La quatrième sœur **O.** **M 6**
- 20.50** Buffy. Le puzzle. **Série Club**
- 21.00** The Street. Prophétisant on Loses (v.o.). **O.** **Téva**
- 22.15** Sex and the City. The Cheating Curve (v.o.). **O.** **Téva**
- 22.20** Les Chemins de l'étrange. Un coin de paradis. **13<sup>ème</sup> RUE**
- 22.30** Sleepwalkers, chasseurs de rêve. Forlorn (v.o.). **O.** **Série Club**
- 1.00** Chapeau melon et bottes de cuir. Le village de la mort. **Série Club**

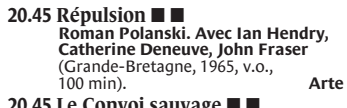
## Le Monde TELEVISION

## Canal+

- 22.20** Rushmore ■  
Wes Anderson. Avec Bill Murray, Jason Schwartzman, Olivia Williams (Etats-Unis, 1998, 90 min) **O.** **Canal +**
- 22.25** Fargo ■■  
Joel Coen et Ethan Coen (Etats-Unis, 1996, 100 min) **O.** **RTL 9**
- 0.20** Les Contrebandidiers de Moonfleet ■■■  
Fritz Lang (Etats-Unis, 1955, 85 min). **TCM**
- 0.25** Un cœur qui bat ■■  
François Dupeyron (France, 1990, 95 min) **O.** **Cinéstar 1**
- 0.30** Paris, Texas ■■  
Wim Wenders (Fr. - GB - All., 1984, v.o., 140 min) **O.** **Cinéfaz**
- 0.30** Sommersby ■■  
Jon Amiel (Etats-Unis, 1992, v.o., 110 min) **O.** **CineCinemas 1**
- 0.45** Genèse d'un repas ■■  
Luc Moullet (France, 1978, 110 min) **O.** **Canal + Vert**
- 0.45** Le jour se lève ■■■  
Marcel Carné (France, 1939, 90 min) **O.** **Arte**

## FILMS

- 18.10** Les Aventures fantastiques du baron de Münchhausen ■■■  
Josef von Baky (Allemagne, 1943, v.o., 110 min) **O.** **CineClassics**
- 18.45** Furry ■■  
Nagisa Oshima (Grande-Bretagne - Japon, 1982, 120 min) **O.** **Cinéfaz**



- 20.45** Répulsion ■■  
Roman Polanski. Avec Ian Hendry, Catherine Deneuve, John Fraser (Grande-Bretagne, 1965, v.o., 100 min). **Arte**
- 20.45** Le Convoi sauvage ■■  
Richard C Sarafian (Etats-Unis, 1971, 105 min). **TCM**
- 20.45** Falbalas ■■  
Jacques Becker (France, 1945, 105 min) **O.** **CineClassics**
- 20.45** A cause, à cause d'une femme ■■  
Michel Deville (France, 1963, 105 min) **O.** **Canal Jimmy**
- 21.00** La Taverne de l'Irlandais ■■  
John Ford (Etats-Unis, 1963, 105 min) **O.** **Cinétoile**
- 22.05** Kika ■■  
Pedro Almodovar (Fr. - Esp., 1993, v.o., 105 min) **O.** **Paris Première**
- 22.30** Dead Man ■■  
Jim Jarmusch (EU - All., 1995, v.o., 115 min) **O.** **Cinéfaz**
- 22.30** Le cœur est un chasseur solitaire ■■  
Robert Ellis Miller (Etats-Unis, 1968, 130 min). **TCM**
- 23.10** Le Dernier Tango à Paris ■■  
Bernardo Bertolucci (Fr. - It., 1972, 135 min) **O.** **M 6**
- 23.40** Vautrin ■■  
Pierre Billon (France, 1943, 120 min) **O.** **CineClassics**
- 1.40** Mademoiselle Hicks ■■  
John Cromwell (Etats-Unis, 1934, v.o., 85 min) **O.** **CineClassics**

## MARDI 9 OCTOBRE

## FILMS

- 13.15** Storm Warning ■■  
Stuart Heisler (Etats-Unis, 1951, v.o., 90 min). **TCM**
- 14.45** La Couleur pourpre ■■  
Steven Spielberg (Etats-Unis, 1985, 160 min) **O.** **TCM**
- 15.15** La Taverne de l'Irlandais ■■  
John Ford (Etats-Unis, 1963, 110 min) **O.** **Cinétoile**
- 16.05** Falbalas ■■  
Jacques Becker (France, 1945, 125 min) **O.** **CineClassics**
- 17.05** Maria's Lovers ■■  
Andrei Konchalovsky (Etats-Unis, 1984, 105 min) **O.** **Cinétoile**
- 18.50** Tycoon ■■  
Richard Wallace (Etats-Unis, 1947, 130 min) **O.** **Cinétoile**
- 19.00** Pot-Bouille ■■  
Julien Duvioler (France, 1957, 120 min) **O.** **Histoire**
- 20.45** Le Jeu du faucon ■■  
John Schlesinger (Etats-Unis, 1984, 130 min) **O.** **Cinéfaz**



- 20.45** Les Aventures fantastiques du baron de Münchhausen ■■■  
Josef von Baky. Avec Hans Albers, Eduard von Winterstein (Allemagne, 1943, v.o., 110 min) **O.** **CineClassics**
- 20.45** L'Exorciste 2 : L'Hérétique ■■  
John Boorman (Etats-Unis, 1977, 120 min) **O.** **TCM**

- 20.50** Rushmore ■  
Wes Anderson. Avec Bill Murray, Jason Schwartzman, Olivia Williams (Etats-Unis, 1998, 90 min) **O.** **Canal +**
- 22.25** Fargo ■■  
Joel Coen et Ethan Coen (Etats-Unis, 1996, 100 min) **O.** **RTL 9**
- 0.20** Les Contrebandidiers de Moonfleet ■■■  
Fritz Lang (Etats-Unis, 1955, 85 min). **TCM**
- 0.25** Un cœur qui bat ■■  
François Dupeyron (France, 1990, 95 min) **O.** **Cinéstar 1**
- 0.30** Paris, Texas ■■  
Wim Wenders (Fr. - GB - All., 1984, v.o., 140 min) **O.** **Cinéfaz**
- 0.30** Sommersby ■■  
Jon Amiel (Etats-Unis, 1992, v.o., 110 min) **O.** **CineCinemas 1**
- 0.45** Genèse d'un repas ■■  
Luc Moullet (France, 1978, 110 min) **O.** **Canal + Vert**
- 0.45** Le jour se lève ■■■  
Marcel Carné (France, 1939, 90 min) **O.** **Arte**

- 20.50** Rushmore ■  
Wes Anderson. Avec Bill Murray, Jason Schwartzman, Olivia Williams (Etats-Unis, 1998, 90 min) **O.** **Canal +**
- 22.25** Fargo ■■  
Joel Coen et Ethan Coen (Etats-Unis, 1996, 100 min) **O.** **RTL 9**
- 0.20** Les Contrebandidiers de Moonfleet ■■■  
Fritz Lang (Etats-Unis, 1955, 85 min). **TCM**
- 0.25** Un cœur qui bat ■■  
François Dupeyron (France, 1990, 95 min) **O.** **Cinéstar 1**
- 0.30** Paris, Texas ■■  
Wim Wenders (Fr. - GB - All., 1984, v.o., 140 min) **O.** **Cinéfaz**
- 0.30** Sommersby ■■  
Jon Amiel (Etats-Unis, 1992, v.o., 110 min) **O.** **CineCinemas 1**
- 0.45** Genèse d'un repas ■■  
Luc Moullet (France, 1978, 110 min) **O.** **Canal + Vert**
- 0.45** Le jour se lève ■■■  
Marcel Carné (France, 1939, 90 min) **O.** **Arte**

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

## TF 1

- 18.15** et **0.20** Exclusif. **18.55** Le Bigdil. **19.45** et **20.50**, **0.15** Star Academy. **19.50** Météo. **19.55** Vivre com ça. **20.00** Journal, Météo. **20.55** Docteur Claire Bellac. Téléfilm. Didier Albert. **22.40** Y a pas photo ! Ils ont maigri par amour. **0.50** Du côté de chez vous.

## FRANCE 2

- 18.00** Le Groupe. **18.30** Friends **O.** **19.00** On a tout essayé. **19.50** Un gars, une fille. **20.00** Journal, Météo 2. **20.50** Ça s'en va & ça revient. **23.00** Mots croisés. **0.30** Journal, Météo. **0.55** CD'aujourd'hui. **0.50** Musiques au cœur. Quoi de neuf ?... Cet automne.

## FRANCE 3

- 18.20** Questions pour un champion. **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo. **20.10** Tout le sport. **20.15** Loto foot. Les pronostics. **20.25** Foot 3. **20.55** Louis la Brocante. Louis et la mémoire de la vigne. **22.30** Météo, Soir 3. **23.00** La Vie en question. Au plus profond du cerveau. **0.05** La Case de l'oncle Doc. Le Peuple des cavernes. **0.55** Toute la musique qu'ils aiment. Porgy and Bess (1<sup>re</sup> partie), opéra de Gershwin.

## CANAL +

- En clair jusqu'à 20.44  
**18.30** Les Simpson **O.** **18.55** + de cinéma. **19.30** Le Journal. Le Zapping. **19.55** Les Guignols de l'info. **20.05** Burger Quiz. **20.45** La Fin des temps Film. Peter Hyams **O.** **22.40** Boxe. **0.40** Lundi golf. **1.45** Surprises.

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

## TF 1

- 14.40** Le Verdict du cœur. Téléfilm. Tommy Lee Wallace **O.** **16.25** Alerte à Malibu. **17.20** Beverly Hills. **18.15** Exclusif. **18.50** L'euro ça compte. **18.55** Le Bigdil. **19.45** et **20.50**, **0.45** Star Academy. **19.50** Météo. **19.52** Vivre com ça. **20.00** Journal, Météo. **20.55** Stars à domicile. **23.15** Le Temps d'un tournage. **23.20** Vis ma vie. **0.50** Les Couilles de l'économie.

## FRANCE 2

- 13.45** Derrick **O.** **15.50** Mort suspecte **O.** **16.45** Un livre. **16.50** Des chiffres et des lettres. **17.20** Qui est qui ? **17.55** et **0.55** CD'aujourd'hui. **18.00** Le Groupe. **18.30** Friends **O.** **19.00** On a tout essayé. **19.50** Un gars, une fille. <

## La double attente

par Pierre Georges

**PARFOIS** l'image, aussi, bégaie. Une manière d'écran noir, ou plutôt laiteux, mais d'un lait d'encre. Des projectiles lumineux qui le strient. Ou alors des points blancs. Ou, ici et là, des lueurs d'incendie. Et puis c'est tout. L'opération « Justice immuable » commençait ici, à l'identique, dans notre mémoire rétinienne, de celle qui débuta il y a plus de dix ans, le 11 janvier 1991 et qui avait pour nom « Tempête du désert ».

A l'identique vraiment. Sauf cette évidence que le ciel de Kaboul est encore plus noir que celui de Bagdad, parce que moins armé, ou, dans notre imaginaire, plus couleur de ténèbres. Il était 19 heures, heure de par chez nous, peut-être un peu moins, quand cela commença, et que les missiles de croisière, drôle de qualificatif d'ailleurs pour des engins de guerre et de destruction, prirent la direction de leurs cibles. Il était 19 heures, et quoi, trente minutes après ? nous avions l'image sur l'écran, comme sur l'évier du dimanche soir.

Images instantanées en somme, dues, cette fois, à la CNN qatarie, Al-Jazira à laquelle, la leçon aura été retenue, ne manquait ni un objectif ni un bouton de son. Ainsi vivons-nous le règne de l'instantanéité planétaire, de l'image comme collée aux basques et à la trace desdits missiles de croisière et des nuits perforées par les frappes traçantes.

Ainsi vivons-nous cette étrange époque télévisuelle qui nous fait basculer d'un samedi soir au Stade de France quand des gamins ignorant tout de la simple règle du jeu chahutèrent un événement encore plus qu'un match, à un dimanche soir qui

nous prit presque par surprise à force d'attente.

Car ce que nous disait l'écran, c'est que parfois cette fin de l'inéluctable, commencée depuis que le 11 septembre foudroya la fiction autant que des milliers de pauvres victimes, venait de prendre fin. Et que nous, téléspectateurs, en serions, en étions tous, les premiers avertis. Nous le savions, avec le sentiment du déjà vécu, du déjà vu. Même si c'est tout le paradoxe, il n'y avait vraiment pas grand-chose à voir sur l'écran blême.

L'attente avait pris fin. On prétend que parfois cette fin de l'attente est comme un soulagement, la fin d'une angoisse, une libération. Il faudrait être bien inconscient ou bien naïf pour le croire. Car, dans son immédiateté, l'image ne faisait pas que raconter que quelque chose de grave, de dur, d'une issue incertaine venait de commencer. Que des hommes, des femmes, d'autres hommes, d'autres femmes allaient mourir. Que Justice immuable, et comment le pourrait-elle, ne fera pas toujours le tri dans sa chasse armée entre des coupables et leurs quotidiennes victimes afghanes.

Dans son immédiateté, l'image apporta autre chose : cette apparition de Ben Laden, en simultané, que raconte Domini-

que Dhombres dans sa chronique télé. Le voyant, l'écouter comme revendiquant le 11 septembre, s'en félicitant en tout cas et promettant la mort autant que la peur aux « mécréants », on s'est pris à penser que l'homme venait de lancer, en riposte, une vidéo de croisière. Et qu'une autre attente commençait : celle d'une possible récidive de la terreur.

## Le G7 en ordre dispersé sur l'économie mais uni contre l'argent du terrorisme

Les ministres européens veulent une politique plus agressive de baisse des taux

NEW YORK

de notre correspondant

Pour leur première réunion depuis les attentats, les ministres des finances et gouverneurs des banques centrales des pays du G7 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, Grande-Bretagne et Canada), réunis à Washington samedi 6 octobre, avaient deux objectifs : d'une part, envoyer un message de confiance sur l'économie mondiale et rassurer ceux – marchés et consommateurs – qui redoutent une récession internationale ; de l'autre, afficher une coopération sans faille dans la lutte contre l'argent du terrorisme. Cette double volonté s'est retrouvée dans le communiqué final. Après avoir admis que les attentats « pourraient retarder la reprise d'une croissance solide de nos économies » et constaté de « nombreuses incertitudes à court terme », les grands argentiers se sont déclarés « fermement attachés » à prendre les mesures nécessaires « pour accroître la croissance économique et préserver la santé de nos marchés financiers » ; ils se sont dits décidés à « surveiller étroitement les marchés des changes » et à agir s'il le fallait.

L'optimisme rituel et la volonté de souligner leur solidarité en organisant une conférence de presse commune des sept ministres des finances, ce qui est inhabituel, n'ont pourtant pas réussi à masquer les différends entre l'Europe et les Etats-Unis. Washington aurait souhaité une participation plus concrète des Européens à la relance de la croissance, le Japon étant pour l'instant incapable d'apporter une contribution quelconque, si ce n'est de tenter de sortir de sa propre récession. Paul

O'Neill, le secrétaire américain au Trésor, avait insisté à la veille de la réunion pour que les pays européens en fassent plus et augmentent leurs dépenses publiques comme le font les Etats-Unis. Ces derniers devraient consacrer plus de 120 milliards de dollars à la relance de l'activité. Les trois pays de la zone euro – Allemagne, France et Italie – qui font partie du G7 sont venus les mains vides mais avec des arguments.

QUID DU PACTE DE STABILITÉ ?

A Paul O'Neill qui estimait que « chacun de nos pays devrait prendre des mesures pour obtenir un taux de croissance plus élevé pour lui-même et pour le monde », le ministre allemand des finances, Hans Eichel, a indirectement répondu que « l'Europe ne se trouve pas dans la même situation budgétaire favorable que les Etats-Unis et n'a pas les mêmes marges de manœuvre pour baisser les impôts ou injecter de l'argent public dans l'économie ». En raison du pacte de stabilité et de croissance qui engage les pays de la zone euro à limiter leurs déficits budgétaires, « cet outil-là, nous ne pouvons pas nous en servir », a insisté le ministre français de l'économie et des finances, Laurent Fabius.

D'ailleurs, les Européens ont mis en avant la bonne résistance de leurs économies. « Je ne vois pas de récession dans le monde, la zone euro ou en Allemagne », a déclaré Ernest Welteke, le président de la Bundesbank, rejoint par Wim Duisenberg, le président de la Banque centrale européenne (BCE). Ce dernier a prédit que le ralentissement économique sera « de courte durée » et que les fondamentaux

des douze pays participant à la monnaie unique « sont les meilleurs depuis une décennie ». Cette opinion n'est pas unanimement partagée par les ministres européens, qui ont réclamé à la BCE une politique plus agressive de baisse des taux, à l'image de celle de la Réserve fédérale américaine.

Si le débat est toujours sous-jacent entre les Sept lorsqu'il s'agit de juger la part que les uns et les autres réalisent pour tirer la croissance, la lutte contre le financement du terrorisme n'a donné lieu à aucune controverse. Plus unis que jamais, les ministres des finances ont confirmé avoir mis au point « un plan intégré et exhaustif pour bloquer les actifs des terroristes et de leurs associés », se sont engagés « à travailler ensemble pour obtenir des résultats tangibles dans la lutte contre le fléau du financement du terrorisme » et ont montré leur détermination « à localiser et à saisir les avoirs des terroristes et à poursuivre les individus et les pays soupçonnés de financer les terroristes ».

Ils s'appuieront pour cela sur le GAFI (Groupe d'action financière internationale) conçu pour lutter contre le blanchiment d'argent sale et dont les missions seront élargies. Le GAFI tiendra une réunion extraordinaire les 29 et 30 octobre, à Washington, pour étendre son mandat à la lutte contre le financement du terrorisme. Enfin, le G7 a décidé d'impliquer le Fonds monétaire international (FMI) en lui demandant de ne plus financer les pays soutenant le terrorisme.

Eric Leser

► www.lemonde.fr/ecomonde

## Baisses sans panique des marchés financiers

LES BOURSES EUROPÉENNES ont ouvert en baisse modérée, lundi 8 octobre au matin, en réaction à la tension provoquée par les frappes militaires américaines contre le régime des talibans. A Paris, à 10 heures, soit une heure après l'ouverture, l'indice CAC 40 était en repli de 3,06 %, s'établissant à 4 037,15 points. A Francfort, l'indice Footsie perdait 1,69 %, à 4 951 points, peu avant 10 heures. La situation n'est donc pas comparable au 11 septembre. Dès les attentats, les marchés européens et asiatiques s'étaient effondrés. A Paris, le CAC 40 perdait 7,39 %, et le Dax allemand 8,49 %.

Les marchés asiatiques s'étaient également repliés à la suite des frappes américaines, Tokyo restant fermé, Hongkong, pour cause de jour férié. A Hongkong, l'indice Hang Seng perdait 2,83 % peu avant la fermeture du marché, à 9 987,02 points. Les marchés d'actions américains – le Nasdaq et le New York Stock Exchange – devaient ouvrir normalement à 15 h 30, heure de Paris, mais le marché obligataire devait rester fermé à l'occasion du jour férié de Columbus Day.

Cette fermeture devait éviter une « fuite vers la qualité », les capitaux quittant généralement, lors des crises, les marchés d'actions pour les emprunts d'Etat, jugés moins risqués. Ce facteur technique pourrait limiter la chute des Bourses américaines, espèrent les courtiers. « Ce n'est pas un événement tellement affreux et inattendu qu'il risque de plonger les marchés dans la confusion, mais tout dépendra de l'évolution de la situation dans les jours qui viennent », a déclaré Anthony Karyadakis, économiste chez Banc One Capital Markets à Chicago, à l'agence Reuters. M. Karyadakis s'attendait à un recul de Wall Street limité à 3 % environ, selon l'indice Dow Jones, principal indicateur de Wall Street, en ouverture.

ACHATS DE PRÉCAUTION

Dans le reste du monde, la baisse des marchés d'actions s'est accompagnée d'un mouvement limité de fuite des capitaux vers le refuge du marché obligataire. Le rendement des emprunts d'Etat européens, qui évolue à l'inverse des taux, s'est donc détendu de quelques fractions, lundi matin, soutenu par l'afflux de nouveaux capitaux. L'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans affichait ainsi un taux de 4,74 % dans les premières transactions, contre 4,86 % précédemment.

Sur le marché des changes, le dollar perdait quelques fractions, lundi dans la matinée, face au franc suisse et au yen. Le franc suisse valait ainsi 0,6243 dollar, contre 0,6134 dollar avant les bombardements américains sur l'Afghanistan. Le yen remontait à 119,72 yens pour un dollar, contre 120,64 yens pour un dollar. L'euro enregistrait une forte hausse, lundi dans la matinée, cotant 0,9224 dollar, après avoir peu réagi, immédiatement après les frappes américaines.

Le pétrole n'a réagi que brièvement après les premières attaques américaines, grimpant à 22,85 dollars le baril, à Singapour, pendant quelques instants, avant de redescendre à 22,52 dollars, en hausse de seulement 13 cents sur son cours de vendredi. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) n'a pourtant pas exclu de réduire sa production, si nécessaire, pour maintenir la stabilité des prix, a réaffirmé dimanche son secrétaire général Ali Rodríguez dans un entretien au journal vénézuélien El Universal. L'OPEP a récemment décidé de maintenir les prix entre 22 et 28 dollars.

Enfin, l'or faisait l'objet d'achats de précaution, lundi 8 octobre dans les premiers échanges, bénéficiant de son statut de valeur-refuge. A Londres, le lingot d'or se traitait entre 293,15 et 293,65 dollars, contre 290,75 à 291,75 dollars vendredi.

Adrien de Tricornot

## 64 % des Italiens approuvent la loi introduisant plus de fédéralisme

ROME. Un Italien sur trois s'est rendu aux urnes, dimanche 7 octobre, pour confirmer la loi introduisant plus de fédéralisme, adoptée sous l'ancienne majorité de centre-gauche en mars dernier. Selon des résultats encore provisoires lundi matin, 64 % des votants se sont déclarés favorables à un renforcement des pouvoirs des régions et des collectivités locales. La loi transfère de l'Etat aux collectivités le pouvoir législatif en matière d'éducation et d'environnement. L'actuelle coalition de droite au pouvoir s'est divisée entre le « oui » et le « non ». La Ligue du Nord s'est abstenue, Alliance nationale a appelé à voter « non », et Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, a majoritairement voté « oui », ne serait-ce que pour préparer le terrain à son projet de loi fédéraliste plus ambitieux. A l'extrême gauche, Refondation communiste a voté contre. Dans la coalition de l'Olivier (opposition de centre-gauche), qui avait fait campagne pour le « oui », on s'est réjoui de ce résultat, le premier à remettre en question l'éclatant succès de la droite aux législatives de mai dernier, qui a amené Silvio Berlusconi à la tête du gouvernement. – (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **GÉORGIE** : neuf personnes ont été tuées lorsqu'un hélicoptère d'observateurs de l'ONU a été abattu, lundi 8 octobre au matin, dans la région séparatiste géorgienne d'Abkhazie, par des combattants, ont annoncé des sources abkhazes citées par Interfax. L'hélicoptère avait décollé de l'aéroport de Soukhoumi, la « capitale » de l'Abkhazie, et a été abattu quinze minutes plus tard dans les gorges de Kodor, selon l'agence russe. Six observateurs de l'ONU et trois membres d'équipage se trouvaient à bord, selon le « ministère » de la défense abkhaze, cité par l'agence Abkhaz Press. Des combats ont opposé la semaine dernière rebelles tchéchènes et combattants géorgiens aux forces abkhazes. – (AFP.)

■ **COLOMBIE** : le président de la République, Andres Pastrana, a annoncé, dimanche 7 octobre, la prorogation jusqu'au 20 janvier prochain de la zone dite « démilitarisée », ce territoire de 42 000 kilomètres carrés octroyé aux Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) pour la tenue de négociations de paix. Vendredi, les FARC s'étaient finalement engagées à « étudier » une proposition de cessez-le-feu et à ne plus procéder à des prises d'otages. – (Corresp.)

■ **JUSTICE** : le roi Albert II et l'Etat belge ont demandé, vendredi 5 octobre, au tribunal de grande instance de Paris, l'insertion d'un communiqué de protestation, sous peine d'astreinte, dans l'ouvrage *Dossier pédophilie*, de Jean Nicolas et Frédéric Lavachery (Flammarion). Ce livre sur l'affaire Dutroux évoque la participation du roi à des « ballets roses ». L'audience est fixée au 11 octobre.

■ **SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS DU MONDE**. Les associés de la Société des rédacteurs du Monde sont convoqués extraordinairement, lundi 22 octobre, à 15 heures, à une assemblée générale ordinaire sur la réorganisation juridique du Monde. Cette réunion se tiendra à l'Institut agronomique de Paris (amphithéâtre Tisserand), 16, rue Claude-Bernard, Paris-5<sup>e</sup>. Ordre du jour : mouvements d'associés, rapport du conseil d'administration, projets de réorganisation juridique, conversion du capital social en euros, vote de résolutions.

■ **A NOS LECTEURS**. L'abondance de l'actualité nous a contraint à supprimer deux pages de cotations boursières. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Tirage du Monde daté dimanche 7-lundi 8 octobre 2001 : 703 366 exemplaires. 1-3 Nos abonnés trouveront associé au numéro d'aujourd'hui notre supplément « Le Monde de l'économie ».



**RENAULT** Mégane

- Climatisation • ABS et Assistance au Freinage d'Urgence • 4 airbags • Autoradio RDS commande au volant • Projecteurs antibrouillard • Lève-vitres électriques avant • Direction assistée • Condamnation des portes à distance •

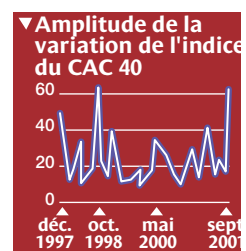


**Mégane AIR suréquipée :**  
**13 700 €\* soit 89 866,11 F**

\*Prix maximum conseillé valable jusqu'au 31/12/2001 pour une Mégane Air 1.4 16V, soit une économie de 1 600 € (1983,4 F) sur le tarif n°2149 au 01/07/2001. Modèle présenté avec peinture métallisée en option : 300 € soit 2 492,64 F en plus.

DANS TOUT LE RESEAU RENAULT

## VOLATILITÉ



Les fluctuations des cours boursiers et le report vers des placements plus sûrs

caractérisent les périodes agitées. Etats-Unis et Grande-Bretagne ont très vite pris des mesures de régulation des marchés (pages IV et V)

## ALLIANCES

Pour Christophe Jaffrelot, directeur du Centre d'études et de recherches internationales, les Américains risquent de jouer le court terme plutôt que la stabilité de l'Asie du Sud (pages VI et VII)



## RÉGULATIONS

**3 milliards de dollars** c'est la somme accordée par le Congrès, à la demande de George W. Bush, pour mieux indemniser les chômeurs (pages VIII et IX)

## ENTRETIEN

Selon Chris Patten, commissaire européen chargé des relations extérieures, les Etats-Unis doivent réfléchir aux raisons de leur impopularité dans le monde (page X)

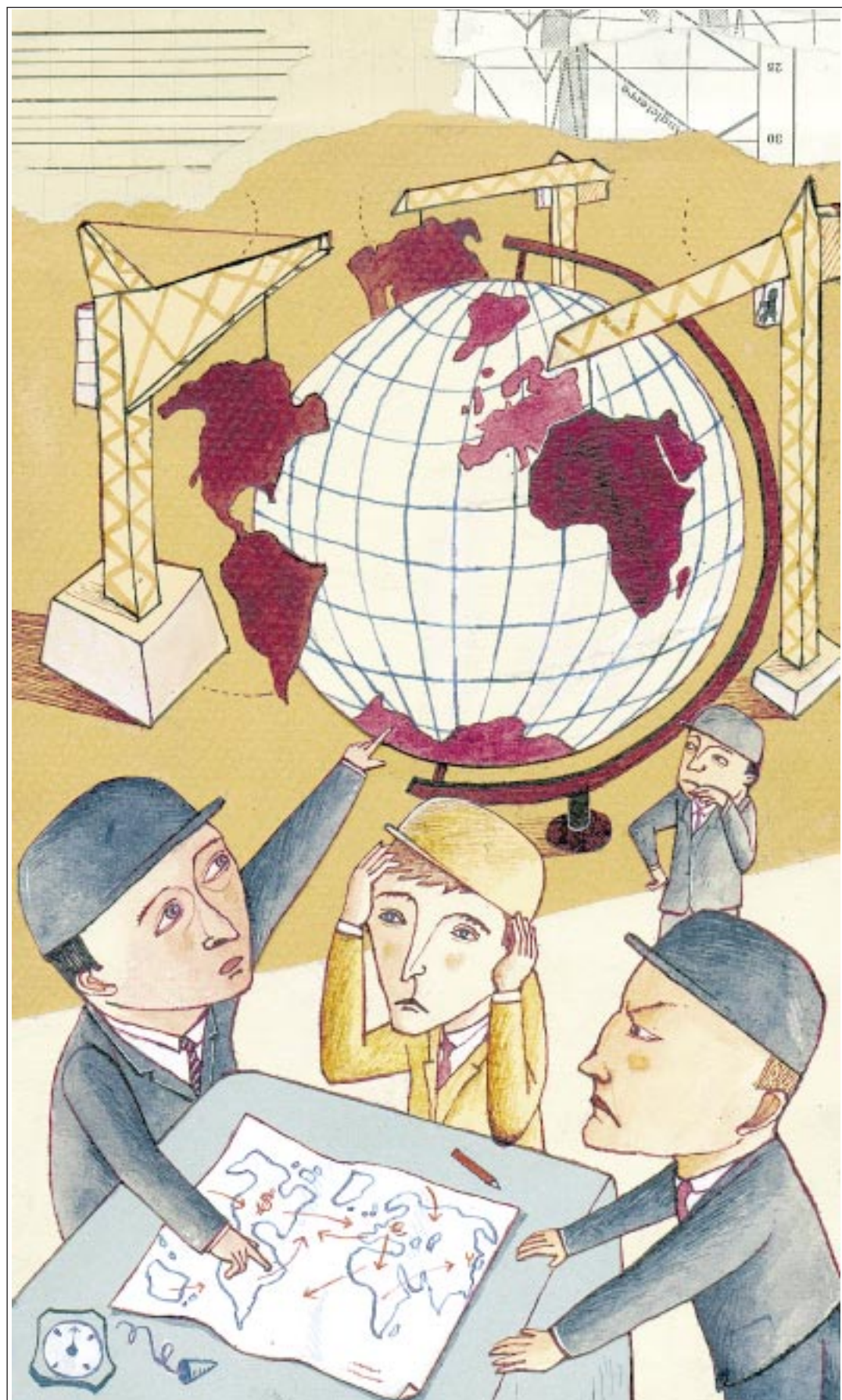


## OFFRES D'EMPLOI

- Gestion et administration p. XI
- Conseil p. XII et XIII
- Ingénieurs p. XIII et XIV
- Marketing p. XV
- Collectivités territoriales p. XVI et XVII
- High-tech p. XVIII

Depuis le 11 septembre, les Etats soutiennent l'activité. Plus que jamais, diplomatie et commerce ont partie liée

# Les équilibres mondiaux se recomposent dans l'urgence



En son temps, la crise mexicaine de l'hiver 1994-1995 avait été qualifiée de « première grande crise financière du XXI<sup>e</sup> siècle » par Michel Camdessus qui, à l'époque, occupait encore les fonctions de directeur général du Fonds monétaire international, ce qui impliquait que d'autres allaient sans doute suivre. Les débâcles à répétition – asiatique, russe, brésilienne, puis argentine et turque plus récemment – qui ont jalonné le périlleux basculement dans le troisième millénaire ont donné de la consistance à cette prophétie finalement autoréalisatrice. En ira-t-il de même pour les conséquences des attaques qui, le 11 septembre, ont frappé l'Amérique, décrites par George W. Bush comme « La première grande guerre du XXI<sup>e</sup> siècle » à livrer, dans le cas présent contre le terrorisme ? Près d'un mois après ces tragiques événements, l'onde de choc continue à secouer nations, économies et opinions publiques. L'émotion demeure mais, passé le délai de deuil, l'heure est aux comptes – ceux des bilans humains et financiers –, aux questions sur les nouvelles insécurités que laisse augurer ce drame, aux éventuels réexamens d'un modèle politique, économique et culturel, devenu hégémonique et finalement victime de n'avoir pas pu générer de contreponds.

Sur la scène économique et financière, là où les dégâts collatéraux sont sans doute les plus visibles, la guerre antikrach a été déclarée. Coiffé d'une casquette frappée aux armes du corps de pompiers de New York, une ville pour longtemps endeuillée, le président américain a donné le 3 octobre le signal d'une autre « croisade », dirigée cette fois contre la récession qui menace le pays et, par ricochet, ralentit le reste du monde. Y compris la France où, selon Bercy, « l'impact possible des attentats terroristes » est évalué à 0,5 point en termes de déficit de croissance. Aux Etats-Unis, près de 130 milliards de dollars (141 milliards d'euros) au total seront consacrés à relancer une machine fortement grippée. Cette injection de fonds publics destinée notamment à sauver de la faillite des assureurs et des compagnies aériennes du secteur privé mais aussi à venir en aide aux salariés affectés par les attentats (par le biais d'une prolongation des allocations-chômage) n'est pas seulement affaire d'écriture comptable. Elle oblige à revoir quelques-uns des fondements du libéralisme économique. « Le 11 septembre aura des effets bien au-delà de l'agenda géopolitique classique. Le

retour de l'Etat pour assumer des fonctions économiques, sociales et sociopolitiques est en cours », estime le professeur Robert Boyer, l'un des fondateurs de l'Ecole de la régulation, assurant que, désormais, « le couple marché-Etat est fait pour durer ».

« Big government is back », mentionne – ou déplore – le magazine *The Economist* dans sa dernière livraison, confirmant le retour d'un Etat qui aurait brusquement perdu son corollaire de « prédateur », jusque-là obligé. « Benign neglect is out », aurait-il pu ajouter en référence à l'invitation désormais adressées à l'Amérique de sortir de cette « douce insouciance » qui, au nom de la sacro-sainte préservation de ses intérêts, l'a longtemps conduite à oublier le reste de la planète. A présent, « les Etats-Unis doivent réfléchir aux raisons de leur impopularité dans une partie du monde », concède Chris Patten, commissaire européen chargé des relations extérieures, lorsqu'on l'interroge sur le sous-bassement économique et sociologi-

que qui, au-delà du fanatisme religieux d'Oussama Ben Laden et à ses séides, fournit au terrorisme soldats perdus et motifs de haine. « Il n'y a pas de lien mécanique entre terrorisme et pauvreté », souligne-t-il. Mais je suis sûr qu'à long terme, face à la relation établie entre pauvreté, commerce inéquitable, dégradation environnementale, migration, drogues, crime international et violence, nous allons devoir être plus actifs. » Lionel Jospin ne dit pas autre chose quand il déclare le 3 octobre que « la menace terroriste ne doit en aucun cas relativiser l'urgence des problèmes mondiaux », tels que le Proche-Orient mais aussi le développement et l'environnement. Aujourd'hui, la coalition que l'Amérique s'emploie à constituer autour d'elle pour traquer « le mal » est militaire. Demain, il lui faudra sans doute donner une tournure, plus civique, plus multilatérale, à des alliances qui, notamment sur la scène commerciale auront valeur de test.

Serge Marti

Consultante

Manager

**Pour votre carrière, prenez un monde d'avance**

Rendez-vous avec le numéro  
**«SPÉCIAL CONSEIL/AUDIT»**  
 du *Monde Emploi*  
 le lundi 22 octobre\*

\*Le lundi à Paris, le mardi en régions.

LE PREMIER QUOTIDIEN DES CADRES

Les réflexes de la guerre du Golfe de 1991 réapparaissent. L'œil rivé sur les prix du pétrole, les entreprises cherchent à réduire les coûts, aux dépens de l'innovation et des effectifs. Mais le besoin de sécurité conduit à d'importants investissements, qui profitent aux sociétés spécialisées

# Le spectre des années 1990 ?

Année 1990 et année 2001 : même scénario, ou pire ? Les turbulences que traverse aujourd'hui l'économie mondiale commencent à ressembler à un « remake ». Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, la psychose de nouvelles attaques terroristes et les bruits de botte autour de l'Afghanistan ont ruiné les dernières certitudes des Américains sur la capacité de leur pays à ne pas sombrer dans la récession. A l'été 1990 aussi, l'invasion irakienne au Koweït et la riposte contre Bagdad avait aussi sabré les restes d'espoirs de voir l'économie américaine atterrir en douceur. Aujourd'hui, le choc se produit au terme de neuf années d'expansion, contre sept années lors du précédent épisode, mais dans les deux cas, il percute une économie en bout de course qui, pour avoir longtemps tourné à plein régime, a aussi eu le temps de nourrir tous les excès. La bulle spéculative se situait dans l'immobilier en 1990 ; en 2001, elle concerne les valeurs des nouvelles technologies.

Il existe cependant une différence, et elle est de taille : la guerre du Golfe déclenchée par George Bush père avait instantanément fait s'envoler les cours du pétrole. Pour l'instant, rien de comparable ne s'est produit. En 1990, le terrain des opérations était resté cantonné aux seuls pays arabes. Les attentats du 11 septembre ont déplacé le champ de bataille au cœur de la première puissance mondiale. Depuis, le bilan matériel de la catastrophe s'allonge, telle une réaction en chaîne qui figerait l'activité de secteurs — tourisme, transports, commerce... — dans un premier temps épargnés. Le choc immédiat pour les Etats-Unis apparaît ainsi plus violent.

A cette entorse près, il est tentant de dérouler le film comme en 1990. « Dans la foulée du conflit, la croissance mondiale avait baissé pendant trois années de suite », rappelle le directeur de l'institut de conjoncture Rexecode, Michel Didier, en jugeant

peu probable que la version 2001 de l'affrontement entre les pays occidentaux et leur cible — cette fois-ci les terroristes musulmans — s'achève par une fin plus heureuse pour la croissance. D'autant que les autres vedettes de l'économie mondiale sont aujourd'hui beaucoup moins prospères qu'il y a dix ans. A commencer par le Japon, qui était alors en tête du box-office (5,3 % de croissance en 1990), mais s'est depuis enlisé dans un marasme dont il ne trouve pas l'issue. Les stars montantes du miracle asiatique, tant vantées à l'époque, demeurent en partie plombées par les séquelles de la crise de 1997.

Quant aux douze pays de la zone euro, ils se trouvaient il y a encore quelques mois au sommet d'un cycle de prospérité... comme en 1989, avant que celui-ci ne se retourne. « La réunification allemande a permis à l'Europe de tenir le coup en créant un formidable choc sur la demande », explique Pierre Sicsic, du service des études de la Caisse des dépôts et consignations. La récession, présente aux Etats-Unis dès 1991, n'a ainsi atteint le Vieux Continent que deux ans plus tard. Il n'existe aucun événement qui puisse jouer le même rôle, et c'est bien pour cela que la situation est plus inquiétante. »

## DÉTENTE MONÉTAIRE

Raison de plus pour sortir sans tarder l'arme de la relance ? Les Etats-Unis ont été les plus prompts à dégaîner : le président George W. Bush et le président de la Réserve fédérale (Fed), Alan Greenspan, évaluent à 100 milliards de dollars (l'équivalent de 1 % du produit intérieur brut, PIB) l'effort de réanimation nécessaire. A côté d'une politique de détente monétaire que la Fed a de nouveau actionnée le 2 octobre en baissant les taux d'intérêt de 0,5 %. En Europe, en dépit des mises en garde du Fonds monétaire international ou de la Commission européenne, le débat s'est bel et bien ouvert au sein des Douze.

Sur le papier, les pays industrialisés

— exception faite du Japon — ont les moyens d'une relance qu'ils n'avaient pas a priori, il y a dix ans. Washington est assis sur un matelas — certes fondant — d'économies ; la zone euro — grâce à la vente de licence UMTS — devait, selon les statistiques publiées en juin par l'OCDE, afficher aussi un léger excédent à la fin de l'année. La chute brutale de la croissance compromet cette perspective. Reste que, même dégradée, la situation des finances publiques en Europe est plus saine qu'en 1990. Lors du conflit avec l'Irak, les deux géants n'avaient pas hésité à laisser filer les dépenses. Supérieurs à un peu plus de 3 % à la veille du conflit, les déficits avaient presque doublé en l'espace de trois ans des deux côtés de l'Atlantique. Rares sont ceux qui parieraient sur la répétition d'un tel scénario, surtout en Europe. Le pacte de stabilité et de croissance accepté par les Douze est sans équivoque. Aucun pays ne peut franchir le seuil des 3 % de déficit public s'il ne subit pas une chute de son activité au moins égale à 2 % du PIB. Sauf à accepter des sanctions financières.

Face à une crise durable, le débat ne pourra pourtant que s'aviver. Les dissensions sont déjà visibles, par exemple entre l'Allemagne d'un côté et l'Italie et la France de l'autre. Sous l'œil d'un arbitre indépendant qui n'existait pas il y a dix ans, la Banque centrale européenne. Et qui détient l'autre arme de la relance : celle des taux d'intérêt. Alors que l'Amérique montre à l'affiche un couple Bush junior-Greenspan totalement en phase, le tandem économique et monétaire de l'Europe semble davantage se préparer à de sérieux tangages. A court terme, les relances concertées ne peuvent que donner un coup de fouet à la croissance mondiale, mais, à moyen terme, elles peuvent porter en germe un regain d'inflation. Qui ne serait pas non plus sans rappeler le début des années 1990.

Laurence Caramel

## CONJONCTURE

### Questions-réponses

#### 1 Quelles sont les prévisions d'évolution de l'économie américaine au lendemain des attentats du 11 septembre ?

L'économie américaine était déjà en phase de ralentissement prononcé avant les événements. Depuis le pessimisme s'est généralisé. Les conseillers de la Maison Blanche parlent eux-mêmes de récession. Politique monétaire et politique budgétaire ont été actionnées pour tenter de stimuler l'activité. Le 2 octobre, la Réserve fédérale a baissé pour la huitième fois depuis le début de l'année le loyer de l'argent. Celui-ci, désormais établi à 2,5 %, se situe à son plus bas niveau depuis quarante ans. De son côté, le président George W. Bush souhaite faire voter un plan de relance de plus de 100 milliards de dollars (109 milliards d'euros). Les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI), publiées fin septembre, faisaient état d'une croissance de 1,3 % en 2001, sans prendre en compte les conséquences du conflit. Le chômage connaît de son côté une nette augmentation sous l'effet des milliers de licenciements annoncés quotidiennement, notamment dans les secteurs du transport et du tourisme. Le taux de chômage, de 4,9 % fin août, pourrait atteindre 6 % à la fin de l'année, selon le Conference Board.

#### 2 Comment a réagi l'économie française ?

Pour l'Insee, « le point bas de la conjoncture est derrière nous, sauf si la crise politique internationale devait s'aggraver ». Sa note du 4 octobre retient une prévision de croissance de 2,1 % cette année. Encore plus optimiste, le gouvernement table sur une croissance de 2,5 % l'an prochain. Ces pronostics ne sont pas partagés par la plupart des instituts indépendants dont la prévision s'établit en moyenne à 1,8 % pour 2002. Parmi les

plus pessimistes, la Société générale affiche un chiffre de 0,8 %. Toutes les composantes de la croissance sont affectées, en particulier l'investissement des entreprises dont l'Insee note une spectaculaire décélération. Cet essoufflement de la croissance s'est déjà répercuté sur le chômage dont la courbe est repartie à la hausse pour le quatrième mois consécutif en août. Selon l'Insee, son niveau reviendrait à 9 % à la fin 2001, comme en décembre 2000.

#### 3 Quel a été le rôle de l'OPEP et de l'évolution des prix du pétrole lors des crises précédentes ?

En 1973, le monde découvre le poids de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Cette année-là, le 16 octobre, dix jours après le début de la guerre du Kippour, les membres du cartel décident de fixer eux-mêmes le prix officiel du brut, arrêté jusque-là par les compagnies pétrolières. Le lendemain, les pays producteurs arabes vont encore plus loin en réduisant leur production pour forcer Israël à se retirer des territoires occupés. Le prix du baril augmente de 70 %, passant de 3 dollars à 5,12 dollars (3,26 à 5,57 euros), puis, en décembre, à 11,60 dollars (12,62 euros).

En 1990, après l'invasion du Koweït par l'Irak, les cours du pétrole ont doublé pour atteindre brièvement les 40 dollars (43,52 euros), avant de revenir à leurs niveaux antérieurs.

Depuis le début de l'année 2001, l'OPEP tente de stabiliser les prix autour de 25 dollars (27,2 euros) en limitant sa production. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, le cartel a limité sa production à 23,2 millions de barils/jour, soit près d'un tiers de la production mondiale. Mais l'offre reste trop abondante face à la demande. Le prix du baril est revenu en octobre à 22 dollars (23,94 euros).

## Le dilemme des monarchies pétrolières du Golfe

Depuis le 11 septembre, les monarchies du Golfe sont face à un dilemme inextricable. Elles doivent éviter d'être accusées de soutenir les Etats-Unis tout en leur donnant des gages de manière implicite. Confrontés à des populations violemment anti-américaines et au risque d'attentats venant des partisans d'Oussama Ben Laden pour soumission à une superpuissance, ces régimes maintiennent résolument l'ambiguïté sur le plan diplomatique. Ainsi, le Conseil de coopération du Golfe, instance qui regroupe l'Arabie saoudite, le Koweït, les Emirats arabes unis, le Qatar, Bahreïn et Oman, est parvenu à rédiger une déclaration commune sur le soutien logistique aux Américains qui a été interprétée de manière opposée aux Etats-Unis et dans le monde arabe.

Sur le plan pétrolier, les producteurs ont choisi de jouer la dépolitisation pour se cantonner au strict volet économique. Dès le lendemain des attaques terroristes, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a affiché sa neutralité en décidant de tout faire pour stabiliser le marché. Pourtant le cartel compte dix pays musulmans ou à forte composante musulmane

sur ses onze membres. De plus, certains Etats comme l'Irak, la Libye et l'Iran sont dans la ligne de mire des Etats-Unis, en raison de leurs liens avec le terrorisme international. Cette tactique visant à faire abstraction de l'environnement politique leur est habituelle. « Durant la guerre Iran-Irak, les deux pays ont continué de siéger côte à côte au sein de l'organisation comme si de rien n'était », rappelle un connaisseur du cartel pétrolier. Le 27 septembre, lors de sa dernière réunion à Vienne, cette organisation qui contrôle plus du tiers de la production mondiale a donc opté pour le statu quo malgré la chute des prix.

Lors de cette réunion, la prudence l'a emporté devant les contraintes politiques. D'un côté, les pays producteurs pouvaient décider de réduire leur débit pour raffermir les prix du baril, au risque de se voir reprocher par les Etats-Unis d'aggraver les risques de récession. De l'autre, en admettant une réduction des prix du baril de 25 à 20 dollars pour soutenir l'activité économique mondiale, les membres du cartel prennent le risque d'être accusés par leur population de se sacrifier financièrement en ayant moins de revenus, pour aider l'Amérique. La marge de manœuvre

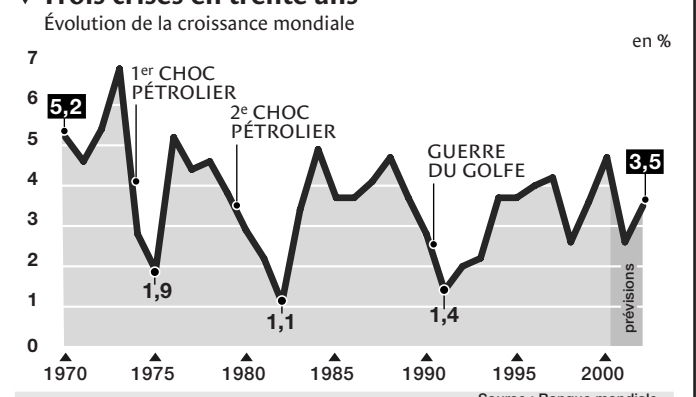
est d'autant plus étroite que des pays comme l'Iran, le Nigeria ou l'Algérie ont des marges financières limitées.

Mais ce statu quo est difficilement gérable, d'autant que la dégradation du marché se poursuit. Dans ce contexte, l'OPEP pourrait envisager, dès le lundi 8 octobre, d'appliquer son mécanisme d'ajustement. Créé en mars 2000, ce système autorise de réduire la production pour soutenir les cours dès qu'ils tombent pendant plus de dix jours consécutifs sous les 22 dollars (23,94 euros). Cependant l'Arabie saoudite, premier producteur mondial, signifierait son désaccord.

L'OPEP ne veut pas être seul à agir, et plaide pour une coopération avec les autres producteurs. Un groupe de contact a été créé pour approcher le Mexique, la Russie, l'Angola, le Kazakhstan, Oman et l'Egypte. L'objectif de cette démarche est double. Il s'agit non seulement de tenter d'enrayer la chute des prix, mais surtout de ne pas être désignés comme les responsables de la hausse par les Américains. Cependant, sur cette tentative de coordination, tout reste à faire.

Dominique Gallois

#### ▼ Trois crises en trente ans



## La facture de la lutte contre le terrorisme s'annonce lourde

Il est encore trop tôt pour que les budgets militaires et ceux des ministères de l'intérieur des Etats traumatisés par les attentats sur le sol américain enregistrent des augmentations prenant en compte les risques terroristes. Officiellement, les Etats-Unis n'ont affecté en urgence que 4 milliards de dollars (4,34 milliards d'euros) à leurs armées, l'Allemagne 700 millions de marks (357 millions d'euros) et la France rien ; mais celle-ci procède d'habitude à des augmentations de ses dépenses militaires par le biais de collectifs budgétaires de fin d'année qui oscillent entre 4 et 5 milliards de francs (610 à 760 millions d'euros). Gageons que l'année 2001 ne s'achèvera pas sans une augmentation significative du budget de la défense, ne serait-ce que pour démontrer aux Français que leur pays se met, lui aussi, en garde. Pour les mêmes raisons, le budget prévisionnel 2002 du ministère français de l'intérieur, qui atteint 61,7 milliards de francs (9,4 milliards d'euros), devrait augmenter

Les budgets militaires et policiers vont augmenter ; la surveillance électronique et le gardiennage prévoient une hausse de leur activité

sous l'effet du plan Biotox (menaces biologiques) et de la création de la cellule Finter (financements du terrorisme) annoncés par Lionel Jospin le 3 octobre.

Ces chiffres officiels cachent l'amorce d'un gigantesque transfert de ressources au profit de la sécurité. On ne peut mieux illustrer ce phénomène qu'en rapprochant deux mouvements percepti-

bles sur le marché du travail américain : en deux semaines, les compagnies y ont annoncé la suppression de 100 000 emplois pour faire face à l'effondrement de la demande ; dans le même temps, l'administration fédérale de l'aviation (FAA) a reçu plus de 150 000 candidatures pour des postes de gardes armés à bord des avions.

Car le président Bush a décidé, le 27 septembre, que la quasi-totalité des 30 000 vols quotidiens américains serait protégée par la présence à bord d'officiers de police fédéraux. Cela coûtera aux compagnies aériennes un ou deux sièges pour ces passagers non payants, ce qui n'est pas très coûteux, les avions étant rarement pleins. En revanche, les transporteurs ne penchent pas pour les solutions techniques concoctées par la Maison Blanche et qui prévoient une meilleure protection des cabines de pilotage grâce à des portes fabriquées en Kevlar, voire l'usage de gadgets électroniques téléguidant depuis le sol l'atterrissage d'un avion détourné.

Policiers, caméras de surveillance, fouille accrue des bagages : il y en aurait pour 3 milliards de dollars (3,25 milliards d'euros). Pour l'instant !

Les compagnies européennes ont commencé à suivre le mouvement. Dans son numéro du 1<sup>er</sup> octobre, le bimestriel *En toute sécurité* annonce qu'Air France « vient de passer un contrat pour placer des agents à bord de ses appareils, voyageant de façon anonyme sur certaines destinations notamment les Etats-Unis, le Canada et le Moyen-Orient ». Ce contrat prévoirait la présence de deux ou trois gardes sur près d'une trentaine de vols quotidiens et son montant serait de 10 millions de francs par mois (1,52 million d'euros).

Les compagnies regroupées dans l'Association du transport aérien international (IATA) préféreraient l'installation dans les aéroports de nouvelles technologies pour filtrer les passagers sans ralentir les procédures d'embarquement. Il s'agit d'appareils

sophistiqués recourant à la biométrie ; les uns identifient le passager grâce à la spécificité de l'iris de l'œil et les autres reconnaissent les personnes à partir de la paume de la main ou des empreintes digitales.

#### SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE

Selon *En toute sécurité*, (www.security-info.com), la Security Industry Association (SIA), qui regroupe 250 entreprises américaines de sécurité, évalue son marché à 30 milliards de dollars (32,58 milliards d'euros) par an, aussi bien dans le gardiennage que dans la surveillance électronique. Avant l'été, la SIA notait une augmentation du chiffre d'affaires de 8 à 10 % chaque année. Elle estime que cette progression devrait s'accroître sous l'effet des événements du 11 septembre. Le monde de l'informatique aura, lui aussi, sa part. Le cabinet américain IDC estime que le marché mondial de la sécurisation des informations passera de 6,2 milliards de dollars (6,7 mil-

liards d'euros) en 2000 à 21 milliards (22,8 milliards d'euros) en 2005.

Wall Street ne s'y est pas trompé. Le 17 septembre, jour de la reprise des cotations à la Bourse new-yorkaise fermée après les attentats, la progression des cours des entreprises de sécurité a atteint 100 %. Parmi les valeurs les plus recherchées figurent Wackenhut, Armor Holdings, ICTS, Kroll, InVision (détection d'explosifs), Identix (reconnaissance d'empreintes digitales), Viisage et Visionics (reconnaissance du visage).

Reste le coût de la « guerre de l'ombre ». Car, comme le dit Alain Bauer, consultant en sûreté et enseignant à la Sorbonne, « les gesticulations sont nécessaires, mais la course-poursuite entre la menace et sa parade ne cessera jamais ». Il en conclut que « l'essentiel du métier, c'est le renseignement ». Et dans ce monde-là, on ne compte guère.

Alain Faujas

Eric Chalumeau, directeur général de Suretis (Caisse des dépôts)

## « La demande de sécurité doit s'accompagner d'une réflexion sur la déontologie des intervenants »

« Le 3 octobre, Lionel Jospin a annoncé devant les députés son plan de sécurité renforcé. Peut-on imaginer d'ores et déjà les conséquences économiques de tels dispositifs ?

– L'attaque sur les Etats-Unis est une onde de choc sécuritaire. Pour commencer, je dirais qu'il y a dans les représentations des risques et des menaces qui pèsent sur notre société postindustrielle, un avant et un après-11 septembre 2001. Au moment où l'usine AZF a explosé, combien de Toulousains ont-ils regardé le ciel ? Les images – diffusées et rediffusées par les chaînes de télévision – de la destruction des tours du World Trade Center à New York sont à jamais gravées dans la mémoire collective. Et chacun d'entre nous en tire des conséquences sur sa manière de consommer et de vivre la ville au quotidien.

« Deuxième constat : l'Etat se retrouve aujourd'hui confronté à une forte demande de sécurité qui émane à la fois des citoyens et des entreprises. Cette pression ne date pas du 11 septembre. Depuis un an, si l'on prend le cas de l'Hexagone, l'insécurité urbaine et la délinquance arrivent en numéro un – devant l'emploi – parmi les préoccupations des Français. Il faut savoir que, depuis 1987, les chiffres de la violence contre les personnes sont en hausse. La France n'est pas un cas à part. La société européenne, dans son ensemble, se retrouve face à son incapacité à intégrer les jeunes, et notamment ceux des banlieues. Les attentats aux Etats-Unis ne font que renforcer les regards soupçonneux en direction des populations dites « menaçantes ». Les Etats doivent donc adopter de nouvelles postures sécuritaires sans pour autant désespérer les jeunes qu'ils soient ou non d'origine étrangère.

– Comment va se financer cette demande de sécurité ?  
– Il faut s'attendre à de nouveaux

arbitrages dans l'allocation des ressources publiques. Le plafonnement des budgets défense m'apparaît, par exemple, comme de l'histoire ancienne. L'Etat remplit trois missions sécuritaires. La première vise à évaluer les menaces qui pèsent sur son territoire et met donc en scène les appareils de renseignement (militaires et civils) ainsi que la police aux frontières. Il s'agit d'assurer la sécurité intérieure. La deuxième concerne la justice criminelle avec, notamment, la police judiciaire. La dernière a pour objectif la sécurité au quotidien et s'appuie sur les unités territoriales. Depuis le 11 septembre, ce sont les deux premières fonctions qui sont davantage sollicitées. Les services de renseignement vont ainsi disposer de moyens accrus, alors que, depuis la fin de la guerre froide, ils avaient été plutôt rationnés. De même, la mise en place de plans Vigipirate entraîne une plus grande mobilisation de gendarmes mobiles et de CRS.

« Néanmoins, ce renforcement de l'appareil d'Etat ne peut pas se faire, en France, sans le concours de l'appareil militaire. La police nationale ne dispose pas, par exemple, de moyens aéroportés, contrairement à son homologue américaine. Il va être intéressant d'observer la manière dont cette question va se régler avec l'armée de l'air française. Plus généralement, à quel nouveau schéma de coopération civilo-militaire l'Etat va-t-il aboutir afin de mieux prévenir les risques d'attentat ?

– D'autres modifications sont-elles à attendre dans le paysage de la sécurité en France ?

– Certainement. Quel rôle vont jouer, par exemple, les collectivités locales alors qu'une nouvelle vague de décentralisation s'annonce ? La question du développement de la police de proximité et de son intégration dans l'ensemble du dispositif sécuritaire est posée.

« Il faut aussi réfléchir en termes de « mutualisation des forces de sécurité », en liaison avec les opérations urbaines qui gèrent des espaces ouverts au public, donc menacés : la RATP, les centres commerciaux, etc. La RATP, comme d'autres, dispose déjà par exemple d'un département sécurité, mais il va falloir en créer d'autres, en responsabilisant les opérateurs concernés. Mais les risques de dérive que l'on connaît ne disparaîtront pas comme par miracle. L'augmentation de la demande de sécurité doit absolument s'accompagner d'une réflexion sur l'éthique et la déontologie des intervenants.

– Une déontologie encore plus nécessaire à bâtir concernant le marché privé de la sécurité...

– Vous avez raison, car c'est bien du côté du marché privé de la sécurité que la demande va s'orienter. C'est là où les marges de manœuvre sont les plus fortes. Mais on y trouve de tout... Le gros des troupes relève



Eric Chalumeau

● Commissaire divisionnaire de la police nationale, en disponibilité, Eric Chalumeau, 47 ans, est, depuis le 1<sup>er</sup> octobre, directeur général de Suretis (groupe Caisse des dépôts). ● De 1989 à 2001, il a été directeur des activités d'étude et d'ingénierie de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (Ihesi).

des activités de gardiennage et de surveillance humaine. On y recense, entre les entreprises prestataires et les services internes aux entreprises, environ 140 000 salariés ! C'est plus que les effectifs de la police nationale : 135 000 agents. Or dans ce domaine, la France est en retard par rapport aux Etats-Unis, où le rapport est de 2,5 agents privés pour un agent public. Cela présage de l'avenir...

« Il faut y ajouter les sociétés de surveillance technique (vidéosurveillance, télé-alarme, etc.). Rien que ces deux blocs représentent un chiffre d'affaires de 15 milliards de francs. Et je ne voudrais oublier, ni les agences privées de recherches et de renseignements, qui font, entre autres, de l'intelligence économique. Beaucoup d'entre elles travaillent pour des entreprises selon un cadre encore mal défini et à clarifier. Ni les agences de protection de personnes : les gardes du corps. Le secteur se développe. Les attentats du 11 septembre vont y contribuer davantage. Nous allons ainsi devoir faire face à une demande durable concernant la surveillance des espaces ouverts au public.

– Comment réguler ce marché ?

– L'Etat le peut-il ? En partie. Mais le premier rempart contre l'arbitraire d'un agent de sécurité, c'est sa bonne formation. Or il existe, sur le marché privé, un sous-prolétariat de la sécurité dont les employeurs se livrent à une concurrence féroce. Il faut savoir que le tarif horaire d'un vigile est de 70 francs. Les prix de marché de la sécurité en France sont inférieurs de 30 % à ceux de nos voisins européens ! Vous comprenez donc à quel point il faut se préoccuper, à la fois, du contrôle de ce marché et de la formation des agents qui vont y intervenir. »

Propos recueillis par Marie-Béatrice Baudet

## L'innovation va pâtir de la réorientation des budgets

L'éventualité de conflits mondiaux n'est guère propice à l'innovation. Et ce, pour de multiples raisons. Certaines sont l'évidence même : il est ainsi difficilement envisageable, pour une entreprise, de lancer des produits et services nouveaux, investissements déjà considérés comme à risque en temps normal, quand l'environnement pousse à réduire la voilure dans quelque domaine que ce soit.

Le problème est aigu pour les firmes innovantes : les financements étaient déjà difficiles à trouver depuis le krach de la nouvelle économie, surtout pour les entreprises de ce secteur. « Les montants investis [par des firmes de capital-risque] sur des premiers tours de table ont diminué de 32 % sur ce semestre », constate notamment l'indicateur Chausson Finance. Les attentats du 11 septembre risquent fort d'accroître cette dégradation. Selon Christophe Chausson, le président de Chausson Finance, interrogé par le *Journal du Net*, « on peut encore connaître une baisse des investissements en fin d'année par rapport au premier semestre 2001 ». Depuis les attentats, les dépôts de bilan se sont multipliés faute d'apport en fonds propres suffisant.

Certes, le retour vers un plus grand interventionnisme de l'Etat, doublé de la nécessité d'accroître les budgets de la défense, pourrait avoir un effet positif sur les dépenses publiques de recherche militaire. Mais selon une étude de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) publiée il y a un an, une telle réorientation aurait un impact négatif sur la recherche privée. Les auteurs Dominique Guellec, de la Direction science, technologie et industrie de l'OCDE, et Bruno van Pottelsberghe, de l'Université libre de Bruxelles, ont en effet analysé l'influence des dépenses publiques de recherche sur les budgets de recherche et développement des entreprises pour dix-sept pays de l'OCDE et sur la période 1981 à 1996. Leurs travaux démontrent que l'augmentation des budgets publics de recherche civile a certes un effet vertueux sur la recherche privée. Un dollar (7,16 francs) donné par l'Etat aux entreprises (que ce soit sous forme de subvention ou de commande publique) permet de financer 1,70 franc de recherche dans les firmes. Mais quand l'Etat réoriente son budget de recherche vers le secteur de la défense, il consacre une part plus faible de

son budget de recherche au secteur civil et mécaniquement, les entreprises font de même, puisqu'elles ne bénéficient plus d'autant d'incitation. Et les firmes qui bénéficient d'aides pour la recherche militaire vont elles aussi réduire leurs recherches civiles « parce que les contrats pour la défense sont souvent très spécifiques, que les contraintes de secret empêchent bien souvent que les résultats obtenus puissent rapidement diffuser dans le domaine civil ».

En outre, cette réorientation entraîne aussi des tensions sur le marché du travail qui se font au détriment des entreprises privées. « Sur le marché du travail, le nombre de chercheurs est fixe, explique Dominique Guellec. Donc si la défense en embauche davantage, ils seront moins nombreux à souhaiter travailler dans d'autres domaines : un jeune qui se voit offrir un poste au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) préférera cette solution à celle d'entrer dans un labo privé », ajoute-t-il.

A. K.

## Les « cost killers » ont de beaux jours devant eux

Pour faire face à la crise provoquée par les attentats, les suppressions d'effectifs vont-elles être les premiers leviers utilisés par les entreprises ? En tout cas, l'objectif de réduction des coûts semble être parvenu au sommet des priorités. « Nous étions extrêmement sollicités depuis avril-mai 2001, par de grands groupes européens comme Siemens, Danone, Vivendi, etc., dans le contex-

te de l'effondrement boursier, indique Thierry Fournier, PDG du cabinet Masai, spécialisé dans le conseil pour les achats de production. Depuis les attentats, cette demande s'est radicalisée. » Les entreprises ne cherchent plus uniquement à réduire le coût de leurs achats, explique-t-il. Elles demandent des changements « de plus grande ampleur » : repenser les relations avec les fournisseurs, en travaillant

D'abord réduire les coûts ; puis recourir au chômage partiel, à la réduction du temps de travail ; et, enfin, aux plans sociaux

avec eux sur l'innovation, par exemple ; revoir les processus internes, en décloisonnant les différentes fonctions (bureau d'études, marketing, achats...) afin de mesurer immédiatement l'impact financier des nouveaux procédés de fabrication. Ce type d'organisation a déjà cours « dans l'automobile, mais pour les autres secteurs, cela n'existe que sur le papier », observe Thierry Fournier. « De plus en plus de dirigeants comprennent que notre action peut permettre d'alléger, voire d'éviter un plan social », affirme-t-il.

La vague de licenciements qui a déferlé cet été montre toutefois

que le réflexe de tailler dans les effectifs reste bien présent. Pourtant, Bernard Brunhes, du cabinet conseil éponyme, ne pense pas que la crise découlant des attentats du 11 septembre provoquera une nouvelle vague de plans sociaux, même si elle constitue « un coup d'accélérateur à l'amorce de récession » déjà présente depuis quelques mois. « Dans l'ensemble, les entreprises n'ont pas encore réagi, constate-t-il. Seules celles qui relèvent de secteurs directement touchés, comme le transport ou le tourisme, se posent des questions. » Mais pour lui, il est clair que « les entreprises de main-d'œuvre qui ont déjà fait des efforts de productivité ne peuvent guère jouer que sur la masse salariale » pour réduire leurs coûts.

Philippe Muller, directeur de projets au cabinet Garon et Bonvalot, est lui plus pessimiste. « Depuis l'été, les plans sociaux se multiplient. Actuellement, nous sommes en discussion avec quatre ou cinq sous-traitants dans les télécoms. C'est par centaines que des suppressions d'emplois se préparent. » Cette manière

## Cinquante ans d'ordre et de désordre

1944. Accords de Bretton Woods, qui jettent les bases du système monétaire international ; le dollar devient la monnaie de référence. Création du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), plus connue sous le nom de Banque mondiale.

1947. Plan Marshall pour la reconstruction des pays européens après la seconde guerre mondiale. Signature du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

1949. Création du Comité d'assistance économique mutuelle (Comecon) réunissant l'URSS et les pays du bloc soviétique.

1951. Création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

1956. Création de la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale spécialisée dans les prêts et les prises de participation dans le secteur privé des « pays sous-développés ».

1957. Signature du traité de Rome, acte fondateur du Marché commun.

1960. Création de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

1961. Mise en place de la politique agricole commune (PAC).

1963. Première association entre les pays du groupe de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et la Communauté économique européenne (CEE).

1964. Création d'un comité des gouvernements des banques centrales.

1967. Création de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean : Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam).

1968. Entrée en vigueur de l'Union douanière européenne.

1969. Création du pacte andin (Colombie, Venezuela, Pérou, Bolivie et Equateur).

1971. Suspension de la convertibilité du dollar en or, en raison de l'érosion de la confiance internationale dans la monnaie américaine, liée à l'augmentation du déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis.

1972. Mise en place du serpent monétaire européen (SME).

1973. Adhésion de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark à la CEE.

1973. La guerre du Kippour entre Israël et les pays arabes entraîne le premier choc pétrolier : les prix du pétrole sont quadruplés. Les monnaies sont contraintes de se réévaluer face au dollar. Le système des parités fixes est abandonné et les monnaies fluctuent librement entre elles.

1975. Sommet de Rambouillet sur le redressement des pays industrialisés.

1979. Entrée en vigueur du système monétaire européen (SME). Révolution en Iran. Deuxième choc pétrolier. Les prix sont doublés.

1981. La Grèce intègre la Communauté européenne.

1985. Accords du Plaza pour freiner la hausse du dollar, provoquée par la politique

monétaire restrictive menée par les Etats-Unis.

1986. Adhésions de l'Espagne et du Portugal à la CEE. Début d'un nouveau cycle de négociations commerciales, l'Uruguay Round.

1987. Accords du Louvre pour stabiliser le dollar. Krach boursier après l'annonce du déficit commercial américain. Le Dow Jones perd 508 points (-22,6 %) le 19 octobre.

1989. Nouveau krach boursier le 13 octobre.

1990. L'armée irakienne envahit le Koweït. L'ONU impose des sanctions économiques à l'Irak.

1991 : Guerre du Golfe. Cessez-le-feu le 3 mars 1991.

1990-1991. Création du marché commun du cône Sud (Mercosur) réunissant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.

Inauguration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Début de la crise bancaire au Japon, qui ne retrouvera plus son rythme de croissance antérieur.

1991. Dissolution du Comecon.

1992. Adhésion des pays issus de l'ex-URSS au FMI et à la Banque mondiale.

1992. Traité de Maastricht sur l'Union européenne (UE).

Signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna).

1993. Entrée en vigueur du marché unique européen.

1994. Acte final des négociations de l'Uruguay Round signé à Marrakech (Maroc).

1994. 1<sup>er</sup> Sommet des Amériques, à Miami. Crise économique au Mexique.

1995. Entrée en vigueur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'Autriche, la Finlande et la Suède rejoignent l'UE.

1996. Conseil européen de Dublin : accord sur le pacte de stabilité et de croissance.

1997. Conseil européen d'Amsterdam : résolutions sur la croissance et l'emploi.

1997-1998. Crise asiatique. La dévaluation du bath thaïlandais, en août 1997, entraîne la chute des monnaies et des économies des pays du Sud-Est asiatique (Malaisie, Singapour, Taïwan, etc.).

1998. Installation de la Banque centrale européenne (BCE). Crise économique en Russie qui suspend le remboursement de ses dettes. Dévaluation du rouble.

Crise économique au Brésil.

1999. Crise économique en Equateur, qui remplace sa monnaie nationale par le dollar américain.

1999. L'euro devient la monnaie unique de douze pays de l'UE. Echec de la conférence de l'OMC à Seattle (Etats-Unis).

2000. Traité de Nice : remodelage des institutions en vue de l'élargissement de l'UE. Crise économique en Argentine.

2001. Sommet du G8, à Gênes, marqué par des manifestations antimondialisations. Accord sur l'entrée de la Chine et de Taïwan à l'OMC. Le FMI revoit à la baisse ses prévisions pour l'économie mondiale. La croissance ne devrait être que de 2,6 % en 2001 et de 3,5 % en 2002.

Francine Aizicovici

## Signes de faiblesse dans l'intérim

L'intérim va-t-il souffrir de la crise déclenchée par les attentats aux Etats-Unis ? Selon le Syndicat des entreprises de travail temporaire (SETT), « il est un peu tôt pour en mesurer l'impact ». Après le déclenchement de la guerre du Golfe, en janvier 1991, « l'intérim n'avait décroché qu'en juin », rappelle-t-on chez Adecco. De plus, « on peut difficilement isoler l'effet des attentats du ralentissement que connaît l'intérim » depuis quelques mois, souligne-t-on chez Manpower.

L'indice d'activité Credoc/SETT, basé sur les effectifs comparés chaque mois avec ceux du même mois de l'année précédente, avait grimpé de 8 % en mars puis de 4 % en avril, avant d'atteindre un niveau proche de 0 en mai et juin, puis de devenir négatif autour de -4 % en juillet et en août et de -7,8 % en septembre. Si bien que sur les neuf premiers mois de 2001, la croissance est de +1 %, contre +19 % pour la même période en 2000.

## INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS

L'atout indispensable pour une carrière internationale  
MBA  
SCIENCES PO

- Un programme bilingue intensif sur 9 mois, allié à la tradition culturelle de Sciences Po.
- Un corps professoral de notoriété internationale.
- Un diplôme accrédité AMBA.

Réunion d'information le jeudi 11 octobre 2001 à 18h30 dans nos locaux  
Contact : Secrétariat du Pr. Jean-Jacques Rosa

174, Bd Saint-Germain 75006 PARIS - Tél. : 01 45 44 87 43 - Fax : 01 45 44 88 92  
Website : http://mba.sciences-po.fr - E-Mail : mba@sciences-po.fr

Apprendre à gérer les risques et à s'adapter très rapidement aux changements sont des contraintes que doivent intégrer les entreprises dans leur gestion au quotidien, face à des marchés de plus en plus sensibles aux événements. Informé en temps réel, le consommateur se montre, lui aussi, particulièrement réactif

# La volatilité, facteur supplémentaire de doute

**L**est dangereux de faire des prévisions, surtout lorsqu'elles concernent l'avenir. » Cet aphorisme souvent attribué à l'écrivain américain Mark Twain revient régulièrement en temps de crise. Une manière pour les boursiers de justifier le comportement désorienté des marchés n'ayant que l'incertitude pour futur immédiat.

Fluctuations de forte amplitude (volatilité), mimétisme des comportements sur l'ensemble des places internationales (corrélation) et reports vers des valeurs plus sûres que les actions (*flight to quality*, l'envol vers la qualité) sont les trois principales caractéristiques de ces périodes agitées. La plus spectaculaire, car la plus visible, est la volatilité. Il suffit d'un événement exceptionnel pour que l'inquiétude, voire la panique, provoque une chute brutale des cours suivie par des mouvements erratiques à la hausse comme à la baisse.

Au cours des dix dernières années, pas moins de six périodes de fortes crises ont été identifiées, des moments durant lesquels l'indice CAC 40 a vu sa volatilité dépasser les 40 %. Il s'agit de la guerre du Golfe en 1991, suivie quelques mois plus tard par la tentative de putsch dans l'ex-Union soviétique ; de la crise asiatique en 1997 ; de la faillite du fonds spéculatif LTCM (Long Term Capital Management) simultanément à la crise russe en 1998 ; de l'e-krach depuis mars 2000 et, maintenant, des attentats du 11 septembre.

De tous, la crise russe et la déconfiture du fonds LTCM ont provoqué la plus forte secousse, l'indice CAC ayant eu une volatilité dépassant les 60 %. « Il faut cependant relativiser ces mouvements, car les circonstances ne sont pas les mêmes aujourd'hui. Les attaques terroristes interviennent sur un marché déjà affaibli par le ralentissement économique où, par quatre fois depuis mars 2000, les investisseurs se sont retirés vers des placements moins risqués », insiste Yann Tampereau, économiste chez CDC IXIS Capital Markets.

« Plutôt que d'étudier cette volatilité historique qui décrit le passé, il faut analyser la volatilité implicite observée sur le marché des options. Elle mesure le risque de demain. » Cet indicateur, qui oscillait début septembre autour des 30 % en rai-

son des craintes de récession, a bondi aux lendemains des attaques terroristes au-delà des 45 % pour revenir en ce début d'octobre à 35 %. Traduction : « Deux personnes sur trois pensent qu'au cours des douze prochains mois le CAC peut évoluer de plus ou moins 35 % par rapport à son niveau actuel de 4 000 points. Il peut fluctuer entre 2 600 et 5 400 points. »

« Cela révèle encore une importante incertitude des investisseurs quant à une issue rapide du conflit », analyse Didier Marteau, professeur à ESCP-EAP et directeur de la recherche chez Andersen. Autre indicateur de la crise, l'alignement des comportements des différents marchés. Habituellement, bien qu'étant reliées les unes aux autres, les places boursières évoluent principalement en fonction de leur environnement spécifique. Dès que des incertitudes majeures apparaissent, comme actuellement les risques de guerre, les réactions s'unifient. « Aujourd'hui, les marchés sont trois fois plus corrélés qu'ils ne l'étaient auparavant, ce qui n'est pas sans risque », prévient-il. Les réactions sont amplifiées à la hausse comme à la baisse, déconcertant les investisseurs. « Cela remet en cause leur stratégie de diversification des placements », précise Naji Freiha, consultant chez Andersen, en rappelant que les gestionnaires répartissent leurs placements sur les différentes places boursières en misant sur des évolutions différentes. « Dans cet environnement, le risque mondial est plus grand. »

## TRANSFERT

Aux premières tensions, les gérants se retirent du marché d'actions et s'orientent vers les placements plus sûrs que sont les obligations d'Etat. L'effondrement du World Trade Center a déclenché un important mouvement de *flight to quality* très sélectif. Du côté des ventes d'actions, les secteurs les plus touchés ont été les compagnies d'assurances et les compagnies aériennes. Les transferts se sont opérés vers l'achat d'obligations à court terme et vers le marché monétaire, plutôt que vers des emprunts à long terme en raison de l'incertitude. Le choix se porte alors vers les obligations publiques, jugées plus sûres que celles

des entreprises. Ce mouvement amplifie la dégradation boursière.

Si l'interconnexion des places financières augmente la volatilité des marchés, le débat n'est pas tranché sur l'effet des produits dérivés. Ceux-ci sont censés protéger les placements, mais bien souvent sont utilisés à des fins spéculatives. Outre la libéralisation du marché des capitaux, l'augmentation de l'amplitude serait due à un « changement de structure du marché depuis le milieu des années 1990 », selon Jérôme Teitelteche, économiste de CDC IXIS Capital Markets, avec l'arrivée de sociétés plus jeunes en Bourse et l'apparition des nouvelles technologies plus difficiles à évaluer que l'industrie traditionnelle. « Les entreprises ont recours beaucoup plus tôt à la Bourse, les start-up en sont l'un des exemples types, elles ne sont pas très connues et ont des résultats très fluctuants. » En analysant les fluctuations du CAC 40, Jérôme Teitelteche et Yann Tampereau ont constaté une amplification des mouvements. « Depuis 1998, la volatilité est de 22 % en moyenne contre 17,2 % entre 1987 et 1997, alors que cette dernière période inclut le krach de 1987. »

Cependant, sur une longue période, les effets sont gommés. « Sur cinquante ans, nous ne voyons pas d'amplification de la volatilité, c'est plus un effet de mode, la volatilité étant aujourd'hui mise en avant », estime Emilie Quintin, qui effectue des recherches sur ce thème à l'université Paris-IX-Dauphine. Didier Marteau partage cette analyse, ayant actualisé une étude menée par l'économiste William Schwert sur l'évolution d'un placement en actions américaines entre 1802 et 1987. « Les résultats sont saisissants. Sur deux cents ans, le rendement réel moyen, donc après retrait de l'inflation, est régulier. Il est de 6 % par ans avec une volatilité tournant en moyenne autour de 15 %, affirme-t-il. Cette série est merveilleuse pour éclairer le débat sur les krachs lents, lourds, rapides... On ne voit qu'à peine celui d'octobre 1987 et pas du tout ce qui se passe depuis un an... La perspective historique est riche d'enseignements ! »

Dominique Gallois

## VARIATIONS

### Questions-réponses

#### 1 Qu'est-ce que la volatilité ?

La volatilité d'une valeur boursière se caractérise par l'amplitude de ses variations. Elle mesure le risque et se traduit mathématiquement par une variance ou un écart-type : plus une valeur est risquée, plus son cours sera volatil, et réciproquement. L'importance des fluctuations illustre l'incertitude. L'appréciation d'une action est liée aux profits attendus. En l'absence de consensus sur la conjoncture ou en cas de manque de visibilité sur les bénéfices, la volatilité augmentera.

Sur les marchés boursiers, l'exemple le plus marquant reste le krach de 1987, où, sur une période de dix jours, la volatilité des rendements de l'indice de la Bourse de Paris a frôlé les 90 %. Il faut distinguer la volatilité réelle et la volatilité implicite. La première détermine les mouvements effectués sur dix jours, un mois ou un an ; on parle aussi de volatilité historique. La seconde sert de base d'anticipation aux investisseurs sur les marchés dérivés, comme celui des options. Elle anticipe l'évolution future d'une valeur.

#### 2 Quelles ont été les tentatives de régulation des marchés après les attentats du 11 septembre ?

Deux des plus grands adeptes de la libéralisation des marchés et de la dérégulation, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, ont pris des mesures visant à réguler le marché. Lundi 17 septembre, pour éviter tout krach à la réouverture de Wall Street, la Réserve fédérale (Fed) est intervenue auprès des opérateurs avant l'ouverture. Elle a demandé aux fonds spéculatifs (*hedge funds*) de limiter leurs opérations et aux grandes institutions financières, y compris les fonds de pension, de ne pas leur prêter de titres. Au nom du patriotisme, cette démarche d'encadrement des acteurs a porté ses fruits.

Une semaine plus tard, le 24 septembre, l'autorité britannique de régulation financière, la Financial Services Authority (FSA), a assoupli la réglementation des compagnies d'assurances, afin d'éviter des ventes massives d'actions qui peseraient encore sur les Bourses mondiales. En principe, les assureurs doivent posséder suffisamment de réserves en numéraire pour faire face à d'éventuelles baisses des marchés boursiers. Cette règle risquait de pousser des compagnies à se désengager des marchés boursiers pour investir dans des obligations, aux rendements plus sûrs. Il s'agit d'un mouvement appelé

envol vers la qualité (*flight to quality*). Lors de périodes troubles, les investisseurs quittent le marché des actions en baisse pour celui des obligations d'Etat, entraînant une hausse des cours sur le marché obligataire et une baisse des taux. Le choix se porte de préférence vers les obligations d'Etat, jugées plus sûres que celles émises par des entreprises privées.

#### 3 Quelle peut être l'ampleur des rebonds ?

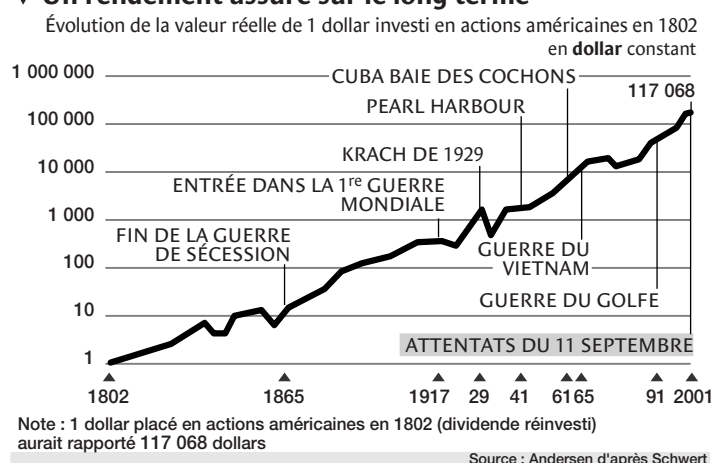
Historiquement, après des crises importantes, les marchés d'actions rebondissent fortement dans les deux années qui suivent. Selon les économistes de la société de Bourse Aurel Leven, un an après la crise des fusées nucléaires soviétiques à Cuba de 1962, l'indice Dow Jones de la Bourse de New York avait gagné 33,8 %, et, deux ans après, il avait fini par progresser de 57,3 %. Lors du krach de 1987, l'indice américain avait pris 22,9 %, et 54,3 % deux ans après. Un an après la guerre du Golfe, Wall Street enregistrerait une hausse de 23,6 %, et de 31,3 % deux ans plus tard.

#### 4 Malgré les crises, les placements en actions sont-ils rentables ?

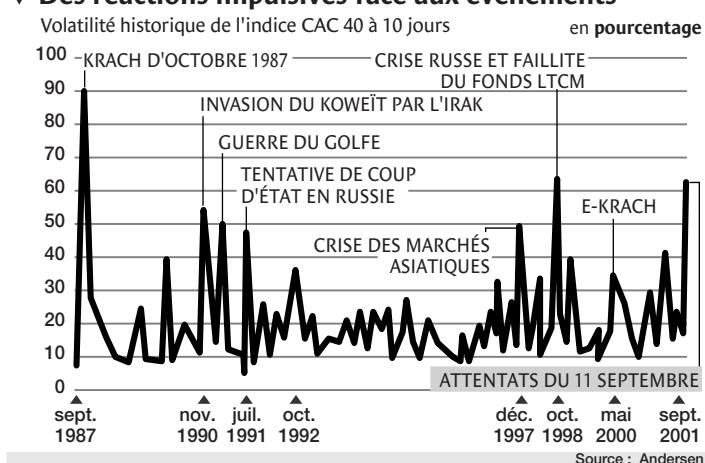
Au printemps 2001, Fidelity Investments, numéro 1 mondial indépendant de la gestion de fonds d'investissements, a recommandé aux investisseurs de considérer les marchés avec une vision à long terme, en réponse aux turbulences des marchés. « Nous encourageons toujours les investisseurs à ne pas paniquer ou à vendre durant les périodes de forte volatilité des marchés », indiquait ce fonds. Cette démarche est confortée par les études sur le long terme menées par la direction de la recherche d'Andersen, qui a actualisé les travaux de l'Américain William Schwert sur l'évolution des rendements de 1802 à 1987. Le retour sur investissement en actions américaines sur un horizon de trente ans est en moyenne de 5,85 % par an au cours des deux siècles écoulés. Un placement fait le 1<sup>er</sup> octobre 1971 a une rentabilité, fin septembre 2001, de 7,52 % par an.

Le rendement minimal sur soixante ans au cours de ces deux cents ans est supérieur à 4 %. Des résultats identiques sont constatés sur des périodes plus courtes (depuis 1925) sur d'autres places financières en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne et au Japon. Cette étude conclut à la supériorité des rendements en actions par rapport à ceux des produits de taux sans risque dès que l'horizon dépasse quinze ans.

#### ▼ Un rendement assuré sur le long terme



#### ▼ Des réactions impulsives face aux événements



## Pour les économistes, « la question n'est pas de prévoir mais d'amortir les chocs »

**J**e suis content de ne pas être conjoncturiste », s'exclame André Orléan, directeur de recherche au CNRS, quelques semaines après les attentats de New York et Washington. Pour ce spécialiste de l'économie de l'incertitude, il est illusoire de vouloir faire tourner des modèles mathématiques pour prévoir ce que sera la conjoncture économique des mois à venir. « Ce qui est pertinent demain, on ne le sait pas aujourd'hui », affirme-t-il. Les modèles ne font que prolonger des évolutions passées. « Si on est complètement en dehors de ce qu'on a observé depuis trente ans, on est très mal. Les modèles les plus sophistiqués ne savent travailler que si des événements comparables se sont produits auparavant », confirme Michel Devilliers, responsable de la conjoncture de l'Insee. Dans la situation actuelle, suivre ces modèles serait se mettre dans la situation d'un automobiliste en suivant un autre, bien que ce dernier ait annoncé : « Ne me suivez pas, je suis perdu ! », estime donc André Orléan.

Baisse des impôts et baisse des taux d'intérêt pour relancer la consommation..., les Etats et les Banques centrales ont un rôle déterminant à jouer

appartiennent à une catégorie d'incertitude, « les incertitudes naturelles », qui, à l'instar des tremblements de terre, des raz-de-marée, mais aussi de la réunification allemande, sont des chocs exogènes pour l'économiste, c'est-à-dire extérieure à sa sphère de compétence. « L'économiste n'a pas les outils, les mouvements politiques lui échappent. »

Pour André Orléan, « la question n'est donc pas de prévoir, mais de pouvoir amortir ces chocs ». L'important est de savoir comment fai-

re face, d'être à même de gérer ces incertitudes pour que l'économie fonctionne quand même. Toute la difficulté étant bien évidemment de trouver les bons amortisseurs sans connaître le terrain. La position de Michel Devilliers n'est pas très éloignée : « Dans l'état actuel des choses, ce qu'il est nécessaire de chiffrer, ce sont les réactions des politiques économiques, afin d'estimer quels sont les soutiens budgétaires qui pourraient être utiles. »

Inutile de compter sur les marchés financiers pour servir d'amortisseurs, estime André Orléan. « Dans ces situations, ils s'embront eux-mêmes dans la panique. » Les chutes brutales des différents indices boursiers au lendemain du 11 septembre l'ont bien prouvé. En revanche, les Etats et les banques centrales ont un rôle déterminant à jouer. Non seulement par leur capacité à mettre en œuvre des techniques monétaires et fiscales (baisse des taux d'intérêt, baisse d'impôts pour relancer la consommation ou les investissements...), mais aussi pour « donner des représentations du futur ». Des représentations d'autant plus

nécessaires que l'économie est « opaque » puisque imprévisible. A l'Etat donc de parler de « relance », aux experts de « rebond », pour donner une autre représentation que celle des agents financiers, qui amortira la perte de confiance, les craintes des consommateurs et des entreprises. La méthode Coué en quelque sorte, nécessaire pour enclencher un cercle vertueux. « S'il continue à y avoir des actes terroristes, il faudra remettre en cause cette représentation du futur. Mais avant, alors que le marché panique, il faut le rendre stable, donner des points d'appui », ajoute André Orléan.

#### BROUILLARD CONJONCTUREL

Les économistes privés, qu'il s'agisse de Pascal Blanqué, chef économiste du Crédit agricole, ou de Patrick Artus, chef économiste à la Caisse des dépôts, partagent ce point de vue. Pris dans ce que Pascal Blanqué appelle le « brouillard conjoncturel », les économistes d'entreprises ont aussi à jouer les stabilisateurs. « Nous avons un devoir de modération, de sang-froid. L'économiste est con-

fronté à une double difficulté. Il connaît les limites de ses chiffres, mais a aussi conscience que ces chiffres ont une résonance forte. Il doit donc les manier avec prudence. L'économiste, leader d'opinion, doit trouver la ligne médiane, pour ne pas accentuer le phénomène. Il doit éviter les effets d'annonce, procéder avec modération, discerner et prudence », explique-t-il.

Patrick Artus affiche le même scepticisme quant à la fiabilité des chiffres : « Il y a encore de grands trous statistiques. Il est donc inutile de s'exciter sur deux dixièmes de point de croissance en plus ou en moins. On n'en sait rien », avoue-t-il. « Ce qu'il faut donc avant tout, c'est clarifier les hypothèses (comme le maintien du prix du baril de pétrole entre 23 et 25 dollars), isoler les problèmes (différencier la situation américaine de l'eurozone) et donner une direction claire », dit-il de retour des Etats-Unis, où il a rencontré des membres du Congrès pour améliorer sa vision géopolitique de la situation.

Mettant donc leurs actes en adéquation avec leurs paroles, leurs

prévisions, publiées depuis le 11 septembre, éliminent les scénarios noirs. « Le 11 septembre est moins la cause que le catalyseur ou l'accélérateur de tendances lourdes préexistantes et d'une prise de conscience déjà engagée sur les marchés durant l'été », écrit Pascal Blanqué dans *Flash Eco*, le bulletin du département des études économiques et bancaires du Crédit agricole daté du 27 septembre. Un relatif optimisme qu'il justifie aussi par sa confiance dans les institutions pour gérer la situation. « Toute force déclenche une force de sens contraire. Le contre-choc monétaire et budgétaire ne peut être ignoré. » Le plan mis en place par le président des Etats-Unis, George W. Bush, le 3 octobre, prévoyant un plan de relance de 60 à 70 milliards de dollars (environ 66 à 77 milliards d'euros) qui viendront s'ajouter aux 40 milliards de dollars (44 milliards d'euros), ou encore la double baisse des taux d'intérêt pratiquée en quelques jours par la Réserve fédérale américaine ont de quoi justifier cette vision.

Annie Kahn

Christian Stoffaes, directeur à Electricité de France

## « Paradoxalement, les attentats du 11 septembre ont rendu plus clairs les déséquilibres mondiaux »

« Vous êtes en charge de la prospective internationale à EDF. Comment faites-vous pour exercer votre métier dans une période aussi incertaine ?

– Le plus grand acte terroriste de l'histoire ne pouvait être prévu : la question, maintenant, est d'en mesurer les conséquences. La prospective n'est pas la conjoncture. L'objectif n'est pas de prédire si les marchés vont ou non chuter, mais de décrire le nouveau contexte et le repositionnement général. Le prospectiviste pose des options, au risque de se tromper. Le cœur de la méthode, ce sont les scénarios : dresser des scènes pertinentes pour décrire les futurs possibles. Par exemple, nous nous réunissons prochainement avec des spécialistes d'EDF, des consultants, et des experts de l'OCDE pour établir des lignes directrices sur l'énergie.

– Comment pouvez-vous établir ces lignes directrices ?

– Les tendances lourdes n'étaient pas claires depuis dix ans. La structure géopolitique Est/Ouest/tiers-monde héritée de la deuxième guerre mondiale et de la décolonisation était obsolète ; le marxisme ne s'opposait plus au libéralisme comme "contre-idéologie". Avec la chute du mur de Berlin, certains ont évoqué la "Fin de l'histoire", alors que s'accrurent les tensions : l'antimondialisation, le fondamentalisme. On était dans un no man's land. Depuis le 11 septembre, le paysage est moins flou. L'Afghanistan, c'est l'ultime fin du XX<sup>e</sup> siècle, un héritage monstrueux de la guerre froide. C'est aussi l'acte fondateur du XXI<sup>e</sup> siècle.

– Quels ingrédients vont reconstruire le paysage et comment les avez-vous identifiés ? Avec des modèles mathématiques ?

– Il existe des modèles. Mais la modélisation évacue l'impensable qui bouleverse et prend au dépourvu. La prospective stratégique requiert à la fois rigueur, imagination et ouverture interdisciplinaire, où se mêlent l'économie, la sociologie, les sciences politiques : projeter dans le présent tous les futurs possibles alors que la tendance intellectuelle naturelle pousse à l'inverse. Dans la situation nouvelle, les ingrédients sont le rapport Nord/Sud et la révélation d'une haine sociale mondiale.

– En quoi ces considérations éclaircissent-elles donc le paysage plus qu'elles ne l'obscurcissent, dans votre domaine par exemple, celui de l'énergie ?

– La sécurité de l'approvisionnement énergétique passe au premier plan ; elle conditionne les relations internationales, mais on l'avait un peu oublié. Au début de cette année, la Commission européenne a publié un Livre vert qui souligne la dépendance croissante de l'Union à l'égard des importations de pétrole et de gaz. De son côté, le 18 mai, Georges W. Bush a prononcé un discours fondateur sur la politique énergétique où il place la dépendance des Etats-Unis au cœur des préoccupations stratégiques américaines.

» Avec les trois quarts des réserves mondiales, le Golfe conditionne les approvisionnements en pétrole de l'Occident. L'Europe ajoute à cette dangereuse dépendance pétrolière celle du gaz de Sibérie et d'Asie

centrale. L'Afghanistan est à mi-chemin de ces deux régions. La question centrale désormais est comment assurer la sécurité dans ces zones instables, soumises à toutes les pressions, et comment réduire la dépendance. Nous avons déjà pu mesurer les conséquences de la guerre du Kippour, de la révolution iranienne, de l'invasion du Koweït.

» La thèse sécuritaire montait donc déjà en puissance avant les attentats de New-York. La sécurité redevient un impératif. Paradoxalement,



Christian Stoffaes

● Auteur de nombreux ouvrages sur la prospective, l'économie mondiale, la politique industrielle, l'économie des monopoles, entre autres, Christian Stoffaes, 54 ans, directeur à EDF, est également professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'université Paris IX-Dauphine. ● X-Mines, il est aussi titulaire d'un DEA de mathématiques, d'une maîtrise de politique publique de l'université Harvard (USA), et diplômé de Sciences-Po.

en clarifiant les déséquilibres du monde, les attentats du 11 septembre diminuent les incertitudes.

– Comment peut-on parler de clarification alors qu'une guerre mondiale peut éclater ?

– C'est davantage une guerre civile mondiale avec des opérations de police qu'un conflit planétaire. L'Irak comptait des soutiens ; alors que les talibans ont contre eux l'unanimité des Etats.

– Dans l'ouvrage *Prospective stratégique d'entreprise que vous avez co-signé avec Jacques Lesourne, vous écrivez que "la rétrospective fait partie des méthodes de la prospective". L'étude du passé vous aide-t-elle aujourd'hui ?*

– Dans ce livre, nous définissons l'actuelle "période de transition" de l'entre-deux siècles et la comparons à d'autres périodes de transition dans l'Histoire : la fin de l'Empire romain ; la fin du Moyen Age, qui déboucha sur la Renaissance ; la chute de l'Ancien Régime et la Révolution française. L'Histoire montre une succession de ces périodes de transition, de rupture.

» Dans le domaine de l'économie, les transitions entre les cycles longs décrits par Schumpeter sont marquées par des périodes de récession, durant lesquelles les stratégies se cherchent, les modes de vie se transforment, parfois dans la crise économique, voire dans la guerre. Pour l'histoire, le boom puis le krach d'Internet et l'attentat des tours jumelles resteront comme les marqueurs de l'an 2000. »

Propos recueillis par Annie Kahn

## Les entreprises contraintes de gérer un univers de risques

Ces dernières années, les chefs d'entreprise ont dû apprendre à gérer leurs firmes dans un univers incertain. Le boom suivi du krach de la nouvelle économie les avait confortés dans cette attitude. A les en croire, les attentats du 11 septembre ne les ont donc pas laissés désemparés. « Ils ont un bon niveau de préparation, personne ne s'est laissé réellement surprendre au coin du bois », estime René Abate, senior vice-président du cabinet de conseil en stratégie Boston Consulting Group (BCG).

D'autant que, dans de nombreux secteurs, le fait que la consommation n'ait pas fléchi n'a pas incité à une remise en cause dans l'urgence des prévisions et encore moins des stratégies. « Il y a un peu moins de monde dans les show-rooms, mais cela n'a pas nuï aux commandes. Les immatriculations d'octobre sont en ligne avec nos prévisions », observe-t-on chez PSA Peugeot Citroën. Conséquence : « Les incertitudes sont repoussées à novembre ou décembre », explique Jean-Martial Breuil, chargé de la prévision économique à la direction de la stratégie du constructeur automobile. Il lui reste donc un mois pour réviser, comme il le fait chaque année, le plan stratégique à dix ans du groupe ainsi que le plan moyen terme

à cinq ans ; ces plans ainsi que le budget sont les trois piliers de la méthode de planification de PSA. « La direction générale m'a demandé quel serait l'impact des événements du 11 septembre. J'ai construit deux scénarios, identifié les facteurs clés (politique économique, prix du pétrole, comportement des marchés financiers), travaillé avec notre service de relations extérieures qui suit les évolutions politiques. L'exercice de révision, qui doit être achevé début novembre, sera l'occasion de voir s'il faut revoir des lancements de produits. Mais on n'est pas dans l'hypothèse d'une crise majeure qui modifierait complètement les règles du jeu. »

Même placidité chez McKinsey : « L'incertitude est intégrée dans les réflexions stratégiques depuis cinq ou six ans », explique Olivier Sibony, directeur associé de ce cabinet de conseil en stratégie. « Depuis le 11 septembre, beaucoup de clients font des plans de crise, réduisent la voilure, les coûts. Mais, pour la plupart, cette incertitude conjoncturelle ne change pas les décisions stratégiques. Certains investissements peuvent être repoussés, mais comme dans n'importe quelle récession », observe-t-il. « L'incertitude macroéconomique d'aujourd'hui est une incertitude relative par rapport à d'autres facteurs. Il y a quelque temps, le fait d'avoir ou non une

licence UMTS était, pour un opérateur de télécommunications, une incertitude aussi importante que le nombre de bombes qui vont tomber en Afghanistan. Et, au début des années 1990, la décision pour une entreprise de s'implanter en Russie ou en Afrique du Sud était plus incertaine qu'aujourd'hui », estime Olivier Sibony. Pour ce consultant, la situation aurait même une vertu : « Elle va forcer les gens qui n'avaient pas mis en place les méthodes nécessaires pour travailler en environnement incertain à le faire. »

Un processus qui, pour René Abate, se déroule en deux étapes : la construction de scénarios, tout d'abord, puis la mise en place d'actions adaptées avec un double objectif : « S'assurer que l'on conserve tous ses clients, en proposant éventuellement des produits et services plus économiques, si l'on est une firme qui proposait des produits haut de gamme par exemple. Mais aussi profiter de la situation pour attirer de nouveaux clients, ceux que le positionnement haut de gamme justement rebutait, mais pour qui cette nouvelle orientation vers une offre de produits moins chers apparaît désormais mieux adaptée. »

A. K.

## Le consommateur français fait de la résistance

Près d'un mois après l'attaque terroriste qui a frappé l'Amérique, son influence sur la consommation des ménages en France est marquée par un double phénomène. Informé en temps réel, le consommateur s'est montré, sur le coup, particulièrement réactif. Tous les lieux publics (restaurants, cinémas, etc.) se sont vidés pendant les 72 heures qui ont suivi le drame. Instruit par les précédents, la guerre du Golfe, et dans une moindre mesure, celle du Kosovo, les ménages ont aussi plus vite repris leurs habitudes. Par exemple, pour la première fois dans ce type de situation, aucun stockage n'a été enregistré sur les biens de première nécessité (nourriture, ampoules électriques, etc.).

Dans les deux cas, le rôle de l'information et de son corollaire, la rumeur, ont été déterminants. En 1991, se souvient Robert Rochefort, directeur du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc), un reportage télévisé en région Provence-Alpes-Côte d'Azur montrant des rayons vidés dans les grandes surfaces, avait provoqué une pénurie qui s'était ensuite propagée aux régions limitrophes. Aujourd'hui, le tourisme et les transports sont certes touchés de plein fouet par la conjoncture, mais la consumma-

85 % des ménages affirment ne pas avoir modifié leur manière de dépenser leur argent depuis les attentats

tion de biens courants n'a pas fléchi. De même, le textile et l'habillement maintiennent le cap. Les lecteurs de DVD, qui constituent un objet-test de la consommation des ménages, continuent de se vendre comme des petits pains.

Plus qu'un coup d'arrêt, c'est le report des achats qui est craint par les sondeurs. En période d'incertitude économique internationale, le secteur des biens de consommation durable, notamment l'automobile, est particulièrement exposé. Le consommateur peut aisément différer de six mois, voire d'un an, son achat. Il peut le faire soit par crainte, soit par calcul, anticipant des rabais futurs. Or si 85 % des ménages indiquent ne pas avoir modifié leur manière de dépenser leur argent depuis les attentats (outre les achats effectués en espèces dans la perspective de l'euro en

poche), le fait que 15 % d'entre eux l'ont fait suffit déjà pour amorcer un changement de tendance. « Jusqu'à présent, le consommateur français faisait de la résistance. Son moral restait bon, contrairement à celui des chefs d'entreprise », note M. Rochefort. Mais la question du maintien de cet état d'esprit est désormais ouverte.

« Nous sommes dans un véritable no man's land de perspectives économiques », résume Philippe Méchet, directeur des études politiques de la Sofres. Les attentats du 11 septembre ont frappé une économie qui connaissait, à l'échelle planétaire, un ralentissement général. A ce titre, ils constituent moins un acte de rupture qu'un prolongement des incertitudes économiques, déjà à l'œuvre. La dimension impalpable de la guerre, dont les préparatifs sont longs et le théâtre éloigné géographiquement, renforce ce climat d'attentisme. « Si cette guerre continue d'être invisible, on peut aussi assez vite revenir à une situation économique normale », précise M. Mechet. Ainsi, l'opération militaire menée en ex-Yougoslavie, sous l'égide de l'OTAN, vécue plus comme une guérilla, n'a pas eu d'incidence réelle sur la consommation des ménages en France.

Dans ce contexte, les chiffres économiques de la fin du mois d'octo-

bre, et au premier chef, ceux du chômage, seront cruciaux et examinés à la loupe par tous les acteurs économiques. Une nouvelle et forte progression mensuelle du nombre de demandeurs d'emploi serait un signal négatif, directement perçu par tous les consommateurs. Depuis 1997, en effet, avait fini par s'imposer dans l'opinion publique l'idée que la crise était derrière nous. Le plein emploi a refait surface comme sujet de débats et est même devenu un objectif européen. Pour un temps, la peur du chômage s'était estompée. Le retour de cette menace, tant sur le plan collectif qu'individuel, aura des effets démultiplicateurs.

« Aujourd'hui, tout va se jouer autour de la perception psychologique individuelle que le salarié a de perdre son emploi », explique Robert Rochefort. Auteur de *La Société des consommateurs* (deuxième édition, poche Odile Jacob), il perçoit un deuxième trait commun entre la période actuelle et celle décrite il y a une décennie. Devrait en effet revenir en force ce qu'il avait qualifié alors de consommation de « assurance », tourné autour des valeurs de la famille, du travail, du coconing et du retour à l'authentique.

Alain Beuve-Méry

## PENSÉE ÉCONOMIQUE

par Jean-Marc Daniel

## Knight, le théoricien de l'incertitude

L'économie est-elle significativement affectée par les événements qui lui sont extérieurs ou obéit-elle à des lois qui, par-delà des perturbations apparentes, s'appliquent inéluctablement ? Cette question, que les attentats du 11 septembre ont remise brutalement à l'ordre du jour, a souvent été théorisée par les économistes au travers de l'introduction du calcul des probabilités dans leur modèle. Pourtant, certains économistes se sont interrogés sur la possibilité de rendre pleinement compte des aléas de l'histoire. Parmi les plus connus se trouve le fondateur de ce qu'il est convenu d'appeler l'école de Chicago, à savoir Frank Hyneman Knight.

Il naît le 7 novembre 1885, dans l'Illinois, aux Etats-Unis. Après des études dans le Tennessee, et un PhD (l'équivalent américain du doctorat) obtenu à Chicago en 1916, il devient professeur d'économie, d'abord dans l'Iowa, de 1919 à 1927, puis à l'université de Chicago où il enseigne de 1928 à sa retraite, en 1951, et garde un bureau jusqu'en 1962. Si ses deux œuvres majeures datent de son passage dans l'Iowa puisqu'il publie *Risque, incertitude et profit* en 1921 et *L'Éthique de la*

*L'auteur de « Risque, incertitude et profit » estime que la politique économique est incapable de corriger les dysfonctionnements de l'économie moderne.*

*Les pouvoirs publics devraient en avoir conscience, sinon ils risquent de transformer leur vouloir en bon-vouloir et en arbitraire*

*compétition* en 1923, c'est à Chicago qu'il construit sa renommée, au travers notamment des critiques de livres économiques qu'il fait paraître dans les publications d'économie politique de son université. Ces articles le conduisent à participer à presque tous les débats économiques de son temps, allant de la définition des propriétés mathématiques des fonctions de production à l'épistémologie de l'économie, domaine où il défend un retour à la vision aristotélicienne de la science, c'est-à-dire à l'idée que pour la faire progresser, le chercheur doit dépasser les résultats immédiats de l'expérience pour en découvrir le sens profond par la réflexion abstraite.

De cette œuvre riche et éclectique, la postérité a surtout retenu l'approche originale de l'incertitude développée dans *Risque, incertitude et profit*. Deux constats animent sa démarche : d'abord, la société a tendance à ne penser son futur qu'à l'image de son passé ; ensuite, les théories économiques proposent des analyses en termes d'équilibre atemporel. Il examine ainsi l'équilibre le plus étudié, celui de la concurrence parfaite, tel que Walras l'a conçu. Il donne au passage la première énumération rigou-

reuse des éléments caractérisant la concurrence parfaite, qu'il fixe à huit, selon un schéma où l'on retrouve les quatre conditions aujourd'hui usuellement énoncées : liberté des intervenants sur le marché ; leur égalité notamment dans l'accès à l'information ; leur atomisticité, c'est-à-dire leur incapacité à modifier le niveau des prix en se retirant du marché, et l'homogénéité des produits échangés. Il poursuit en avançant l'idée que, généralement, ces conditions ne sont pas remplies, en particulier l'atomisticité. En effet, il existe toujours des acteurs dont l'intervention ou le retrait perturbent l'échange et la production. L'économie dépend de leurs actions et de la capacité des autres à les anticiper. Si les aléas dans les économies agricoles sont essentiellement climatiques, au fur et à mesure que l'économie se développe et se diversifie, l'aléa dépend ensuite de l'Etat, qui fait la guerre et mène une politique économique, puis des producteurs, qui sont au centre de la création de richesses et dont il convient de cerner le comportement.

Knight identifie deux types de comportements possibles : ceux où transparaît une loi de probabilités qui peut s'exprimer mathématiquement et qui constituent, selon son expression, un risque pour les autres ; ceux qui ne suivent aucune loi de probabilité facile à formaliser, et qui sont selon lui un élément d'incertitude. L'appréciation des risques concourt à la décision car elle peut être intégrée dans un modèle décrivant l'économie. L'incertitude, qui traduit le fait que l'action humaine individuelle n'est jamais purement automatique et rationnelle, que certains ont de la chance et d'autres pas, est un facteur d'instabilité économique d'autant plus grand qu'elle concerne des acteurs influents.

Knight tire une conclusion pratique de son raisonnement : la politique économique est incapable de corriger les dysfonctionnements de l'économie moderne. A la fois trop simple de par ses instruments – les politiques monétaire et budgétaire – et trop globale, elle est facilement compréhensible et n'est aux yeux des décideurs qu'un risque parmi d'autres, ayant pour objet de corriger des risques. Or les grandes perturbations sont liées à l'incertitude, née d'un coup de Bourse audacieux, d'une expédition militaire aventureuse, d'une révolution bizarrement victorieuse... D'où cette inefficacité de la politique économique dont les pouvoirs publics devraient avoir conscience. Sinon ils risquent de transformer leur vouloir en bon-vouloir et en arbitraire. C'est ainsi qu'une vision trop générale du chômage et des récessions peut conduire soit à un excès d'investissement public financé par le déficit budgétaire, soit à la nationalisation des moyens de production et à la planification, restriction des libertés économiques prologue à celle de la liberté politique, sans que l'économie en retire autre chose que de l'inflation.

La conviction de l'inadaptation et même du danger de toute velléité de politique économique fait de Knight un libéral. Mais c'est un libéral pessimiste. Il s'indigne en effet de constater que le capitalisme ne permet pas de satisfaire les attentes de la population. S'il défend la loi de Say, il complète son aspect quantitatif – l'offre crée sa demande grâce à la distribution par les entreprises des salaires nécessaires à l'acquisition de la production – par un aspect qualitatif : l'offre cherche par la multiplication des techniques de marketing à susciter des besoins pour créer une demande. Comme la démocratie selon Churchill, le capitalisme vu par Knight est le pire des systèmes mais aucun n'est meilleur. Il enseigne ce libéralisme à ses étudiants, parmi lesquels Milton Friedman, Prix Nobel d'économie en 1976, dont la théorie monétariste se fonde sur la conviction de l'inutilité de la politique économique. Robert Lucas, Prix Nobel d'économie en 1995, s'est, lui, inspiré des travaux de Knight pour sa théorie des anticipations rationnelles qui tend à ne retenir que le risque pour considérer que l'incertitude est toujours négligeable.

Pour sa part, Frank Knight n'a pas le temps d'être couronné par le Nobel : il meurt le 15 avril 1972, au tout début de l'existence de cette distinction.

Jean-Marc Daniel est professeur à l'ESCP-EAP.



La nouvelle donne géopolitique suscite concessions et promesses d'aide économique. Objectif : conforter une coalition internationale fragile ou obtenir le ralliement, voire la neutralité, d'alliés. Le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales pourrait être l'occasion de relancer les échanges

# La diplomatie commerciale à l'appui des alliances

**A**u lendemain du 11 septembre, quelle va être l'attitude des Etats-Unis en matière de diplomatie commerciale ? Raidissement protectionniste avec un repli sur les Amériques, soit un maintien dans le jeu multilatéral, mais avec de nouvelles priorités géostratégiques ? Compte tenu de la conjoncture difficile outre-Atlantique, toute tentative protectionniste, assortie d'un engagement à minima dans le multilatéralisme, ne peut être exclue. D'autant que les négociations en cours à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont difficiles et pourraient mettre en difficulté des alliés potentiels des Etats-Unis. On se souvient qu'au lendemain de son élection George W. Bush rendait visite à Vicente Fox, son homologue mexicain. Avec en ligne de mire la volonté de pousser le projet de Zone de libre-échange des Amériques, un marché potentiel de 800 millions de consommateurs.

Face à des pertes d'emplois spectaculaires dans le secteur aérien, le Congrès peut être sensible aux sirènes du protectionnisme. Le risque est, dans ce cas, de voir ressurgir des sources de divergence traditionnelles avec le Japon et l'Europe mettant en jeu l'agriculture ou des différends sectoriels latents comme ceux sur l'acier, les subventions à l'aéronautique ou encore à l'automobile. « Ce risque de retour à une économie de "guerre" avec une forte intervention de l'Etat et un repli sur soi ne peut être totalement exclu, mais il serait de toute façon compensé par toute une série de convergences auxquelles les Etats-Unis ne peuvent échapper », estime Jean-Daniel Gardère, directeur général du Centre français du commerce extérieur (CFCE).

D'abord, le pays ne peut pas à la fois vouloir lutter contre le blanchiment de l'argent sale et avoir une attitude de laissez-faire vis-à-vis des systèmes bancaires et des marchés monétaires. Ensuite, la Réserve fédérale, du fait de taux d'intérêt très bas, a besoin, pour prolonger la relance, d'une action concertée avec les banques centrales européenne

et japonaise. Enfin, les flux commerciaux transatlantiques sont tels qu'un raidissement n'est pas dans l'intérêt des deux partenaires.

La seconde hypothèse plaide pour un renforcement du jeu multilatéral afin de relancer l'économie mondiale, mais avec de nouvelles priorités. La nouvelle donne commerciale américaine pourrait dès lors se définir en fonction des alliances politiques qui se nouent à la suite du 11 septembre. « Les Etats-Unis auront certainement besoin de stimuler une vision plus consensuelle, moins antagoniste d'eux-mêmes dans les opinions publiques, poursuit Jean-Daniel Gardère. Ils vont aussi devoir discuter avec les Etats en fonction de ce qu'ils veulent obtenir : simple neutralité ; coopération plus ou moins intense sur les terrains militaire, financier et juridique, allant du renseignement et de la simple recherche des coupables à la collaboration ouverte. »

## AU STADE DES CONJECTURES

La diplomatie commerciale des Etats-Unis pourrait accompagner une série d'alliances de nature et de conditionnalité différentes, en fonction des attentes de leurs principaux soutiens. Rupture de l'isolement diplomatique de l'Iran, plus grande souplesse vis-à-vis des politiques agricoles européennes, concessions sur le textile à certains pays en développement, au premier rang desquels l'Inde, et plus grande écoute à l'encontre des réticences des pays pauvres aux normes sociales ? On en est encore au stade des conjectures. Pour l'heure, chacun s'emploie à interpréter les signaux émis par l'administration américaine, qui vont, pour l'instant, dans le sens de l'approfondissement du multilatéralisme tous azimuts. Dès le 13 septembre, Bob Zoellick, le représentant américain du commerce extérieur (USTR), se disait déterminé à faire de la conférence ministérielle de l'OMC – qui devrait, sauf report ou annulation, se tenir à Doha (Qatar) du 9 au 13 novembre – « un succès ». Le 24 septembre, à l'occasion d'un discours devant l'International Econo-

mics Institute, à Washington, il se lançait dans un plaidoyer vigoureux en faveur de l'ouverture commerciale. « Le président et cette administration se battent pour l'ouverture des marchés et le libre-échange, déclarait-il. Nous ne serons pas intimidés par ceux qui ont envahi les rues pour condamner le commerce et l'Amérique. (...) Le système international mondial a démontré, de Séoul à Santiago, que c'est un chemin pour sortir de la pauvreté et du désespoir. »

Pour Guillaume Parmentier, qui dirige le Centre français sur les Etats-Unis, créé dans le cadre de l'Institut français des relations internationales (IFRI), la personnalité de M. Zoellick, expert des questions commerciales mais aussi politiques et militaires, est un atout, compte tenu de la situation internationale. « Le souci de constituer une vaste coalition internationale, non seulement militaire, mais politique, suppose aussi de s'attaquer au problème de fond, qui est celui du développement, estime-t-il. Alors que l'idée que l'on puisse augmenter l'aide publique aux pays pauvres semble politiquement très difficile à accepter aux Etats-Unis, celle que l'Etat veuille inciter des investissements privés et augmenter les échanges vers les pays en développement pourrait être renforcée. »

Actuellement, les observateurs guettent un autre signal important en faveur d'une ouverture ou d'un repli : l'obtention ou non auprès du Congrès par George W. Bush d'une procédure dite *fast track* (ou *trade promotion authority*), qui lui permet de négocier des contrats commerciaux que les parlementaires doivent adopter ou rejeter en bloc sans pouvoir les amender. « Il faut regarder attentivement ce que vont faire les démocrates et les républicains modérés », conclut M. Parmentier. Car ce sont eux qui sont en mesure de faire pencher la balance dans un sens ou dans l'autre. La détermination du président des Etats-Unis à obtenir ou non ce blanc-seing dans les négociations montrera également son intérêt pour le multilatéralisme.

Martine Laronce

OMC

## Les enjeux de Doha

Les 142 membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont en main depuis le 27 septembre deux projets de texte qui doivent servir de base à l'obtention d'un consensus sur le programme de travail de la conférence ministérielle de l'OMC prévue, sauf contre-ordre – du 9 au 13 novembre 2001 à Doha (Qatar). L'Union européenne (UE) plaide pour le lancement d'un cycle de négociations le plus large possible, les Etats-Unis seraient favorables à un cycle plus restreint, enfin certains pays en développement (PED) mettent des conditions préalables au lancement d'un nouveau cycle. Revue de détail avec cinq dossiers :

### ● La mise en œuvre des accords du cycle de l'Uruguay

C'est une des revendications-clés des PED, au premier rang desquels les pays les moins avancés (PMA). « Il n'y aura pas de succès politique à Doha s'il n'y a pas de décision sur cette question », en partie responsable de l'échec de Seattle, estiment la plupart des négociateurs. L'un des textes établis par le conseil général de l'OMC essaie de définir des compromis, avant Doha, sur le sujet. Des pays comme l'Inde, le Pakistan, l'Egypte, la Malaisie, ou des pays africains se plaignent notamment de faire l'objet de mesures antidumping et de droits de douane prohibitifs sur certains produits sensibles. Ils font remarquer que la plupart des pays riches ont décidé d'attendre le dernier moment (à savoir 2005) pour démanteler l'essentiel de leurs droits de douane sur les produits textiles. L'Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Adpic) suscite également une vive opposition de la part des PED, qui estiment ne pas avoir bénéficié en retour des investissements des pays riches. Un accord est à l'étude sur l'accès des pays pauvres aux médicaments antisida protégés par des brevets.

### ● L'agriculture

Probablement le sujet le plus conflictuel. Officiellement, les négociations ont repris en janvier 2000, comme le prévoit l'accord de Marrakech de 1994. En réalité, les enjeux sont tels que, pour avancer, les discussions doivent s'appuyer sur une base de négociations plus large. Les positions sont très tranchées entre d'un côté les pays du groupe de Cairns (Australie, Nouvelle-Zélande, Argentine, Brésil...), qui réclament l'élimination des subventions à l'exportation, de l'autre l'UE, qui s'appuie sur ce type d'aides et compte parmi ses membres la France, deuxième exportateur mondial de produits agroalimentaires. Les PED réclament pour leur part un meilleur accès

aux marchés des pays riches. Tandis que les Américains sont montrés du doigt par l'Europe en raison d'un système de soutien aux agriculteurs qui panache les aides d'urgence, le soutien aux revenus ou encore des subventions déguisées par le biais de l'aide alimentaire ou des crédits export, l'UE plaide pour le droit à subventionner la « multifonctionnalité » de l'agriculture (préservation de l'environnement, aménagement du territoire, etc.).

### ● Les sujets de Singapour

Du nom de la conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Singapour en 1997, ces sujets recourent deux thèmes chers à l'UE : l'investissement et la concurrence. L'idée est d'appliquer un accord-cadre concernant les investissements internationaux ainsi qu'un corps de règles dans le domaine de la concurrence pour éviter les abus de position dominante. Le sujet est loin de faire l'unanimité.

### ● L'environnement et les normes sociales

L'Europe, avec d'autres pays comme le Japon, la Suisse ou la Norvège, réclame une meilleure prise en compte des questions environnementales dans le commerce mondial. Parmi les sujets sur la table : une clarification entre les règles de l'OMC et les accords environnementaux internationaux, la prise compte du principe de précaution en matière de sécurité alimentaire, ou encore la possibilité d'avoir un étiquetage précis, notamment pour les organismes génétiquement modifiés. Les PED s'opposent à la plupart de ces dispositions, qualifiées de « protectionnisme vert ».

La question des normes sociales, en partie responsable de l'échec de la conférence de Seattle, est évoquée *mezza voce* à l'OMC. Désormais, il n'est plus question de sanctionner les pays qui n'appliqueraient pas les principes de l'Organisation internationale du travail (OIT) mais de prendre note des travaux de l'OIT sur les dimensions sociales de la mondialisation. Une façon délicate d'enterrer un sujet qui fâche les pays pauvres.

### ● Les services

Comme pour l'agriculture, ces négociations sont théoriquement indépendantes du lancement d'un cycle, mais elles sont là encore une monnaie d'échange possible dans un grand marchandage. Tous les services de tous les secteurs, à l'exception des services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental, sont potentiellement concernés. Les pays industrialisés sont très intéressés par le sujet, au contraire de la plupart des PED, peu exportateurs de services.

M. L.

## La riposte de l'Union européenne

**P**riorité au multilatéral et renforcement des relations bilatérales avec les pays méditerranéens. Six jours après les attentats aux Etats-Unis, le commissaire européen chargé des relations commerciales, Pascal Lamy, tenait à Bruxelles un discours consacré à la politique commerciale de l'Union européenne (UE) après le 11 septembre 2001. « Les attentats qui ont frappé les Américains nous ont projetés dans un monde plus risqué, ce qui est probablement le principal objectif des terroristes, déclarait-il. Dans le domaine des échanges commerciaux, notre réponse doit consister à réduire ces risques avec les outils de la politique commerciale dont nous disposons. » Et de dresser les grandes lignes de cette nouvelle donne.

En ce qui concerne les relations bilatérales avec les pays en développement, « je ne vois pas d'autre réponse que d'accentuer notre disponibilité et notre ouverture », a déclaré Pascal Lamy. Une des raisons invoquées étant que, « plus la pression militaire ou sécuritaire sera forte, et elle le sera, plus les risques de ressentiment seront forts, et ils le seront, plus nous devons plaider pour une ouver-

ture généreuse de nos économies aux pays en développement (PED). » Les pays du « pourtour méditerranéen », particulièrement soumis aux risques de déstabilisation, suscitent une attention particulière de la part de Bruxelles. Actuellement, l'UE a des accords commerciaux avec la Tunisie, Israël, le Maroc et la Palestine. D'autres sont en cours de ratification avec l'Egypte et la Jordanie, ou en négociation avec le Liban, l'Algérie et la Syrie. Ils pourraient pour certains d'entre eux faire l'objet d'un coup de pouce.

« L'arrimage au système multilatéral par l'adhésion à l'OMC de ceux qui n'en sont pas encore membres » est une autre piste avancée par le commissaire européen. La Russie, l'Arabie saoudite négocient leur adhésion. La demande officielle de l'Iran d'entrer également en négociation sera examinée cette semaine à Genève, avec peut-être plus de souplesse de la part des Etats-Unis. Enfin, des projets de coopération économique sont envisagés avec le Pakistan tandis que l'Iran est demandeur d'un accord de coopération avec l'UE.

Par ailleurs, il n'est pas question, pour le commissaire européen chargé des relations commer-

ciales, de revenir sur la priorité au multilatéral. L'ouverture des échanges et l'intégration des PED ne sont pas moins nécessaires aujourd'hui qu'hier. Pascal Lamy continue de sillonner les continents, de l'Asie à l'Afrique, pour convaincre les pays pauvres et surtout les pays les moins avancés (PMA) de la nécessité de lancer un nouveau cycle de négociations à l'occasion de la conférence ministérielle de l'OMC, prévue du 9 au 13 novembre à Doha (Qatar).

Seule la France avait fait entendre une voix singulière, mais c'était avant les attentats. A Bruges le 7 septembre, Paris avait mis un bémol au projet d'un nouveau cycle qui se bornerait à une nouvelle libéralisation des échanges sans renforcer la régulation, et préférerait proposer une période de transition de l'ordre d'un an, plutôt que d'être confronté à une logique du tout ou rien. Pour l'heure, des doutes s'expriment en coulisses – notamment en France – sur la tenue de la conférence de Doha. Mais, cette fois, c'est la sécurité qui est en jeu.

M. L.

## Les Américains reprennent en main les institutions financières internationales

**L**e Fonds monétaire international (FMI) a vite été enrôlé dans la lutte contre le terrorisme. Outre le rôle qu'il peut jouer dans le démantèlement des réseaux financiers sur lesquels ces mouvements s'appuient, l'institution dirigée par Horst Köhler a été priée par ses actionnaires – et surtout le premier d'entre eux, les Etats-Unis – de soutenir les pays qui se rangent aux côtés de la coalition. Le

26 septembre, le Pakistan a ainsi bénéficié d'un nouveau prêt de 135 millions de dollars (146,9 millions d'euros), et des négociations en vue d'un nouveau rééchelonnement de son énorme dette de 38 milliards de dollars (41,3 milliards d'euros) s'ouvriront bientôt devant le Club de Paris qui réunit les créanciers publics.

Quelques jours auparavant, George W. Bush avait déjà annoncé la levée des sanctions liées à la reprise des essais nucléaires en 1998 et fait débloquent, cette fois-ci sur le budget américain, une aide de 50 millions de dollars (54,4 millions d'euros). Ce monnayage est une pratique courante et le président du Pakistan, Pervez Moucharraf, dont le pays est au bord de la banqueroute, sait qu'il a gros à gagner. C'est aussi certainement le raisonnement que font les républiques d'Asie centrale en se rangeant sans hésiter du « bon côté ». Lors de la guerre du Golfe en 1991, l'Egypte avait bénéficié d'un important

Le FMI est prié de soutenir les alliés de la « croisade » antiterroriste

allègement de dette. Quelques mois plus tard, le Maroc et la Jordanie avaient également été récompensés de leur loyauté à l'égard de la coalition anti-Saddam Hussein.

Cette « générosité » du FMI pourrait ne pas s'arrêter là. Quitte à discréditer définitivement le discours par ailleurs affiché par l'administration Bush depuis son arrivée au pouvoir. A ses yeux, en effet, le Fonds vole beaucoup trop facilement au secours de pays qu'elle juge souvent responsables – « par leurs mauvaises politiques économiques » – de leurs difficultés. Et ce au détriment des contribuables américains, qui, en

partie, financent en bout de course ces multiples plans de sauvetage. Pourtant, à deux reprises au moins depuis un an, la gravité de la crise en Argentine et en Turquie, puis au Brésil, a obligé l'équipe Bush à mettre leurs revendications entre parenthèses. La dégradation brutale de la conjoncture internationale, dont les pays émergents seront les premières victimes, pourrait contraindre en effet le FMI à intervenir à nouveau. Et on imagine mal les alliés occidentaux, engagés dans le conflit en Afghanistan, prendre alors, en plus, le risque d'une crise financière.

### STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT

La vulnérabilité des pays en développement a été soulignée tant par le FMI que par la Banque mondiale. Celle-ci estime à 10 millions le nombre de personnes qui basculeront sous le seuil de pauvreté du fait du ralentissement de la croissance au lendemain des attentats et plus encore si les stratégies de développement sont compro-

promises. Cette évaluation pose insidieusement une question qui, dans le contexte de relations extrêmement tendues entre la Banque mondiale et les républicains américains, prend tout son relief. Le rôle de la Banque mondiale, dont la mission première est de lutter contre la pauvreté, doit-il, alors, être renforcé ? Du point de vue américain, la réponse est clairement non. Les Etats-Unis jugent en effet très sévèrement le bilan de James Wolfensohn, le numéro un de la Banque, qu'ils accusent d'avoir trop mis l'accent, depuis cinq ans, sur les aspects sociaux du développement, au détriment de politiques centrées sur la croissance. La violence des attaques lancées contre ce dernier à la veille des événements indique sans ambiguïté que Washington souhaite son départ.

Cette analyse ne fait pas l'unanimité, en particulier en Europe. Publiquement, peu de responsables politiques se risquent à établir un lien direct entre pauvreté et terrorisme. La question est pourtant en filigrane dans les débats sur les

causes profondes des attentats. En privé, certains de ces responsables admettent d'ailleurs « qu'il n'est pas possible à long terme de priver des milliards d'hommes de la prospérité, sans générer un terreau de violence ». Le directeur de l'Institut des relations internationales et stratégiques, Pascal Boniface, estime, pour sa part, que « avec les événements du 11 septembre, l'illusion qu'il puisse exister un îlot de prospérité dans un océan de misère a vécu ». Cette conclusion préfigure-t-elle un réexamen des politiques d'aides et un effort financier accru des pays riches ? Impossible pour l'heure de trancher.

L'attitude des Etats-Unis – qui parmi les pays riches est le plus faible donateur de l'aide au développement – sera déterminante. Et tout dépendra de la place qui sera faite à la notion de sécurité économique dans la réflexion globale qui est d'ores et déjà engagée entre les Etats sur les conditions d'un monde plus stable.

Laurence Caramel

2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> cycles commerciaux du CNAM

**2 Formations diplômantes**

- Niveau II Mercatique-vente homologué (Bac+4)
- DESS Mercatique-vente (Bac+5)
- Préparatoire : "La Fondamentale"

Brochure et renseignements : ICSV-CNAM  
292, rue St Martin - 75141 PARIS Cedex 03.  
Courrier électronique : [doi@cnam.fr](mailto:doi@cnam.fr)  
Tél. 01 40 27 26 15 ou 27 21

**icsv**  
chepault@cnam.fr

Christophe Jaffrelot, directeur du Centre d'études et de recherches internationales de Sciences-Po

## « Les Etats-Unis risquent de préférer à la stabilisation une réaction de court terme »

« Quel est le contexte géopolitique régional de l'intervention américaine en Afghanistan ?

– Le conflit indo-pakistanaï, qui dure depuis cinquante ans et a déjà suscité quatre guerres, est, bien avant le conflit israélo-arabe, le premier élément structurant de la stratégie des acteurs régionaux. C'est un des principaux facteurs de l'implication du Pakistan en Afghanistan, qui offre une profondeur stratégique face à l'Inde. Le Pakistan s'est aussi appuyé historiquement sur les Etats-Unis et la Chine – qui lui a en partie fourni sa capacité nucléaire et balistique ; l'Inde s'est rapprochée de son côté de la Russie et, plus récemment, de l'Iran.

» Ces alliances sont des constantes. La position des Etats-Unis a cependant évolué dans les années 1990, surtout après la destruction de leurs ambassades au Kenya et en Tanzanie en 1998 par les réseaux de Ben Laden. En 2000, Clinton s'est rendu en Inde, et le premier ministre indien, Vajpayee, lui a rendu sa visite : un fait sans précédent. Le département d'Etat

laisait alors entendre que l'Inde était devenue « le seul pôle de stabilité en Asie du Sud ».

» Mais ce processus, paradoxalement, est remis en cause depuis le 11 septembre : le gouvernement Bush estime avoir plus besoin du Pakistan que de l'Inde pour s'emparer de Ben Laden. Et le président pakistanais, le général Moucharraf, joue habilement de cette opportunité pour renouer l'alliance américaine aux dépens de l'Inde.

– Jusque-là peut aller la coopération des Etats de la région avec les Américains, sans que les régimes en place prennent le risque de mécontenter leur opinion ?

– Les Etats-Unis vont mettre des millions de dollars sur la table. Tout d'abord au Pakistan, dont l'économie est exsangue. Le pays consacre 45 % de son budget au service de sa dette extérieure (38 milliards de dollars, 41,6 milliards d'euros) ; la croissance (3 % en 2000) est à peine supérieure à l'accroissement démographique (2,5 % par an) ; la corruption généralisée a découragé les investisseurs. Le général Moucharraf a déjà obtenu la levée des sanctions économiques infligées en raison des essais nucléaires ; il serait en passe de faire lever celles qui ont suivi sa prise de pouvoir par un coup d'Etat ; surtout, les Etats-Unis ne vont plus s'opposer au rééchelonnement de la dette. Les aides affluent : 135 millions de dollars (147 millions d'euros) du FMI, 50 millions d'euros de l'Union européenne et 40 millions de dollars du Japon. Les Pakistanais pourraient aussi chercher à impliquer Washington dans le règlement de la question du Cachemire, que se disputent les deux pays.

» Il est probable que les Etats d'Asie centrale décident à aider les Américains, comme l'Ouzbékistan, ou encore un éventuel nouveau gouvernement afghan, bénéficieront également d'une importante aide financière.

» Sauf si les Américains mettent l'Afghanistan à feu et à sang, cette

stratégie, qui évite de solliciter l'implication militaire directe des Etats voisins, devrait atténuer les risques de manifestation de solidarité des populations avec Ben Laden. Ce soutien a toujours été le fait de minorités. Il ne faut pas interpréter la satisfaction de certains lors de l'attentat seulement comme un appui à Ben Laden, mais comme l'expression d'une étrange relation d'amour-haine avec les Etats-Unis : on fait la queue au consulat pour accéder au rêve américain, mais on leur en veut de dominer le monde. L'étude sociologique de cette relation complexe devrait aujourd'hui être menée sur le terrain, pour en comprendre les ressorts.

» De plus, l'islam afghan et pakistanais sont des islams périphériques, qui ne s'appuient ni sur des lieux saints ni sur des références historiques, comme pouvait le faire Saddam Hussein en invoquant – sans grand succès d'ailleurs – la tradition du califat de Bagdad. Le mol-

lah Omar, le chef des talibans, n'a pas de réelle capacité de mobilisation de l'oumma, la communauté musulmane.

» La limite de cette stratégie d'aide financière est cependant de montrer que le chantage à la violence est finalement efficace ! Il est donc probable que ce lien soit dissimulé sous un discours développementaliste : on va tout à coup découvrir que cette partie du globe vit dans la misère, qu'il faut faire quelque chose...

– Le renforcement de la présence américaine ne va-t-il pas modifier le jeu des alliances et les rapports de forces dans la région ?

– Il est possible que la Chine prenne ses distances par rapport au Pakistan pour soigner sa respectabilité et parce qu'elle compte elle aussi, au sein des populations ouïghoures du Sin-Kiang, des musulmans fondamentalistes appuyés par les talibans. Il se peut

aussi que la Russie en profite pour resserrer les liens avec les républiques d'Asie centrale, au nom de la lutte contre l'"ennemi commun". Mais Pakistanais et Indiens continueront d'avoir besoin de leurs alliances respectives. Je ne pense pas non plus que les Etats-Unis puissent tirer toutes les conséquences de leur lutte déclarée contre le terrorisme islamique vis-à-vis des monarchies du Golfe, en particulier de l'Arabie saoudite, qui l'a soutenu et le finance, sinon officiellement, en tout cas à travers l'action de grandes familles. Car ils n'ont guère d'allié de rechange dans le Golfe. Les déclarations de George Bush ou de Tony Blair en faveur de la cause palestinienne, en réalité peu novatrices, risquent de ne guère avoir non plus de conséquences pratiques.

En fait, je ne m'attends pas à de grands bouleversements stratégiques. Les Etats-Unis ont, semble-t-il, fait le choix d'une *realpoli-*

itik de court terme en jouant l'alliance avec le Pakistan pour obtenir un résultat immédiat contre Ben Laden. Pour crever l'abcès islamiste et obtenir une véritable stabilisation politique de la région – préalable à toute exploitation des ressources d'hydrocarbure, ressort majeur du développement économique, – il faudrait s'attaquer aux réseaux islamistes à travers le monde et apaiser les conflits régionaux, surtout au Cachemire. Mais il faudrait alors se heurter à nombre d'Etats, de dirigeants et de généraux, y compris alliés, plus ou moins impliqués. En privilégiant le court terme, les Américains risquent de voir se redéployer les réseaux terroristes dans d'autres bases, par exemple au Cachemire. Ils n'auront fait que déplacer le problème. »

Propos recueillis par Laurence Caramel et Antoine Reverchon



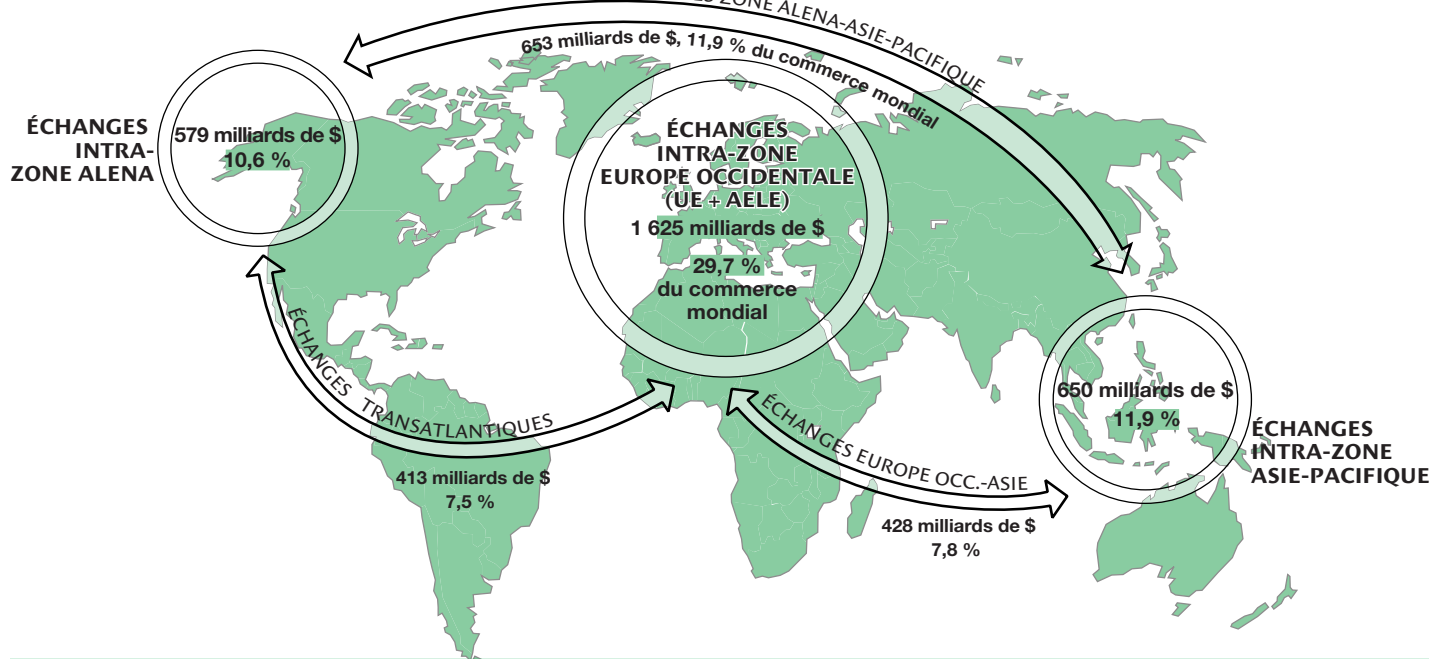
Christophe Jaffrelot

● Christophe Jaffrelot est directeur du Centre d'études et de recherches internationales (Ceri-Sciences-Po). Spécialiste de l'Asie du Sud, il enseigne à l'IEP de Paris.

● Rédacteur en chef de la revue *Critique internationale*, il a dirigé la publication de l'ouvrage *Le Pakistan*, Ed. Fayard, 2000.

### Le commerce mondial en 1999

en milliards de dollars et en % du commerce mondial



Source : OMC

## La Russie espère toucher les dividendes de son ralliement

En quittant Bruxelles, mercredi 3 octobre, le président russe Vladimir Poutine l'a confirmé : « un rapprochement significatif » s'est produit entre la Russie et l'Occident, désormais unis dans la « lutte contre le terrorisme ». S'agit-il d'une nouvelle donne mondiale ? D'un « changement d'ampleur sismique », comme l'a affirmé le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell ? Ou bien le Kremlin est-il mu par un pur impératif de *realpolitik* ?

Son ralliement au « bon camp » pourrait en effet être échangé contre un assouplissement des positions occidentales sur de nombreux dossiers : la Tchétchénie, l'entrée de la Russie dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : les occasions de « compensation » ne manquent pas

Mains libres en Tchétchénie, rééchelonnement de la dette, entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : les occasions de « compensation » ne manquent pas

guistan et Kazakhstan, devenues indépendantes à la faveur de l'implosion de l'URSS en 1991) à soutenir plus concrètement une éventuelle offensive américaine sur l'Afghanistan en prêtant leurs bases militaires, et ce malgré les fortes réticences de l'Etat-major russe, prompt à considérer la région comme la sphère exclusive de l'influence russe.

« Le président a courageusement agi contre l'opinion d'une classe politique farouchement anti-américaine », estime le politologue russe Andreï Piontkovski. Mais de mauvaises langues insinuent que Vladimir Poutine ne pouvait faire moins que de rallier la coalition antiterroriste et de lâcher la bride au cou des républiques musulmanes du Sud, « des contacts ayant été pris par les Américains avec celles-ci sans consultations préalables avec Moscou », fait observer un diplomate occidental en poste dans la région. « Personne ne peut nous dicter notre politique étrangère », a déclaré Islam Karimov, président de l'Ouzbékistan, la république d'Asie centrale la plus éloignée du giron russe, qui aurait accueilli quelques avions militaires américains sur ses bases, selon des observateurs sur place.

Mais surtout le président russe souhaite, semble-t-il, tirer profit

de la « nouvelle donne » pour infléchir les positions occidentales sur le dossier de la Tchétchénie où l'armée russe mène, depuis deux ans, une guerre d'une brutalité inouïe, caractérisée par les exactions massives de l'armée contre les civils. C'est à cette fin que Vladimir Poutine place sur le même plan les attentats contre le World Trade Center et ceux de septembre 1999 à Moscou (trois cents morts dus à l'explosion de plusieurs immeubles d'habitations à Moscou et en province). Or les attentats de Moscou, qui servirent de prétexte à la seconde intervention russe en Tchétchénie et de tremplin à M. Poutine pour son accession au pouvoir, sont loin d'avoir été tirés au clair.

Certains, y compris au FSB (ancien KGB), continuent d'y voir la main des services spéciaux locaux. Peu importe, forte de son expérience en matière de terrorisme, « la Russie n'a pas besoin de la preuve de la culpabilité » du milliardaire saoudien Oussama Ben Laden dans les attentats du 11 septembre commis aux Etats-Unis, a affirmé l'ancien colonel du KGB depuis Bruxelles. « Pour nous, c'est déjà clair », a-t-il indiqué, tout en précisant toutefois qu'il ne connaissait pas « le rôle exact joué par Ben Laden ».

#### PIERRE D'ACHOPPEMENT

De fait, la question du respect des droits de l'homme en Tchétchénie, qui fut quelque temps une pierre d'achoppement des relations entre la Russie et l'Europe, n'a guère été évoquée lors du bref séjour de M. Poutine. « A la suite d'un échange de vues, l'Union européenne a exprimé son soutien aux efforts des autorités russes en vue d'un règlement politique », a-t-il été simplement stipulé dans la déclaration conjointe diffusée à l'issue du sommet. Quelques jours auparavant, lors d'une conférence de presse commune avec le ministre russe de la défense, Sergueï Ivanov, le secrétaire général de l'OTAN, George

Robertson, s'était abstenu de la moindre critique contre la Russie : « Ce qui nous unit face à ces attaques affreuses dépasse de loin tout ce qui pourrait nous diviser, avait-il dit. La Russie a tous les droits de défendre son territoire ».

Mais le président russe, qui avait en vue l'obtention de dividendes plus immédiats à propos de la candidature de la Russie à l'Organisation mondiale du com-

merce (OMC), est reparti de Bruxelles mécontent et il l'a fait savoir. « On nous demande d'ouvrir d'abord nos marchés, alors qu'on ne sait pas si nous serons admis ou pas à l'OMC. De telles exigences n'ont été présentées à personne », a-t-il déclaré devant un parterre d'hommes d'affaires belges.

Dénonçant l'« attitude politique » de l'OMC, le président rus-

se a souligné que son pays n'accepterait pas de conditions supplémentaires. Candidat depuis 1993, Moscou espère être admis au sein de cette organisation en 2002 ou 2003. Toutefois la plupart des membres de l'OMC estiment que le système commercial russe n'est pas encore prêt à s'adapter à ses règles.

Marie Jégo

FITCH  
FITCH IBCA, DUFF & PHELPS

LE MONDE

Participez à la 1<sup>ère</sup> édition du

### Prix Fitch du Meilleur Etudiant Analyste-Crédit

L'agence internationale de notation Fitch a institué un prix destiné à faire connaître et promouvoir la notation auprès des futurs membres de la communauté financière.

**Prix :** € 5000 et un stage rémunéré de 6 mois dans un des 50 bureaux ou filiales de Fitch dans le monde (Paris, Londres, New York, Hong Kong ...) D'autres prix sous forme de stages pourront également être offerts.

**Conditions d'admission :** Les candidats doivent être inscrits en avant-dernière ou dernière année d'études d'une école de commerce, d'ingénieurs, de Sciences Po ou en 3<sup>ème</sup> cycle Banque, Finance, Gestion ... Ils doivent être capables de s'exprimer en anglais.

**Règlement complet et Formulaire d'inscription** sur le site Internet de l'agence [www.fitchratings.com](http://www.fitchratings.com), menu « About Fitch ».

**Date limite d'envoi des candidatures :** 30 novembre 2001

**Renseignements :** Fitch France S.A. -25, rue Murillo - 75008 Paris  
Tél. : 01 44 29 91 29, Fax : 01 44 29 91 49  
[francoise.alos@fitchratings.com](mailto:francoise.alos@fitchratings.com)

Le marché devrait rester la donnée de base de l'économie mondiale. Mais la nécessité de parer à la crise amène l'Etat, notamment américain, à mettre à contribution les deniers publics. L'action de ce nouveau couple Etat-marché incite certains à poser aussi la question de nouvelles régulations sociales

# Le retour de l'Etat, pompier volant

Les Etats-Unis frôlaient déjà la récession avant le 11 septembre. Les conséquences des attentats font craindre aujourd'hui une accélération et un approfondissement du phénomène. Les marchés financiers, sensibles par nature, ont déjà plongé. Reste à éviter que ne s'accroisse la déprime perceptible dans les entreprises et chez les consommateurs. La Réserve fédérale américaine a joué une carte psychologique à court terme en baissant les taux d'intérêt pour la huitième fois depuis le début de l'année... ils ont été ramenés de 3 % à 2,5 % le 2 octobre – sachant certainement que l'effet de la mesure ne pourra être perceptible qu'à la fin 2002 - mi-2003. Un observateur de l'économie américaine, opposé à ces baisses à répétition, s'inquiète de cette politique monétaire qui accredit l'idée que le cycle de baisse « se prolongera autant qu'il le faudra, jusqu'au taux zéro s'il le faut, comme au Japon ».

De son côté, le gouvernement américain est monté au feu, lance budgétaire à la main. Bien qu'élu sur le thème du retrait de l'Etat et de la réduction des impôts, le président George W. Bush a demandé au Congrès le droit d'injecter plus de 75 milliards de dollars (82 milliards d'euros) pour soutenir l'économie, c'est-à-dire la consommation des ménages, au moyen de grands travaux et de baisses d'impôts. « Chaque Américain au chômage est un chômeur de trop », a déclaré George W. Bush le 3 octobre à New York. Pragmatique et peu préoccupée d'idéologie, l'équipe républicaine a déjà obtenu une enveloppe de 40 milliards de dollars (43,7 milliards d'euros) pour la reconstruction de New York et la lutte antiterroriste, une aide d'urgence de 15 milliards de dollars (16,3 milliards d'euros) aux compagnies aériennes sans oublier 3 milliards de dollars (3,26

milliards d'euros) pour les personnes devenues chômeurs à la suite des attentats. Le Pentagone attend 17 milliards de dollars (18,5 milliards d'euros) et Amtrack, la compagnie nationale de chemins de fer, compte aussi sur des subventions.

Le soutien aux ménages pourrait même déboucher sur le financement des programmes sociaux qui avaient été l'échec de Bill Clinton : meilleure protection contre la maladie, et même le chômage. Le tout pour éviter d'avoir ne serait-ce qu'un seul trimestre de récession à la fin 2001, ce qui semble improbable. « Les entreprises américaines ont déstocké depuis longtemps et elles ont ajusté leurs capacités de production. Pour elles, l'ajustement est fait. C'est la consommation et l'immobilier qui posent problème. L'idée des Américains est d'agir sur la demande des ménages en la soutenant par des baisses d'impôts et des grands travaux », explique Patrick Artus, directeur des études à la Caisse des dépôts et consignations.

## AMORTISSEUR DE CRISE

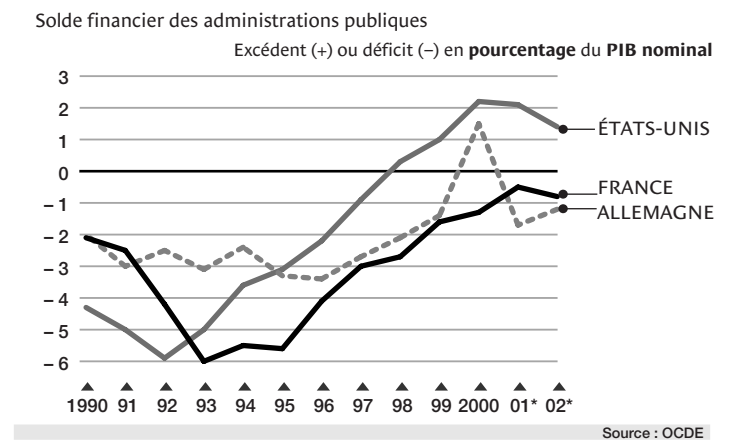
Certes, démocrates et républicains ont commencé à discuter de la meilleure façon d'affecter la dépense publique. Mais le consensus est total sur le principe lui-même : la dépense publique doit jouer son rôle d'amortisseur de crise. Le fort ralentissement de la croissance, qui déborde largement le continent américain, pose la question du rôle de l'Etat en Europe dans les mêmes termes qu'aux Etats-Unis. Elle est à double détente : la dépense publique est-elle destinée à amortir la crise ? La Banque centrale européenne doit-elle baisser elle aussi ses taux ? Mais le contexte est différent. Pour Michel Didier, patron du centre d'études et de recherches Rexecode, « il n'existe pas, hors calendrier politique, de raison de soutenir une économie mena-

cée de ralentissement, voire de récession et dont le cycle devrait repartir au printemps 2002 ». Pour ce professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), le risque serait plus important de voir le gouvernement décider de laisser filer le déficit. « Se remettre sur une tendance d'accélération des dépenses est un vrai risque, car ce serait commettre l'erreur de penser que le cycle de ralentissement va durer alors que les promesses d'une amélioration en 2002 sont déjà perceptibles », estime-t-il. Ce n'est pas tant la crainte logique d'une baisse des recettes fiscales due à une croissance ralentie qui effraie le directeur de Rexecode que la décision éventuelle de laisser filer un déficit qui, l'expérience le montre, est toujours extrêmement difficile à juguler par la suite. « En France, on avait eu le même débat il y a dix ans et le déficit avait atteint 6 points en un an et demi ».

Patrick Artus semble, lui, persuadé que le gouvernement de Lionel Jospin fera preuve de sagesse. « On note une certaine stabilité de la consommation des ménages, ce n'est donc pas elle qu'il faut relancer. En revanche, le risque est du côté de l'investissement des entreprises. Nous sommes d'ores et déjà en situation de pénurie de crédit ; les banques ne prêtent qu'aux entreprises qui n'en ont pas besoin, les autres sont abandonnées. C'est donc une réduction de la fiscalité des entreprises que le gouvernement devrait organiser : ce qui n'a rien d'évident en période pré-électorale. Augmenter l'allocation de rentrée et les fonctionnaires, créer des emplois publics ne sont pas des mesures de nature à encourager l'investissement. Si celui-ci chute à zéro, on peut encore obtenir 1,5 % de croissance. Mais s'il tombe à -10, ce qui n'a rien d'impossible, c'est le produit intérieur brut lui-même qui tombe à zéro. »

Y. M.

## Les crises réduisent les marges de manœuvre budgétaires

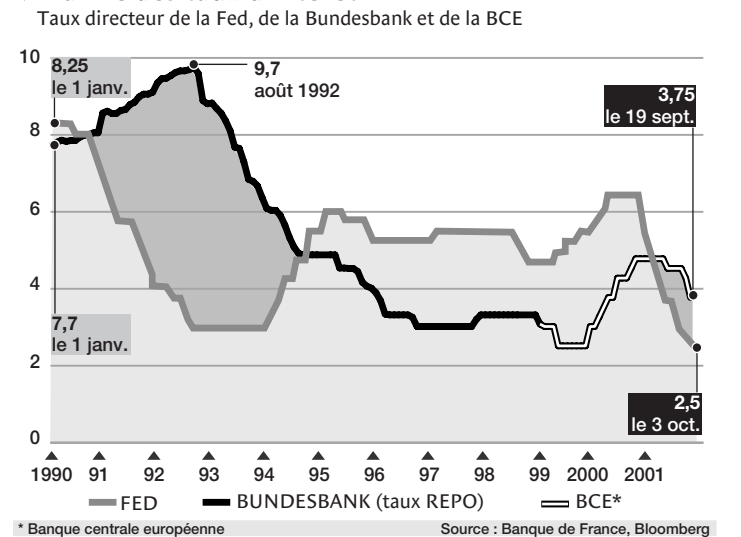


LA DÉPENSE PUBLIQUE peut avoir une fonction utile aux Etats-Unis pour éviter la récession et restaurer la confiance. D'autant que les marges de manœuvre budgétaire existent.

Près de dix années de croissance ininterrompue ont permis aux Américains d'agir sur l'endettement de l'Etat, de réduire plus tôt et progressivement les déficits budgétaires et d'engranger des excédents massifs. Dans un pays où l'Etat s'est efforcé de réduire son action au minimum, le retour de la dépense publique peut, en outre, avoir un effet positif.

IL N'EN VA PAS DE MÊME EN EUROPE. Tout d'abord parce que le risque récessif n'est pas de même nature. Ensuite, parce que la réduction des déficits publics n'a pas fait l'objet d'une politique aussi volontariste qu'outre-Atlantique. Enfin, le pacte de stabilité et de croissance qui lie les Européens en matière budgétaire empêche toute action individuelle prononcée.

## L'arme des taux d'intérêt



IL EST RARE que l'arme des taux d'intérêt, dont la principale caractéristique est d'agir à moyen terme (dix-huit mois en général), soit utilisée de manière aussi répétitive pour parer à une situation de crise. La neuvième baisse de taux d'intérêt organisée depuis janvier par la Réserve fédérale (Fed) des Etats-Unis répond visiblement au désir d'enrayer le pessimisme, d'injecter toujours plus de liquidités pour doper les marchés et restaurer la confiance.

LA PLUPART DES OBSERVATEURS ont parfaitement compris qu'Alan Greenspan, le président de la Fed, n'avait pas d'autres armes que celle-ci pour envoyer un signe positif aux acteurs de l'économie américaine. Les anticipations de récession seront-elles enrayerées ? Il est encore trop tôt pour le dire. La stratégie de la Fed (choisie avant le 11 septembre) avait toutefois surpris ceux qui pariaient sur les signes annonciateurs d'une reprise en 2002. Mais les attentats du 11 septembre ont tout remis en cause.

C'EST EN EUROPE que la baisse des taux est la plus attendue. L'investissement des entreprises, composante majeure de la croissance, est en panne. Et bon nombre de banques refusent aujourd'hui des crédits à des PME qui ne leur semblent pas présenter toutes les garanties de solvabilité. C'est vis-à-vis des chefs d'entreprise également que les gouvernements devraient multiplier les gestes – notamment en termes de fiscalité – pour recréer un climat de confiance et briser les anticipations négatives.

## La réforme obligée des politiques d'immigration

Ca n'a pas raté : dès le 16 septembre, le lobbyer américain Center for Immigration Studies faisait réaliser par l'institut de sondage Zogby une enquête sur ce que pensent les Américains de leur politique d'immigration après les attentats. Le résultat est éloquent : 85 % des 1 018 personnes interrogées par téléphone ont estimé que les frontières sont trop faciles à franchir et que les lois sur l'immigration doivent être durcies.

De ce côté de l'Atlantique, les réactions vont dans la même direction : le maire PS de Montgeron (Essonne) a décidé de suspendre, à partir du 3 octobre, la signature des attestations d'accueil pour les étrangers, déclarant à l'AFP qu'il juge ce dispositif « permissif et totalement contraire à la volonté de l'Etat de maîtriser les flux migratoires ».

La peur née des attentats commis à New York et à Washington pousse l'opinion publique et ses élus à demander le tarissement de l'immigration. Quelle influence exerceront ces fantasmes sur les politiques d'immigration ?

A court terme, cette peur ne fera qu'amplifier un recul imputable au marasme économique. Car les pays occidentaux avaient tous mis en place des assouplissements pour attirer des profession-

nels dans les secteurs en mal de main-d'œuvre : les Etats-Unis ont fait passer en deux ans le quota de visas H1B réservés aux professionnels et aux travailleurs qualifiés de 65 000 à 195 000 par an ; l'Allemagne a créé une sorte de carte verte pour 20 000 informaticiens étrangers. La France a mis en place des procédures d'autorisation simplifiées pour les informaticiens payés plus de 180 000 francs par an.

Mais on voit mal comment le robinet pourrait être totalement fermé. « Certes, le dossier de la régularisation des 9 millions de travailleurs mexicains illégaux aux Etats-Unis n'est pas près de revenir sur la table des négociations entre les présidents mexicain Vicente Fox et américain George W. Bush, explique Jean-Christophe Dumont, administrateur à la division des pays non membres et de l'immigration de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Mais l'Amérique ne peut ni se passer de cette main-d'œuvre ni la conserver dans la clandestinité. »

En fait, les attentats de New York auront surtout un effet sur les réflexions menées par l'ONU ou l'Union européenne sur la nécessité d'encourager l'immigration dans les pays du Nord afin de compenser le vieillissement de leur population.

« Il va être encore plus évident que les migrations ne peuvent être la solution aux déséquilibres démographiques très importants en Europe comme au Japon, affirme M. Dumont. Est-on prêt, dans ces pays, à multiplier par dix le nombre des immigrés ? Est-on prêt en France à accueillir un million d'étrangers par an ? La réponse est évidemment non. » Attentats ou pas. « C'est le moment de mieux coordonner les politiques migratoires et les politiques de développement », conclut M. Dumont. « Nous entrons dans une période où nous allons devoir repenser la politique d'immigration, car il n'est pas question de se laisser aller à une chasse aux sorcières, mais la politique d'accueil doit être comprise par l'opinion », répond en écho Lucile Schmid, chargée de mission auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité.

Le premier pas dans le sens de cette indispensable rénovation sera réalisé, le 16 et le 17 octobre, à Bruxelles, avec la réunion des ministres de l'intérieur et de l'emploi des Quinze. Ils débattront de leurs contrôles aux frontières et de leurs politiques respectives d'immigration. A l'évidence, ce ne sera qu'un début.

Alain Faujas

Anton Brender, professeur d'économie à Paris-IX - Dauphine

## « Il faut développer une action pour réduire les zones d'exclusions »

« Le capitalisme n'a jamais été aussi puissant. En même temps, il n'a jamais autant affiché les signes de sa vulnérabilité. Comment expliquer ce paradoxe ?

– Nous découvrons que nos systèmes de production et de communication, nos lieux de travail et d'habitation... n'ont pas été pensés pour résister au terrorisme. Une violence froide et déterminée peut assez facilement provoquer des accidents, des dysfonctionnements, des catastrophes et finalement des pertes humaines considérables.

« Cette vulnérabilité est d'autant plus grande que le progrès social connu par nos sociétés au cours du dernier siècle les conduisent à accorder un prix élevé aux vies de chacun de leurs membres. C'est la raison pour laquelle, dans les pays riches, tout est fait pour essayer de limiter les pertes humaines. On l'a vu lors de la guerre du Golfe : le nombre de morts dans les deux camps a été inversement propor-

tionnel au nombre de milliards de dollars dépensés pour préparer et conduire cette guerre.

– Le terrorisme s'inscrit-il dans une logique riche-pauvre ?

– Pour un pays pauvre, il est vain de vouloir conquérir un pays riche pour tenter de lui prendre sa richesse : cette richesse repose sur des modes de production extrêmement sophistiqués, qui cesseraient très rapidement de fonctionner. Le déstabiliser, voire détruire ses capacités de production est par contre possible. D'autant que, dans les régions plus pauvres de la planète, les vies individuelles ont un prix faible : des attentats-suicides contre nos sociétés peuvent non seulement provoquer des destructions importantes, mais aussi y altérer profondément la confiance. Or le fonctionnement quotidien de nos économies repose sur la confiance en l'avenir : une inquiétude radicale et durable aurait des effets paralysants. Elle plongerait la population des consumma-

teurs, les entreprises, et bien sûr aussi les marchés financiers, dans un désarroi tel que très vite une forte contraction de l'activité ne pourrait être évitée.

– Comment les premiers peuvent-ils se protéger des seconds ?

– Le premier réflexe est forcément de protection. Les attentats de New York et Washington vont conduire à repenser la manière dont le transport aérien peut être préservé plus efficacement de tentatives de détournement. Mais ils ont aussi attiré l'attention – comme d'ailleurs l'explosion de Toulouse – sur les risques associés à beaucoup d'installations industrielles. A terme, des solutions vont être trouvées et mises en œuvre : nous ne manquons ni d'imagination ni de moyens.

« Mais on verra qu'une protection totale est impossible. La seule réponse efficace est la prévention : si l'on part du principe que des personnes peuvent chercher à détruire le système qui les exclut, il n'est pas d'autre alternative que

de développer une action en profondeur pour réduire les zones d'exclusions. Ce n'est bien sûr pas parce que l'on est exclu que l'on devient terroriste, mais l'exclusion crée un terrain qui facilite le développement d'une opposition au système suffisamment radicale pour conduire au terrorisme.

– Mais de quelle exclusion parlez-vous ? Celle qui est interne aux pays riches ? Ou celle des pays pauvres qui ne participent pas à la grande "fête" de la mondialisation ?

– Les attentats aux Etats-Unis ont attiré l'attention sur l'exclusion de certaines régions de la planète. Mais il existe aussi, à l'intérieur même de nos sociétés, des zones d'exclusions. Nos infrastructures sociales (l'éducation, la justice, la police, la ville...) fonctionnent aujourd'hui de manière imparfaite. Rétablir la sécurité dans certaines banlieues ne peut passer simplement par un déploiement policier plus important.

« Repenser l'école, par exemple, pour lui permettre de redeve-



### Anton Brender

● Cet économiste de 55 ans est professeur associé à l'université Paris-IX-Dauphine et a été directeur du CEPIL.

● Directeur des études économiques dans une banque parisienne, il a publié plusieurs ouvrages, parmi lesquels *Le Nouvel Age de l'économie américaine*, avec Florence Pisani (Economica, 1999), et *L'Impératif de solidarité* (éd. La découverte, 1996, réédité dans la collection « Repère » sous le titre *La France face à la mondialisation*.

nir le facteur d'intégration sociale qu'elle a longtemps été, sera sur le long terme plus efficace. Ceci ne suppose pas forcément plus d'enseignants, mais sûrement d'autres façons d'éduquer. L'effort à faire dans tous ces domaines est suffisamment ambitieux pour justifier un plan semblable, d'une certaine manière, à ceux faits au lendemain de la seconde guerre mondiale pour mettre en place les infrastructures matérielles qui ont permis ensuite à notre pays de connaître un étonnant développement économique.

– Quelles vous semblent être les priorités de cette action à long terme ?

– Sur le plan intérieur, comme au niveau international, il s'agit là d'actions de très longue haleine. La première des priorités me semble être de prendre conscience de leur nécessité. La tragédie du 11 septembre y contribuera sans doute. »

Alain Beuve-Méry et Yves Mamou

Robert Boyer, économiste au Cépremap, directeur de recherche au CNRS

## « Le couple privé-public est fait pour durer »

« Face à la crise et aux conséquences des attentats du 11 septembre, les pays industrialisés, Etats-Unis en tête, recourent à l'intervention de l'Etat et à la dépense publique. Que pensez-vous de ces entorses au libéralisme économique ?

« Tout au long de la campagne électorale, George W. Bush avait bâti son discours économique sur la nécessité de revenir à plus de marché, mécanisme considéré comme le plus essentiel du système. Or, depuis les événements tragiques du 11 septembre, les républicains admettent les limites du marché et du privé. On s'aperçoit que l'assurance privée ne peut pas assurer les dégâts causés par un Boeing qui s'écrase contre les tours jumelles de Manhattan. Ce n'est ni un acte de guerre proprement dit ni un accident de transport aérien. Du coup, les lobbies interviennent, comme ils l'ont fait au Japon après le tremblement de terre de Kôbé, pour que les compagnies d'assurances soient couvertes et subventionnées pour ce risque systémique. On redécouvre alors que seule la solidarité nationale doit et peut compenser ce type de risque majeur. De même pour les compagnies aériennes. Leur surcapacité, en vertu d'un raisonnement schumpeterien, aurait dû être ajustée en conséquence. Or, là aussi, l'Etat fédéral intervient pour éviter la panique et la faillite en chaîne des compagnies.

« Enfin, on constate que les marchés financiers qui, de fait, pilotaient la nouvelle économie peuvent verser dans le pire des catastrophes. Si on laisse le marché livré à lui-même, il risque de s'effondrer. C'est ce que disait Keynes en son temps... Eclairer les vus sur l'avenir devient une tâche essentielle pour les autorités publiques. C'est ce qu'a fait, en toute

logique, l'administration Bush.

« Ainsi, l'allègement de la fiscalité qui, en 2000, participait d'une politique de l'offre, devient, en 2001, de la relance keynésienne au sens propre du terme. En réalité, depuis Ronald Reagan, les Etats-Unis ont régulièrement pratiqué des politiques keynésiennes sans le dire. La nouveauté aujourd'hui est que les Américains découvrent que la politique de la demande vient compléter l'action sur les incitations et l'offre.

« N'est-ce pas un des enseignements de l'histoire de l'économie ?

« Pour les libéraux, si l'Etat est intervenu de cette façon pour soutenir des pans entiers de l'économie, ce serait seulement en raison de l'action exercée par les groupes de pression. Si on revisite les périodes d'émergence de l'Etat, l'expérience historique livre une vision différente. Sans la deuxième guerre mondiale et le rapprochement du public et du privé, les Etats-Unis n'auraient pas connu l'essor extraordinaire qui a été le leur durant les cinquante ans qui ont suivi. Les grandes guerres ont été la matrice des changements du capitalisme. En effet, les réformes économiques profondes reposent sur un fort sentiment d'identité et de solidarité nationales. L'identité nationale joue à travers la solidarité fiscale.

« L'autre élément est que la citoyenneté finit par réagir sur le marché et l'économie. Les citoyens ne sont pas que des *homo economicus*. Les comportements politiques s'en trouvent modifiés. Les Etats-Unis avaient bloqué il y a trois mois des textes visant à pénaliser les paradis fiscaux. Finalement, M. Ben Laden les aura involontairement convaincus que c'était faisable et qu'il fallait le faire... Le 11 septembre aura des effets bien au-delà de l'agenda géopolitique classique. Le retour de l'Etat pour assumer

des fonctions économiques, sociales et socio-politiques essentielles est en cours. L'idéologie est vaincue par la nécessité de préserver la vie collective et il apparaît que l'Etat peut être le vecteur d'un capitalisme moderne. L'idée anglosaxonne selon laquelle s'opposent le marché et le bon entrepreneur d'un côté, l'Etat prédateur de l'autre, est mise à mal. De fait, la reconnaissance de synergies marque un grand tournant pour les années à venir.

« Quelle interprétation peut faire de ce nouveau contexte l'Ecole de la régulation dont vous êtes l'un des fondateurs ?

« Le capitalisme évolue à travers ses crises. Dans la vision de la nouvelle économie, les crises



### Robert Boyer

● Directeur de recherche au CNRS et directeur d'études à l'Ehess (Ecole des hautes études en sciences sociales), Robert Boyer, âgé de 58 ans, est également membre du CAE (Conseil d'analyse économique).

● Economiste au Cépremap (Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquée à la planification), Robert Boyer est l'un des fondateurs de l'Ecole dite de la régulation.

avaient disparu. Depuis mars 2000, les crises sont partout. Dans une optique régulationniste, une crise intervient lorsque les mécanismes économiques à l'œuvre, impulsés par les institutions héritées du passé, n'arrivent plus à stabiliser les déséquilibres de l'accumulation. C'est ce que montre l'économie américaine actuelle. C'est une crise de régulation puisqu'il faut une intervention publique massive et multiforme pour contrecarrer les risques de récession ou, pire, de dépression. Du coup on retrouve l'idée qu'une forme d'intervention publique est constitutive d'une économie de marché. L'erreur serait de confondre une forme d'Etat avec l'Etat en général. L'Etat américain ne manque pas de moyens. Il a une politique fiscale active et une capacité certaine à régler les problèmes que le secteur privé ne peut résoudre à lui seul.

« Par exemple, en promouvant la défense des droits de propriété intellectuelle dans le monde entier, il assure l'un des avantages compétitifs de l'économie américaine. Enfin, l'Etat est là pour mener une vigoureuse politique contra-cyclique. Le couple marché-Etat est fait pour durer selon des configurations qui ne peuvent résulter de la victoire de l'un sur l'autre. La pensée économique est régulièrement soumise à d'amples mouvements de pendule. Il se pourrait que les années 2000 marquent un retour vers une vision plus pragmatique, donc équilibrée. Le George W. Bush de l'après-11 septembre 2001 a-t-il encore la même politique que celle qu'il proposait aux électeurs américains ? »

Propos recueillis par Serge Marti

## Québec : l'autre antimondialisation

Pour les organisateurs de la manifestation, il s'agit de faire entendre la voix de l'économie solidaire dans le débat sur la mondialisation néo-libérale. Et surtout, de prôner « une autre mondialisation » qui mettrait en avant la lutte contre la pauvreté, par l'emploi et la protection sociale et qui instituerait la maîtrise de l'environnement et de la société sur l'économie. Du 9 au 12 octobre se tient à Québec, la deuxième rencontre internationale sur « la globalisation de la solidarité ». Quatre cents acteurs des pays du Nord et du Sud sont attendus pour proposer que les expériences d'économie sociale et solidaire qui s'organisent, à l'échelle locale, à l'intérieur des pays, puissent avoir des prolongements internationaux.

Loin d'« une rhétorique gauchiste », explique Jean-Louis Laville, professeur au Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (Crida), il s'agit de promouvoir un autre modèle économique qui existe. A multiples facet-

tes, plurielle, l'économie sociale et solidaire souffre d'un manque de reconnaissance internationale. Elle constitue plus une nébuleuse qu'un réseau structuré. Pourtant des *talleres de production* en Amérique latine, aux greniers villageois et tontines africaines, en passant par les *credit unions* des pays anglophones, les systèmes de crédit solidaire de type Grameen Bank en Asie et les mutuelles en Europe et Amérique du Nord, son emprise sur les cinq continents est bien réelle.

Finance solidaire, commerce équitable, service de proximité, agriculture durable, gestion urbaine par les habitants et systèmes d'échanges locaux, autant de concepts – plus ou moins connus du grand public – qui s'efforcent de répondre à de véritables besoins sociaux, tout en mettant en œuvre une autre pratique de l'économie. En France, c'est l'Inter Réseaux de l'économie solidaire, créé en 1997 qui fédère les initiatives. Il avait envoyé huit personnes à Lima (Pérou) pour la première édition de ces rencontres internationales.

Il y a quatre ans, les représentants d'organisations populaires, de groupes d'appui, de réseaux de développement local présents, issus de trente-deux pays, ont noué des contacts. Dans un texte commun, ils ont reconnu vivre « sous un modèle hégémonique de développement qui, au Sud comme au Nord, produit destruction, pauvreté, exclusion sociale et politique, etc. ». Ils ont estimé que « ce modèle ne reconnaît pas comme légitimes les activités humaines indispensables à la vie en société et menace l'avenir de la planète » et affirmé que « la solidarité en économie implique un projet économique, politique et social porteur d'une nouvelle façon de faire de la politique, sur la base d'actions citoyennes ». Aujourd'hui, il existe un ensemble de forces sociales qui se veut porteur de contre-propositions à la mondialisation néolibérale. A Québec, l'objectif est d'« affirmer la solidarité des sociétés du Nord et du Sud autour d'une alternative. »

A. B.-M.

## Le modèle social européen, une alternative possible ?

Chaque décennie, son modèle ! Il fallait être absolument Français dans les années 1960, Suédois ou Japonais en 1970, Allemand en 1980 et Américain en 1990. Pour cette première décennie du nouveau millénaire, le temps de l'Europe serait-il venu ? La montée de l'incertitude économique liée aux attentats du 11 septembre qui a d'abord frappé les Etats-Unis, avant de se répercuter en ondes de choc successives dans les autres pays, donne un nouveau relief à la question. Pour la première fois, constate Philippe Mechet de la Sofres, l'Europe est citée comme « un recours » dans les enquêtes d'opinion. Les personnes interrogées ne se sentent pas seules et ont le sentiment de faire partie d'une entité économique plus large, qui englobe près de 360 millions d'habitants. Il y a dix ans, lors de la guerre du Golfe, les instituts de sondage n'avaient enregistré aucune réaction de ce genre.

« En Amérique latine et au Canada, il y a un *vis intérêt* porté sur la construction européenne, au regard des phénomènes de régionalisation qu'ils connaissent chez eux », a observé Jean-Christophe Le Dui-gou, responsable des questions économiques à la CGT, invité à débattre sur le rôle de l'Europe, à l'occa-

Pour servir de laboratoire à une transformation sociale, les Quinze devraient inclure des critères quantitatifs dans leurs évaluations

sion d'un colloque du Cercle Condorcet et de Convictions, sur « La France, face au capitalisme ». Selon lui, la planète est loin de fonctionner comme un système économique intégré et la régulation du travail constitue un des enjeux-clés du développement futur de l'Europe. C'est, explique-t-il, à l'intérieur de ces sous-ensembles où les entreprises sont en situation de concurrence qu'il faut construire des systèmes de garanties sociales.

En fait, le modèle européen n'en finit pas de cumuler les paradoxes. Depuis une vingtaine d'années, les gouvernements des pays européens ont pris au mot les préceptes du libéralisme et ils ont abandonné, en partie, leur pouvoir de régulation économique. « Rester passif et laisser jouer les stabilisateurs écono-

miques sert de base aux politiques budgétaires actuelles », constate Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), invité du même colloque. Il en va de même, pour la politique monétaire, confiée à une institution indépendante : la Banque centrale européenne. Les politiques suivies ne sont plus nationales, mais elles ne sont pas non plus européennes. Cette faute incombe à un « vide de souveraineté », dit-il.

Aujourd'hui, « c'est par son système de protection sociale que l'Europe maintient un volet de demande, notamment en période de basses eaux économiques », poursuit le président de l'OFCE. Toute démarche qui vise à réduire la politique de protection sociale, sans réintroduire des éléments de politique macroéconomique « conduirait, selon lui, à une récession ». Pour servir de laboratoire à une transformation sociale, l'Europe devrait aussi inclure des critères qualitatifs (développement durable, etc.) dans ses évaluations.

Une centaine d'experts internationaux (universitaires, membres de la Commission, etc.) se sont interrogés, eux aussi, sur « la place et l'avenir du modèle social européen » au cours d'un colloque organisé mi-septembre par le Laboratoire d'économie et de sociologie

du travail (LEST) et la Fondation de Dublin. A partir de la théorie de l'« autonomie régulée », qu'il développe depuis quinze ans, Alain Chouraqui, directeur au CNRS, a expliqué pourquoi « le modèle social européen était sous tension ». Pour s'imposer face à la mondialisation, il a besoin de se renforcer dans trois directions. D'abord, mieux articuler les différents niveaux de régulation – faits pour avoir des outils de gestion – et de dérégulation qui répondent aux demandes de souplesse. Ensuite, le modèle européen doit affirmer ses valeurs : « L'humanisme et le social comme objectifs de l'organisation collective, l'économique comme levier du progrès social et le politique et le juridique comme garants d'un équilibre entre ces fins et ces moyens. » Vrai en théorie, ce schéma connaît de nombreuses dérives, en pratique.

Enfin, le rôle et la responsabilité de la puissance publique dans ce dispositif doivent être clairement réaffirmés. Sauf à vouloir que la politique d'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale engagée par les Quinze ne le soit que pour permettre le retour à un simple Marché commun. Ce qui serait un grand bond en arrière.

Alain Beuve-Méry

## HISTOIRE ÉCONOMIQUE

par Marie Brossier

## Le « New Deal » de 1933

La politique interventionniste de l'Etat américain telle que l'a récemment exposée le président George W. Bush en matière d'aide aux secteurs de l'économie les plus touchés par les événements du 11 septembre, a surpris certains observateurs. Il ne s'agit pourtant pas d'une première. En dépit de ses traditions de libéralisme, les Etats-Unis ont, par le passé, déjà expérimenté une implication massive de l'Etat fédéral dans la vie économique à l'occasion d'une grave crise. Le cas le plus marquant est celui du « New Deal » de 1933.

A la suite du krach de 1929, l'effondrement de la Bourse et des conséquences en cascade qu'elle entraîne, les Etats-Unis affrontent la crise la plus grave de leur histoire contemporaine : le pays compte 13 millions de chômeurs et des milliers d'entreprises en faillite, alors que s'annonce une paralysie générale de l'activité. En fait c'est le cadre d'un libéralisme à peu près total dans lequel s'était épanouie jusque-là la jeune Amérique qui est menacé de disparition.

Le 8 novembre 1932, le candidat démocrate Franklin Delano Roosevelt est élu contre le président sortant, le républicain Herbert Clark Hoover, qui, par conviction dans les vertus de la non-intervention de l'Etat, a trop longtemps retardé le recours à des interventions salutaires pour remédier à l'effondrement de l'activité. Alors que le monde entier s'enfonce à son tour dans la paralysie générale, Franklin D. Roosevelt tente d'apporter une solution originale avec cette « nouvelle donne ». Roosevelt n'étant pas un théoricien mais un politique avisé, le « *New Deal* », ne fut rien d'autre qu'un ensemble de mesures d'urgence empiriques visant tout d'abord à stopper la crise, par la relance de la consommation et de l'investissement, puis à amorcer, par étapes, la réforme d'une partie du système économique. La législation mise en place à cet effet s'inspire avant tout de l'expérience américaine de l'économie de guerre et de la philosophie de progrès social du début du siècle.

Peu à peu, la vie économique se transforme dans l'Amérique des années 1930. Roosevelt ne croit plus au seul capitalisme libéral. Il estime que l'Etat doit jouer un rôle primordial dans l'évolution des modes de production, des échanges, des rapports industriels. Le système bancaire est restructuré, l'étalon-or est abandonné et le dollar est dévalué de 40 %. Le 12 mai 1933, est signé l'Agricultural Adjustment Act (AAA). Celui-ci offre des indemnités aux propriétaires agricoles qui acceptent de réduire leurs surfaces cultivées en produits de base (blé, maïs, coton, tabac). Le 16 juin 1933, par le vote du National Industrial Recovery Act (NIRA), le « *New Deal* » transforme les rapports sociaux en posant les fondations d'une société plus égalitaire : chaque entreprise, établit de manière volontaire un code de loyale concurrence, fixant aussi les conditions minimales du travail et garantissant la liberté syndicale.

Le « *New Deal* » se définit aussi comme un vaste effort de lutte contre le chômage : un organisme fédéral d'assistance, la Federal Emergency Relief Association dispose de 500 millions de dollars de ressources tandis qu'un vaste programme de travaux publics est confié à l'Emergency Public Works Administration, dotée, elle, de 3 500 millions de dollars. La réalisation la plus impressionnante dans ce domaine sera l'aménagement des 1 500 kilomètres de la vallée du Tennessee, sous la férule de la Tennessee Valley Authority (TVA). A travers toutes ces dispositions, il s'agit de donner à l'administration fédérale un rôle de planificateur, d'assurer au mieux l'équilibre du budget tout en procédant à des dépenses ciblées (c'est la politique dite d'« amorçage de la pompe ») qui stimuleront la consommation. La Cour Suprême a bien essayé de limiter les effets du « *New Deal* », satisfaisant ainsi les détracteurs de Roosevelt, en déclarant inconstitutionnelles certaines des lois votées par le Congrès mais le processus était solidement enclenché.

Les résultats positifs de cette « nouvelle donne » ont été très lents à se matérialiser. Un second « *New Deal* » a été lancé en 1937 mais, l'année suivante, les Etats-Unis atteignent tout juste leur niveau de production d'avant la crise, tandis que leur revenu national restait très en-deçà. Tout en ayant été fortement réduit (7,2 millions en 1937), le chômage était loin d'être résorbé. Il remontera d'ailleurs à 10 millions de chômeurs lorsque le pays connaîtra, en 1938, une nouvelle phase de récession. Ce n'est qu'en s'engageant dans la seconde guerre mondiale, en 1941, que les Etats-Unis sortiront réellement de la crise.

Le « *New Deal* » aura été une profonde coupure dans l'histoire des Etats-Unis, un moment convertis à l'Etat-providence. Si les résultats pratiques de l'expérience restèrent limités, cette « nouvelle donne » fit admettre à la plus grande partie des Américains, le principe de l'intervention du gouvernement fédéral dans le domaine économique et social. Aussi cette expérience, qui a pu être considérée, en son temps, comme une préface à l'instauration d'une forme de société socialiste, prétendait-elle simplement sauver le régime capitaliste. Elle aura aussi permis, après la fin du conflit mondial, de préparer l'Amérique à assumer le rôle économique et politique majeur qu'elle allait jouer sur la scène internationale durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Conservatoire National des Arts et Métiers  
INSTITUT DES ETUDES ÉCONOMIQUES SOCIALES ET TECHNIQUES DE L'ORGANISATION  
PARIS — LYON — MONTPELLIER — NANTES

Développez votre expertise  
sur les marchés de l'organisation  
et du consulting



L'ESTO - CNAM vous propose :

- 2 MASTÈRES homologués par la Conférence des Grandes Ecoles : Organisation et Management de projets (niveau d'accès : Bac + 5 ou Bac + 4 avec expérience professionnelle)  
- 1 Diplôme homologué de niveau I : le Diplôme d'Études Supérieures des Techniques de l'Organisation (DESTO) (niveau d'accès : Bac + 4 ou Bac + 2 avec expérience professionnelle)  
Des formations d'un an (dont 4 à 6 mois en Entreprise) pour acquérir une double compétence.

Réunions d'Information  
(débouchés, programmes, conditions d'admission, financements)  
les jeudis 11 et 25 octobre, 8 novembre 2001, de 18 à 20 heures  
Rez-de-chaussée - 55, rue de Turbigo - 75003 PARIS - Métro Arts et Métiers  
Tél. 01 40 27 25 08 - Fax 01 40 27 26 24 - e-mail : iesto@cnam.fr

Sans remettre en cause la nature criminelle et injustifiable des attentats du 11 septembre, certains commentateurs, tel Christopher Patten, avancent d'autres explications, économiques et sociales, à ces actes terroristes

Christopher Patten, commissaire européen chargé des relations extérieures

## « Les Etats-Unis doivent réfléchir aux raisons de leur impopularité dans une partie du monde »

« Vous avez écrit récemment que le terrorisme est "l'aspect sombre de la globalisation". Que voulez-vous dire par là ?

– Je ne prétends pas que le terrorisme, pas plus d'ailleurs que la globalisation, soit un phénomène nouveau. Mais aujourd'hui les terroristes sont en mesure d'utiliser les technologies qui se sont répandues grâce aux conséquences économiques de la libéralisation des échanges, afin de provoquer des dommages infiniment plus dévastateurs à la société qu'ils n'auraient pu le faire il y a vingt, trente ou quarante ans. Ils naviguent sur Internet, utilisent des avions et des moyens high-

tech aisément disponibles, en particulier dans les pays riches, dans le but de poursuivre leurs causes fanatiques. D'où ce paradoxe : les technologies de la globalisation sont utilisées contre quelques-uns des symboles les plus forts de la globalisation. Faut-il pour autant associer l'opposition à la globalisation avec ce à quoi nous avons assisté, la semaine dernière, à New York et Washington ? Certainement pas.

« A long terme, nous allons devoir être plus actifs face à la relation entre pauvreté, commerce équitable, dégradation environnementale, migrations, drogue, crime international et violence »

– Mais pourquoi les Américains ont-ils été visés, qui plus est chez eux ? Est-ce parce qu'ils ont beaucoup plus d'ennemis que quiconque ?

– Il y a un paradoxe extraordinaire : dans le monde entier, la très grande majorité des populations les plus pauvres voudrait bien, si c'était possible, vivre en Amérique. Et pour être juste, les Etats-Unis ont un bilan en matière d'immigration, de questions raciales et ethniques bien plus favorable que les Européens. Or, tragiquement, le seul « racisme autorisé » dans le monde moderne est d'être anti-Américain !

» Rappelons-nous qu'il n'y a pas d'autre pays au monde dont la prospérité est aussi importante pour le reste du monde, pas d'autre pays qui ait été aussi généreux pour aider l'Europe. La lourde charge que les Etats-Unis doivent supporter est d'être d'une certaine façon notre substitut, à la fois pour le modernisme, la transparence et la prospérité. Et c'est pourquoi ils ont été la cible de ces derniers jours.

– Pensez-vous que quelque chose de fondamental doit être changé dans la façon dont les Américains communiquent et se conduisent avec le reste du monde ?

– Même s'ils peuvent conclure que l'hostilité à l'égard des Etats-Unis est injuste, il serait sans doute utile que ceux qui participent à l'élaboration de la politique amé-

ricaine réfléchissent aux raisons de leur impopularité dans une partie du monde. Mais il serait erroné de sauter sur des conclusions simplistes. Un exemple : cette attaque aurait-elle eu lieu si Camp David avait été un succès ? C'est là une occasion où l'administration américaine a été plus impliquée que jamais dans le pro-

cessus de paix au Proche-Orient. Malheureusement, cela n'a pas été un succès. Mais nous savons bien que, alors même que des négociations avaient lieu, que Camp David se préparait, les ter-

roristes, de leur côté, se préparaient à ces attaques monstrueuses. Je ne crois pas du tout que l'on puisse dire que si l'administration américaine avait intensifié ses efforts en faveur des conclusions de la Commission Mitchell, ce qui s'est passé à Manhattan n'aurait pas eu lieu. Mais je suis sûr, en revanche, de deux

choses : si les deux parties ne recommencent pas à discuter des moyens d'appliquer ces conclusions, la violence au Proche-Orient ne cessera pas ; ensuite, la poursuite du blocus des territoires palestiniens, loin d'accroître la sécurité, ne fera que réduire les perspectives de sécurité dans la région.

– Quelle leçon tirer de ce qui vient de se passer aux Etats-Unis ?

– Ce qu'il est important de reconnaître, c'est qu'une société pluraliste et ouverte est quelque chose qui doit être constamment défendu. Il est impératif que nous ne donnions pas l'impression de penser que nos valeurs ne sont pas universelles. Nous avons tendance, lorsque nous parlons de droits de l'homme, d'en parler comme s'il s'agissait d'une notion propre aux Européens et aux Américains, comme si nous avions un monopole, une vertu dans ce domaine.

» Regardez l'étendue des crimes contre l'humanité commis en Europe au XX<sup>e</sup> siècle ! Sur le plan diplomatique, cela signifie que nous devons essayer de mieux comprendre le monde islamique, ce qui veut dire aussi le faire participer [à notre évolution]. Le plus grand danger d'aujourd'hui est la tendance à la xénophobie dont le monde arabe et l'Islam sont les cibles. »

Propos recueillis par Laurent Zecchini

– Mais il y a un lien...  
– Oui. Lorsque je m'occupais de l'Irlande du Nord, je n'avais aucun doute que le fait d'améliorer, par exemple, les conditions sociales à Londonderry était directement lié à la réponse politique pour combattre la violence. Parce que les gens ont plus de chances d'approuver – même s'ils ne les soutiennent pas directement, les arguments des extrémistes – s'ils n'ont eux-mêmes aucun espoir. Donc il n'y a pas de lien mécanique entre pauvreté et terrorisme, parce qu'il y a des centaines de millions de gens qui vivent ainsi sans pour autant tuer leur prochain. Mais je suis sûr qu'à long terme, face à cette relation entre pauvreté, commerce inéquitable, dégradation environnementale, migration, drogue, crime international, violence, nous allons devoir être plus actifs, constructifs et créatifs, pour tenter de trouver des solutions. Il ne s'agit pas de proposer un régime forcé de communiqués bien intentionnés et moralisateurs ! Ces questions sont complexes, mais elles ont pris une dimension sans pareille avec les faits et le symbolisme de ce qui s'est passé mardi dernier. Comme Européens, nous avons cependant quelque chose à faire valoir, parce que nous sommes le meilleur exemple de ce multilatéralisme qui, en pratique, aide à atténuer les traditions de violence.

– Mais pourquoi les Américains ont-ils été visés, qui plus est chez eux ? Est-ce parce qu'ils ont beaucoup plus d'ennemis que quiconque ?

– Il y a un paradoxe extraordinaire : dans le monde entier, la très grande majorité des populations les plus pauvres voudrait bien, si c'était possible, vivre en Amérique. Et pour être juste, les Etats-Unis ont un bilan en matière d'immigration, de questions raciales et ethniques bien plus favorable que les Européens. Or, tragiquement, le seul « racisme autorisé » dans le monde moderne est d'être anti-Américain !

» Rappelons-nous qu'il n'y a pas d'autre pays au monde dont la prospérité est aussi importante pour le reste du monde, pas d'autre pays qui ait été aussi généreux pour aider l'Europe. La lourde charge que les Etats-Unis doivent supporter est d'être d'une certaine façon notre substitut, à la fois pour le modernisme, la transparence et la prospérité. Et c'est pourquoi ils ont été la cible de ces derniers jours.

– Pensez-vous que quelque chose de fondamental doit être changé dans la façon dont les Américains communiquent et se conduisent avec le reste du monde ?

– Même s'ils peuvent conclure que l'hostilité à l'égard des Etats-Unis est injuste, il serait sans doute utile que ceux qui participent à l'élaboration de la politique amé-

ricaine réfléchissent aux raisons de leur impopularité dans une partie du monde. Mais il serait erroné de sauter sur des conclusions simplistes. Un exemple : cette attaque aurait-elle eu lieu si Camp David avait été un succès ? C'est là une occasion où l'administration américaine a été plus impliquée que jamais dans le pro-

cessus de paix au Proche-Orient. Malheureusement, cela n'a pas été un succès. Mais nous savons bien que, alors même que des négociations avaient lieu, que Camp David se préparait, les ter-

roristes, de leur côté, se préparaient à ces attaques monstrueuses. Je ne crois pas du tout que l'on puisse dire que si l'administration américaine avait intensifié ses efforts en faveur des conclusions de la Commission Mitchell, ce qui s'est passé à Manhattan n'aurait pas eu lieu. Mais je suis sûr, en revanche, de deux

choses : si les deux parties ne recommencent pas à discuter des moyens d'appliquer ces conclusions, la violence au Proche-Orient ne cessera pas ; ensuite, la poursuite du blocus des territoires palestiniens, loin d'accroître la sécurité, ne fera que réduire les perspectives de sécurité dans la région.

– Quelle leçon tirer de ce qui vient de se passer aux Etats-Unis ?

– Ce qu'il est important de reconnaître, c'est qu'une société pluraliste et ouverte est quelque chose qui doit être constamment défendu. Il est impératif que nous ne donnions pas l'impression de penser que nos valeurs ne sont pas universelles. Nous avons tendance, lorsque nous parlons de droits de l'homme, d'en parler comme s'il s'agissait d'une notion propre aux Européens et aux Américains, comme si nous avions un monopole, une vertu dans ce domaine.

» Regardez l'étendue des crimes contre l'humanité commis en Europe au XX<sup>e</sup> siècle ! Sur le plan diplomatique, cela signifie que nous devons essayer de mieux comprendre le monde islamique, ce qui veut dire aussi le faire participer [à notre évolution]. Le plus grand danger d'aujourd'hui est la tendance à la xénophobie dont le monde arabe et l'Islam sont les cibles. »

Propos recueillis par Laurent Zecchini

– Mais il y a un lien...  
– Oui. Lorsque je m'occupais de l'Irlande du Nord, je n'avais aucun doute que le fait d'améliorer, par exemple, les conditions sociales à Londonderry était directement lié à la réponse politique pour combattre la violence. Parce que les gens ont plus de chances d'approuver – même s'ils ne les soutiennent pas directement, les arguments des extrémistes – s'ils n'ont eux-mêmes aucun espoir. Donc il n'y a pas de lien mécanique entre pauvreté et terrorisme, parce qu'il y a des centaines de millions de gens qui vivent ainsi sans pour autant tuer leur prochain. Mais je suis sûr qu'à long terme, face à cette relation entre pauvreté, commerce inéquitable, dégradation environnementale, migration, drogue, crime international, violence, nous allons devoir être plus actifs, constructifs et créatifs, pour tenter de trouver des solutions. Il ne s'agit pas de proposer un régime forcé de communiqués bien intentionnés et moralisateurs ! Ces questions sont complexes, mais elles ont pris une dimension sans pareille avec les faits et le symbolisme de ce qui s'est passé mardi dernier. Comme Européens, nous avons cependant quelque chose à faire valoir, parce que nous sommes le meilleur exemple de ce multilatéralisme qui, en pratique, aide à atténuer les traditions de violence.

– Mais pourquoi les Américains ont-ils été visés, qui plus est chez eux ? Est-ce parce qu'ils ont beaucoup plus d'ennemis que quiconque ?

– Il y a un paradoxe extraordinaire : dans le monde entier, la très grande majorité des populations les plus pauvres voudrait bien, si c'était possible, vivre en Amérique. Et pour être juste, les Etats-Unis ont un bilan en matière d'immigration, de questions raciales et ethniques bien plus favorable que les Européens. Or, tragiquement, le seul « racisme autorisé » dans le monde moderne est d'être anti-Américain !

» Rappelons-nous qu'il n'y a pas d'autre pays au monde dont la prospérité est aussi importante pour le reste du monde, pas d'autre pays qui ait été aussi généreux pour aider l'Europe. La lourde charge que les Etats-Unis doivent supporter est d'être d'une certaine façon notre substitut, à la fois pour le modernisme, la transparence et la prospérité. Et c'est pourquoi ils ont été la cible de ces derniers jours.

– Pensez-vous que quelque chose de fondamental doit être changé dans la façon dont les Américains communiquent et se conduisent avec le reste du monde ?

– Même s'ils peuvent conclure que l'hostilité à l'égard des Etats-Unis est injuste, il serait sans doute utile que ceux qui participent à l'élaboration de la politique amé-

ricaine réfléchissent aux raisons de leur impopularité dans une partie du monde. Mais il serait erroné de sauter sur des conclusions simplistes. Un exemple : cette attaque aurait-elle eu lieu si Camp David avait été un succès ? C'est là une occasion où l'administration américaine a été plus impliquée que jamais dans le pro-

cessus de paix au Proche-Orient. Malheureusement, cela n'a pas été un succès. Mais nous savons bien que, alors même que des négociations avaient lieu, que Camp David se préparait, les ter-

roristes, de leur côté, se préparaient à ces attaques monstrueuses. Je ne crois pas du tout que l'on puisse dire que si l'administration américaine avait intensifié ses efforts en faveur des conclusions de la Commission Mitchell, ce qui s'est passé à Manhattan n'aurait pas eu lieu. Mais je suis sûr, en revanche, de deux

choses : si les deux parties ne recommencent pas à discuter des moyens d'appliquer ces conclusions, la violence au Proche-Orient ne cessera pas ; ensuite, la poursuite du blocus des territoires palestiniens, loin d'accroître la sécurité, ne fera que réduire les perspectives de sécurité dans la région.

– Quelle leçon tirer de ce qui vient de se passer aux Etats-Unis ?

– Ce qu'il est important de reconnaître, c'est qu'une société pluraliste et ouverte est quelque chose qui doit être constamment défendu. Il est impératif que nous ne donnions pas l'impression de penser que nos valeurs ne sont pas universelles. Nous avons tendance, lorsque nous parlons de droits de l'homme, d'en parler comme s'il s'agissait d'une notion propre aux Européens et aux Américains, comme si nous avions un monopole, une vertu dans ce domaine.

» Regardez l'étendue des crimes contre l'humanité commis en Europe au XX<sup>e</sup> siècle ! Sur le plan diplomatique, cela signifie que nous devons essayer de mieux comprendre le monde islamique, ce qui veut dire aussi le faire participer [à notre évolution]. Le plus grand danger d'aujourd'hui est la tendance à la xénophobie dont le monde arabe et l'Islam sont les cibles. »

Propos recueillis par Laurent Zecchini

– Mais il y a un lien...  
– Oui. Lorsque je m'occupais de l'Irlande du Nord, je n'avais aucun doute que le fait d'améliorer, par exemple, les conditions sociales à Londonderry était directement lié à la réponse politique pour combattre la violence. Parce que les gens ont plus de chances d'approuver – même s'ils ne les soutiennent pas directement, les arguments des extrémistes – s'ils n'ont eux-mêmes aucun espoir. Donc il n'y a pas de lien mécanique entre pauvreté et terrorisme, parce qu'il y a des centaines de millions de gens qui vivent ainsi sans pour autant tuer leur prochain. Mais je suis sûr qu'à long terme, face à cette relation entre pauvreté, commerce inéquitable, dégradation environnementale, migration, drogue, crime international, violence, nous allons devoir être plus actifs, constructifs et créatifs, pour tenter de trouver des solutions. Il ne s'agit pas de proposer un régime forcé de communiqués bien intentionnés et moralisateurs ! Ces questions sont complexes, mais elles ont pris une dimension sans pareille avec les faits et le symbolisme de ce qui s'est passé mardi dernier. Comme Européens, nous avons cependant quelque chose à faire valoir, parce que nous sommes le meilleur exemple de ce multilatéralisme qui, en pratique, aide à atténuer les traditions de violence.

– Mais pourquoi les Américains ont-ils été visés, qui plus est chez eux ? Est-ce parce qu'ils ont beaucoup plus d'ennemis que quiconque ?

– Il y a un paradoxe extraordinaire : dans le monde entier, la très grande majorité des populations les plus pauvres voudrait bien, si c'était possible, vivre en Amérique. Et pour être juste, les Etats-Unis ont un bilan en matière d'immigration, de questions raciales et ethniques bien plus favorable que les Européens. Or, tragiquement, le seul « racisme autorisé » dans le monde moderne est d'être anti-Américain !

» Rappelons-nous qu'il n'y a pas d'autre pays au monde dont la prospérité est aussi importante pour le reste du monde, pas d'autre pays qui ait été aussi généreux pour aider l'Europe. La lourde charge que les Etats-Unis doivent supporter est d'être d'une certaine façon notre substitut, à la fois pour le modernisme, la transparence et la prospérité. Et c'est pourquoi ils ont été la cible de ces derniers jours.

– Pensez-vous que quelque chose de fondamental doit être changé dans la façon dont les Américains communiquent et se conduisent avec le reste du monde ?

– Même s'ils peuvent conclure que l'hostilité à l'égard des Etats-Unis est injuste, il serait sans doute utile que ceux qui participent à l'élaboration de la politique amé-

ricaine réfléchissent aux raisons de leur impopularité dans une partie du monde. Mais il serait erroné de sauter sur des conclusions simplistes. Un exemple : cette attaque aurait-elle eu lieu si Camp David avait été un succès ? C'est là une occasion où l'administration américaine a été plus impliquée que jamais dans le pro-

cessus de paix au Proche-Orient. Malheureusement, cela n'a pas été un succès. Mais nous savons bien que, alors même que des négociations avaient lieu, que Camp David se préparait, les ter-

roristes, de leur côté, se préparaient à ces attaques monstrueuses. Je ne crois pas du tout que l'on puisse dire que si l'administration américaine avait intensifié ses efforts en faveur des conclusions de la Commission Mitchell, ce qui s'est passé à Manhattan n'aurait pas eu lieu. Mais je suis sûr, en revanche, de deux

choses : si les deux parties ne recommencent pas à discuter des moyens d'appliquer ces conclusions, la violence au Proche-Orient ne cessera pas ; ensuite, la poursuite du blocus des territoires palestiniens, loin d'accroître la sécurité, ne fera que réduire les perspectives de sécurité dans la région.

– Quelle leçon tirer de ce qui vient de se passer aux Etats-Unis ?

– Ce qu'il est important de reconnaître, c'est qu'une société pluraliste et ouverte est quelque chose qui doit être constamment défendu. Il est impératif que nous ne donnions pas l'impression de penser que nos valeurs ne sont pas universelles. Nous avons tendance, lorsque nous parlons de droits de l'homme, d'en parler comme s'il s'agissait d'une notion propre aux Européens et aux Américains, comme si nous avions un monopole, une vertu dans ce domaine.

» Regardez l'étendue des crimes contre l'humanité commis en Europe au XX<sup>e</sup> siècle ! Sur le plan diplomatique, cela signifie que nous devons essayer de mieux comprendre le monde islamique, ce qui veut dire aussi le faire participer [à notre évolution]. Le plus grand danger d'aujourd'hui est la tendance à la xénophobie dont le monde arabe et l'Islam sont les cibles. »

Propos recueillis par Laurent Zecchini

– Mais il y a un lien...  
– Oui. Lorsque je m'occupais de l'Irlande du Nord, je n'avais aucun doute que le fait d'améliorer, par exemple, les conditions sociales à Londonderry était directement lié à la réponse politique pour combattre la violence. Parce que les gens ont plus de chances d'approuver – même s'ils ne les soutiennent pas directement, les arguments des extrémistes – s'ils n'ont eux-mêmes aucun espoir. Donc il n'y a pas de lien mécanique entre pauvreté et terrorisme, parce qu'il y a des centaines de millions de gens qui vivent ainsi sans pour autant tuer leur prochain. Mais je suis sûr qu'à long terme, face à cette relation entre pauvreté, commerce inéquitable, dégradation environnementale, migration, drogue, crime international, violence, nous allons devoir être plus actifs, constructifs et créatifs, pour tenter de trouver des solutions. Il ne s'agit pas de proposer un régime forcé de communiqués bien intentionnés et moralisateurs ! Ces questions sont complexes, mais elles ont pris une dimension sans pareille avec les faits et le symbolisme de ce qui s'est passé mardi dernier. Comme Européens, nous avons cependant quelque chose à faire valoir, parce que nous sommes le meilleur exemple de ce multilatéralisme qui, en pratique, aide à atténuer les traditions de violence.

– Mais pourquoi les Américains ont-ils été visés, qui plus est chez eux ? Est-ce parce qu'ils ont beaucoup plus d'ennemis que quiconque ?

– Il y a un paradoxe extraordinaire : dans le monde entier, la très grande majorité des populations les plus pauvres voudrait bien, si c'était possible, vivre en Amérique. Et pour être juste, les Etats-Unis ont un bilan en matière d'immigration, de questions raciales et ethniques bien plus favorable que les Européens. Or, tragiquement, le seul « racisme autorisé » dans le monde moderne est d'être anti-Américain !

» Rappelons-nous qu'il n'y a pas d'autre pays au monde dont la prospérité est aussi importante pour le reste du monde, pas d'autre pays qui ait été aussi généreux pour aider l'Europe. La lourde charge que les Etats-Unis doivent supporter est d'être d'une certaine façon notre substitut, à la fois pour le modernisme, la transparence et la prospérité. Et c'est pourquoi ils ont été la cible de ces derniers jours.

– Pensez-vous que quelque chose de fondamental doit être changé dans la façon dont les Américains communiquent et se conduisent avec le reste du monde ?

– Même s'ils peuvent conclure que l'hostilité à l'égard des Etats-Unis est injuste, il serait sans doute utile que ceux qui participent à l'élaboration de la politique amé-

ricaine réfléchissent aux raisons de leur impopularité dans une partie du monde. Mais il serait erroné de sauter sur des conclusions simplistes. Un exemple : cette attaque aurait-elle eu lieu si Camp David avait été un succès ? C'est là une occasion où l'administration américaine a été plus impliquée que jamais dans le pro-

cessus de paix au Proche-Orient. Malheureusement, cela n'a pas été un succès. Mais nous savons bien que, alors même que des négociations avaient lieu, que Camp David se préparait, les ter-

roristes, de leur côté, se préparaient à ces attaques monstrueuses. Je ne crois pas du tout que l'on puisse dire que si l'administration américaine avait intensifié ses efforts en faveur des conclusions de la Commission Mitchell, ce qui s'est passé à Manhattan n'aurait pas eu lieu. Mais je suis sûr, en revanche, de deux

choses : si les deux parties ne recommencent pas à discuter des moyens d'appliquer ces conclusions, la violence au Proche-Orient ne cessera pas ; ensuite, la poursuite du blocus des territoires palestiniens, loin d'accroître la sécurité, ne fera que réduire les perspectives de sécurité dans la région.

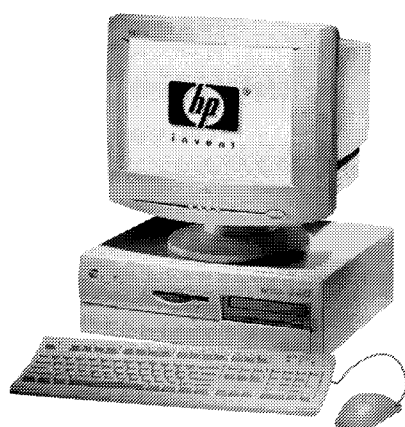
– Quelle leçon tirer de ce qui vient de se passer aux Etats-Unis ?

– Ce qu'il est important de reconnaître, c'est qu'une société pluraliste et ouverte est quelque chose qui doit être constamment défendu. Il est impératif que nous ne donnions pas l'impression de penser que nos valeurs ne sont pas universelles. Nous avons tendance, lorsque nous parlons de droits de l'homme, d'en parler comme s'il s'agissait d'une notion propre aux Européens et aux Américains, comme si nous avions un monopole, une vertu dans ce domaine.

» Regardez l'étendue des crimes contre l'humanité commis en Europe au XX<sup>e</sup> siècle ! Sur le plan diplomatique, cela signifie que nous devons essayer de mieux comprendre le monde islamique, ce qui veut dire aussi le faire participer [à notre évolution]. Le plus grand danger d'aujourd'hui est la tendance à la xénophobie dont le monde arabe et l'Islam sont les cibles. »

Propos recueillis par Laurent Zecchini

## La performance à petit prix.



### hp vectra vl 400 (P4744T)

- Équipé du processeur Intel® Pentium® III 1 GHz
- Mémoire 128 Mo, disque dur 20 Go
- Chipset Intel 815
- CD-ROM et carte LAN intégrés
- Microsoft® Windows® 2000 Professionnel (NT4)

**7 455 Fht\* 1 136,51 €ht\***

(Écran non inclus)



Les PC HP utilisent une version originale de Microsoft® Windows®. www.microsoft.com/piracy/howtotell

0826 800 400 (0,98 Ftc la min) en précisant le code "rentrée" - www.hp.com/fr

© Hewlett-Packard 2001. Tous droits réservés. HP Invent est une marque déposée de Hewlett-Packard. Intel®, le logo Intel® Inside® et Pentium® sont des marques ou des marques déposées de Intel® Corporation ou de ses filiales aux Etats-Unis ou dans les autres pays. Microsoft® et Windows® sont des marques de Microsoft® Corporation 2000. Toutes les autres marques sont la propriété de leur détenteur respectif. Offre exclusivement réservée aux professionnels du 1<sup>er</sup> octobre au 31 octobre 2001 dans la limite des stocks disponibles, chez les revendeurs participant à l'opération (les revendeurs sont libres de leur politique tarifaire). \*Prix conseillés. Les prix varient fréquemment et sont sujets à réajustement sans préavis. Photo non contractuelle.

## Bibliographie

- **Mondialisation et régulations, Europe et Japon face à la singularité américaine**, sous la direction de Robert Boyer et Pierre-François Souyri (éd. La Découverte, 2001, 179 p., 15 €, 98,39 F).
- **Le Modèle américain**, par Justin Vaïsse (coll. « Histoire Synthèse » Armand Colin, 1998, 96 p., 6,40 €, 42 F).
- **Introduction à l'œuvre de Keynes ?**, par Marc Bousseyrol, (éd. Ellipses-marketing, coll. « Les économiques », 2000, 191 p., 13,72 €, 90 F).
- **Le Christianisme, l'Islam, la démocratie**, par Jacques Rollet, (Grasset, 2001, 226 p., 20 €, 131,20 F).
- **Gestion des risques sur opérations de marché**, par Didier Marteau (Eska, 1998, 214 p., 28,97 €, 190 F).
- **Economie politique de la défense**, de Jacques Aben, (Cujas, 1992, 172 p., 18,29 €, 120 F).
- **Penser la guerre, penser l'économie**, par Christian Schmidt (éd. Odile Jacob, 1991, 350 p., 25,92 €, 170 F).
- **Le Pakistan**, par Christophe Jaffrelot (Fayard, 2000, 500 p., 25,61 €, 168 F).
- **Prospective stratégique d'entreprise**, sous la direction de Jacques Lesourne et Christian Stoffaës (Dunod, 2001, 406 p., 37,96 €, 249 F).
- **Dictionnaire de la mondialisation**, sous la direction de Pascal Lorot (Ellipses, 2001, 496 p., 19,66 €, 129 F).
- **L'Etat de la planète 2001**, Ouvrage collectif traduit de l'américain (Economica-World

- Watch Institute, 2001, 224 p., 23 €, 150,87 F).
- **Un nouveau modèle économique, développement, justice, liberté**, par Amartya Sen, (Odile Jacob, 2000, 358 p., 28,81 €, 189 F).
- **Repenser l'inégalité**, par Amartya Sen (Seuil/« L'histoire immédiate », 2000, 286 p., 19,82 €, 130 F).
- **L'Année stratégique 2002. Analyse des enjeux stratégiques, diplomatiques et économiques**, sous la direction de Pascal Boniface (L'Etudiant/France-Info/Iris, 2001, 648 p., 19,67 €, 129 F).
- **L'Etat du monde 2002. Annuaire économique, géopolitique mondial** (éd. La Découverte, 2001, 670 p., 23 €, 150,90 F).
- **Relire L'Art de la guerre de Sun Tzu**, par Jean-François Phelizon (Economica, 1999, 140 p., 12,04 €, 79 F).
- **Relire Le Prince de Machiavel**, par Christine Kerdellant, (Economica, 2000, 158 p., 14,94 €, 98 F).
- **Relire Le Traité des cinq anneaux de Miyamoto Musashi**, par Keiko Yamanaka (éd. Economica, 2000, 130 p., 14,94 €, 98 F).
- **Le Commerce des promesses. Petit traité sur la finance moderne**, par Pierre-Noël Giraud (Seuil, 2001, 372 p., 21,34 €, 140 F).
- **L'Impératif de solidarité. La France face à la mondialisation**, de Anton Brender (éd. La Découverte, 1996, 152 p., 12,95 €, 85 F).